Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE — Nº 12325 — 4 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens — MARDI 11 SEPTEMBRE 1984

La RFA à l'index

S'il fallait une preuve de l'intervention de Moscou dans la décision du chef de l'État et du Parti est-allemands, M. Honecker, d'ajourner sa visite en Allemagne fédérale, le report du voyage de son collègue bulgare, M. Jivkov, vient de l'apporter. Ce ne sont pas des sautes d'humeur passagères ou des difficultés bilatérales qui ont empêché les Allemands des deux côtés du mur de placer *un point d'orgue* sur un dialogue de plus en plus intense depuis le début de cette année, mais la volonté affirmée des Soviétiques de faire un exemple, en mettant à l'index la République fédérale d'allemagne, accusée, contre toute évidence, de nourrir des desseins « revanchistes » et « impérialistes ».

Sans doute l'« ère glaciaire » annoncée par M. Honecker en cas de déploiement des euromissiles américains s'étend-elle à l'ensemble des relations est-Ouest, mais, contrairement aux espoirs trop ouvertement affichés de ses dirigeants, l'Allemagne de l'Ouest risque de payer plus cher que les autres pays d'Europe occidentale.

Et cela pour plusieur raisons : l'antigermanisme fait toujours recette en Europe centrale, et le Kremlin peut même espérer le voir déborder sur quelques pays occidentaux ; d'autre part, dans la stratégie soviétique, la RFA apparaît comme le maillon le plus faible de l'alliance atlantique : c'est sur elle que s'exercent traditionnellement *les pressions les* plus vives, qu'elles prennent la forme de menaces ou d'encouragements. Enfin les Allemands *de l'Ouest ont « déçu »* les Soviétiques, qui comptaient sur eux pour amener les Etats-Unis à renoncer à l'installation *des Pershing-2 et* des missiles de croisière en Europe.

Les dirigeants de Bonn avaient pris un pari : maintenir le dialogue sinon avec Moscou du moins avec ses alliés, malgré l'incontestable dégradation des relations entre les Etats-Unis et l'URSS. Leur analyse n'était pas entièrement infondée. Il est vrai que les pays socialistes d'Europe centrale sont mécontents de l'aggravation du la situation internationale et qu'ils le manifestent discrètement ; il est vrai encore qu'ils ont accueilli sans enthousiasme les mesures de rétorsion décidées par l'URSS après le déploiement des missiles américains ; il est tout aussi exact *qu'ils ont un besoin* vital du développement des échanges économiques et commerciaux avec l'Occident, et d'abord avec la RFA. Mais toutes ces raisons qui prêchent en faveur du dialogue expliquent aussi le coup de semonce donné par les Soviétiques. Ceux-ci ne peuvent tolérer que les intérêts « objectifs » de leurs protégés les poussent à enfreindre la discipline du camp et à se commettre avec un État qu'eux-mêmes ont décidé de punir. L'ancien président Carter voulait naguère que la détente soit *indivisible. Le Kremlin reprend* la formule en la renversant : il proclame le caractère indivisible de la guerre froide.

Les Allemands de l'Ouest peuvent paradoxalement y trouver un élement rassurant. Ils devraient profiter très vite dans leurs relations avec leurs compatriotes de « l'autre Allemagne » d'une éventuelle amélioration des rapports Est-Ouest. Il serait pourtant naïf de croire que les Soviétiques attendent seulement l'élection présidentielle américaine pour reprendre leur place à la table des négociations. Il faudrait d'abord, en tout état de cause, qu'ils se convainquent qu'ils *n'obtiendront*, par la menace, aucune concession unilatérale des Occidentaux.

(Lire nos informations page 3.)

Dette mexicaine : accord exemplaire

Les banques acceptent un long échelonnement en échange de concessions

Un accord de principe, d'une très grande importance pour les milieux financiers internationaux, les prêteurs et les débiteurs, essentiellement ceux des pays en voie de développement, a été conclu à la veille du week-end, à New-York, entre le gouvernement mexicain et les représentants des banques créancières sur le rééchelonnement de la dette publique du Mexique.

Le ministre des finances de ce pays, M. Jesus Silva Herzog, a annoncé que, aux termes de cet accord, le remboursement en capital de 48,5 milliards de dollars, sur une dette publique totale de 66 milliards de dollars, serait étalé sur quatorze ans à partir du 1er janvier 1985. Suivant M. William Rhodes, porte-parole des banques créancières, le remboursement de 20,1 milliards de dollars d'emprunts venant à échéance, originellement, entre le 1er janvier 1985 et le 31 décembre 1990 sera étalé sur quatorze ans à partir de 1985, avec une année de grâce.

Ensuite, sur les 23,6 milliards de dollars d'emprunts venant à échéance entre août 1982 et décembre 1984, et qui avaient déjà fait l'objet d'un accord de rééchélonnement en décembre 1982, avec report des échéances en 1987, 5,9 milliards de dollars seront remboursés en douze ans à partir de 1987, et, le reste, soit 17,1 milliards de dollars, sera remboursé en onze ans à partir de 1988.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 46.)

DANS « LE MONDE DE L'ÉCONOMIE »

Déficits budgétaires et instabilité monétaire

Lire pages 19 et 20 les articles de PAUL FABRA et RÉMY PRUD'HOMME

M. Gattaz répond à M. Fabius

Le président du CNPF estime que « si le gouvernement n'agit pas il se condamne à ne pas réussir »

***Répondant à M. Laurent* Fabius, M. Yvon Gattaz, président du CNPF, a invité le gouvernement, lundi 10 septembre, à mettre en accord ses paroles et ses actes. Sans incitation fiscale, a-t-il notamment affirmé, il n'y aura pas de reprise de l'investissement.**

M. Yvon Gattaz devrait être triomphant. Le président du patronat français a en effet reçu la semaine passée des renforts inespérés à sa politique.

Voilà d'abord un premier ministre socialiste qui, le 6 septembre, réhabilite le profit, exhorte patronat et syndicats à *« aller loin et vite »* sur la flexibilité et l'organisation du travail — deux thèmes chers au CNPF, — appelle à la création d'entreprises (or *« ce n'est pas l'Etat qui va créer luiumême les entreprises »*, ajoute-t-il), prône un jumelage écoles-entreprises. Et M. Fabius de répéter en outre qu'il est *« pour une libération des prix industriels qui doit être faite raisonnablement pour ne pas déclencher l'inflation »* et que l'amélioration des profits d'entreprises endettées ne suffira pas, *« à soi seul »*, à relancer l'investissement.

C'est ensuite la CFDT, le 8 septembre, qui, par la voix de son secrétaire national, M. Jean Kaspar, n'hésite pas à se prononcer en faveur d'une plus grande flexibilité, aussi bien pour les seuils fiscaux qui imposent des cotisations supplémentaires aux entreprises passant de dix à onze salariés que pour les « seuils » sociaux sur la mise en place de délégués du personnel.

De même, la CFDT a-t-elle aussi fait une *« ouverture »* sur les contrats à durée déterminée et l'intérim, autant de sujets de prédilection du CNPF auxquels, jusqu'à présent, les syndicats opposaient une fin de non-recevoir.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 45.)

AU JOUR LE JOUR

Crispons

A droite, M. Barre ne veut pas être le dindon de la décrispation : qu'on ne compte pas sur lui pour voler au secours des socialistes! Quant à M. Chirac, il tonne plus que jamais contre un gouvernement « incapable ».

A gauche, le Parti communiste ne veut pas d'une décrispation qui a des allures de collaboration de classes.

Un homme se réjouit fort, c'est M. Poniatowski, qui lance : « La crispation est nécessaire. »

Cela finira par de grands cortèges pour la liberté des crispés. Et des manifs vengeresses contre les non-décrispés.

BRUNO FRAPPAT.

LES DEMANDES D'EXTRADITION

Mise en garde des Basques espagnols

Huit mille personnes ont manifesté, le samedi 8 septembre à Saint-Sébastien, contre d'éventuelles extraditions de militants de l'ETA par la France. A la prison de Fresnes, les sept réfugiés basques menacés d'extradition et en grève de la faim depuis un mois seraient dans une situation très critique.

De notre envoyé spécial

Vitoria. — *« L'idée que la France puisse extrader des Basques vers l'Espagne suscite ici une réaction dont on ne doit pas sous-estimer la force. Je regrette — le mot est évidemment trop faible — les attentats qui ont déjà eu lieu contre des véhicules français et contre des établissements liés de près ou de loin à la France. Mais il faut replacer tout cela dans ce climat d'exaspération, cette ambiance de désespoir, qui sont la conséquence, ici, d'espérances politiques et historiques déçues. »*

L'homme qui sonne l'alarme au moment où la Cour de cassation et le gouvernement français soupèsent les dossiers des sept militants de l'ETA réclamés par la justice espagnole n'est ni un révolutionnaire ni une tête brûlée.

M. Carlos Garaikoetxea est depuis 1980 le chef du gouvernement de la « Communauté autonome » basque. Originaire de Navarre, jadis tenté par l'état ecclésiastique, devenu industriel, puis président de la chambre de commerce de Pampelune, cet homme de quarante-six ans, élégant, disert, chaleureux, devrait, selon la terminologie marxisante, être considéré comme un « bourgeois ».

Désigné, en 1977, président du Parti nationaliste basque — quasi centenaire, mais qui avait presque disparu sous le franquisme, — M. Garaikoetxea se définit lui-même aujourd'hui comme *« social-démocrate »*. Au sein d'un PNV qui *incline à droite, sous le poids d'une* bourgeoisie soucieuse de garder ses acquis et de milieux populaires encore marqués par un catholicisme très traditionnel, le Lehendakari peut en effet passer pour progressiste; mais il se déclare avant tout *« nationaliste radical »* et, *« comme tous les nationalistes basques, absolu partisan du droit à l'autodétermination »* de ce peuple dont il est, de par le suffrage universel, *« la plus haute autorité »*. De fait, le PNV, avec 42% des voix, a été quasiment plébiscité par l'électorat lors des élections régionales du 26 février.

La Constitution approuvée par les Espagnols en 1978 interdit formellement au chef de la communauté autonome des démarches dans le domaine international. Mais il souhaite visiblement que, l'heure où la France et l'Espagne renforcent leur coopération dans la lutte contre le terrorisme de l'ETA, aucun élément d'appréciation ne manque aux responsables français.

Les socialistes qui gouvernent à Madrid ont vivement reproché au PNV sa prise de position hostile aux extraditions — manifestée dès le premier jugement favorable de la cour d'appel de Pau le 9 août. Que s'insurgent Herri Batasuna, bras politique (quoiqu'il s'en défende) de l'ETA, et Euskadiko Esquerra, la petite gauche nationaliste, c'est dans l'ordre des choses! Mais le PNV? Un parti soi-disant responsable!

« Légalement, la demande d'extradition de Madrid est irréprochable. Mais nous, nous devons avoir une vision politique, et nous avons une vision historique », rétorque M. Garaikoetxea.

Ce sont évidemment les interlocuteurs de Herri Batasuna (une formation qui a recueilli près de 15 % des suffrages le 26 février 1984) qui formulent la condamnation la plus vive. Leur argumentation est sans nuances. *« La France ne doit pas extrader les Basques car la situation en Espagne est pire que sous le franquisme »*, déclare M. Inaki Esnaola, député au Parlement basque (où il ne siège pas en raison de la consigne de boycottage de son parti).

JEAN-PIERRE CLERC.

(Lire la suite page 2.)

LA RUPTURE PC-PS

1986 : avec qui gouverner ?

Peut-on gouverner sans les communistes, et gouverner « à gauche » ? Les socialistes montrent chaque jour que, sur la première partie de cette question, la réponse est évidemment positive. Sur la deuxième partie, elle est, pour les communistes, évidemment négative : sans eux, on ne gouverne pas à gauche. Aux uns et aux autres, se pose une autre question : avec qui exercer le pouvoir après les élections législatives de 1986?

Le retrait des communistes du gouvernement est passé pratiquement inaperçu. Qu'ils affirment appartenir à la majorité — comme ils le disaient hier — ou le contraire — comme ils le font aujourd'hui — ne change rien à la réalité institutionnelle : les socialistes, majoritaires à eux seuls à l'Assemblée nationale, disposent des moyens de gouverner sans les communistes; ils s'en serviront jusqu'au terme de leur mandat (1986), répète le président de la République.

Mais la réalité institutionnelle n'est pas seule en cause. M. Jospin, devant le comité directeur de son parti, admet que le rapport de forces dans l'opinion, un moment créé par la querelle scolaire, a posé la question de la survie de la majorité jusqu'en 1986.

Le danger existe, pour les socialistes, que le problème surgisse à nouveau, à cause du climat social cette fois. Les communistes, là dessus, disent leur mot, en attendant d'exploiter une éventuelle explosion des revendications qu'ils auraient encouragée. On ne gouverne pas à gauche sans les communistes. De cela, la direction du PCF veut convaincre les Français.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 7.)

UNE SEMAINE AVEC LA FRANCE DU GRAND LARGE

Où va l'outre-mer ?

Où va l'outre-mer? Des bombes et des morts en Guadeloupe. Une Martinique qui s'éveille, elle aussi, à la fierté caraïbe. Une Guyane qui reste ouverte à toutes les aventures. La Nouvelle-Calédonie dans l'attente angoissée d'une autodétermination incertaine. Un « modèle » réunionnais menacé dans son équilibre par sa fragilité. Une collectivité territoriale de Mayotte qui a peur d'être abandonnée par Paris. La Polynésie française et l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon à l'heure de nouvelles ambitions.

Et partout trop de chômeurs, d'inégalités sociales, de difficultés économiques. Mais partout, aussi, des réussites, des vocations, des pionniers.

C'est à une promenade à travers cette France du grand large que *le Monde* invite ses lecteurs, jusqu'à la fin de cette semaine, *au fil de suppléments consacrés successivement au département* de l'océan Indien, la Réunion, aux deux départements antillais, la Guadeloupe et la Martinique, au département d'Amérique du Sud, la Guyane, à celui d'Amérique du Nord, Saint-Pierre-et-Miquelon, et aux territoires du Pacifique sud, sans oublier cette originalité que constitue le territoire des terres australes et antarctiques.

Dans un numéro introductif, aujourd'hui, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Georges Lemoine, dresse un bilan des réformes institutionnelles réalisées par la gauche depuis trois ans et précise ses orientations économiques et sociales.

LIRE PAGES 11 A 13 :

- **« La gauche face au défi des inégalités sociales », par ALAIN ROLLAT.**
- **Notre entretien avec M. Georges Lemoine.**
- **Un reportage de DANIEL SCHNEIDERMANN sur la question indienne en Guyane : « Comment les Wayanas deviendront citoyens français... »**

Le Monde

étranger

AFRIQUE

Algérie

Le malaise suscité par la visite de M. Mitterrand au Maroc n'a pas été dissipé

Alger. — A la veille du compte-rendu sur les derniers développements diplomatiques au Maghreb que M. Cheysson doit faire devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, l'Algérie manifeste toujours son mécontentement contre la visite privée en deux épisodes de M. Mitterrand au roi Hassan II. Le quotidien *El Moudjahid* écrit que les explications données ces derniers jours par les responsables français recèlent *« plusieurs contradictions »* et *« n'apportent toujours pas les éclaircissements attendus »*. Quant à *Révolution africaine*, hebdomadaire du FLN, il voit dans cette visite, après l'accord d'union maroco-libyen *« une ingérence d'une puissance étrangère à notre région pour tenir un rôle dont nous connaissons et les objectifs et les prolongements »*.

Le ton n'est pas plus conciliant dans les conversations. Ainsi nous a-t-il été dit dans un ministère, qu'actuellement les relations franco-algériennes sont moins saines que *« quand la droite était au pouvoir à Paris »* et que, depuis la promotion de M. Fabius, c'est *« le lobby sioniste qui paraît l'emporter »*. En dehors des soupçons d'ordre général, y compris quant à la future renégociation de l'accord gazier, deux griefs précis sont formulés : M. Mitterrand n'a pas informé au préalable le président Chadli de sa visite au roi ; M. Cheysson a *« amusé la galerie »* en débarquant à Alger, sous les apparences d'un ministre venu faire une visite entrant dans le cadre des conversations régulières, alors que le chef de l'Etat français arrivait secrètement à Ifrane, au même moment, le mercredi 29 août.

En fait, voici comment les choses se sont passées. Le 29 août, le ministre français des relations extérieures arrive à Alger, porteur d'un message de M. Mitterrand à M. Chadli, qui ne peut être remis qu'en main propre à son destinataire, sans passer par l'intermédiaire du ministre algérien des affaires étrangères, M. Taleb Ibrahimi, avec lequel a lieu un entretien portant notamment sur la réaction algérienne à l'accord d'Oujda. Il est fréquent, à Alger, qu'un ministre étranger demandant à voir le président soit laissé jusqu'à la dernière minute dans l'incertitude sur le moment de l'audience. Celle-ci n'a finalement eu lieu que le lendemain 30 août, à 10 heures. M. Cheysson remet alors le message qui informe M. Chadli du voyage privé au Maroc, sans préciser ses objectifs. En sortant de la présidence, il apprend que les médias français, se fondant sur une indiscrétion marocaine, ont déjà diffusé la nouvelle...

De notre correspondant

« Nous sommes une puissance régionale sans laquelle rien de sérieux ne peut se réaliser, pas une république bananière qu'on met devant le fait accompli », nous dit un responsable, selon lequel M. Cheysson a banalisé au maximum sa visite en Algérie à un moment crucial.

La « relation privilégiée »

Après avoir exalté, trop souvent peut-être, la *« relation privilégiée »* existant depuis 1981 entre Paris et Alger, les responsables français ont pris un risque en estimant siffisant d'informer le président Chadli de façon concomitante, au risque d'un contretemps malheureux... Il est clair que, de par son caractère privé, son côté détente entre *« copains »*, pour reprendre un terme dont usait le roi Hassan II à propos de M. Giscard d'Estaing, ce voyage pouvait irriter Alger, bien plus qu'une visite officielle. Mais à supposer que cela ne fût pas incorrect à l'égard du roi, vendre la mèche au préalable n'était-il pas inciter Alger à grossir d'emblée l'événement ?

Reste à savoir pourquoi l'Algérie à choisi de dramatiser la mauvais procédé dont elle se déclare victime, la *« relation privilégiée »* pouvant conduire au contraire à exprimer plus calmement la déception des *« incidents de parcours »*, moins graves mais bien réels, qui ont eu lieu déjà et dont on ne parlait pas ou dont on attribuait la relation à la malveillance des journalistes.

Une réponse pourrait se dessiner si prenait corps le projet de court séjour de M. Mitterrand à Alger, dont il avait été question bien avant la querelle actuelle... L'idée était qu'un repas pourrait être pris à l'occasion d'un déplacement du chef de l'Etat en Afrique. La semaine dernière, on laissait entendre à l'Elysée que l'escale pourrait avoir lieu lors du vol vers le sommet de l'Afrique francophone, au Burundi. Il est préférable que ce sommet ait été reporté, car ce choix était plutôt malheureux en raison des réserves traditionnelles de l'Algérie quant à ces conférences entre la France et ses anciennes colonies.

Dans l'immédiat, aucune rencontre ministérielle n'est prévue. En principe, des experts français sont attendus pour des discussions sur le droit de garde des enfants des couples mixtes divorcés, problème soulevé au mois de juillet en France par la tentative d'opération d'« un bateau pour Alger » qui a exaspéré les autorités. D'autres discussions à propos de problèmes présentés imprudemment comme réglés lors de la visite de M. Mauroy à Alger en octobre 1983 s'enlisent. Ainsi, si quelques anciens pieds-noirs restés en Algérie ont pu vendre leurs biens, aucun transfert en France des fonds provenant de ces ventes n'a été réalisé.

Hors de ce contentieux considéré maintenant comme quasi institutionnel, les diplomates seront sans doute attentifs dans les jours à venir à ce que peut dire l'Algérie à propos de la présence française au Tchad, sujet sur lequel elle était jusqu'à présent d'une discrétion appréciée. Dimanche, *El Moudjahid* a fait état d'un entretien entre le ministre algérien des affaires étrangères et M. Goukouni Oueddeï. Ce n'est pas la première fois que le chef du GUNT se trouve à Alger, où il avait même rencontré le précédent ambassadeur de France, M. Guy Georgy. Mais jusqu'à présent ces séjours n'avait pas fait l'objet de publicité.

JEAN DE LA GUERIVIERE.

République sud-africaine

Nouveaux troubles dans les cités noires

De nouveaux troubles ont éclaté au cours du week-end dernier dans les cités noires des environs de Johannesburg. A Katlehong, une immense cité-dortoir située à une vingtaine de kilomètres à l'est de la capitale économique du pays, des heurts entre forces de l'ordre et manifestants ont fait au moins un mort et un blessé grave.

Selon un porte-parole de la police, un groupe de manifestants a mis le feu à la maison du maire de Katlehong et attaqué à coups de couteau deux hommes qui gardaient celle-ci. Un des manifestants a été tué par la police et un policier a été grièvement blessé. Au début de la semaine, les manifestants s'en étaient déjà pris à des représentants des autorités locales, tuant trois des membres du conseil municipal de LekoA, qui administre plusieurs *townships* du triangle du Vaal. Les représentants locaux, qui sont élus par des fractions de la population, sont souvent considérés comme étant à la solde du « pouvoir blanc ».

Non loin de cette cité, à Daveyton, plus de trois mille Noirs ont défié l'interdiction de toute manifestation à caractère politique décidée par les autorités, à l'occasion des funérailles de quatre victimes des troubles de la semaine passée : une fillette de neuf ans et trois adolescents. Malgré les nombreux discours politiques qui ont été prononcés, la police s'est gardée d'intervenir. L'évêque noir Desmond Tutu, secrétaire général du conseil sud-africain des Eglises, a célébré l'office funèbre à la mémoire des victimes.

Quelques incidents violents se sont, d'autre part, produits dans la nuit de samedi à dimanche à Soweto. Enfin, à Sebokeng, au sud de Johannesburg, la situation était redevenue très tendue dimanche, et la police est intervenue à deux reprises pour disperser une foule rassemblée en dépit de l'interdiction.

Enfin, sept personnalités politiques qui avaient été arrêtées à la veille des élections métisses qui se sont déroulées le 22 août dernier en Afrique du Sud ont été libérées vendredi soir, la Cour suprême de Pietermaritzburg (Natal) ayant estimé que leur ordre de détention n'était pas valide. Ces sept personnes — Archibald Gumede, George Sewpershad, Mooroogiah Naidoo, Mewa Romgobin, Kadir Hassim, Billy Hair et Bhekuse Kikine — faisait partie des quarante et un dirigeants du Front démocratique uni (UDF, qui regroupe plusieurs centaines d'organisations anti-apartheid) et de membres des congrès indien du Natal et du Transvaal (NIC et TIC) arrêtés le 21 août. Cependant, dès lundi, le ministre de la loi et de l'ordre, M. Louis Le Grange, a signé de nouveaux ordres de détention contre ces sept dirigeants. Ceux-ci ont disparu de leur domicile et la police est à leur recherche. — *(AFP, Reuter.)*

EUROPE

Mise en garde des Basques espagnols

(Suite de la première page.)

« Les tortures, favorisées par une loi antiterroriste permettant un délai de garde à vue de dix jours, continuent comme avant au Pays basque. Or l'Europe ne peut pas croire qu'une « jeune démocratie », comme on dit, surtout à gouvernement socialiste, puisse permettre cela. Tout se passe donc désormais dans l'indifférence. »

Le président d'Euskadiko Esquerra, l'avocat M. Juan Maria Bandres, qui défendit des militants de l'ETA sous la dictature, reconnaît, quant à lui, que *« la France ne pouvait pas fermer indéfiniment les yeux sur des activités auxquelles elle servait de base »*. Il estime que, en raison, précisément, de l'existence en Espagne de la loi antiterroriste, les expulsions vers l'Amérique latine (1) étaient et demeurent une meilleure solution.

Les partis nationalistes craignent unanimement que l'opinion internationale — suivant en cela celle de la majeure partie de l'Espagne — n'imagine qu'on résoudra le *« problème basque »* par une éventuelle mise hors d'Etat de nuire de l'ETA. *« Lorsqu'un homme est malade, il ne suffit pas de lui donner des remèdes pour faire baisser sa fièvre. Il faut soigner le mal à la racine. L'ETA, c'est la fièvre du Pays basque. Si on ne traite pas le problème à fond, on verra ressurgir demain un autre organisation armée »*, explique M. Garaikoetxea.

De ce point de vue, M. Markiegui, influente personnalité d'Euskadiko Esquerra, s'inquiète de l'actuelle *« absence de tout dialogue entre Madrid et Vitoria »*, deux capitales qui ont pourtant encore un lourd travail à mener pour définir le champ de leurs compétences respectives : ainsi, dans des domaines aussi essentiels que la sécurité sociale et l'enseignement supérieur, tout demeure à faire.

Or les nationalistes, qui représentent les deux tiers de l'électorat basque, ont le sentiment que, depuis la tentative de coup d'Etat militaire du 23 février 1981, Madrid a cessé de considérer comme prioritaire la transformation historique de l'Espagne par le biais des autonomies. M. Felipe Gonzalez, estiment-ils, s'est montré encore plus réticent sur ce point que son prédécesseur au gouvernement, le centriste M. Calvo Sotelo. Peut-être, croient-ils, parce que les *« pouvoirs de fait »* (l'armée, le patronat...) le tiennent davantage en suspicion.

Mme Ana Miranda, sénateur socialiste, s'insurge contre cette idée : *« Nous avons déjà transféré 70 % des compétences. Dans quelques années, la police basque aura la responsabilité de tout ce qui n'est pas exclusivement du ressort de l'Etat, comme la douane ou la garde des côtes et des frontières. L'Espagne est,* de facto *devenue un Etat fédéral. Je reconnais que les compétences restant à transférer sont celles qui posent les problèmes les plus sérieux. Mais, en réalité, le PNV utilise l'argument de l'extension du statut d'autonomie comme une arme politique ; je dirais même électorale. C'est notre devoir historique d'avancer prudemment sur ce sujet comme sur d'autres. Nous ne pouvons pas prendre le risque d'une involution du processus démocratique. Un jour le Pays basque lui-même nous sera reconnaissant d'avoir choisi la voie de la modération. »*

Une suggestion de Paris ?

C'est dans ce contexte d'extrême polarisation qu'est arrivée, le 23 août, la « bombe » Barrionuevo. M. José Barrionuevo est ministre de l'intérieur de M. Felipe Gonzalez. Il a donc été au sein du gouvernement le principal artisan de cette politique de fermeté vis-à-vis de l'ETA que le PSOE a mise en œuvre avec de moins en moins de complexes au fil du temps.

Or, soudain, alors que les politiciens se bronzaient aux Canaries ou aux Baléares, le ministre de l'intérieur annonçait qu'il était prêt à négocier personnellement avec Domingo Iturbe, « Txomin », souvent considéré comme le numéro un de l'ETA. Celui-ci n'a jamais été revu en public depuis qu'il a disparu, le 27 janvier, de la ville de Tours, où il avait, huit jours plus tôt, été assigné à résidence par le gouvernement français. Mais on veut voir en lui un « modéré », plus disposé au dialogue que, par exemple, le présumé numéro deux de l'organisation, Eugenio Etxeveste, « Antxon » — opportunément expulsé de France vers Saint-Domingue le 9 août. Le ministre de l'intérieur espagnol prêt à rencontrer, en vue de « négocier », le patron présumé de l'ETA « où et quand » celui-ci le désirait : il y avait là une nouveauté, même si, par le passé, des contacts plus ou moins discrets ont bel et bien existé (qui ont permis, par exemple, la « réinsertion sociale » à partir de 1981 de deux cent cinquante « Etarras politico-militaires »).

S'agissait-il d'un « ballon » lancé pour sonder les forces armées et la droite ? On put le croire lorsque M. Barrionuevo expliqua ensuite que le seul objet d'une *« négociation »* serait l'organisation d'un cessez-le-feu, d'une remise des armes et d'une réinsertion sociale des insurgés.

Une autre interprétation a cours au Pays basque. La négociation aurait été fortement « suggérée » par Paris.

Par conviction ? Ou comme argument à jeter en pâture aux bases socialistes françaises ? Il n'importe : tel aurait été, dit-on ici, le prix demandé à Madrid par la France pour sa collaboration à la lutte antiterroriste, et plus spécialement pour répondre favorablement à quelques demandes d'extradition. L'organisation d'un référendum en Navarre en vue de rattacher cette province à la Biscaye, la Guipuzcoa et l'Alava, qui constituent l'actuelle communauté autonome, faisait-elle partie des « suggestions » de Paris — comme l'a récemment indiqué le *Nouvel Observateur* dans un article qui a fait ici grand bruit ? Si tel était le cas, on y verrait une maladresse : car nul, en Navarre, ne semble vraiment souhaiter un tel référendum, qui attiserait bien des passions — et surtout pas les nationalistes, convaincus qu'ils le perdraient...

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Il y a eu 25 expulsions vers quatre pays d'Amérique latine depuis janvier dernier.

● *L'inquiétude de la CIMADE.* — Le conseil de la CIMADE, mouvement d'entraide chrétien, se déclare *« très préoccupé par la situation des Basques espagnols poursuivant une grève de la faim et de la soif. Il demande instamment au gouvernement français une déclaration solennelle »*, affirmant que les sept Basques ne seront pas extradés.

LE PAYS BASQUE DU COTÉ FRANÇAIS

Paix civile et développement économique

De notre correspondant

Bayonne. — Après un mois de juillet déplorable, racheté, en partie, par un mois d'août que l'on n'espérait pas aussi bon, les hôtels saisonniers et les campings du Pays basque français commenceront à fermer leurs portes.

La tension, souvent amplifiée par les médias nationaux, qui a régné cet été dans la région, n'est pas pour autant retombée. Rassemblés au sein de l'Union pour la défense des intérêts touristiques (UDIT), créée il y a un mois par des professionnels soucieux avant tout d'engager le débat avec les détracteurs du développement touristique, certains commerçants rêvent d'en découdre. Jugeant trop timorées les positions du comité directeur de l'UDIT (*le Monde* du 21 août), ils crient haro sur les autonomistes basques qu'ils accusent d'être responsables de tous leurs malheurs.

L'argent de l'ETA...

C'est dans ce contexte plus politique qu'économique que quatre entreprises ont été incendiées en moins d'un mois, attentats non revendiqués. Deux de ces sociétés sont des coopératives de production de meubles implantées dans l'intérieur du Pays basque, fleurons d'une relance économique amorcée il y a quelques années par des nationalistes basques avec — depuis 1981, — l'aide des pouvoirs publics. Craignant que certains groupuscules n'exercent des représailles contre des entreprises *« plus françaises »*, vingt-sept patrons appartenant à cette mouvance viennent de créer l'Association entreprises et emplois.

Industriels, artisans ou commerçants, ils entendent œuvrer pour la défense des intérêts matériels et moraux de leur affaire, prévenir d'autres incendies criminels, mais aussi se protéger contre les affirmations de certains médias qui les accusent de *« blanchir l'argent de l'ETA »*. Des allégations qui leur ont fait perdre plusieurs marchés et que vient de condamner M. Jean-Pierre Destrade, député (PS) des Pyrénées-Atlantiques : *« Toutes ces entreprises sont financées d'une manière tout à fait légale, avec une transparence totale du montage financier et un contrôle direct de l'utilisation des subventions accordées. »*

Déplorant la timidité avec laquelle les élus locaux condamnent les attentats dont ils sont victimes — *« eux qui se sont mobilisés à la suite d'actes de vandalisme contre des voitures de touristes »*, l'Association entreprises et emplois se défend de vouloir mettre en place un « contre-UDIT » : *« Dans le tourisme ou dans l'industrie, un emploi est un emploi »*. Dans leurs rangs figure d'ailleurs le président de l'UDIT, M. Augustin Arcondegui. Il rencontrera prochainement le secrétaire d'Etat au tourisme, qui est aussi celui de l'artisanat, à qui il présentera les dossiers des entreprises incendiées.

Cette volonté de dialogue réussira-t-elle à faire revenir en Pays basque français la paix civile indispensable à tout développement économique ? Beaucoup, sur place, le souhaitent, alors que se multiplient, au cours des fêtes de villages, des incidents entre nationalistes basques et nationalistes français.

PHILIPPE ETCHEVERRY.

Grande-Bretagne

La grève des mineurs

Reprise fragile des négociations

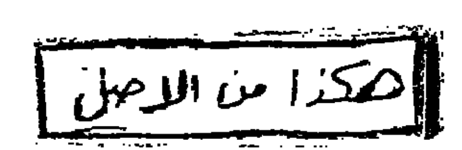
De notre correspondant

Londres. — Après huit semaines d'interruption et après les difficiles efforts de médiation qui ont eu lieu la semaine dernière durant le congrès de la confédération des syndicats britanniques (TUC), les négociations ont repris, dimanche soir 9 septembre, à Edimbourg, entre la direction des Charbonnages et l'Union nationale des mineurs (NUM). Mais la rencontre n'a duré que deux heures, et l'on ne savait pas, lundi matin, si les conversations allaient se poursuivre et, si oui, à quel moment, les deux délégations ayant refusé de faire la moindre déclaration sur l'état de leurs travaux. Il semble qu'il y ait au moins un accord sur ce point : éviter les contacts avec la presse pour empêcher, notamment, les échanges de propos très vifs qui se sont produits depuis le début du mois entre M. Ian McGregor, président des Charbonnages, et M. Arthur Scargill, président de la NUM. Malgré ce silence, on a cependant laissé entendre dans l'entourage des deux hommes que les discussions pourraient se prolonger lundi et les jours suivants.

Selon le *Daily Mirror* — qui paraît bien informé depuis que son nouveau propriétaire, M. Robert Maxwell, a servi de médiateur, — le syndicat des mineurs pourrait accepter le principe d'une consultation générale de ses adhérents sur le résultat des négociations au cas où celles-ci s'achèveraient favorablement, ce qui est loin d'être certain pour le moment.

D'autre part, la grève des dockers continue, mais un nombre de plus en plus important d'entre eux manifestent l'intention de reprendre le travail, en dehors de ceux — près de la moitié — qui dès le commencement ont refusé de débrayer. Ce mouvement affecte même le port de Tilbury, dans le secteur de Londres, qui était considéré comme l'un des points forts du syndicat des transports. Un scrutin à bulletin secret organisé par la direction du port de Londres, à la fin de la semaine dernière, a montré que 51 % des dockers souhaitaient rejoindre leur poste, mais 48 % des employés n'ont pas participé à cette consultation.

F. C.



هكذا من الاصل

ASIE

Japon

LA FIN DE LA VISITE DU PRÉSIDENT CHUN

Plusieurs problèmes bilatéraux restent en suspens entre Tokyo et Séoul

Tokyo (*AFP, Reuter, UPI*). – Le président sud-coréen, M. Chun Doo Hwan, a achevé, samedi 8 septembre, son séjour au Japon par une visite d'adieu à l'empereur Hirohito et un déjeuner avec le premier ministre, M. Nakasone. Un communiqué commun annonce une *« amitié et une coopération éternelles »* entre le Japon et la Corée du Sud, qui se définissent comme des *« alliés mûrs »*.

Les deux pays sont convenus d'accroître leurs échanges et de négocier prochainement un accord scientifique et technologique. Le problème posé par le déséquilibre du commerce bilatéral, fortement déficitaire pour la Corée du Sud, reste cependant en suspens et fera l'objet de consultations ultérieures. S'agissant de la situation des Coréens résidant au Japon (*le Monde* daté 9-10 septembre), M. Nakasone s'est borné à promettre qu'elle serait examinée par son gouvernement.

Le communiqué commun indique d'autre part que Tokyo et Séoul sont d'accord pour estimer que le problème coréen doit être résolu pacifiquement par un dialogue direct entre les deux Corées et que l'admission des deux pays aux Nations unies contribuerait à réduire la tension dans la péninsule. Japonais et Sud-Coréens expriment enfin l'espoir que les Jeux olympiques de Séoul se dérouleront avec succès en 1988, *avec la participation de tous les pays du monde »*.

Vendredi, M. Nakasone avait réitéré, en termes beaucoup plus nets, les regrets exprimés la veille par l'empereur Hirohito au sujet des relations passées entre les deux pays (*le Monde* du 8 septembre). *« Pendant un certain temps, au cours de ce siècle,* a dit le premier ministre, *le Japon a fait subir de grandes souffrances à votre pays et à son peuple. Je voudrais dire ici que le gouvernement et le peuple du Japon éprouvent de profonds regrets pour cette erreur. »*

Inde

Affrontements meurtriers entre musulmans et hindous en Andhra-Pradesh

De notre correspondant

Hyderabad, New-Delhi. – Pour la seconde fois en moins d'une semaine, de violentes émeutes ont éclaté, dimanche 9 septembre, à Hyderabad, capitale de l'Andhra-Pradesh, entre musulmans et hindous. Sept personnes ont été tuées, dont deux par la police, et plus d'une centaine blessées par balles ou coups de couteau. Appelée, encore une fois, à sortir de ses casernes, pour prêter main forte aux policiers et CRS locaux, l'armée indienne patrouille dans la ville depuis dimanche après-midi.

Le couvre-feu général et total a été décrété pour une période indéfinie et, comme à l'ordinaire, les forces de l'ordre ont été invitées à tirer à vue sur les contrevenants. Plus d'une centaine d'échoppes et de logements ont été incendiés en divers points de la ville. Selon certains témoignages, ce sont les musulmans, en nombre à peu près égal à celui des hindous dans cette ville (1,8 million d'habitants au total), qui auraient ouvert les hostilités.

Vingt mille hindous étaient, dimanche, descendus dans la rue. Comme chaque année à pareille époque, de longues processions s'étaient formées tôt le matin pour célébrer le dieu Ganesh et immerger, selon la tradition, plusieurs milliers de statues du « Seigneur à trompe d'éléphant » dans le lac de la région. Dans certains quartiers, les processions furent accueillies à coups de pierres ; la panique et la colère de la foule devenant incontrôlables, la police tenta, sans succès, de la disperser avec des gaz lacrymogènes et des coups de matraque.

Cette explosion de violence intercommunautaire, presque traditionnelle dans cette ancienne capitale moghole (l'an dernier à la même date, *les émeutes s'étaient poursuivies pendant plusieurs jours et avaient fait une cinquantaine de morts*), survient cette année dans un contexte politique survolté.

La tentation des défections

C'est en effet mardi que doit avoir lieu, à l'assemblée d'Hyderabad, l'épreuve de force entre les représentants du nouveau pouvoir local, allié à Mme Gandhi, et ceux qui sont demeurés fidèles à l'ancien ministre en chef de l'Andhra-Pradesh, M. N.T. Rama Rao, déposé dans des conditions fort peu démocratiques il y a quelques semaines (*le Monde* du 18 août). M. Rama Rao, qui assure n'avoir jamais perdu sa majorité politique à l'assemblée locale, attendait avec impatience de pouvoir ainsi revenir au pouvoir.

Quoi qu'en disaient lundi matin les autorités de New-Delhi, qui assuraient que le rendez-vous de mardi n'était pas *« nécessairement remis »*, les événements sanglants de dimanche risquent de provoquer, pour *« raisons de sécurité »*, le report à une date ultérieure du comptage tant attendu. Pour certains membres de l'opposition, il ne fait guère de doute en effet que *« les émeutes ont été délibérément provoquées par les partisans de Mme Gandhi et du pouvoir illégal local pour empêcher le retour démocratique au pouvoir de M. Rama Rao »*.

Compte tenu de la facilité avec laquelle les députés indiens, régionaux ou nationaux, changent d'allégeance politique, un délai de quelques jours ou quelques semaines pourrait, croit-on, permettre au ministre en chef soutenu par Mme Gandhi de provoquer à son profit de nouvelles défections dans les rangs de son adversaire. Celui-ci en est d'ailleurs tellement conscient qu'il a offert à ses cent soixante fidèles (l'assemblée locale compte deux cent quatre-vingt-quatorze membres) plusieurs semaines de villégiature, plus ou moins volontaires, dans un État voisin. Il s'agissait, en fait, de les mettre à l'abri des intimidations et peut-être surtout des tentations.

Pour provoquer des défections dans les camps de leurs advesaires, les partis indiens, celui de Mme Gandhi, qui est le plus riche, compris, vont jusqu'à offrir aux transfuges des récompenses allant d'un poste ministériel local jusqu'à des primes représentant, parfois, de cinq à dix ans de revenus pour un député moyen.

Les cent soixante partisans, techniquement incorruptibles, de Rama Rao ont quitté dimanche leur lieu de congé dans un convoi de six autobus. Le convoi, dûment entouré et gardé par des militants, devait parvenir à Hyderabad dans la journée de lundi. Toute la question est maintenant de savoir s'ils accepteront de repartir en « vacances » au cas où le grand « show ». politique de mardi serait reporté...

PATRICE CLAUDE.

Pakistan

UN JEUNE COOPÉRANT FRANÇAIS ASSASSINÉ A PESHAWAR

Un jeune coopérant français, Hubert Ringele, vingt-six ans, a été tué par balles et sa femme, Nadine, vingt-quatre ans, grièvement blessée, samedi 8 septembre à l'aube, par un ou deux agresseurs qui s'étaient introduits dans leur maison située à la périphérie de Peshawar, dans le nord-ouest du Pakistan. Affecté au titre du service national et arrivé au Pakistan au début de l'année, Hubert Ringele était lecteur en géologie à l'université provinciale de Peshawar, et sa femme enseignante à l'Alliance française qui est fréquentée par des réfugiés afghans. Nadine Ringele a été rapidement hospitalisée dans un dispensaire de la Croix-Rouge, puis rapatriée – ainsi que le corps de son mari – par avion, dimanche, et immédiatement admise au CHU de Strasbourg-Hautepierre.

Le crime – dont on ignorait les mobiles – s'est produit au moment où les habitants de Peshawar, Pakistanais et réfugiés afghans, célébraient la fête religieuse musulmane de l'Aid. Hubert Ringele a été abattu à bout portant de plusieurs balles de pistolet automatique de calibre 32 millimètres. Selon une source policière, un grand désordre régnait chez les Ringele après le crime, mais il semble qu'aucun objet de valeur n'ait été dérobé. Hubert Ringele était, selon ses amis, un garçon très calme, réservé, équilibré ; sa femme avait rapidement gagné, selon l'AFP, la sympathie de la communauté francophone de Peshawar et d'Islamabad.

La région de Peshawar, capitale de la province de la frontière du Nord-Ouest, est connue pour ses traditions de violence. Les hommes des tribus locales sont souvent armés, et l'afflux des réfugiés et maquisards afghans a contribué à y augmenter la criminalité.

DIPLOMATIE

APRÈS L'AJOURNEMENT DE LA VISITE DE M. JIVKOV, CHEF D'ÉTAT BULGARE, EN RFA

Washington veut encourager les pays socialistes à se démarquer de Moscou

De notre correspondant

Washington. – Le report de la visite en Allemagne fédérale de M. Honecker et maintenant de celle de M. Jivkov devrait relancer le débat en cours dans l'administration américaine sur les possibilités de favoriser les contradictions d'intérêt entre Moscou et ses alliés européens.

Longtemps ignorés par le gouvernement de M. Reagan comme de simples dépendances de l'URSS, les pays de démocratie populaire sont en effet aujourd'hui très attentivement observés à Washington. Le 20 août dernier, à Chicago, le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, leur avait ainsi consacré tout un discours en déclarant que *« le cours de l'histoire »* travaillait contre le système de domination soviétique et que les Etats-Unis n'accepteraient *« jamais l'idée de la division de l'Europe »*. Trois jours auparavant, M. Reagan avait affirmé, quant à lui, qu'il était faux que l'Amérique eût consenti à Yalta à un partage du continent en « zones d'influence » et qu'il se refusait au contraire à prendre son parti de *« l'assujettissement permanent des peuples de l'Europe de l'Est »*.

Cette déclaration avait été aussitôt dénoncée par par l'agence Tass comme une remise en question de *« la configuration politique de l'Europe d'après-guerre »*. M. Reagan n'a pas hésité à revenir à la charge, dimanche 9 septembre, en expliquant qu'il ne fallait pas *« laisser Yalta être utilisé comme un écran par ceux qui l'ont violé »*. *« Cet accord*, a-t-il dit à l'occasion d'un pèlerinage religieux des Américains d'origine polonaise, *n'a jamais donné le pouvoir* (aux Soviétiques) *de dominer la Pologne et les pays de l'Est comme ils l'ont fait. »*

C'était évidemment là – les hommages appuyés au pape et à M. Walesa le soulignent – manière de s'attirer la faveur d'une communauté traditionnellement démocrate et dont les voix pèseront lourd dans plusieurs Etats. Au-delà de l'aspect électoral, ces propos relèvent pourtant d'une prudente ambition, parce que tranchant, malgré les apparences, sur la simple polémique idéologique à laquelle M. Reagan a mis au demeurant une sourdine depuis le début de l'année.

Plutôt que de seulement exalter les aspirations démocratiques des populations d'Europe de l'Est, les dirigeants américains entendent affirmer leur volonté de mener une politique différenciée vis-à-vis des démocraties populaires et de l'URSS. Tout comme Moscou a espéré enfoncer un coin entre les capitales ouest-européennes et Washington en jouant de la peur de la guerre et des craintes pour l'avenir des relations commerciales entre les deux Europes, Washington souhaite maintenant développer sur les mêmes bases les frictions entre Moscou et ses alliés.

Le report du voyage de M. Honecker a ainsi été moins vu au département d'Etat comme le signe d'une reprise en main soviétique que comme celui de la confirmation d'un conflit entre Berlin-Est et Moscou. Il est loin d'être certain qu'il n'en soit pas de même pour la dérobade du numéro un bulgare.

Ajoutée à la persistance des gestes d'indépendance roumains, l'apparition entre Berlin-Est, Budapest et même Sofia, à en croire le département d'Etat, d'une ébauche de front en faveur d'une défense de la détente est en effet considérée comme la preuve d'un malaise des gouvernements de démocratie populaire.

Conflits à Moscou ?

Ce malaise est d'autant plus pris au sérieux qu'on pense, à Washington, *que son expression a été permise* par les conflits au sein de l'équipe dirigeante soviétique à la faveur desquels les autres directions du pacte de Varsovie tenteraient d'élargir leur marge de manœuvre. Or, explique-t-on – et c'est là un fait, – les démocraties populaires ont un intérêt vital à conserver leurs liens économiques avec l'Ouest, et leurs dirigeants sont d'autant moins impopulaires qu'ils s'attachent à se démarquer de Moscou.

Convaincus que ces pays (et pas seulement à cause de la contestation ouverte ou latente qui les menace) vont tendre à avoir des traits propres de plus en plus marqués, les Etats-Unis sont donc décidés à encourager l'évolution qu'ils discernent. M. Shultz envisagerait ainsi, pour décembre, une tournée en Yougoslavie, Roumanie et Hongrie, et il a d'ores et déjà annoncé, dimanche, qu'il s'entretiendrait à la fin du mois, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, avec le ministre est-allemand des affaires étrangères. Mardi dernier, c'est le numéro trois du département d'Etat, M. Armacost, qui s'est rendu à l'ambassade est-allemande pour la réception en l'honneur du dixième anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays, et l'on s'attend à d'autres gestes de ce genre.

« Notre politique, dit un haut fonctionnaire du département d'Etat cité par le *Washington Post, est d'établir graduellement des relations plus saines et plus normales* (avec les démocraties populaires) *dans l'intérêt des Etats-Unis et dans le leur »*. Reste à savoir – et le report des visites de MM. Honecker et Jivkov autorise à en douter – si le Kremlin est réellement paralysé au point de ne plus être à même de rappeler qu'il est le maître du jeu à l'Est.

BERNARD GUETTA.

● *Le retour en France de la dépouille du Père Jarlan.* Le corps du Père André Jarlan, quarante-quatre ans, tué le 4 septembre à son domicile du quartier populaire de la Victoria, dans la banlieue de Santiago, a été rapatriée le dimanche 9. Des centaines de Chiliens ont salué le départ de sa dépouille à l'aéroport, le samedi 8. Une messe a été célébrée à Notre-Dame dimanche soir par le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris. Les obsèques du Père Jarlan auront lieu le mardi 11 septembre, dans son village natal de Rignac dans l'Aveyron. Les funérailles seront présidées par l'évêque de Rodez, Mgr Bourrat.

Bonn reste convaincu que l'Europe de l'Est a intérêt à maintenir le dialogue avec l'Ouest

Correspondance

Bonn. – Suivant l'exemple de M. Honecker, chef du Parti communiste est-allemand, le chef de l'Etat bulgare, M. Jivkov, a remis à des jours meilleurs la visite qu'il devait effectuer à Bonn du 19 au 22 septembre prochains. M. Jivkov, qui célébrait dimanche le quarantième anniversaire de la révolution bulgare en présence de M. Gorbatchev, considéré comme le numéro deux de la hiérarchie soviétique, a justifié sa décision par la dégradation de la situation internationale, le déploiement des missiles américains en RFA et les manœuvres de l'OTAN qui viennent d'y commencer.

Même si ce nouveau report, communiqué samedi 9 septembre au gouvernement fédéral par l'intermédiaire de l'ambassade de la RFA à Sofia, n'est pas en soi surprenant, il a néanmoins pris de court les dirigeants de Bonn. Le chancelier Kohl, qui a mené tout au long de ces derniers mois une diplomatie fort active en direction des pays est-européens pour contrecarrer l'effet du déploiement des missiles américains et de la rupture des négociations sur les armements stratégiques entre l'Union soviétique et les Etats-Unis, se voit rappeler sévèrement par Moscou à la dure réalité des relations entre les deux blocs. La démonstration flagrante de la responsabilité des dirigeants soviétiques dans le report de la visite de M. Honecker ne peut être pour lui qu'une maigre consolation. Le Parti social-démocrate, qui avait tenté de faire porter la responsabilité principale de cet ajournement par la politique du chancelier, se trouve pris à son propre jeu. Son spécialiste en matière de relations Est-Ouest, M. Egon Bahr, affirmait vendredi encore que Moscou avait approuvé la venue du numéro un est-allemand à Bonn. Ce n'est pas sans une certaine mauvaise foi que le président du SPD, M. Willy Brandt, s'est empressé dimanche d'accuser cette fois le chancelier d'avoir pris ses désirs pour des réalités en croyant pouvoir faire comme si de rien n'était après le déploiement des missiles américains.

Malgré la décision de M. Jivkov, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, a estimé qu'il n'y avait pas de raisons de perdre son sang-froid. On reconnaît toutefois dans les milieux diplomatiques de Bonn que le report des visites de MM. Honecker et Jivkov marque un durcissement général du climat international. Après avoir échoué dans son espoir de jouer l'Europe de l'Ouest contre les Etats-Unis, Moscou, estime-t-on, s'est figé dans une position d'autant plus dure avant les élections américaines. L'intervention du Kremlin auprès des Etats d'Europe de l'Est pour les obliger à ralentir leurs relations avec la RFA traduit, ajoute-t-on, la volonté soviétique de garder les mains entièrement libres pour décider, le moment venu, de la marche à suivre.

Les dirigeants de Bonn ont réaffirmé leur intention de poursuivre leurs contacts aussi bien avec Berlin-Est qu'avec Sofia et les autres pays socialistes européens. Rien n'indique pour le moment que le président roumain, M. Ceausescu, ait l'intention de remettre sa visite en RFA, prévue pour le mois d'octobre. La RFA reste convaincue que l'Europe de l'Est a intérêt à mener un dialogue actif avec l'Occident, quelles que soient les difficultés.

La réunion de la commission mixte germano-soviétique, qui doit se tenir prochainement à Bonn, reste incertaine, après la mort subite, la semaine dernière, à Berlin-Est, de M. Kostandov, premier ministre adjoint de l'URSS, et coprésident de la commission. En revanche, M. Genscher compte toujours rencontrer son collègue soviétique, M. Gromyko, fin septembre, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New-York, et se rendre, en novembre, en Pologne.

HENRI DE BRESSON.

● *Plan de paix du groupe de Contadora.* – Les ministres des affaires étrangères des pays du groupe de Contadora et leurs homologues d'Amérique centrale ont demandé aux gouvernements des cinq pays de la région de répondre avant le 15 octobre à une lettre adressée vendredi 7 septembre sur un plan de paix et de coopération en Amérique centrale. Les pays du groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama, Venezuela) demandent aux chefs d'Etat d'Amérique centrale (Costa-Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Salvador) de donner un contenu juridique aux accords du plan pour la paix et la coopération régionales. – *(AFP)*

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS – Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 600 l. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

OJD 1983

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PROCHE-ORIENT

Israël

M. Pérès n'a pu empêcher le divorce entre les travaillistes et le Mapam

Jérusalem. — Sauf coup de théâtre, Israël aura cette semaine un gouvernement d'union nationale que dirigera le chef du Parti travailliste, M. Shimon Pérès. Cinquante jours après le verdict électoral du 23 juillet qui renvoyait pratiquement dos à dos la majorité sortante et l'opposition, M. Pérès est sur le point de réaliser sa plus chère ambition : devenir premier ministre... Mais seulement, dans la meilleure hypothèse, pendant vingt-cinq mois.

En nouant alliance avec les travaillistes il y a deux semaines, M. Ezer Weizman et ses amis du parti centriste Yahad avaient voulu faire la courte échelle à M. Pérès, alors que celui-ci tentait de constituer un gouvernement à majorité restreinte. Mais leur soutien fut insuffisant, et l'appui au Likoud des petits partis religieux ne laissait aux deux coalitions en présence — sauf à recourir à de nouvelles et incertaines élections — qu'une seule option : gouverner tour à tour.

De marchandages en compromis, le premier ministre sortant, M. Shamir, et le premier ministre désigné, M. Pérès, ont échafaudé un gouvernement paritaire et pléthorique qui devait comprendre entre vingt-deux et vingt-six ministres. Ils devaient y mettre lundi la dernière touche. Le leader travailliste espère soumettre ce cabinet d'union à l'approbation de la Knesset mercredi 12 septembre, soit quatre jours avant l'expiration du délai que lui avait imparti le président de l'Etat, M. Haim Herzog. Mais il lui faut auparavant livrer contre les siens une rude bataille.

Dimanche, M. Pérès n'a pu empêcher le divorce entre les principaux héritiers du mouvement ouvrier israélien. Le front travailliste ou Maarakh (alignement, en hébreu) a vécu. A une écrasante majorité — plus de trois cents voix contre six, — le comité central du Mapam, l'aile gauche du front, a décidé de briser l'alliance qui l'unissait depuis quinze ans au Parti travailliste. Le chef du Mapam, M. Victor Chemtov, a fustigé le futur gouvernement, qualifié de *« monstre doté de deux mains droites »*. Il a dénoncé *« la dégradation que constitue la formation d'un cabinet d'échec national »*. Cette rupture idéologique entre la vieille garde socialiste et une direction travailliste ayant, à ses yeux, poussé trop loin le pragmatisme en jetant ses principes aux orties, scelle la fin d'une époque, prélude à des reclassements politiques et ne peut *a priori* qu'affaiblir la gauche israélienne.

Au sein même du Parti travailliste, la première défection est venue, comme prévu, de M. Yossi Sarid. Célèbre « colombe » de la Knesset, M. Sarid, logique avec lui-même, a annoncé qu'il refuserait l'investiture au gouvernement. Il a été coopté dimanche par la direction du mouvement des droits civiques (RATZ) de Mme Shulamit Aloni, formation qui avait obtenu trois sièges aux élections. Selon toute vraisemblance, le cabinet d'union sera donc combattu sur sa gauche par une quinzaine de députés représentant le Ratz, le Mapam (6 sièges), le Front communiste (4 membres) et la Liste progressiste pour la paix (2 élus).

Lors de la réunion, dimanche, du secrétariat du Parti travailliste, M. Pérès a de nouveau justifié le choix de l'union nationale en invoquant *« l'absence d'alternative »*. *« Je me fais fort*, a-t-il dit, *d'obtenir un retrait rapide de nos troupes enlisées au Liban, d'exercer une influence décisive en vue de modifier le caractère de la colonisation en Cisjordanie et à Gaza, et de favoriser la relance de la paix au Proche-Orient. »* Il a assuré qu'il serait en mesure d'empêcher la création de nouvelles implantations dans les territoires occupés. Il a aussi rappelé qu'il n'avait fait aucune promesse aux partis religieux.

De notre correspondant

La réhabilitation de M. Sharon

Les membres de l'appareil travailliste, hostiles sinon au principe de l'unité nationale, du moins au prix politique payé pour y parvenir, ont manifesté leur grogne. Lundi et mardi, le comité central devrait avaliser l'accord Shamir-Pérès et approuver la liste des personnalités ministrables. Au moins 35 % des membres du Parti pourraient, estime-t-on, refuser les termes de l'union.

Les animateurs de ce combat, probablement d'arrière-garde, appartiennent à plusieurs courants du parti : le mouvement de jeunesse, l'association regroupant les kibboutzim et les responsables de la centrale syndicale Histadrout. Ils reprochent à M. Pérès d'avoir, pendant la *« bataille des portefeuilles »*, capitulé devant M. Shamir en laissant au Likoud les principaux ministères économiques — finances, industrie et commerce, habitat, travail et affaires sociales, — alors même que le Parti travailliste avait axé toute sa campagne électorale sur le fiasco dans ce domaine du gouvernement sortant. L'attribution du ministère des finances à M. Itzhak Modai, chef du Parti libéral, connu pour son opposition à l'interventionnisme de l'Etat, n'a fait que renforcer le scepticisme des partisans du programme de rigueur.

L'annonce du retour de M. Ariel Sharon à un poste de responsabilité a attisé de plus belle les préventions des adversaires de l'unité nationale. De crainte de voir l'ancien ministre de la défense mobiliser en sa faveur ses bouillants partisans au sein du Likoud, M. Shamir lui a promis le ministère du commerce et de l'industrie. Surtout, M. Sharon appartiendra à l'influent cabinet restreint de huit membres appelé à prendre les plus importantes décisions gouvernementales.

Voilà donc l'ancien ministre de la défense, mis sur la touche après l'enquête sur les massacres de Sabra et Chatila et maintenu dans une fonction subalterne par M. Shamir — malgré son poids au sein du Herout — sur le point de retrouver un poste de premier plan auquel il vouera, à n'en pas douter, un grand dynamisme.

M. Pérès a préféré s'incliner de peur d'échouer en dernière minute. Pour les dirigeants du Mapam et de la gauche travailliste, la pilule est trop amère. Ils accusent M. Pérès — cruelle ironie — d'avoir *« réhabilité »* l'artisan de la guerre au Liban si décriée par la gauche. M. Pérès rétorque que *« les travaillistes ne sont pas habilités à récuser les ministres choisis par le Likoud »*. En rentrant des Etats-Unis où l'avaient conduit une nouvelle fois ses démêlés judiciaires avec l'hebdomadaire américain *Time*, M. Sharon, bon prince, s'est déclaré prêt à *« pardonner aux travaillistes tout ce qu'ils avaient dit contre lui »*. Le projet d'union nationale semble tout à fait lui convenir...

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Liban

NOUVEAU RAID DE L'AVIATION ISRAELIENNE DANS LA REGION DE BHAMDOUN

L'aviation israélienne a effectué un raid dans la nuit de dimanche à lundi au Liban, dans la région de Bhamdoun, dans la montagne au sud-est de Beyrouth, a annoncé, ce lundi matin 10 septembre, un porte-parole militaire israélien. L'objectif visé était un bâtiment de trois étages utilisé par le FDLP (Front démocratique de libération de la Palestine) qui a été détruit, a précisé le porte-parole. Tous les avions israéliens sont rentrés à leur base, a-t-il ajouté.

A Beyrouth, le raid aérien israélien n'a pas été confirmé de source officielle libanaise. Toutefois, selon la radio La voix de la montagne, organe du Parti socialiste progressiste (PSP druze qui contrôle la montagne d'Aley, située à une dizaine de kilomètres au sud-est de Beyrouth) des avions israéliens ont bombardé à l'aube des positions militaires dans la ville de Bhamdoun sans faire de victimes.

M. Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal et ministre libanais pour le Sud-Liban, a déclaré dimanche avoir donné l'ordre à cinquante jeunes de lancer des opérations suicides contre les forces israéliennes au Sud-Liban. D'autre part, un interlocuteur anonyme se réclamant du Jihad islamique a annoncé, samedi, dans un appel téléphonique à une agence de presse étrangère, à Beyrouth, que son organisation frappera *« un intérêt vital américain au Moyen-Orient très prochainement »*. — *(AFP.)*

Le nouveau détournement d'un Boeing iranien s'est achevé en Irak

Le gouvernement irakien a accepté d'accorder l'asile politique à un lieutenant de police iranien et aux quatre membres d'une famille iranienne qui ont détourné, dimanche 9 septembre, sur l'Irak, un Being 727 d'Iran Air avec cent vingt-trois personnes à bord, après des escales à Bahreïn et au Caire.

Les auteurs de ce nouveau détournement d'avion iranien, le sixième en l'espace de sept semaines, ont tenu une conférence de presse après avoir libéré leurs otages et s'être rendus aux autorités irakiennes.

Le lieutenant de police a déclaré qu'avec l'aide d'un ami décorateur qu'accompagnaient son épouse et ses deux enfants, il s'était rendu maître de l'avion samedi matin peu après son décollage de Bandar-Abbas. L'appareil effectuait la liaison Tchah-Bahar-Téhéran via Bandar-Abbas. Il a indiqué qu'il avait forcé la porte de la cabine de pilotage et tiré un coup de feu. Selon lui, personne n'a été blessé. Toutefois, on avait indiqué de source informée, à Bahreïn, que le mécanicien du Boeing avait été grièvement blessé. Même au Caire, le pilote avait demandé une ambulance, affirmant qu'il y avait six blessés et qu'une femme était sur le point d'accoucher. Cinquante-deux personnes avaient alors pris la fuite lorsque les portes de l'avion avaient été ouvertes pour évacuer les blessés.

Le pirate de l'air a précisé que lui et son ami étaient membres du Mouvement de résistance nationale iranienne dirigé par le dernier premier ministre du chah, M. Chapour Bakhtiar, qui vit en exil à Paris. Ce dernier a cependant rejeté toute responsabilité dans ce détournement et condamné les actes de terrorisme, *« en particulier les détournements d'avion »*. Il a toutefois estimé qu'il fallait faire preuve de compréhension en raison de la situation en Iran. — *(AFP.)*

Iran

Le président Khamenei poursuit à Alger sa tournée auprès de ses alliés arabes

Poursuivant sa tournée dans les pays arabes, le président iranien Khamenei, est arrivé dimanche soir 9 septembre à Alger pour une visite de *« travail et d'amitié »* de deux jours. Dès sa descente d'avion, M. Khamenei a fait une brève déclaration à la presse dans laquelle il a affirmé que la *« question palestinienne »* figurerait en tête des problèmes à l'ordre du jour de ses entretiens avec les dirigeants algériens.

Il n'avait fait cependant aucune allusion directe au conflit franco-iranien et à la possibilité d'une médiation de l'Algérie. On estime cependant dans les milieux diplomatiques de la capitale algérienne que la situation de l'Iran, à court d'armements face à un ennemi disposant du matériel le plus perfectionné, est l'un des principaux motifs de la tournée de M. Khamenei. Alger est l'une des rares capitales arabes ayant su conserver. la confiance de Téhéran, et la réconciliation de l'Iran et de l'Irak fait depuis longtemps l'objet d'efforts assidus de la diplomatie algérienne, qui avait amené les deux pays à signer à Alger en 1975 un accord sur le tracé des frontières. Depuis le début du conflit armé en 1980 entre Bagdad et Téhéran, l'Agérie a appelé les belligérants à un cessez-le-feu, tout en se rangeant assez nettement aux côtés de l'Iran, qu'elle considérait comme l'agressé.

A l'issue de sa visite de trois jours à Damas, le président Khamenei avait fait état samedi de divergences avec la Syrie sur les *« médiations en cours pour mettre un terme au conflit irano-irakien »*, tout en soulignant que l'attitude syrienne à l'égard du conflit était conforme à celle de Téhéran qui stipule *« la nécessité absolue de la chute du régime actuel de Saddam Hussein en Irak »*.

En revanche rien n'a transpiré des entretiens que M. Khamenei a eus dimanche en Libye avec le colonel Kadhafi. — *(AFP, AP.)*

La France devrait mener une politique plus dynamique pour favoriser la paix au Proche-Orient,

nous déclare M. Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe

Les relations entre la France et le monde arabe devaient être au centre de l'entretien, ce lundi 10 septembre, entre M. Laurent Fabius et M. Chedli Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe. *« Le volume et la qualité des échanges nous autorisent à espérer de la part du gouvernement Fabius une politique plus dynamique dans la mise en œuvre d'un processus conduisant à une paix durable au Proche-Orient »*, nous a-t-il déclaré.

M. Klibi souhaite, en particulier, que la diplomatie française s'attelle à la tâche de favoriser la convocation d'une conférence internationale, sous l'égide de l'ONU, réunissant les représentants d'Israël, des Palestiniens, des Etats arabes concernés, des membres permanents du Conseil de sécurité. *« En tant que porte-parole du consensus arabe*, ajoute M. Klibi, *je garantis que tous les membres de la Ligue sont d'accord pour régler les conflits du Proche-Orient autour du tapis vert, pour élaborer les dispositions qui, d'une part, donneraient aux Palestiniens une patrie et, d'autre part, la sécurité à Israël, tout en régissant les futures relations entre tous les Etats de la région. Que peut-on demander de plus ? »*

La France est la mieux placée pour convaincre Israël et les Etats-Unis de participer à une telle conférence, soutient le secrétaire général de la Ligue. *« Le président Mitterrand entretient les meilleurs rapports avec Israël — n'a-t-il pas brisé l'isolement de l'Etat juif en étant le premier chef d'Etat occidental à se rendre en visite officielle à Jérusalem ?, — avec le Parti travailliste, membre de l'Internationale socialiste, et avec les Etats-Unis, dont il défend les thèses sur la défense des membres de l'alliance atlantique. »*

M. Klibi met en garde la communauté européenne contre l'illusion qui consiste à croire que le monde arabe acceptera indéfiniment sa passivité tout en proclamant son attachement à la sécurité d'Israël et au droit des Palestiniens à l'autodétermination. *« Les peuples arabes considèrent déjà que l'Amérique n'est plus seule à encourager l'intransigeance d'Israël, désespèrent de l'Occident et sont tentés de se tourner vers l'Est, les uns par conviction, les autres par dépit, amertume ou esprit de vengeance. »* Et M. Klibi s'exclame : *« Et qu'on n'objecte pas que les gouvernements en place sont acquis à l'Occident ! La montée de l'effervescence sociale et politique est l'une des réalités majeures du tiers-monde, et l'expérience prouve qu'aucun pays n'est à l'abri de brusques convulsions. »*

Pour M. Klibi une *« occasion historique »* s'offre pour pacifier le Proche-Orient. *« Pour la première fois dans le conflit israélo-arabe, les membres de la Ligue unanimes ont approuvé, au sommet de Fès, le partage de la Palestine en deux Etats, dont l'un — le Palestinien — serait établi dans les territoires évacués par Israël. »*

La formulation du « plan de Fès » serait rendue plus explicite, plus claire, lors du prochain sommet arabe, qui devrait se tenir fin novembre à Ryad. Mais, au préalable, il reste trois obstacles à écarter : la querelle entre le président Assad et M. Yasser Arafat, celle qui oppose la Syrie à l'Irak au sujet de la guerre du Golfe, les divergences inter-maghrébines.

Sur ce dernier point, le secrétaire général de la Ligue arabe indique qu'il œuvrera pour une prochaine rencontre du roi du Maroc et des présidents d'Algérie, de Libye, de Mauritanie et de Tunisie. *« C'est le seul moyen*, ajoute-t-il, *de dissiper les méfiances engendrées par le récent traité entre Rabat et Tripoli, de susciter un climat propice à la solution du problème du Sahara occidental ; à mon avis, c'est ainsi que l'on pourra éviter que la situation s'envenime pour déboucher sur la cristallisation de deux blocs d'Etats antagonistes. »*

Le secrétaire général de la Ligue arabe estime qu'aucun responsable au Maghreb n'est hostile, en principe, à de telles retrouvailles, encore qu' *« il faudrait préparer avec précaution une réunion destinée à rétablir une coopération confiante entre des Etats que tout incite à l'union »*.

Propos recueillis par
ÉRIC ROULEAU.

A TRAVERS LE MONDE

Botswana

- VICTOIRE DU PARTI PRÉSIDENTIEL AUX ÉLECTIONS. — Le Parti démocratique du Botswana (BDP) du président Quett Masire a largement remporté les élections législatives (vingt-sept sièges sur trente-quatre) qui se sont déroulées le samedi 8 septembre. Ces résultats traduisent cependant un effritement de la popularité du président botswanais. Le BDP détenait, en effet, vingt-neuf sièges dans le Parlement sortant. Principal parti d'opposition, le Front national du Botswana (BNF) passe de deux à quatre sièges, tandis que le Parti populaire du Botswana (BPP) conserve son seul siège. Les résultats de deux circonscriptions rurales n'étaient pas encore connus lundi. Outre le BDP, cinq partis d'opposition briguaient les suffrages des trois cent mille électeurs. — *(Reuter, AFP.)*

Nicaragua

- DES FONDS PRIVÉS POUR LES ANTI-SANDINISTES. Le *New York Times* a assuré, le dimanche 9 septembre, que l'opposition armée au régime sandiniste a collecté plus de 10 millions de dollars, ces six derniers mois, auprès de particuliers et de sociétés américaines. Ces fonds ont permis à la Force démocratique nicaraguayenne (FDN) de poursuivre ses activités militaires, malgré une baisse du soutien de la CIA, qui aurait cependant fourni ses conseils pour cette collecte. Les opposants au régime de Managua recevraient également une aide importante de l'Argentine et du Venezuela, ainsi que d'Israël, du Guatemala et de Taïwan. — *(AFP).*

Pérou

- L'ÉGLISE DEMANDE AUX FORCES DE L'ORDRE DE RESPECTER LA LOI. — L'Eglise péruvienne, a condamné dans une lettre pastorale, dimanche 9 septembre, le mouvement de guérilla de Sentier lumineux (maoïste), en s'élevant aussi pour la première fois contre les enlèvements et les exécutions sommaires et en appelant les forces de l'ordre à respecter la loi et les droits de l'homme. La lettre recommande *« une grande campagne de solidarité face à la misère et la faim »* et l'intervention urgente de la justice *« contre les enlèvements et les exécutions sommaires »* dans les départements andins où, selon les dernières estimations, 2 211 guérilleros, 2 004 civils et 149 policiers ont été tués. — *(AFP.)*

هكذا من الاصل

Le Monde

politique

Nous ne portons aucune responsabilité dans la gestion des affaires du pays déclare M. Marchais

M. Georges Marchais a dénoncé, au cours du journal de la mi-journée, sur TF 1, le samedi 8 septembre, *« une campagne orchestrée pour essayer de faire porter au Parti communiste des responsabilités qui ne sont pas les siennes et pour escamoter une situation de fait ». « Pour ce qui nous concerne, nous communistes*, a dit le secrétaire général du PCF, *il n'y a pas d'acrobaties politiciennes. Les choses sont claires : le président François Mitterrand et Laurent Fabius ont affirmé leur volonté de poursuivre la politique que l'on connaît depuis la mi-juin 1982, refusé de prendre en considération les propositions réalistes que nous avons faites. Partant de là, nous ne participons pas au gouvernement et, par conséquent, nous ne portons aucune responsabilité dans la gestion des affaires du pays. »*

» Au Parlement, a continué M. Marchais, *nous soutenons tout ce qui nous apparaît positif et nous ne soutenons pas tout ce qui nous apparaît contraire aux intérêts des travailleurs et du pays. En troisième lieu – et c'est l'essentiel, – nous sommes avec les gens qui sont aux prises avec beaucoup de problèmes, qui sont préoccupés. Nous agissons et agirons avec eux dans la plus large union, pour trouver une solution à tous les problèmes posés. Nous le ferons en combattant résolument la droite et, pour ce qui nous concerne, sans la moindre tentative de recherche d'un consensus, quel qu'il soit. »*

Interrogé sur le projet de budget pour 1985, M. Marchais s'est prononcé contre une augmentation de la fiscalité sur les carburants. *« Le budget*, a-t-il dit, *nous ne savons pas encore ce qu'il en sera, mais ce qui est clair, c'est qu'il sera mauvais. »* Il a indiqué que les parlementaires communistes feront *« des propositions constructives »* et détermineront leur vote à la fin de la discussion budgétaire. *« La position de la direction du parti*, a ajouté le secrétaire général, *et la seule – il ne saurait y en avoir d'autre, – c'est : soutenir tout ce qui est positif et ne pas soutenir tout ce qui va à l'encontre des intérêts des gens. »*

L'enseignement d'un quart de siècle

M. Marchais a indiqué qu'*« une des tâches du vingt-cinquième congrès du parti »* sera de *« tirer des enseignements d'une expérience qui a duré près d'un quart de siècle »*. Le PCF, a-t-il précisé, *« c'est le parti de l'union »*, mais, *« sans doute, la forme d'union, pour l'avenir, ne sera pas la même »*. L'accord de gouvernement avec le PS *« existe sur le papier »*, a expliqué M. Marchais, *« mais il n'est pas appliqué par le gouvernement ». « Une partie*, a-t-il dit, *a été réalisée jusqu'en juin 1982, mais, à partir de* [cette date], *sous le vocable de « politique de rigueur », on a renoncé aux engagements qui avaient été pris ».* Il a ajouté : *« Nous sommes bien des hommes de l'union, mais pas d'une union en soi et qui, en définitive, ne débouche pas – on le voit – sur la mise en œuvre d'une politique pour laquelle la majorité des Français s'étaient prononcés en 1981. Voilà l'enseignement qu'il faut tirer du quart de siècle que nous venons de passer. »*

Le secrétaire général du PCF a observé, d'autre part, que *« le Parlement a un rôle des plus limités ». « Nous avons consacré presque une année à un problème de l'école*, a-t-il dit. *Cela débouche sur quoi ? Sur rien. Nous avons passé des mois sur le problème du référendum : on n'en parle plus ; on dit : « C'est terminé. » Nous avons passé des mois sur un projet de loi concernant la presse, et on nous dit : « On va le » voter, mais l'application sera ren- » voyée après les prochaines élec- » tions. » Par conséquent, si on attend ce qui vient d'en haut, à quelque niveau que ce soit, ce n'est pas là que nous trouverons la solution aux problèmes du chômage, du pouvoir d'achat, à toutes les questions touchant à la qualité de la vie. »* M. Marchais a ajouté : *« Nous ne disons pas : la victoire de la droite est inéluctable en 1986. Nous disons : la situation est grave. (...) Il est clair que beaucoup* [de Français] *sont mécontents, et à juste raison. »*

« Les Françaises et les Français sont entrain de faire l'expérience (...) que l'affaiblissement du Parti communiste n'a pas été, pour eux, une bonne chose », a déclaré M. Marchais. *« Le rôle fondamental du PCF*, a-t-il ajouté, *c'est d'être toujours au côté des travailleurs, au côté du peuple de France pour défendre ses intérêts immédiats et à venir (...) et pour* [le] *conduire vers une société socialiste. »* Le secrétaire général a précisé que les communistes vont *« avoir un débat profond, responsable, sur toutes les questions qui* [leur] *sont posées aujourd'hui »* et que le vingt-cinquième congrès du PCF *« doit être le prolongement, l'enrichissement »* des précédents congrès. *« A quelque endroit que je serai*, a-t-il dit, *je suis fermement décidé à mener le combat pour que ces congrès truovent leur prolongement. »*

M. Leroy : les problèmes du chômage et du pouvoir d'achat ne se décrispent pas

M. Roland Leroy, membre du bureau politique du PCF, directeur de *l'Humanité*, a prononcé, le dimanche 9 septembre, le discours politique de la fête du quotidien communiste. *« Beaucoup de Françaises et de Français*, a-t-il dit, *ont ressenti, au cours de cet été, l'impression d'un échec. »* M. Leroy a rappelé les désaccords exprimés par les communistes depuis juin 1982. *« Nous avons multiplié les réserves et les avertissements, car il s'agissait bien, en effet, de choisir entre la poursuite ou l'abandon de la politique qui avait été fixée en 1981*, a-t-il déclaré. *Et c'est dans le même esprit que, à la mi-juillet, lorsque Laurent Fabius a constitué son gouvernement, nous lui avons posé de claires questions, auxquelles nous n'avons obtenu que d'obscures réponses. A notre demande d'une politique nouvelle, il nous a été répondu que la rigueur serait poursuivie. Cela nous mettait dans l'obligation de ne pas participer au gouvernement. »*

Le directeur de *l'Humanité* a critiqué les décisions prises depuis la formation du nouveau gouvernement. *« La décrispation et la paix civile*, a-t-il déclaré, *ce n'est pas la recherche des encouragements de M. Barre ou de M. Gattaz, ce n'est pas l'approbation des licenciements décidés par le grand patronat, l'envoi de la police contre les travailleurs immigrés ou français. La paix civile, c'est, au contraire, l'écoute plus fine de la volonté des travailleurs et de la masse des citoyens de notre pays. Les problèmes du chômage, du pouvoir d'achat, de l'école, de la sécurité et de la qualité de la vie ne se décrispent pas, eux. »*

M. Leroy a souligné, ensuite, que le PCF est *« le seul parti politique en France qui, de juin à septembre, aura réuni trois fois sa plus haute instance de direction, son comité central, alors que des décisions capitales sont prises dans d'autres partis, sans aucune démocratie »*. Il a ajouté : *« Certes, nous organisons chez nous une large discussion, mais c'est la nôtre. Ce n'est personne d'autre qui dira à notre discussion à quoi elle doit aboutir. Ce sont les communistes eux-mêmes qui en décideront. »*

LA FÊTE DE *L'HUMANITÉ*

Mettre fin à une « expérience » de près de vingt-cinq ans

Le comité central du Parti communiste, qui se réunit au début de la semaine prochaine pour établir les bases de la préparation du vingt-cinquième congrès, s'est vu fixer sa ligne de conduite par M. Georges Marchais au cours de son intervention au journal de la mi-journée, sur TF 1, le samedi 8 septembre, en direct de la Fête de *l'Humanité* (1). Le secrétaire général, qui présentera le rapport introductif à la réunion du comité central, a précisé que le débat préparatoire au congrès devra être *« large »*, mais *« constructif »*, le but étant de *« prolonger »* et d'*« enrichir »* la stratégie adoptée par les précédents congrès.

Ceux qui avaient estimé que les résultats des élections européennes (11,28 % des voix) montraient la nécessité d'une révision complète de la politique du PCF, laquelle supposait de s'appuyer sur certaines des conclusions du congrès de février 1982 (le vingt-quatrième), en sont pour leurs frais. Le message que fait passer la direction du parti est clair : 1981 a été un accident qui a brouillé, provisoirement, la perception de la ligne suivie par le PCF ; le congrès de référence c'est le vingt-troisième, qui, en mai 1979, avait entériné la rupture de l'union de la gauche.

Ce dont il s'agit, a expliqué M. Marchais, c'est de *« tirer les enseignements d'une expérience qui a duré près d'un quart de siècle »* (2) et qui a abouti à ce que la politique inspirée du programme commun soit abandonnée au bout d'un an d'exercice du pouvoir.

Cette remise en cause de la *« forme d'union »* qu'avait symbolisée, en son temps, le programme commun n'est pas nouvelle. C'est à peine si elle avait été estompée durant les trois années de participation des communistes au gouvernement. Le comité central élu en 1979 *l'avait été sur cette base-là, et il est* bien clair, à présent, que le discours *« constructif »* du congrès de 1982 était purement circonstanciel : il fallait bien justifier, d'une manière ou d'une autre, l'accord de juin 1981 avec les socialistes.

Le « camarade Tabou »

En décidant, en juillet dernier, de ne pas participer au gouvernement de M. Laurent Fabius, les communistes ont mis en accord leurs actes et l'orientation que, depuis 1979, ils n'avaient, au fond, jamais abandonnée. *Du même coup, l'espace dont* certains croyaient pouvoir disposer pour tenter de défendre une évolution du parti, à partir de son expérience des responsabilités gouvernementales, se trouve restreint, sinon supprimé. La direction, un moment contestée, recouvre, quant à elle, la légitimité d'un projet – sortir définitivement de l'union de la gauche – auquel tous les responsables actuel du parti avaient donné leur accord il y a cinq ans.

Les partisans d'une évolution du PCF n'auront donc pas la possibilité de se frayer un chemin entre la condamnation des choix gouvernementaux et l'aval donné à la direction du parti sur tous les aspects de sa politique. Ou alors, a laissé entendre, dimanche, M. Roland Leroy, ils se dénonceront eux-mêmes comme les instruments d'une pression exercée de l'extérieur sur le Parti communiste. Pour que les choses soient claires, M. Marchais a précisé que la position qu'il a *exprimée* est celle de la direction du parti *« et la seule »*, ce qui visait implicitement M. Pierre Juquin, membre du bureau politique. Le porte-parole du PCF a aussi été *la cible de l'ironie du secrétaire général* lorsque celui-ci, parlant des partisans d'une discussion *« sans tabou »* (formule de M. Juquin), a cité une plaisanterie selon laquelle *« le camarade Tabou n'est pas content parce qu'on ne veut pas discuter avec lui »*.

Le tournant pris par la direction du PCF devrait lui permettre d'échapper au débat interne que les contradictions, mises en évidence par son expérience du pouvoir et par les conséquences électorales de celles-ci semblaient imposer. Cette orientation repose aussi sur un calcul à moyen terme. En soulignant que le PCF n'appartient plus à la majorité et ne porte *« aucune responsabilité dans la gestion des affaires du pays »*, les dirigeants du parti contraignent les *socialistes* à rechercher, dans un premier temps, d'autres appuis (ces *« tentatives de recherche d'un consensus »* auxquelles les communistes, a dit M. Marchais, se refusent catégoriquement) et, dans un second temps, d'autres alliances. L'heure viendrait alors, pour le PCF, de tenter de *« constituer une grande force d'union »*, comme l'a dit M. Leroy, tentative dont certains courants du PS seraient peut-être obligés de tenir compte.

Ce second calcul, plus aléatoire que le premier, aboutit, dans l'immédiat, à un divorce entre le PCF et une bonne partie de son électorat, que tous les sondages montrent majoritairement favorable à la participation gouvernementale. Craignant les manifestations de ce divorce et voulant, aussi, *ôter tout argument aux* partisans d'une discussion véritable, la direction du parti a interdit à l'hebdomadaire *Révolution* d'organiser des débats politiques dans son stand de la fête de *l'Humanité*. Préférant la seule formule du « cours magistral », dispensé à l'occasion du traditionnel meeting du dimanche après-midi, la direction et M. Leroy, qui prononçait le discours, ont dû essuyer le désagrément d'un public réduit et dont une partie a manifesté bruyamment qu'il n'était là que pour entendre le chanteur Renaud, et non le directeur de *l'Humanité*.

Celui-ci a annoncé le chiffre de 574 561 vignettes (donnant droit à l'entrée à la fête) vendues, cette année, contre 624 213 l'an dernier, baisse qui ne s'explique pas seulement par le mauvais temps, puisque la diffusion de la vignette se fait dans les semaines qui précèdent la fête.

Pour surmonter le marasme qu'il subit depuis plus de trois ans, le PCF semble se mettre provisoirement en congé de son électorat, auquel il ne va plus communiquer, dans les mois *qui viennent*, que ses critiques de l'action économique et sociale du gouvernement Fabius. Telle est, du moins, l'intention de la direction. Ceux qui désapprouvent cette orientation choisiront-ils, pour commencer, de porter, eux, leurs désaccords sur la place publique ?

PATRICK JARREAU.

(1) A laquelle se sont rendus deux ministres, MM. Louis Mexandeau (*PTT*) et *Hubert Curien* (*recherche*).

(2) M. Marchais se réfère aux premiers pas de l'union de la gauche au début des années 60 (législatives de 1962, présidentielle de 1965).

● *La Fête de* l'Humanité *et la presse soviétique.* – Dès samedi 8 septembre, premier jour de la Fête de *l'Humanité*, l'agence soviétique de presse Tass et Radio-Moscou ont relevé les propos critiques des dirigeants communistes français contre le gouvernement. Rendant compte des déclarations faites à TF 1 par M. Georges Marchais, l'agence Tass a indiqué que le secrétaire général du PCF *« a critiqué la politique sociale et économique du président François Mitterrand et du gouvernement de Laurent Fabius »*. De son côté, Radio-Moscou a mis l'accent sur la formule de M. Roland Leroy, pour qui *« l'un des principaux objectifs de la Fête de* l'Humanité *est l'union de tous ceux qui se prononcent contre la politique économique de rigueur du gouvernement »* français.

POLITIQUE

RÉUNIS EN COMITÉ DIRECTEUR

Les socialistes imputent aux communistes la responsabilité de la rupture

En deux mois, ils sont passés du creux de la vague au frémissement qui laisse espérer un retournement de l'opinion ! Les responsables du Parti socialiste, réunis en comité directeur ce week-end à Paris, ont pu mesurer le chemin parcouru — sans qu'ils en aient été le moteur — depuis leur dernière rencontre des 30 juin et 1er juillet. M. Lionel Jospin admet que la tournure qu'avait alors prise le débat sur l'école posait la question de la possibilité pour la gauche de continuer à gouverner jusqu'en 1986 !

Aujourd'hui, après les initiatives du président de la République — ce que M. Alain Richard a appelé le *« coup d'éclat permanent »*, — les dirigeants du PS reprennent espoir. Résultat : les querelles idéologiques, qui, au printemps, semblaient préparer les règlements de compte qui ne manqueraient pas de suivre une défaite en 1986, paraissent maintenant avoir été rangées au vestiaire, chacun admettant, tant dans les discours que dans les comportements, que la bataille sera gagnée ou qu'elle sera perdue dans l'unité. Si les luttes de tendance n'ont pas disparu — loin s'en faut, — elles ressemblent plus à des mesures conservatoires pour le contrôle de l'appareil qu'à des profondes divergences sur la politique à mener. Chacun s'est donc montré d'une prudence extrême.

Tout cela a donné un comité directeur qualifié tant par des membres du CERES que par des amis de M. Mauroy ou des néo-rocardiens de *« réunion atone »*, *« pudique »*, voire à *« l'électro-encéphalogramme plat »*.

Trois sujets de discussion ont pourtant dominé les débats : les rapports avec le PC, la place du parti aux côtés du gouvernement, le fonctionnement des organes du PS.

Les récentes déclarations de M. Roland Leroy *(« Nous ne sommes plus dans la majorité ») ne pouvaient manquer de faire réagir.* D'où les questions posées par M. Jospin : *« Si le PC n'est plus dans la majorité, où est-il ? Le PC serait-il un gros Jobert ? Ou bien il est dans l'opposition ? Mais alors (...) il est avec la droite (...). S'il est dans l'opposition, ou s'il n'est plus dans la majorité (...), faut-il, nous PS, le considérer comme un partenaire politique ? »*

Et le premier secrétaire du PS de se demander s'il est encore possible de maintenir des contacts et des discussions entre les deux organisations puisqu'il n'y a plus de *« contrat politique »*.

Personne ne souhaite la rupture totale avec le PC, mais il y a discussion sur la façon de procéder. M. Guy Allouche, premier secrétaire de la fédération du Nord (proche de M. Mauroy), souhaite une rencontre au sommet : les néo-rocardiens voudraient au moins que le PS *« interpelle »* le PC sur des questions précises (l'automobile, par exemple) pour éviter qu'il ne s'enferme dans une attitude purement négative. Refus de la direction socialiste : il faut d'abord que les dirigeants communistes nous disent où ils sont.

Débat sur la forme, donc par sur le fond. L'accord est total pour laisser aux communistes la seule responsabilité de la rupture : *« C'est à cause des contradictions du PC »*, dit M. Georges Sarre (CERES) ; *« Le style Fabius n'a pas donné d'arguments au PC »*, confirme son compagnon du même courant, M. Didier Motchane. Même argumentation donc que celle du premier secrétaire ; M. Jospin explique : *« La cause du départ est à rechercher dans le PC lui-même (...), dans l'interrogation qui existe en son sein sur sa fonction historique (...), sur son avenir dans une société comme la nôtre (...). Retirer les ministres communistes, c'était peut-être (...) retirer dans l'organisation communiste ce ferment, cet élément d'agitation, cet élément de contradiction permanente et concrète »* qu'était la participation au gouvernement.

Le réel et l'idéal

Les divergences sont plus sensibles sur le rôle que doit jouer le parti face — ou à côté — du gouvernement. Chacun s'accorde à reconnaître — pour s'en féliciter — que le gouvernement jouant la carte de la gestion, un espace plus vaste s'ouvre à l'action du parti. Mais il y a ceux qui, comme M. Christian Goux (mitterrandiste), estiment qu'il est urgent de s'attaquer à *« l'évolution de fond de notre société »* c'est-à-dire *« l'approfondissement de la crise (...) l'apparition d'un nouvel individualisme (...) le plus grand adversaire de notre idéal de solidarité (...), c'est,* poursuit M. Goux, *la désertion des Français pour les grandes causes, le désintérêt au projet collectif, cette phénoménale indifférence à autrui »*.

Il y a ceux aussi qui, au CERES, continuent à regretter les choix économiques faits en mars 1983, mais reconnaissent qu'il n'est plus possible de revenir dessus : ainsi pour M. Sarre, le parti doit continuer à demander une *« inflexion forte »* dans les politiques monétaire, budgétaire et commerciale, et plus profondément *« répondre à notre défaite dans l'ordre des idées »*. Et puis il y a toutes les demandes de précision de l'action gouvernementale : l'emploi (sur lequel il faut discuter avec les syn dicats, dit M. Chapuis), la protection sociale (pour laquelle rocardiens et néo-rocardiens s'inquiètent de ses conséquences inégalitaires), la nouvelle pauvreté (dont le développement inquiète tout le monde), l'école (rocardiens et néo-rocardiens s'étonnent du manque d'accent mis sur la rénovation pédagogique, alors que l'échec scolaire *« demeure une réalité »*, ce qui leur vaut une réplique assez vive de M. Poperen). Sur tout cela, M. Jospin voulut rassurer ses amis : *« avec ce gouvernement comme avec le précédent, il faut que le Parti socialiste continue à insister sur ce qui lui paraît important, à demander ce qui lui paraît nécessaire »*. Mais jusqu'où aller ?

Le débat n'a pas changé depuis le début de la Ve République. Pour M. Louis Le Pensec (rocardien) l'affaire est entendue, on ne peut être qu'un parti godillot, ainsi le veulent les institutions ; il s'inquiète même que certaines déclarations de responsables socialistes puissent ressembler à des interprétations, des corrections d'un discours gouvernemental qui *« parle vrai »*. Car, affirme son ami M. Chapuis, *« nous serons plus que jamais engagés par chacune des décisions qui seront prises par le gouvernement »*. Pour lui, le danger est grand du *« double langage »* : *« au gouvernement de s'appliquer au réel (...) au parti de s'appliquer à l'idéal »*.

Les néo-rocardiens disent la même chose : *« le parti ne doit pas être le gardien de la foi qui se voile la face devant les péchés quotidiens du gouvernement »*. C'est d'ailleurs parce qu'ils jugeaient que la motion finale ne manifestait pas assez le soutien au gouvernement qu'ils se sont abstenus lors de son vote.

Pourtant, dans le même temps, les amis de M. Alain Richard ont souhaité que le parti prenne de l'avance sur le gouvernement, réfléchisse aux grands dossiers à venir pour ne pas paraître avaliser, après coup, les décisions gouvernementales.

Les critiques des « mauroyistes »

Les « mauroyistes » partagent cette analyse. *« Il ne faut pas que les socialistes apparaissent seulement comme la caution de la gestion du gouvernement »*, a dit M. Bernard Derosier. Et M. Philippe Lentschener, le plus jeune membre du comité directeur, a demandé que son parti se lance dans des initiatives tous azimuts d'innovations sociales, évoquant les *« TV libres »* ; pastichant le premier ministre il a affirmé : *« pour être le parti de son temps, il faut être en avance sur son temps »*.

M. Jospin a vivement répliqué aux propos tenus par les « amis » de l'ancien premier ministre lors de leur rencontre de Valencé (*le Monde* du 28 août) et particulièrement aux déclarations de Mme Françoise Gaspard. Le premier secrétaire a eu quelques phrases assassines : *« il faut juger le fond de la politique du gouvernement et non pas la juger en fonction des participations au gouvernement »* ; *« si certains jugent le présent non au nom de nos principes, mais au nom du passé, alors la tentation serait grande de juger le passé aussi au nom de nos principes »* ; *« je me demande si certains ne mesurent pas les performances du parti à l'aune de leur propre incapacité ou de leur propre inertie »*.

Il est vrai que de nombreux orateurs « mauroyistes » avaient mis l'accent sur les déficiences du fonctionnement du parti. Mais la réplique parut si vive que M. Roger Fajardie, fidèle de M. Mauroy, s'en est étonné publiquement. M. Fajardie, comme M. Le Pensec critiquèrent également les attaques contre les chrétiens de gauche émises par certains responsables du parti rappelant qu'à Epinay, en 1971, il avait été décidé de couvrir tout l'espace entre le PC et le centre.

Autre question à trancher : faut-il oui ou non commencer immédiatement à préparer le programme qui sera soumis aux Français en 1986 ? *« Oui »* disent les « mauroyistes » et les néo-rocardiens ; *« probablement »*, disent les rocardiens. *« Non »*, dit M. Jospin. Il sera temps *« dans huit, dix mois »* dit-il, maintenant *« ce serait faire le jeu de la droite et notamment de Chirac parce que ce serait poser nous-mêmes le problème de l'avancée des échéances »*.

En attendant — et parce que les militants ont *« besoin de débattre et d'agir »*, — le PS va lancer deux campagnes : une interne, de réflexion et d'analyse dans les sections et fédérations sur « modernisation et progrès social », qui se conclura par une convention nationale ; l'autre en direction de l'extérieur qui verra les militants discuter dans tous les lieux publics pour appréhender comment vivent les Français aujourd'hui sous le titre *« les socialistes en direct avec vous... »*

THIERRY BRÉHIER.

La résolution finale

Dans la résolution finale, adoptée à l'unanimité moins six abstentions (celles des rocardiens « dissidents »), le comité directeur du PS affirme que les initiatives du président de la République *« ont permis de créer un meilleur climat pour la vie démocratique »* et indique son accord avec les objectifs — *« moderniser, rassembler »* — du gouvernement.

« La politique d'assainissement de notre économie sera poursuivie, remarque ce texte. *Cela exige effort, solidarité, courage de la part de tous ; cela exige, de la même manière, de notre parti, un langage de vérité, une série d'actions permettant d'aller au-devant de l'opinion publique pour expliquer, pour communiquer, pour interroger, pour faire passer notre langage de vérité.*

» La modernisation (...) est la condition du développement à venir de l'emploi. Elle se réalisera d'autant mieux que seront garanties les conditions de la justice sociale, par un effort permanent pour une meilleure répartition des richesses, entre autres par les moyens d'une fiscalité équitable.

» La bataille pour l'emploi exige le rassemblement de toutes les énergies, d'abord des forces populaires. Or voilà qu'après qu'ils ont refusé de participer au gouvernement, après qu'ils ont annoncé une sorte de soutien à la carte, on peut se demander si les dirigeants du Parti communiste français ne s'orientent pas, maintenant, vers une véritable rupture. Ils prendraient ainsi une lourde responsabilité de se désolidariser de la gauche dans une phase cruciale de l'action de celle-ci. (...).

» Poursuivre dans les meilleures conditions l'indispensable modernisation de la société française (notamment de son appareil de production) implique que s'engagent plus avant le dialogue et la concertation avec l'ensemble des forces syndicales et associatives. Cela implique que la politique budgétaire, du crédit, dégage les possibilités supplémentaires d'investissement. Les initiatives qu'engage le Parti socialiste sont conçues pour mobiliser toutes les énergies pour la réussite de la politique gouvernementale.

» Avec cette préoccupation, le comité directeur décide :

» — La tenue d'une convention du Parti socialiste sur « Modernisation et progrès social » ;

» — L'organisation d'une grande campagne d'information et de débats avec la population sur le thème :« Les socialistes en direct avec vous. »

M. DESTRADE NOUVEAU PORTE-PAROLE

La nomination de M. Pierre-Joxe au gouvernement, le départ de M. Michel de la Fournière à Alger, et le décès de Jean Prouteau ont obligé le comité directeur à apporter quelques modifications aux organes du Parti socialiste.

MM. Daniel Frachon, Christian Goux, Dominique Strauss-Kahn entrent comme titulaires au bureau exécutif.

Sont nommés suppléants à ce même bureau M. Jean-Pierre Destrade, député des Pyrénées-Atlantiques, et M. Jean-Louis Joseph.

Est nommé au secrétariat national, chargés des études, M. Dominique Strauss-Kahn et aux droits de l'homme et aux libertés, M. Pierre Brana. M. Gérard Fuchs devient membre adjoint du secrétériat national chargé des études, et M. Jean-Pierre Destrade prend le poste de porte-parole, jusqu'alors détenu par M. Jospin lui-même.

M. Lionel Jospin rappelle qu'il est favorable à un « élément important » de proportionnelle

Interrogé, dimanche 9 septembre au « Club de la presse » d'Europe 1, sur la non-participation des communistes au gouvernement, M. Lionel Jospin a remarqué que M. Georges Marchais *« ne peut plus justifier le départ des communistes il y a quelques semaines par le changement de politique qu'amènerait le changement de gouvernement puisque, c'est en réalité deux ans avant, dit-il maintenant, que ce changement a eu lieu »*. Relevant le peu de *« cohérence »* des décisions prises par les dirigeants communistes, le premier secrétaire du PS s'est demandé pourquoi, *« si le changement a eu lieu depuis deux ans »*, les communistes *« sont restés deux ans »* et pourquoi *« ils ne sont pas restés aujourd'hui »*.

Après avoir établi un parallèle avec la situation de 1974 où c'était aussi M. Roland Leroy qui avait amorcé *« le processus de rupture de l'union de la gauche »*, M. Jospin a déclaré : *« Ce que nous avons connu dans l'opposition, nous sommes peut-être en train de le connaître au pouvoir : il y a eu la phase d'union ; nous sommes entrés dans la phase de désunion qui résulte une fois encore d'une décision prise de façon autonome par les communistes ; qui peut exclure que nous ne serons pas capables, avec les Français, et avec tous les Français de gauche, d'imposer un jour qu'on en revienne à une troisième phase [de l'union] ? »*

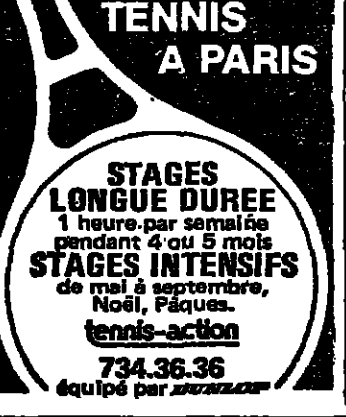
Pour M. Jospin, la question désormais se pose de savoir si les socialistes doivent *« continuer à considérer* [le PCF] *comme un partenaire »* et donc de discuter avec lui. Si le PCF est resté au gouvernement, ne le quittant qu'après *« l'échec des européennes et alors que s'ouvrait la discussion* [en son sein], *c'est bien,* a-t-il ajouté, *parce que la sortie des ministres communistes du gouvernement était une façon pour* [le PCF] d'éviter qu'un débat ne s'ouvre à l'intérieur de sa formation. » Il a poursuivi : *« C'est pour des motifs politiques, pour des raisons liées à la peur qu'il a d'évoluer, d'accepter le monde moderne, qu'il est sorti du gouvernement. Sa participation au gouvernement provoquait tous les jours des tensions, des interrogations et posait le problème de l'adaptation du PC à une société moderne développée, le problème de sa fonction historique. »* Compte tenu de l'attitude du PCF, M. Jospin s'est interrogé sur l'opportunité de poursuivre les discussions qu'avaient engagées MM. Poperen, pour le PS, et Gremetz, pour le PC, sur la réforme du mode de scrutin. *« Sommes-nous toujours partenaires,* a-t-il demandé ; *y a-t-il toujours raison que nous discutions ensemble de sujets politiques ? »*

Etre socialiste

M. Jospin a ensuite expliqué ce que signifie *« être socialiste »* : « C'est mettre la recherche au premier plan (...) ; c'est faire en sorte que l'on essaie de conduire l'économie. Cela a été le sens des réformes de structures sur la nationalisation. Je regrette, comme premier secrétaire du PS, que notre gouvernement (...) ne donne pas une importance suffisante au plan et à la planification. Je sais qu'en période de crise mondiale, il est difficile de planifier, c'est-à-dire de prévoir et de s'y tenir. Je pense néanmoins que nous devrions accorder plus d'importance à la planification, et j'espère qu'elle en reprendra quelque peu. Etre socialiste, c'est essayer de répartir les efforts quand on les fait. C'est donc assurer un minimum de justice fiscale. Etre socialiste, c'est se battre sur tous les terrains pour les libertés et je pense que, contrairement à la campagne tapageuse montée contre nous, c'est ce que nous avons essayé de faire. Nous avons fait des erreurs sur ce terrain, y compris des erreurs de perception. Nous les avons payées. Mais [j'avais] recommandé il y a plusieurs mois de ne pas les faire. »

Se déclarant favorable à la proportionnelle, M. Jospin, qui était interrogé sur l'intérêt de ce mode scrutin pour dégager des alliances palliant la défection du PCF, a indiqué : *« Je pense qu'il n'y a aucun intérêt à rester debout devant une porte fermée. »* Répondant à une remarque sur le bénéfice que l'extrême droite pourrait tirer de la proportionnelle, le premier secrétaire du PS a répondu : *« Même ce risque devrait être pris en toute connaissance de cause. Lorqu'un mouvement d'extrême droite se produit dans un pays au point d'atteindre 10 %, il vaut mieux encore qu'il s'exprime plutôt que de s'efforcer de l'écarter par le bâillonnement du système électoral. Je préfère encore qu'il s'exprime parce que j'estime que c'est une des meilleures chances qu'il se dissolve. »* M. Jospin est *« pour qu'on mette un élément de proportionnelle relativement important »*.

Quant à la situation au sein de l'opposition, il a estimé qu'*« actuellement M. Chirac est pris en sandwich entre M. Barre et M. Le Pen, sous l'œil gourmand de M. Giscard d'Estaing »*, qui revient au Parlement. *« Tout cela nous réserve des moments bien agréables pour nous aussi »*, a-t-il ajouté.



1986 : avec qui gouverner ?

(Suite de la première page.)

Elle ne porte plus *« aucune responsabilité »* dans la gestion des affaires du pays, affirme M. Georges Marchais. Pour ce qui concerne le gouvernement, c'est une évidence.

Pour ce qui concerne la majorité parlementaire, c'est l'annonce de l'opposition que ses élus manifesteront lorsqu'il s'agira de débattre, à l'automne, d'un budget de 1985 dont M. Marchais estime déjà qu'il est *« très mauvais »*. C'est enfin la confirmation de la volonté de la direction du PCF d'organiser, si elle le peut, une mobilisation contre la politique économique et sociale du gouvernement de M. Fabius.

Les dirigeants communistes devront, à cette occasion, s'expliquer sur une contradiction essentielle de leur démarche. M. Marchais estime que la rupture était justifiée par la volonté exprimée par MM. Mitterrand et Fabius de continuer la politique engagée à la mi-juin 1982. Or les communistes ont attendu jusqu'à juillet 1984 pour se séparer d'une politique de rigueur dont ils jugent aujourd'hui qu'elle est néfaste depuis deux ans. En 1982 et 1983, les ministres communistes gouvernaient à gauche. Selon eux, ce ne serait plus le cas, sans eux, en 1984.

Du retrait des communistes, de cette nouvelle rupture à gauche, les socialistes commencent à tirer publiquement les premières conclusions, sans aller toutefois jusqu'au bout de leurs interrogations. M. Jospin interpelle M. Marchais : comment le Parti communiste envisage-t-il, aujourd'hui, la conquête et l'exercice du pouvoir ? Puisqu'il ne peut prétendre y parvenir seul et qu'il remet en cause la stratégie d'union de la gauche, quelle perspective s'offre à lui ?

La question se pose aussi au PS, en termes électoraux cette fois, pour la préparation des élections législatives. Une alliance avec un Parti communiste en rupture de ban ne serait pas plus crédible que celle des élections législatives de 1978, et le PS ne paraît plus aujourd'hui en mesure de rééditer l'opération de 1981. Il avait alors, en position de force, contraint son partenaire à l'union.

Tenter, malgré tout, cette opération suppose le maintien du scrutin majoritaire à deux tours appliqué depuis le début de la V[e] République. Partisans du scrutin proportionnel inscrit dans leur programme, les socialistes sont pourtant partagés. Le scrutin majoritaire, fondé sur le désistement du second tour, oblige à choisir clairement son camp et contrainte *in fine*, le PCF à s'inscrire dans une logique unitaire. A moins que les dirigeants communistes ne reviennent à une attitude électoralement suicidaire, celle dite *« classe contre classe »* de 1932 (1).

La proportionnelle libère le PCF. Mais elle offre aussi l'avantage de « libérer » l'opposition, de favoriser son éparpillement... et l'expression, comme on l'a vu lors des élections municipales et des élections européennes, de l'extrême droite. M. Jospin a livré, à ce sujet, au « Club de la presse d'Europe 1 », une réflexion paradoxale. Mieux vaut, dit-il, permettre à l'extrême droite de s'exprimer, plutôt que de l'en empêcher par le *« bâillonnement du système électoral »*. C'est, estime-t-il, *« une des meilleures chances pour qu'il se dissolve. »* C'est surtout une des meilleures solutions pour que M. Le Pen soit représenté à l'Assemblée nationale. C'est donc la meilleure solution pour plonger l'opposition classique – et une partie de ses électeurs – dans l'embarras, lorsqu'elle sera sommée de dire avec qui elle envisage de gouverner.

Aux socialistes aussi, on demandera avec qui ils seront contraints de gouverner. Le PCF ? Aujourd'hui, il ne veut pas en entendre parler. Quelques *« bonnes volontés »* venues de la droite ? *« Il n'y a aucun intérêt à rester debout devant une porte fermée »*, remarque le premier secrétaire du Parti socialiste.

Les socialistes, à l'évidence, se refusent à envisager l'avenir électoral et leur avenir au pouvoir en termes de contraintes. Il en est pourtant une, de taille : le PS est dans l'obligation de redevenir le principal pôle d'attraction de la vie politique française, ce qui lui permettrait, le moment venu, de constituer autour de lui, ainsi que s'y efforce déjà M. Fabius par le verbe, ces majorités d'idées dont rêvait déjà M. Giscard d'Estaing.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) En 1932, la doctrine du PCF, *« classe contre classe »*, excluait tous désistement. Au second tour, une proportion importante d'électeurs communistes enfreignirent cette consigne, à laquelle ils préférèrent la *« discipline républicaine »* soit en faveur de la SFIO, soit en faveur du Parti radical. Le PCF n'obtint que dix députés à la Chambre.

L'Université d'été de l'UCR

LE « OUI, SI » DE M. STIRN AU GOUVERNEMENT

(De notre correspondant.)

Cabourg. – L'Union centriste radicale, créée en mars dernier par M. Olivier Stirn – qui revendique à ce jour cinq mille adhérents, – est politiquement née au Grand Hôtel de Cabourg, les 7, 8 et 9 septembre, au cours de sa première université d'été. Ses soixante participants se sont attachés, sous la présidence du maire de Vire et député non inscrit du Calvados, à rédiger un manifeste intitulé *Pour une démocratie sociale à la française.*

« L'UCR se sent plus à l'aise dans la situation actuelle », observe M. Stirn, qui souligne avec satisfaction l'évolution politique récente qui l'a rapproché du gouvernement : *« Le départ des communistes – un événement considérable – qui, aujourd'hui, ne font plus partie de la majorité, le retour de la paix scolaire et le gouvernement Fabius qui adopte un style qui nous convient. »* Est-à-dire que l'UCR est disposée à travailler à ses côtés ? *« Notre manifeste s'inscrit dans ce contexte, mais nous avons des convictions fortes qui ne sont ni conjoncturelles ni opportunistes. Il y a des convergences et nous en prenons acte tant en matière de référendum que de politique extérieure ou que de la nécessité du rassemblement. Mais nous avons aussi des exigences qui, tant qu'elles ne seront pas acceptées, rendent impossible une majorité nouvelle »*, estime le président de l'UCR.

Les exigences qualifiées de nationales par l'UCR dans son manifeste se résument en quatre points : la diminution du poids de l'Etat, le soutien des petites et moyennes entreprises, la valorisation de la région, la construction de l'Europe unie. Quant à la réforme électorale, l'Union envisage de déposer un projet de loi proposant l'élection d'un tiers des députés à la proportionnelle dans les régions.

Pour M. Stirn, le manifeste de l'UCR est un *« oui, si... »* au gouvernement dont il rencontrera le chef très prochainement afin de lui faire part des analyses de son mouvement. Il a d'autre part indiqué qu'il aura aussi un entretien avec M. Raymond Barre car, dit-il, *« nous ne sommes liés ni à la majorité ni à l'opposition. Nous sommes libres (...), nous allons préparer les élections législatives de 1986 en présentant des candidats de l'UCR dans tous les départements »*.

BERNARD LEBRUN.

M. Barre met en garde l'opposition contre le recentrage du pouvoir

M. Raymond Barre, qui participait, dimanche 9 septembre, à la septième *« fête de l'amitié »* organisée par l'UDF à Tourville-sur-Pont-Audemer, dans l'Eure, a une nouvelle fois demandé à l'opposition de *« garder son sang-froid »*. Il l'a invitée à *« ne pas se laisser séduire par les appels à la décrispation et au recentrage, à la constitution d'un vaste rassemblement autour du président de la République qui pendant trois années a eu comme souci principal d'opposer le peuple de gauche et le peuple de droite »*.

Pour l'ancien premier ministre, la France *« est dans la confusion politique et dans l'équivoque, d'abord parce que l'union de la gauche a vécu »* et M. Mitterrand est *« bien embarrassé de voir sa stratégie remise en question par le départ des communistes »*. *« On cherchera la survie par le recentrage »*, a-t-il affirmé avant d'ajouter : *« Il n'est pas question de se prêter à un jeu politique qui signifierait la poursuite de l'équivoque, l'impuissance politique et le déclin progressif de la France. »*

Préoccupé par la situation économique, M. Raymond Barre a souligné la nécessité de définir une politique pour la France en se défiant de tout engagement qui ne pourrait être tenu. *« Il faut savoir ce que l'on veut et où l'on va*, a-t-il déclaré. *La France a besoin d'un gouvernement qui puisse servir l'intérêt national hors de toute pression... Je n'admettrai jamais que les syndicats puissent dicter leur politique. Il ne faut pas céder à des pressions catégorielles. »*

M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, était également présent à cette grande kermesse politique qui a réuni plusieurs milliers de personnes. Le maire de Rouen a dressé un réquisitoire contre l'action gouvernementale. Selon lui, la majorité est *« une pure combinaison électorale qui n'a plus de substance, plus de réalité »*, et elle ne peut survivre qu'*« en faisant appel à la seule force des ressources des institutions de la V[e] République »*.

AU BAROMÈTRE DE L'IFOP

M. Barre devance tous les leaders de l'opposition

Le baromètre mensuel de l'IFOP publié par *le Journal du Dimanche* fait apparaître une hausse sensible de la cote de popularité du premier ministre. Cette enquête, réalisée du 28 août au 6 septembre auprès d'un échantillon représentatif de mille sept cent soixante-quinze personnes, indique, en effet, que 32 % des Français (au lieu de 29 % le mois dernier) se déclarent satisfaits de M. Laurent Fabius. Parallèlement, le nombre des mécontents passe de 15 % à 16 %.

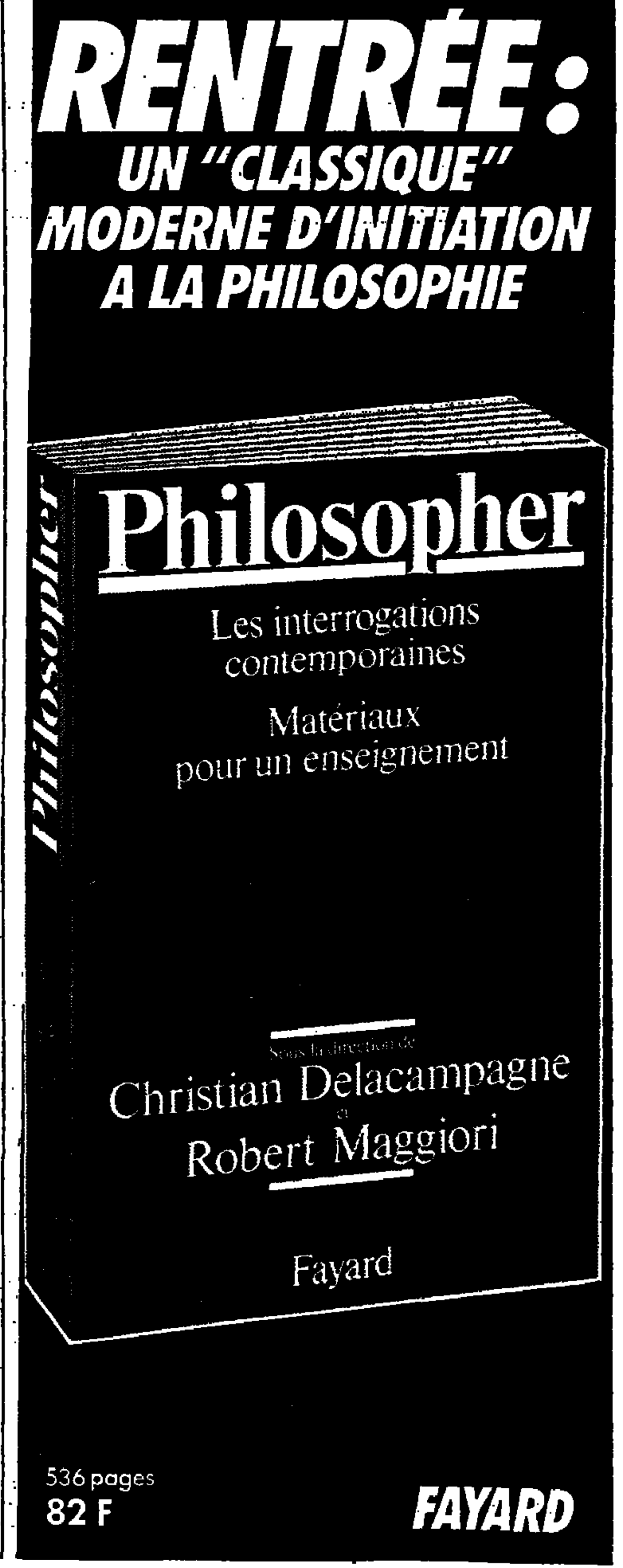
Le président de la République, pour sa part, satisfait 33 % des personnes interrogées (32 % en août) et en mécontente plus que le mois dernier : 54 % au lieu de 51 %.

Dans l'opposition, c'est M. Raymond Barre qui bénéficie de la meilleure cote de popularité : 50 % des Français (47 % précédemment) affirment avoir une bonne opinion de l'ancien premier ministre et 32 % d'entre eux émettent un avis défavorable. Avec 49 % d'opinions positives, M[me] Simone Veil gagne un point. Les cotes de popularité de MM. Giscard d'Estaing et Chirac sont elles aussi en hausse. 43 % des personnes interrogées (au lieu de 41 %) affirment avoir une bonne opinion de l'ancien chef de l'Etat, les opinions négatives restant stables à 41 %. Le président du RPR, qui gagne cinq points (40 % d'avis favorables au lieu de 35 % précédemment), est, des quatre leaders de l'opposition, celui qui réunit le plus grand nombre d'opinions négatives (45 %).









Le Monde

société

EN VISITE AU CANADA

Jean-Paul II invite les Québécois à « susciter une nouvelle culture »

De notre correspondant

Québec. — Dès la première journée de son périple de douze jours au Canada — son plus long déplacement à l'étranger, — Jean-Paul II a lancé dimanche 9 septembre un avertissement voilé aux catholiques du Québec (87 % des 6 500 000 habitants). *« N'acceptez pas le divorce entre la foi et la culture,* leur a-t-il dit (...). *Dans cette société en mutation, votre foi devra apprendre à se dire et à se vivre. »*

La visite du pape au Canada a commencé selon le rituel immuable des vingt-trois voyages qu'il a déjà faits sur les cinq continents. L'avion d'Alitalia arborant sur le cockpit les drapeaux du Vatican et du Canada est arrivé à l'heure prévue (11 h 30, heure locale, 17 h 30, à Paris) à l'aéroport de Québec.

Après avoir descendu la passerelle, Jean-Paul II s'est agenouillé pour baiser le sol canadien. Puis il a été accueilli par le gouverneur général, Mme Jeanne Sauvé, qui fait office de chef d'Etat, par le premier ministre du Canada, M. John Turner et par le chef du gouvernement québécois, M. René Lévesque.

Les mesures de sécurité, très importantes, ont sans doute encore été renforcées à la suite de l'attentat de la semaine dernière qui a provoqué la mort de trois touristes français à la gare de Montréal. Des hélicoptères tournaient au-dessus de la ville, des policiers étaient postés sur les toits pour protéger Jean-Paul II au cours des trajets qu'il a effectués à petite vitesse debout à bord du « papamobile » blanc aux vitres blindées.

Une majorité en faveur de la pilule

Aucune place pour la spontanéité dans ce scénario préparé à la minute près. Mais la foule était au rendez-vous et les Québécois ont réservé un accueil chaleureux au pape.

La seule manifestation d'originalité des organisateurs de la visite a eu lieu à l'aréoport où on a assisté à une courte cérémonie au cours de laquelle sept enfants d'origines ethniques différentes ont remis des bouquets de fleurs au pape. Cette cérémonie à laquelle participèrent entre autres un jeune Huron, un Canadien-Français, une Hollandaise et une Polonaise, visait à souligner le caractère pluri-ethnique de la société québécoise.

A l'aréoport où le public n'avait pas été admis, Mme Sauvé a donné le ton en soulignant *« l'audace du prophète ».* Jean-Paul II, a-t-elle déclaré, *« plus que tous les autres chefs de notre temps, a pu percevoir les causes de l'angoisse universelle et proclamer qu'il ne faut plus avoir peur, qu'il faut oser, que Dieu n'est pas mort et que le mal que se font les hommes vient de leur incapacité à retrouver le sens surnaturel de l'existence ».*

Dans sa réponse en français et en anglais, le pape a salué *« la première Eglise en Amérique du Nord ».* Il a affirmé que sa visite serait *« essentiellement pastorale ».* Il a évoqué les thèmes qu'il aborderait au cours des prochains jours. *« Je veux,* a-t-il dit, *vous parler des problèmes de ce temps concernant la culture, la communauté, la technologie, la famille, le partage, la justice. (...) Ma parole ne prétend pas apporter une réponse à toutes les questions ni se substituer à votre recherche ».*

Dans l'homélie qu'il a prononcée sous un soleil radieux en fin d'après-midi devant environ 250 000 personnes massées dans le stade de l'université Laval, en banlieue de Québec, Jean-Paul II s'est fait plus précis. Il a évoqué *« les impératifs de la civilisation moderne qui prétendent servir le progrès mais qui détournent en fait du respect de la vie ».*

« La culture traditionnelle — caractérisant une certaine chrétienté — a éclaté (...) les valeurs matérielles sont omniprésentes. » Il a invité les fidèles à *« susciter une nouvelle culture, à intégrer la modernité de l'Amérique sans renier sa profonde humanité qui venait sans aucun doute de ce que votre culture a été nourrie par le christianisme ».*

Plus que partout ailleurs peut-être, l'Eglise québécoise vit une crise profonde qui se traduit par la rareté des vocations, la baisse de fréquentation des églises (moins de 30 % des catholiques québécois vont à la messe le dimanche) et par la remise en question des valeurs traditionnelles depuis la « révolution tranquille » des années 60.

Un sondage publié samedi par deux grands quotidiens montréalais révèle qu'une majorité de Québécois sont en désaccord avec les positions de Jean-Paul II sur la contraception (68 % des personnes interrogées sont favorables à la pilule), le divorce et l'ordination des femmes. Plus de 77 % des catholiques de Montréal sont favorables au mariage des prêtres. Seule exception : l'avortement qui est condamné par une faible majorité (52 %).

Sans doute bien informé avant son départ des valeurs nouvelles en vogue au Québec, le pape s'est gardé jusqu'ici d'aborder en termes précis des sujets controversés. Il a préféré s'attarder à l'histoire en évoquant *« l'épopée mystique »* des Pères récollets, des jésuites et des ursulines qui sont venus au Canada au dix-septième siècle dans les traces des découvreurs de la Nouvelle France, Jacques Cartier et Samuel de Champlain. Il a demandé aux Québécois de s'inspirer de ce passé glorieux pour pratiquer leur foi.

Certains Québécois espèrent néanmoins que le pape élèvera la voix au cours de son séjour pour dénoncer avec plus de fermeté l'abandon des valeurs traditionnelles. Réunis sous une immense banderole proclamant qu'il faut *« sauver les âmes et les familles »*, quelques milliers de *« bérets blancs »* ont assisté à la messe en plein air à l'université Laval.

« Notre message est celui du très Saint-Père » nous a déclaré un des porte-parole du mouvement fondé en Ille-et-Vilaine par un Breton Louis Even. *« Nous voulons mettre fin au mensonge et à l'hypocrisie,* a-t-il ajouté, *comme saint Michel qui est notre patron est venu à bout du dragon ».* Les « bérets blancs » — ils portent effectivement un béret blanc — exercent un prosélytisme très agressif qui ne les rend guère populaires. Offusqué par notre scepticisme a propos de l'ampleur de son mouvement, notre interlocuteur nous a aspergé d'eau bénite à l'aide d'une petite fiole que, nous a-t-il affirmé, *« tous les bérets blancs portent sur eux pour chasser le démon ».*

BERTRAND DE LA GRANGE.

LA RENTRÉE SCOLAIRE

APRÈS LES DÉCLARATIONS DE M. FABIUS

Pédagogues distingués

De notre envoyé spécial

Rouen. — Si à la télévision, mercredi, le premier ministre a pu citer en exemple un couple d'instituteurs saisis par l'informatique, il le doit à son activité de député de Seine-Maritime. Il avait eu en effet connaissance de cette expérience pédagogique exemplaire en janvier 1984 en se rendant pour la seconde fois en quelques mois à Hautot-sur-Seine, une commune de 280 habitants, près de Rouen, à l'occasion de l'inauguration d'une école. C'est là qu'il rencontra Jacques-André Alligier et sa femme Marie-José et, au fond de la salle de classe, entre les cartes et le lavabo, leur enfant chéri, l'ordinateur.

« Il a été emballé », affirme l'institutrice et M. Laurent Fabius, qu'on dit froid et réservé à Paris, est perçu tout différemment dans sa circonscription. *« Oui, c'est bien, vas-y »,* disait-il aux gamins devant l'ordinateur, avec de grands gestes, raconte Mme Alligier. *« Il a même fait le signe de la victoire. »* Et M. Alligier de renchérir : *« Ce n'est pas, lui, un ancien combattant, mais un homme jeune. Les hommes politiques compétents sont rares, mais lui, il inspire confiance. Il est efficace »*

Voilà un instituteur de quarante ans à qui, apparemment, le gouvernement de M. Fabius et particulièrement le ministre de l'éducation nationale ont redonné espoir. *« Je suis, comme M. Chevènement, pour l'effort,* dit-il. *Il va secouer les enseignants puisqu'il est un peu moins mou que le précédent. »* M. Alligier, quant à lui, n'est pas un tiède. Pas un homme à perdre du temps à militer au Syndicat national des instituteurs : *« Ce syndicat n'est vraiment pas très nerveux. »*

Rien ne paraît échapper à sa boulimie. Animateur de centre de vacances et secrétaire de mairie, il trouve le temps de cultiver un grand jardin potager, de jouer de la guitare... *« Et je ne suis pas le seul,* dit-il. *On ignore les merveilles que recèle l'éducation nationale. »*

Restent les nuits pour l'informatique découverte il y a un an grâce au milieu associatif qui, seul, d'après lui, pallie les défaillances de l'éducation nationale. *« Rendez-vous compte,* dit-il, *il y a huit mille cinq cents instituteurs en Seine-Maritime. Or un seul stage d'informatique était organisé l'année dernière avec dix-huit places. J'avais le numéro 19. »* Il fut donc condamné à être autodidacte. Dix-huit heures seulement de formation, grâce aux Francs et Franches camarades, 10000 F de dépenses pour le matériel de base. Et vogue le basic sous les yeux éblouis des chers petits de la vallée de la Seine. Désormais, ils sont une dizaine de maîtres à mettre en commun, chaque mercredi, leurs expériences. Une petite bibliothèque informatique est même née. M. Alligier a déjà réalisé une dizaine de programmes auxquels il attribue des vertus pédagogiques : l'apprentissage — les mots s'effaçant au fur et à mesure d'une lecture rapide, — l'éclatement de la classe en plusieurs ateliers et la possibilité de pédagogie différenciée selon les niveaux.

Et les élèves ? Sont-ils aussi ravis que les maîtres ?

« C'est bien, l'ordinateur, dit un des dix-sept enfants de la classe de Mme Alligier, *car il y a plein de jeux. »* Gêne de la maîtresse devant tant de franchise, qui lui rappelle combien il avait pris plaisir à apprendre le pluriel des noms, les tables de multiplication devant la console. *« C'est vrai, c'est vrai »*, concède l'élève. Cela marchait-il mieux pour autant ? *« Pas toujours »*, répond le gamin avec une moue. On est rassuré. Les enfants de l'avenir auront la même peine que ceux du passé à apprendre l'orthographe.

Ils auront eu sous les yeux, pourtant, un bel exemple de foi dans le progrès. A peine la commune avait-elle remboursé leur ordinateur à ce couple d'instituteurs qu'ils ont acheté, sur leurs deniers, une nouvelle machine, une imprimante. *« Je croyais que mon ordinateur était le matériel de l'avenir,* affirme M. Alligier. *Mais ce clavier est seulement l'outil d'aujourd'hui. Demain, on parlera directement à la machine, et encore avec une voix synthétique. »* Le premier ministre ne serait-il pas dépassé dans son propre fief et sur son propre terrain par ces hussards de la modernité ?

NICOLAS BEAU.

Au centre de La France

La famille Saint-Joseph

De notre envoyé spécial

Saint-Amand-Montrond. — Il est situé juste à côté de l'église romane, au centre de la vieille ville. Il est même blotti tout contre. Un large portail, une cour carrée, deux bâtiments vestiges d'un prieuré, le collège privé Saint-Joseph est bien modeste ; petit établissement au milieu d'une petite ville (*le Monde* des 7 et 8 septembre).

Mme Duchézeau, la directrice, parle de *« collège familial où tout le monde se connaît ».* Quatre classes, une par section, huit enseignants, cent dix élèves. Les présentations demandent peu de temps. Rapide, la directrice — *« trente-huit ans d'ancienneté »* — gravit l'escalier ciré qui sépare les salles, sobrement aménagées *« grâce au travail bénévole des parents et d'adolescents ».* En sixième, les bureaux sont un peu serrés car le nombre des élèves atteint cette année trente-huit. *« Et pourtant,* dit Mme Duchezeau, *nous avons dû refuser beaucoup de demandes. »* L'explication du succès du collège Saint-Joseph auprès d'une population urbaine et rurale *« qui n'est pas forcément la plus fortunée »* réside, selon M. Estebe, le professeur d'éducation physique, *« dans l'accueil des enfants et dans l'aide apportée aux familles ».*

Ici, reconnaît la directrice, ce n'est pas le caractère confessionnel de l'établissement qui motive les parents *« mais plutôt sa petite taille, ses heures d'ouverture proches des horaires des pères ou des mères qui travaillent du lundi au vendredi ».*

Annie et Bénédicte, jeunes élèves de quatrième, déclarent tout simplement : *« Ce n'est pas l'usine. »* L'une parle du premier collège qu'elle a fréquenté, *« où il n'était pas possible de parler aux enseignants en dehors des heures de cours »*, l'autre avoue qu'elle n'aurait pu s'habituer à un grand établissement. A Saint-Joseph, les enseignants assurent les cours et participent à la vie du collège. *« On ne peut pas vraiment parler de surveillance,* explique le professeur de sciences naturelles, *mais la petite salle où nous nous réunissons entre maîtres est mitoyenne d'une classe. Aux inter-cours, nous sortons à l'extérieur avec les élèves, que nous appelons par leur prénom. »*

Les maîtres aux statuts variés sont tous des laïques. A Saint-Joseph, ce sont des parents ou monsieur l'abbé qui viennent faire la cathéchèse aux enfants souhaitant suivre un enseignement religieux.

A Saint-Amand, la querelle public-privé semble bien éloignée. L'enseignant de gymnastique participe avec ses élèves aux tournois et aux championnats organisés par les écoles publiques. *« Sans problème aucun. Il y a même parfois une enseignante du lycée qui prend en charge mes filles. »* Les professeurs connaissent leurs collègues du public et estiment avoir *« de bons rapports avec eux ».*

Faute d'argent

« Bien sûr, ils ont un statut plus protégé que le nôtre et, surtout, ils disposent de moyens financiers supplémentaires », regrette un enseignant de mathématiques. Il a pourtant fait un effort, lui qui enseigne depuis sept ans à Saint-Joseph, pour aménager une petite salle du rez-de-chaussée en laboratoire. *« Mais, que voulez-vous, avec nos maigres subventions, nous sommes bien forcés de bricoler pour installer des paillasses »,* raconte-t-il en montrant son ancienne armoire de ménage transformée en plan de travail ou un vieux présentoir de magasin devenu étagère mobile à éprouvettes.

L'argent fait défaut à Saint-Joseph. Il est impossible d'augmenter les frais de scolarité (220 F par trimestre), déjà élevés selon la directrice *« dans une région qui vit des moments difficiles ».* Alors, chacun fait preuve d'imagination. Les élèves sont plus respectueux du matériel, et surtout kermesse et arbre de Noël aident à faire quelques investissements.

L'équipe éducative est fière de son établissement. *« Même si les résultats ne sont pas meilleurs qu'ailleurs, nous essayons de prendre le temps de parler avec les enfants, de comprendre leurs difficultés »,* explique Mme Duchézeau, en ajoutant que les projets de rénovation des collèges du ministère *« ne font pas ici l'impression d'une nouveauté ».*

SERGE BOLLOCH.

EN BREF

Les auteurs du hold-up de Mâcon arrêtés en Italie

Trois hommes soupçonnés d'avoir participé au hold-up de Mâcon (Saône-et-Loire), samedi 8 septembre, ont été arrêtés dimanche à Turin. Les trois individus ont été interpellés par les carabiniers, à l'aube, alors qu'ils venaient de passer en voiture de France en Italie. L'un d'eux qui était blessé par balles, a été hospitalisé. Il s'agit de trois Français, âgés de vingt à vingt-cinq ans.

Le quatrième individu repéré par les témoins au cours du hold-up de Mâcon pourrait être le blessé déposé dans la nuit de samedi à dimanche par des inconnus sur la pelouse de l'hôpital des Minguettes dans la banlieue de Lyon. L'homme, âgé de vingt-cinq ans et qui dit s'appeler Ali Kaleb, nie sa participation au hold-up. Une expertise balistique est en cours pour déterminer si les balles qui l'ont atteint ont été tirées par l'arme d'un policier.

Le hold-up, qui aurait rapporté à ses auteurs plus de 200 000 francs, a eu lieu samedi dans la matinée dans une agence de la BNP au centre de la ville.

M. Bani Sadr va déménager

Les parents des trois cent trente élèves des classes maternelles et primaires de l'école privée Les Châtaigniers de Versailles (Yvelines) ont obtenu gain de cause : l'ex-président de la République islamique d'Iran, M. Bani Sadr, qui avait élu domicile dans une villa jouxtant l'établissement, déménagera incessamment. Par le canal de la Fédération départementale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (APEL) et de l'association de l'école, les parents avaient fait part, à la veille de la rentrée scolaire, de leurs craintes, estimant que la sécurité de leurs enfants était menacée par ce voisinage (*le Monde* du 4 septembre).

Le samedi 8 septembre, une manifestation était organisée devant le domicile de M. Bani Sadr, tandis que le président de l'APEL était reçu par M. Charles-Jean Gosselin, commissaire de la République des Yvelines. On appprenait, un peu plus tard, que M. Bani Sadr avait accepté d'aller s'installer dans la résidence de fonction du recteur de l'académie de Versailles, avenue du Général-Pershing.

Toutefois, les parents d'élèves ont décidé de continuer à garder leurs enfants chez eux tant que M. Bani Sadr n'aura pas définitivement quitté son domicile actuel.

● *Corse : arrestation d'un poseur de bombe.* — M. Christian Méla, arrêté dans la nuit du 7 au 8 septembre à Ajaccio, alors qu'il tentait de poser une bombe devant le siège du Crédit lyonnais, a été inculpé dimanche 9 septembre de *« tentative de destruction de biens par explosifs »* et placé sous mandat de dépôt. M. Méla, âgé de vingt-deux ans, a été interpellé quelques minutes après un attentat commis contre l'appartement d'un chef de centre des PTT à Ajaccio.

● *Un groupe de lutte contre l'illettrisme.* — Un groupe permanent de lutte contre l'illettrisme, présidé par M. Jean-Michel Belorgey, député (PS) de l'Allier, sera installé le 2 octobre par Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, vient d'annoncer celle-ci dans un message au directeur général de l'UNESCO, à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation, le 7 septembre.

CONSENSUS A SIMANDRE

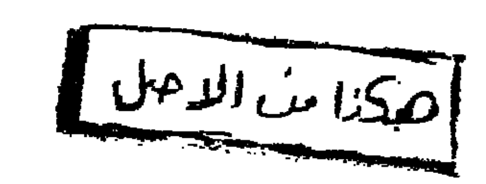
Quand un village de l'Ain enterre la guerre scolaire

De notre correspondant

Bourg-en-Bresse. — Un accord tacite entre l'école publique de Simandre-sur-l'Ain (502 habitants), conclu au mois de juin alors que la querelle scolaire battait son plein, est entré en application le jour de la rentrée. A l'unanimité, le conseil municipal s'était montré favorable à cette entente. L'école privée catholique Saint-Charles (48 élèves) et l'école publique (8 élèves en une classe unique) se partageaient les enfants. L'accord consistait à scolariser dès la rentrée les enfants de la commune, les uns (de deux ans au CE 2) à l'école privée, les autres (CM 1 et CM 2) à l'école publique. Le maire de la commune, M. Victor Bavoux, agriculteur (sans étiquette) pense que cette solution est *« la meilleure pour la commune et pour l'école publique menacée de fermeture. Pour l'école privée, l'accord est également positif. Elle n'aurait, en effet, pu continuer à accueillir les enfants dès l'âge de deux ans. En répartissant les élèves, on permettait à l'école publique de se maintenir et à l'école privée de pouvoir accueillir les plus petits ».*

Le projet a cependant rencontré des opposants. Quelques habitants ont vu dans cet accord *« une attaque contre l'école laïque et la reconnaissance de l'école confessionnelle comme service public ».* Des démarches ont été entreprises et une délégation soutenue par le comité départemental d'action laïque, le Syndicat national des instituteurs, le SNUDI-FO, l'union départementale FO, la Libre pensée, la fédération des cercles de défense laïque, s'est présentée à l'inspection académique de l'Ain, à Bourg, afin de *« rappeler le droit de chaque parent d'inscrire ses enfants à l'école publique ».* L'inspecteur d'académie, M. Martinez, qui *« ne voyait pas d'inconvénient à cet accord dans la mesure où il y avait entente locale »,* précisait, après avoir reçu la délégation : *« L'école publique, je la défendrai toujours. C'est l'école de la République, mais on n'obtiendra pas de moi le maintien d'une école publique avec quatre ou cinq élèves sous prétexte qu'il existe dans la même commune une école privée. »* Le vendredi 7 septembre, malgré l'abondance ses communiqués de presse et en dépit de l'action des défenseurs de la laïque groupés autour de l'ancien instituteur du village, les parents ont tenu leur engagement. Une dizaine d'enfants de l'école privée sont entrés en CM 1 et CM 2 à l'école publique, les plus petits ont tous pris le chemin de l'école privée, sauf Gaëtan, quatre ans. Ses parents ont voulu le confier à l'école de la République et à aucune autre. L'inspecteur d'académie avait dit que ce droit serait respecté. Il l'a été. Mais Gaëtan, avec ses quatre ans, doit se sentir bien seul au milieu des autres qui ont tous au moins neuf ans...

JEAN-PAUL CALLAMAND.


هكذا من الاصل

Le Monde

sports

LES INTERNATIONAUX DE TENNIS DE FLUSHING MEADOW

McEnroe super star

New-York. — Les Internationaux des Etats-Unis de tennis 1984 ont été ceux des records.

Records pour Marina Navratilova qui en battant, en finale Chris Evert-Lloyd, a égalé les nombres consécutifs de victoires dans les tournois du grand chelem (6) et dans les matches victorieux (55).

Record pour John McEnroe qui a fait triompher les gauchers pour la onzième année consécutive dans l'open américain, face à Ivan Lendl qui a été battu en finale de ce tournoi pour la troisième fois consécutive.

Affluence record aussi (431 137 spectateurs) et aussi record jusqu'aux demi-finales masculines et à la finale féminine, samedi 8 septembre, qui ont constitué un chef-d'œuvre de tennis avec douze heures de compétition non-stop.

McEnroe et Navratilova se sont imposés comme les super stars du tennis actuel et deux espoirs ont confirmé leurs potentiel : Pat Cash et Garling Bassett.

De notre envoyé spécial

Le journalisme consiste à se répéter ou à se contredire. Pierre Viansson-Ponté avait fait cette réflexion à propos de l'activité politique. Elle convient parfaitement au sport en général et au tennis en particulier. Naguère, quand John McEnroe piquait des colères formidables sur le court à la moindre faute d'arbitrage, nous écrivions que le New-Yorkais avait besoin de ces poussées d'adrénaline pour gagner ses matches. On ajoutait, au besoin, qu'il s'insurgeait uniquement contre les fautes dont il était victime et qu'il faisait surtout des crises quand il était mené au score. On sous-entendait par là, que l'Américain en profitait pour déconcentrer ses adversaires, autrement dit qu'il était vraiment un méchant mioche. Il était communément surnommé *« super brat »* dont la traduction la moins osée pourrait être *« gros vilain »*. Son comportement avec tous les gens qui ne constituaient pas son entourage immédiat était tellement bourru qu'on estimait qu'il *« aimait être détesté »*.

Qui pourrait, aujourd'hui, faire une telle analyse à propos du premier joueur mondial ? le champion du monde n'est pas devenu d'un seul coup, en fêtant son vingt-cinquième anniversaire, un parfait gentleman. Au cours d'un tournoi qui a précédé les Internationaux des États-Unis, il a récolté 2 000 dollars d'amende pour avoir invité une journaliste canadienne à améliorer la qualité de ses rapports sexuel avant d'écrire sur le tennis.

Sorti du petit cercle de ses intimes, il apparaît toujours comme un personnage ombrageux mais alors qu'il n'avait encore récemment aucun souci de son image de marque dans le public, il fait, depuis peu, des efforts considérables pour se concilier les faveurs de la foule. Il n'a pas refusé de signer des autographes en sortant du court pendant toute la durée de l'*open*. Il n'a pas oublié de faire un geste vers les tribunes à l'issue de chacune de ses parties en quittant le stade. Ce sont de petits détails qui ont fait une énorme différence avec le McEnroe des saisons précédentes. Une différence qui a paru encore plus éclatante en ce qui concerne ses réactions aux fautes d'arbitrage. Celles-ci ont pourtant été particulièrement énormes tout au long de la quinzaine. La seule réaction provoquée par ces jugements fantaisistes a été relevée, pandant la finale : il est resté assis sur le court pendant quelques minutes après qu'un juge de ligne n'eut pas réagi à une faute évidente.

Manifestement, McEnroe, qui est désormais vice-président de l'Association des joueurs de tennis professionnels — association dont il ne faisait même pas partie il y a quelques mois encore — a le souci de ne plus seulement passer pour un voyou de génie. Or les efforts qu'il produit pour maîtriser ses pulsions n'ont pas affecté le moins du monde la qualité de son tennis. Bien au contraire. Depuis qu'il ne se conduit plus comme une cocotte minute, il a même démultiplié le poids de sa présence sur le court.

L'attaque à tout prix

La défaite-éclair qu'il avait infligée à Jimmy Connors à Wimbledon avait pu être attribuée à un moment de lassitude de son rival qui allait fêter son trente-deuxième anniversaire. La manière dont il a balayé Ivan Lendl, dimanche après-midi, a démenti cette analyse.

Le Tchécoslovaque disputait la finale de l'open américain pour la troisième fois consécutive. Les deux dernières années, il s'était incliné face à Jimmy Connors. En 1983, sa défaite s'était produite dans des conditions qui avait laissé planer des doutes sur sa capacité à gagner, un jour, une finale d'un tournoi du grand chelem. Le Tchécoslavaque avait fait une double faute alors qu'il servait une balle de deux sets à un. Il était allé cacher sa déception dans les baches après quoi il n'avait plus gagné un seul jeu.

Rien d'aussi infâment ne s'est produit pour Lendl à l'occasion de cette troisième finale. Il n'a pas joué *« petit bras »* une seconde. Quand il s'est aperçu qu'il n'arrivait pas à faire la loi en fond de court, il s'est efforcé de prendre le filet avant McEnroe. Les statistiques sur le match ont montré qu'il a tenté vingt-cinq fois de faire le point au filet et qu'il y est parvenu treize fois. Non, Lendl ne s'est pas *« débaloné »* comme on dit familièrement. Il avait en face de lui un joueur extraordinaire qui faisait ce qu'il voulait.

En tout et pour tout, au cours des trois sets, McEnroe n'a pas fait plus de huit erreurs non provoquées : quatre sur son coup droit et quatre sur son revers. Qui a jamais pu en faire autant ? La manière dont il se déplaçait sur le court pendant toute la partie tenait un peu du prodige : sur les deuxièmes balles de service du Tchécoslovaque il s'avançait franchement d'un mètre en avant de la ligne de fond. Lendl a tiré quelques *passings* qui aurait fait exploser le poignet de n'importe quel autre joueur. Mais *« Big Mac »* les a transformés en pointe gagnants.

A posteriori, on se demande comment le même Lendl est arrivé à battre en cinq sets le même McEnroe en finale des Internationaux de France alors qu'il avait deux sets en poche et un *« break »* d'avance. Certes le soleil tapait dur sur le Central de Roland-Garros et la terre battue n'est pas sa surface de prédilection. Il n'empêche ! C'était le même jeu qu'il démontrait à Paris que celui qu'il a déployé a New-York : l'attaque à tout prix, comme le lui a conseillé l'ancien champion Donald Budge après sa défaite au Masters de janvier 1983 qui constituait son huitième échec consécutif face à Lendl.

Mais dans ces conditions comment McEnroe a-t-il pu s'écrouler physiquement alors qu'il avait eu une journée de repos complète à Paris entre les demi-finales et la finale, ce qui n'a pas été le cas à New-York ?

Programmation abérrante

Par une abérration de la programmation provoquée par le fait que le déroulement du tournoi est soumis aux *desiderata* de la chaîne de télévision qui a les droits de retransmission, son match contre Connors n'avait pu commencer qu'à la nuit tombée. « Jimbo », qui était le tenant du titre et qui avait à prendre sa revanche de la finale de Wimbledon, n'a pas baissé les bras, bien au contraire. McEnroe qui a réussi un pourcentage particulièrement élevé de premières balles de service a trouvé en face de lui le grand retourneur de la décennie écoulée qui a été capable de faire huit fois le breack.

Sans un début de cinquième set tonitruant, il n'est pas sûr que McEnroe aurait pu se présenter le lendemain pour sa quatrième finale de Flushing Meadow. La partie s'est terminée à 23 h 30. C'est dire que le numéro un mondial n'a pas pu se coucher avant 2 heures du matin dans le meilleur des cas. Avec aussi peu de repos, après une partie aussi intense, véritable sommet de la quinzaine, McEnroe s'est néanmoins présenté pour la finale dans un état de fraîcheur surprenant. Il faut convenir que contrairement à son match de Paris, il n'a pas cherché à forcer sur son engagement et qu'il a conclu les points avec cette manière de désinvolture dans le toucher de balle qui est définitivement sa marque personnelle, celle du talent à l'état sauvage.

Maître de ses nerfs comme de son tennis, affuté physiquement, McEnroe entame-t-il dans le tennis masculin une domination comparable à celle de Martina Navratilova dans le tennis féminin. A vingt-cinq ans, il se retrouve à la tête d'un palmarès qui ne comporte pas moins de quatre Internationaux des Etats-Unis et trois Wimbledon. Il est le premier joueur à avoir dépassé la barre des six millions de dollars de gains en tournois officiels, il a désormais une telle marge de sécurité qu'il semble être le premier joueur depuis Rod Laver capable de réaliser le grand chelem.

Pour le prouver, il sera d'ailleurs au rendez-vous du gazon australien à la fin de l'année. Il serait alors très intéressant qu'il affronte Pat Cash. L'ancien champion du monde junior a, en effet, été la véritable révélation de cet open. Demi-finaliste à Wimbledon où il s'était incliné en trois manches face à McEnroe, l'ancien champion du monde junior qui a éliminé, ici, le Suédois Wilander, en quart de finale, a atteint le même stade de la compétition à New-Nork, en démontrant d'énormes progrès pour se retrouver devant Lendl qui, jusqu'alors, l'avait battu facilement. En l'occurence, Cash réalisa un match palpitant : il a eu une balle de match contre le Tchécoslovaque qui a dû sortir le grand jeu pour finir par s'imposer au *tie breack* du cinquième set. La confrontation avec John McEnroe, d'un tel joueur, qui est le meilleur espoir venu des Antipodes depuis John Newcombe, est assurément le test tennistique le plus passionnant de ses prochaines années. A moins qu'on ne nous en apporte prochainement la preuve contraire.

ALAIN GIRAUDO.

La course aux records de Martina Navratilova

De notre envoyé spécial

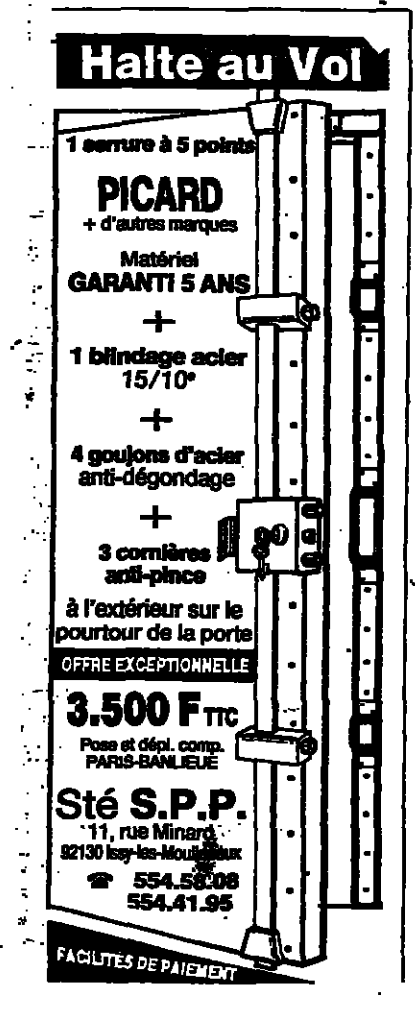
New-York. — *« C'est contre Chris Evert-Lloyd que je joue mon meilleur tennis »*, a dit Martina Navratilova, après avoir gagné, le 8 septembre, son sixième titre consécutif dans un tournoi du grand chelem. Pour égales les records de Maureen Connolly (1952-1953) et de Margaret Court (1969-1970-1971), la néo-Américaine a effectivement réalisé une des meilleures parties qu'il lui a été donné de disputer.

Six fois championne des Internationaux des Etats-Unis, « Chrissie », qui avait été battue en finale de Roland-Garros et à Wimbledon en deux sets au début de la saison, avait pensé que Martina finirait par ressentir *« l'usure du pouvoir »* et qu'elle pourrait interrompre une série de douze défaites consécutives. Elle a réussi, en effet, une première manche de rêve grâce à des passings-shots extraordinaires. Après avoir eu deux balles de break au sixième jeu, elle perdit son service au jeu suivant mais elle a épinglé Navratilova comme un papillon dans les trois jeux suivants pour enlever la manche.

Il y a quelques mois encore, la championne du monde, qui jouait également contre les vingt mille spectateurs, se serait énervée et aurait définitivement perdu pied. S'il n'en a rien été, c'est parce que, désormais, elle a acquis une plus grande lucidité grâce au travail qu'elle fait au côté de Mike Estep. Elle a compris qu'elle se faisait passer en montant trop systématiquement sur sa deuxième balle de service elle s'est alors appliquée à mieux engager sa première balle en modifiant son lancer, et elle a préparé plus soigneusement ses montées à la volée sur ses seconds services. Le résultat ne s'est pas fait attendre. Elle est venue méthodiquement faire les points au filet. Un break au troisième jeu des deux manches suivantes lui a assuré la victoire, bien qu'Evert-Lloyd ait eu l'occasion de revenir à 5-5 dans la deuxième manche et à 3-3 dans le dernier set.

Ce succès, qui a été complété, le lendemain, par une nouvelle victoire en double avec sa partenaire habituelle Pam Shriver, a permis à Navratilova d'égaler le record des victoires consécutives que détenait Evert-Lloyd avec cinquante-cinq matches gagnés à la suite en 1974. Il s'est confirmé que le désir de devenir la plus grande joueuse de l'histoire du tennis est désormais la principale motivation de Navratilova : *« Je vais essayer de gagner, une nouvelle fois, l'open d'Australie. Jamais personne n'a remporté sept titres du grand chelem consécutivement. Cela me permettrait aussi d'avoir les quatre levées dans la même année pour mettre fin à la polémique engagée après ma victoire à Roland-Garros. »*

A. G.



AUTOMOBILISME : LE RÈGNE DES McLAREN

Lauda devance Prost

De notre envoyé spécial

Monza. — McLaren règne toujours en maître sur la formule 1. L'Autrichien Niki Lauda a apporté à l'écurie britannique son dixième succès de la saison en gagnant, dimanche 9 septembre, sur le circuit de Monza, le Grand Prix d'Italie. Le Français Alain Prost, son coéquipier, a abandonné après que son moteur eut explosé dans la première partie de la course. Lauda a ainsi augmenté son avantage dans le championnat du monde des pilotes. Il possède, désormais, 10,5 points d'avance sur Prost alors qu'il ne reste plus que deux grands prix à disputer, au Nurburgring (7 octobre) et à Estoril (21 octobre).

Protégé par quelques militaires, Alain Prost emprunte le chemin qui longe le circuit et regagne le stand de l'écurie McLaren. Le visage hâlé par une semaine de vacances en Sardaigne, le pilote n'a plus la superbe qu'il affichait avant la course. Il vient d'abandonner, sur le bas côté de la piste, sa monoplace dont le moteur a rendu l'âme. La mine défaite, il contient sa colère. Dans la tribune qui jouxte le circuit, le public italien, qui n'a d'yeux que pour la Ferrari de l'Italien Michele Alboreto, lui adresse au passage quolibets et gestes inélégants. Il se tourne alors vers eux pour leur répondre vertement, puis passe son chemin. Alain Prost vient de laisser, sur le circuit de Monza, une partie de ses espoirs de devenir champion du monde après deux années d'insuccès.

Deux heures plus tard, Niki Lauda franchissait en vainqueur la ligne d'arrivée. Il venait de signer sa cinquième victoire de la saison. L'Autrichien, une nouvelle fois, avait fait la démonstration d'un talent qui l'a conduit deux fois par le passé au titre mondial. Parti en deuxième ligne derrière Nelson Piquet (Brabham), Alain Prost et Elio de Angelis (Lotus), Lauda, qui est âgé de trente-cinq ans, a affirmé une maîtrise de vieux routier sur les cinquante et un tours d'un circuit de longues lignes droites et entrecoupé de deux chicanes. Il laissa le Brésilien, le Français et l'Italien occuper le devant de la scène, tel un oiseau de proie prêt à bondir sur ses victimes.

Piquet, Prost et tous les autres éliminés, le pilote autrichien n'avait plus comme adversaire sérieux que le Français Patrick Tambay (Renault) et l'Italien Téo Fabi (Brabham), deux pilotes et deux voitures qu'on n'attendait pas à ce niveau de la course. Mais l'un et l'autre finirent par être devancés par l'Autrichien. Le Français fit en tout cas un parcours exemplaire jusqu'à ce que l'injection électronique de sa machine tombe en panne. Lauda, qui avait mené sa monoplace avec prudence, se retrouvait en tête pour ne plus la quitter.

Faut-il s'étonner que l'écurie britannique ait réduit tous ses adversaires à jouer les utilités dans une discipline qui ne tolère pas la médiocrité ? McLaren fait passer, cette saison, un ouragan sur la formule 1. Après avoir été engagé pour 2 millions de dollars en 1982, Niki Lauda, rescapé des circuits depuis l'accident qui avait failli lui coûter la vie sur le circuit du Nurburgring, Mc Laren a recruté, à la fin de 1982, le Français Alain Prost en rupture de ban avec Renault.

L'acquisition de ces deux vedettes n'aurait toutefois pas été possible sans la société Philip Morris, qui commandite l'écurie sous le nom de Marlboro. Ces fabricants de cigarettes verseraient, selon le magazine américain *Newsweek*, 35 millions de dollars à ce sport au titre de la promotion publicitaire.

L'expérience de Porsche

Les voitures britanniques n'auraient cependant pas gagné dix des quatorze grands prix de formule 1 cette saison si le conducteur ouest-allemand Porsche ne lui avait fourni, en juillet 1983, un moteur turbocompressé de la deuxième génération, largement supérieur à tous ceux fabriqués à présent. Ce moteur bénéficie, notamment, de l'expérience que Porsche a acquise en matière de consommation dans le championnat du monde d'endurance soumis depuis quelques années à une limitation d'essence. McLaren a ainsi pris un départ de choix dans le championnat, tandis que les autres constructeurs n'avaient pas pu s'adapter à la nouvelle réglementation de la formule 1 qui limitait à 250 litres la contenance des réservoirs des voitures pour un grand prix.

Comme Brabham, Lotus et Williams, McLaren dispose, en outre, de l'avantage d'être une petite écurie. Faite exclusivement pour la compétition sportive, elle donne à ses mécaniciens, à ses ingénieurs et à ses pilotes le sens des responsabilités. Elle est ainsi la seule écurie à faire une utilisation rationnelle de la voiture de remplacement qu'on appelle *« mulet »* dans le jargon de la formule 1.

Alain Prost et Niki Lauda se partagent ainsi alternativement sur chaque grand prix la responsabilité de cette voiture. Ils en ont la charge et effectuent le réglage essentiel à son fonctionnement. Ce qui n'est pas le cas dans les autres écuries où le mulet ne prend le départ que si la voiture principale est inutilisable.

C'est malheureusement cette voiture de remplacement, dont le moteur était neuf, qu'Alain Prost pilota jusqu'à son abandon à Monza. Cet échec ne mettra cependant pas en cause le système de travail établi chez McLaren. Sur cette même voiture, le pilote français avait, en effet, terminé deuxième du Grand Prix d'Afrique du Sud et avait remporté celui de RFA.

GILLES MARTINEAU.

TRANSFERTS

(De notre envoyé spécial.)

Monza. — Quatorzième épreuve de la saison, le grand prix d'Italie est celui où constructeurs et pilotes règlent, dans le plus grand secret, les contrats qui les lieront la saison suivante. Cela n'a pas été totalement le cas cette année. L'Autrichien Niki Lauda éprouve, paraît-il, quelques difficultés à faire admettre ses prétentions à son employeur McLaren. Est-il plus gourmand que par le passé sur le plan financier ? Toujours est-il qu'il est prêt à changer d'écurie. Il aurait ainsi pris des contacts avec Renault.

Le Finlandais Keijo Rosberg a signé, pour sa part, un contrat avec Williams. Cette écurie n'a cependant pris aucune décision à propos de l'avenir de Jacques Laffitte. Le jeune Brésilien Ayrton Senna, révélation de la saison, courra pour le compte de Lotus. Mécontent, son employeur actuel, l'écurie britannique Toleman, l'a suspendu pour les trois derniers grands prix.

G. M.

RÉSULTATS

Automobilisme

GRAND PRIX D'ITALIE DE FORMULE 1

1. Lauda (Aut. McLaren), les 295,800 kilomètres en 1 h 20 mn 29 s ; 2. Alboreto (Ita., Ferrari), à 24 s ; 3. Patrese (Ita., Alfa-Romeo), à 1 tour ; 4. Johansson (Suè., Toleman), à 2 tours ; 5. Berger (Aus., ATS-BMW), à 2 tours ; 6. Ghinzani (Ita., Osella – Alfa-Romeo), à 3 tours.

CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS
(Classement provisoire)

1. Lauda (Aut.), 63 pts ; 2. Prost (Fra.), 52,5 ; 3. de Angelis (Ita.), 29,5 ; 4. Arnoux (Fra.), 24,5 ; 5. Piquet (Bré.), 24 ; 6. Warwick (G-B), 23 ; 7. Alboreto (Ita.), 21 ; 8. Rosberg (Fin.), 20 ; 9. Mansell (G-B), 13 ; 10. Tambay (Fra.), 10.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division
(Sixième journée)

*Strasbourg b. RC-Paris	3-0
*Nancy b. Metz	2-1
*Toulon b. Tours	2-0
*Paris-SG b. Marseille	2-1
*Brest et Bordeaux	0-0
*Nantes b. Bastia	3-0
*Laval b. Rouen	2-0
*Lille et Auxerre	1-1
*Monaco b. Sochaux	2-0

*Toulouse-Lens sera joué le 11 sept.

Classement. — 1. Bordeaux, 11 pts ; 2. Auxerre, 9 ; 3. Nantes, 8 ; 4. Monaco, Strasbourg, Brest, Nancy, Laval et Bastia, 7 ; 10. Lens et RC-Paris, 6 ; 12. Sochaux et Toulon, 5 ; 14. Lille, Paris-SG, Tours, Marseille et Metz, 4 ; 19. Toulouse et Rouen, 3.

Deuxième division
(Cinquième journée)

Groupe A

Rennes b. *Quimper	3-0
*Reims b. Besançon	2-1
Caen B. *Red Star	3-1
*Abbeville et Stade Français	0-0
*Orléans b. Amiens	1-0
*Mulhouse b. Châteauroux	2-0
*Valenciennes b. Sedan	1-0
*Dunkerque b. Angers	3-2
*Guingamp b. Le Havre	1-0

Classement. — 1. Guingamp, Orléans, 9 pts ; 3. Reims, 8 ; 4. Mulhouse, Valenciennes, Sedan, 7 ; 7. Caen, Stade Français 92, 6.

Groupe B

*Sète et Thonon	1-1
*Nîmes b. Grenoble	6-1
*Valence b. Alès	2-1
*Limoges b. Béziers	3-0
*Nice et Martigues	0-0
Cannes b. *Lyon	1-0
*La Roche-sur-Yon et Montpellier	1-1
*Gueugnon b. Saint-Etienne	2-0
Cuiseaux-Louhans b. *Le Puy	1-0

Classement. — 1. Cannes, 9 pts ; 2. Montpellier, Nice, Limoges, Thonon, 7 ; 6. Alès, Sète, Cuiseaux-Louhans, Gueugnon, 6.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Deuxième journée)

Poule 1

Stade Toulousain b. *Tarbes	18-9
*Béziers b. Tyrosse	39-15
RCF b. *Carcassonne	12-10
*Aire-s/Adour b. Aurillac	15-13
*Narbonne b. Montauban	39-19

Poule 2

*Hyères b. Romans	12-6
*Bègles-Bordeaux et Oloron	9-9
*La Rochelle et Biarritz	13-13
*Dax b. Le Boucau	24-16
Agen b. *Valence	26-07

Poule 3

*La Voulte b. Le Creusot	25-18
*Bayonne b. Brive	15-6
*Montferrand b. Angoulême	48-6
Lourdes b. *Grenoble	12-9
*Pau b. Bagnères	12-7

Poule 4

*Tulle b. Albi	31-27
*Nice b. Mont-de-Marsan	28-4
*Perpignan b. Bourgoin	13-6
Toulon b. *Castres	22-9
Graulhet b. *Nîmes	9-6

Tennis

TOURNOI DE FLUSHING MEADOW

SIMPLE MESSIEURS

Demi-finale

Lendl (Tch., N° 2) bat Cash (Aus.) 3-6, 6-3, 6-4, 6-7 (5-7), 7-6 (7-4) ; McEnroe (E-U, n° 1) bat Connors (E-U, n° 3), 6-4, 4-6, 7-5, 4-6, 6-3.

Finale

McEnroe (E-U) bat Lendl (Tch.), 6-3, 6-4, 6-1.

SIMPLE DAMES

Finale

M. Navratilova (E-U, n° 1), bat C. Evert-Lloyd (E-U, n° 2), 4-6, 6-4, 6-4.

DOUBLE DAMES

Finale

M. Navratilova - P. Shriver (E-U) bat A. Hobbs (G-B) - W. Turnbull (Aus.), 6-2, 6-4.

هكذا من الأصل



Une semaine avec la France du grand large

APRÈS LES RÉFORMES INSTITUTIONNELLES OUTRE-MER

La gauche face au défi des inégalités sociales

par ALAIN ROLLAT

S'IL existe un domaine où la vocation de la gauche à réduire les inégalités sociales peut trouver à s'exprimer avec enthousiasme, c'est bien celui de la France du grand large.

Ayant conquis le pouvoir, les socialistes ont donné la priorité, outre-mer, aux réformes institutionnelles qui leur paraissaient conditionner l'engagement d'une politique de développement économique et de progrès social capable d'y annihiler les ultimes séquelles de l'époque coloniale.

Après trois ans de polémiques locales, ce programme de réformes est aujourd'hui presque achevé. Il le sera complètement avec l'adoption, prochainement, d'un nouveau statut pour l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon, qui cessera d'être un département et deviendra, à la demande de ses élus, une collectivité territoriale. Dans chacun des quatre autres départements d'outre-mer, en Martinique, Guadeloupe, Guyane et à la Réunion, l'élection du conseil régional à la proportionnelle a amélioré la représentativité du pouvoir local, tandis que la mise en œuvre de la décentralisation augmentait théoriquement ses moyens d'action.

Le moment est donc venu pour le gouvernement de définir quelle politique économique et sociale il entend suivre dans les anciennes colonies. Car il ne l'a pas encore fait, et cette indécision explique le désenchantement de tous ceux qui, localement, attendaient de la gauche des miracles immédiats et qui doutent désormais de la volonté du pouvoir de mener outre-mer une politique novatrice.

Certes, depuis le printemps 1981, la majorité a aussi entrepris d'étendre outre-mer, comme en métropole, le champ des libertés publiques. Les grandes lois votées par le Parlement entre juin et décembre 1981 (loi d'amnistie, suppression de la Cour de sûreté de l'État, loi sur les associations d'étrangers, radios libres, etc.) se sont appliquées de plein droit aux départements d'outre-mer.

Le décision prise d'instituer désormais dans chaque DOM un jour férié pour commémorer l'abolition de l'esclavage avait également une portée symbolique.

De même, les pouvoirs publics se sont montrés sensibles à la nécessité de renforcer outre-mer la protection sociale. Le SMIC est désormais relevé dans les départements d'outre-mer aux mêmes dates et dans les mêmes proportions qu'en métropole. Les prestations versées aux personnes âgées ont été revalorisées. Le régime d'assurance-maladie maternité pour les artisans, industriels, commerçants et membres des professions libérales a été étendu aux DOM, etc.

Mais toutes ces dispositions ponctuelles et limitées ont été, jusqu'à présent, sans commune mesure avec l'ampleur des difficultés économiques et sociales qui subsistent outre-mer malgré les progrès immenses accomplis depuis la départementalisation de ces terres lointaines.

Quand, outre-mer, on relève le SMIC en même temps et dans la même proportion qu'en métropole, l'écart se creuse en vérité — en valeur absolue — entre l'outre-mer et la métropole, puisque, dans les DOM, le salaire *minimum* est inférieur de 20 % environ à celui de la métropole. Ne serait-il pas plus conforme aux impératifs de la solidarité nationale de procéder à une redistribution plus équitable ?

A quoi bon prétendre renforcer la protection sociale quand on se refuse à éliminer la disposition indigne, subsistant outre-mer, en « vertu » de laquelle on supprime le versement des allocations familiales aux chômeurs si ceux-ci demeurent trop longtemps sans activité professionnelle ? Dans ces départements où le chômage, endémique, atteint des taux de 30 %, peut-il y avoir pire injustice que de traiter ainsi les plus déshérités ? Lors d'une réunion interministérielle, le 11 juillet dernier, à l'Hôtel Matignon, il était envisagé de remédier à cette situation pour les femmes seules et les handicapés, bref quelques futurs « privilégiés »...

Et à quoi bon, de toute façon, se préoccuper des effets si l'on n'ose pas affronter les causes ? Les inégalités sociales sont d'autant plus criantes que l'outre-mer français offre l'image de la société duale par excellence, d'une communauté où une partie de la population vit au niveau et au rythme de la civilisation occidentale, alors qu'une autre connaît les misères des sociétés sous-développées du tiers et même du quart-monde. Si la gauche n'inscrit pas dans son action une réflexion sur les structures économiques, les circuits de distribution et de consommation, ses ambitions sociales demeureront pures velléités, et elle continuera, par exemple, de justifier les sur-salaires des fonctionnaires et des cadres du secteur privé par la hausse locale du coût de la vie sans être gênée le moins du monde par cet argument quand il s'agit de justifier l'existence d'un salaire minimum si inférieur à celui de la métropole.

Ce serait assurément l'honneur de la gauche d'essayer de conduire, outre-mer, une politique sociale hardie sans qu'il soit nécessaire d'y bouleverser la vie économique. Le secrétariat d'Etat aux DOM-TOM n'a pas manqué, depuis trois ans, de formuler des propositions en ce sens, qui n'ont pas été retenues par le pouvoir exécutif. Tandis que le Parti socialiste continue, au niveau national, de manifester une grande discrétion.

Un risque de régression

Il faut donc souhaiter que le débat sur le développement économique et social annoncé par M. Georges Lemoine pour la prochaine session parlementaire — préparé par la tenue d'assises régionales — marque le début d'une nouvelle phase de l'action gouvernementale qui soit guidée par la recherche de meilleures équilibres économiques et sociaux. Sur ce point — les reportages, les enquêtes et les points de vue que nous publierons dans ces colonnes tout au long de la semaine en témoignent, — tous les élus locaux se rejoignent.

L'élaboration du projet de budget pour 1985 autorise, malheureusement, quelques craintes. Ainsi est-il question de supprimer les crédits — de l'ordre de 70 millions de francs — affectés à l'organisation des chantiers de développement qui permettent, dans les DOM, d'utiliser à des travaux de voirie ceux des chômeurs qui ne remplissent pas toutes les conditions requises par l'administration pour être officiellement reconnus comme tels et qui trouvent dans ce système un accès indirect aux allocations de chômage. Une telle décision équivaudrait à pénaliser les plus dépourvus des chômeurs.

Ainsi est-il question de modifier le système de répartition des bénéfices réalisés par l'Institut d'émission des départements d'outre-mer, qui permet jusqu'à présent d'alimenter la ligne budgétaire unique consacrée au logement; de telle sorte que les moyens financiers disponibles dans ce secteur soient considérablement réduits. Une telle orientation irait à l'encontre des besoins prioritaires des départements d'outre-mer où subsistent encore trop de bidonvilles.

D'autres indications de même nature font redouter, finalement, que les ressources budgétaires de l'outre-mer ne soient particulièrement affectées par les consignes de réduction des dépenses données par le premier ministre et le ministre des finances, afin de pouvoir tenir l'engagement du président de la République de réduire les prélèvements obligatoires d'un point en 1985.

Si la discussion budgétaire confirmait le maintien de ces orientations, la régression qui en résulterait outre-mer contredirait spectaculairement les intentions rénovatrices affichées par les socialistes. Chez les partisans locaux de la gauche, le désespoir succèderait au désenchantement.

SOMMAIRE

Dans nos prochains numéros du 11 au 16 septembre

Un entretien avec M. Georges Lemoine

Le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM dresse un bilan des réformes institutionnelles et précise ses intentions économiques et sociales

« Après trois ans de pouvoir, la gauche a pratiquement réalisé le programme des réformes institutionnelles dont la réalisation lui paraissait conditionner, outre-mer, la mise en œuvre d'une politique de développement économique et de réduction des inégalités sociales. Mais au vu du bilan des batailles politiques qui ont, depuis le printemps 1981, coûté tant d'énergie dans les départements et les territoires d'outre-mer, n'avez-vous pas le sentiment que ces controverses institutionnelles ont surtout occulté les questions les plus importantes — celles justement du développement économique et social — et, par là-même, démobilisé ceux qui attendaient surtout de la gauche une action rapide en ce domaine ?

— S'il est un secteur où la décentralisation s'imposait en priorité, c'est bien outre-mer. Puisqu'il s'agissait de rapprocher les administrés, leurs élus, et d'une manière générale, les acteurs locaux, des décisions concernant la vie de tous les jours, cela était encore plus justifié pour ceux de nos concitoyens qui vivent à 6 000 kilomètres, voire 20000 kilomètres des centres traditionnels de décision qu'ont toujours été les ministères parisiens dans notre République centralisée. Je veux dire par là que le fait que la mise en place de la décentralisation ait été une priorité, après mai 1981, est d'abord et avant tout pour l'outre-mer une affaire de bon sens. D'ailleurs, personne ne le conteste dans tout l'éventail des formations politiques d'outre-mer, et ceux qui demandaient la décentralisation avec moins d'insistance que d'autres ne voudraient aujourd'hui à aucun prix qu'on la leur retire.

J'ajoute que lorsque nous avons prévu la loi fixant les compétences des nouveaux conseils régionaux, notre démarche a consisté à respecter la décision du Conseil constitutionnel, *qui avait condamné* le projet d'assemblée unique, et à faire en sorte que les conseils généraux soient vraiment, outre-mer, des conseils de droit commun. Partant de là, nous avions alors à résoudre deux questions importantes : qui gérerait l'octroi de mer, et le fonds d'investissement routier ? Comme nous sommes là dans des domaines qui sortent du droit commun, c'est le conseil régional qui devait avoir la responsabilité de l'affectation de ces ressources financières. Au cours des débats à l'Assemblée nationale, M. Michel Debré et les autres députés de l'opposition avaient affirmé que nous n'avions pas le droit de retirer l'octroi de mer et le fonds d'investissement routier au conseil général. Or l'examen qui a été fait de la loi de transfert de compétences par le Conseil constitutionnel nous a donné raison. Maintenant nous apparaissons comme les meilleurs défenseurs de la départementalisation. Nous avons renversé l'accusation.

« Nous sommes les vrais départementalistes »

» C'est nous qui sommes aujourd'hui les vrais départementalistes par rapport à ceux qui avaient défendu une situation à bien des égards exorbitante. Mais notre souci n'était pas, bien entendu, d'apparaître comme les meilleurs défenseurs de la départementalisation. Nous voulions être surtout les porte-parole de la décentralisation, car la départementalisation c'est quand même toujours une vision un peu centralisatrice par rapport au pouvoir central. Donc il fallait à la fois affirmer la décentralisation mais dépasser la départementalisation. Et pour dépasser la départementalisation il fallait mettre en place le conseil régional, lui donner des pouvoirs réels et une vocation économique clairement définie.

— Avec le recul du temps, la priorité institutionnelle constituait-elle vraiment le bon choix ?

— Oui. Il fallait associer les élus locaux et la population à l'enjeu économique et il fallait aussi que l'une des deux assemblées ait vraiment cette vocation des choix économiques et la responsabilité de la programmation régionale.

— N'a-t-on pas, tout simplement, perdu du temps avant de s'occuper de l'essentiel ?

— C'est une affaire de choix politique : fallait-il ou non prendre toute de suite — depuis Paris — des mesures permettant ce « décollage » économique et ce « rattrapage » social outre-mer ? Fallait-il le faire *pour* les populations d'outre-mer ou *avec* elles ? Qui, en 1984, doit concevoir la forme que doit prendre outre-mer le développement économique et social auquel chacun aspire ? Vous en conviendrez, ces questions doivent être posées. Pour notre part, nous voulons y répondre en regardant l'avenir mais sans pour autant négliger l'histoire. Après tant d'années, voire de siècles, de colonisation puis de politique d'assimilation et d'assistance qui ont modelé les liens entre la métropole et nos départements et territoires d'outre-mer, n'était-il pas temps de considérer nos concitoyens de ces régions comme adultes ?

(Lire la suite page 12.)

Un entretien avec M. Georges Lemoine

(Suite de la page 11.)

« Qui mieux qu'un élu ou qu'un responsable professionnel martiniquais peut définir ce que doit être demain l'agriculture ou l'industrie touristique de ce département, quelles sont les priorités en équipements sociaux... ? Je vous réponds donc que nous n'avons pas « perdu de temps ». Nous avons voulu, avec la décentralisation, — et c'est chose faite avec la loi du 2 août 1984, — que les responsables d'outre-mer soient les premiers décideurs et acteurs de leur propre développement.

» Les nouveaux rapports avec l'Etat, nous sommes en train de les concrétiser par les contrats de plan. Notre volonté est d'avoir une politique contractuelle. Mais quand nous affirmons ce principe, nous n'affirmons que la moitié de notre volonté de décentralisation, puisqu'il faut également situer l'économie de ces régions dans un contexte régional. Cela signifie le contexte de la Caraïbe pour la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane, celui de l'océan Indien pour la Réunion, et la possibilité d'avoir des prises de position, je dirai opportunistes, face à des situations spécifiques comme par exemple le plan Reagan pour la Caraïbe.

» C'est dans cet état d'esprit que nous avons, dans le cadre des négociations de Lomé III, à Bruxelles, demandé des définitions particulières pour que les élus locaux soient associés à ce qui a été décidé à Bruxelles. C'est ainsi que, pour la première fois, en février dernier, nous avons conduit à Bruxelles, pendant quarante-huit heures, une mission qui comprenait pour chacun des départements concernés le président du conseil général, le président du conseil régional et le commissaire de la République. Cette expérience de quarante-huit heures a montré l'intérêt que les responsables locaux portaient à la Communauté européenne et inversement.

— Telle qu'elle résulte de la décision prise en juillet par le Conseil constitutionnel, la répartition des compétences et des moyens respectifs du conseil général et du conseil régional correspond-elle à vos ambitions initiales et vous paraît-elle de nature à favoriser le déclenchement d'un processus d'amélioration de la vie politique, économique et sociale ?

— Oui, je crois que nous sommes parvenus à un système de bonne complémentarité entre les assemblées départementales et régionales. L'exercice n'était pourtant pas simple car des habitudes avaient été prises. Ceux qui nous suspectaient de vouloir « dépouiller » le département au profit de la région ont, je pense, aujourd'hui compris qu'il n'en était rien. D'autres qui, au contraire, nous reprochaient de ne pas vouloir donner suffisamment de compétences et de moyens à la région sont obligés de constater, devant la tâche immense qui les attend, que tel n'est pas non plus le cas. La loi qui organise ce dispositif a été promulguée il y a à peine plus d'un mois. Cette cohabitation et cette complémentarité entre les deux assemblées doivent donc se roder. Le fait que bien des élus siègent à la fois dans l'une et l'autre assemblées va sans doute faciliter les choses. Et puis je suis confiant et optimiste quant à la volonté des élus de transcender ces querelles du passé pour véritablement se pencher sur le développement économique et social de leur région car tel est bien l'enjeu de demain.

« Nouvelle-Calédonie : nous sommes dans la bonne voie »

— En Nouvelle-Calédonie, votre action n'est plus soutenue désormais que par une petite minorité modérée. Le nouveau système institutionnel, rejeté à la fois par les indépendantistes mélanésiens et les dirigeants politiques de la Communauté européenne, ne sera-t-il qu'une coquille vide ? Comment espérez-vous pouvoir le faire fonctionner ?

— Je serais tenté de dire que le rejet de notre projet de statut par les deux principales forces politiques — RPCR et Front indépendantiste — de la Nouvelle-Calédonie, formations entre lesquelles le dialogue était rompu, est sans doute pour nous une indication que nous sommes dans la bonne voie. De quelle malice ne serions-nous pas suspectés par les uns si les autres approuvaient bruyamment notre projet !

» Le problème politique et institutionnel de la Nouvelle-Calédonie est très complexe. Je ne l'ai pas inventé : nous héritons là de l'histoire coloniale et post-coloniale de la France. Mon devoir était de rechercher une solution qui préserve les intérêts de la République dans son ensemble et de la Nouvelle-Calédonie en particulier. Pour avoir consacré une partie importante de mon temps, de mon énergie et de mes voyages à cette question pendant les dix-huit mois où j'ai eu la responsabilité de ce ministère, je dois vous faire part de ma conviction qu'il n'existe pas aujourd'hui d'autre voie que celle que nous avons tracée si — ce qui est mon cas — notre postulat de départ reste la préservation de la paix civile.

» De nombreux responsables politiques, qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition, et qui connaissent bien la Nouvelle-Calédonie, le pensent et le savent. Ils me l'ont souvent dit. La communauté internationale, après des hésitations, commence à le comprendre : relisez les conclusions du Forum du Pacifique qui s'est tenu il y a deux semaines à Tuvalu, rassemblant tous les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays du Pacifique sud. C'est au tour de chaque responsable calédonien aujourd'hui de prendre ses responsabilités, de choisir ou non la voie de l'évolution, de l'émancipation et du dialogue.

» La Nouvelle-Calédonie a et aura besoin de la France — qu'elle opte ou non demain pour l'indépendance, — chacun le sait ici comme là-bas. La France est et restera attachée à ce territoire du Pacifique sud car il est une partie d'elle-même et qu'il y va comme pour la Polynésie française de la présence de la France dans cette zone. Je ne vois donc pas pourquoi la « coquille » institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie serait plus vide aujourd'hui qu'hier. J'en appelle simplement au sens de la responsabilité de chacun. Le statut d'autonomie interne que vient d'adopter le Parlement est déjà un grand pas en avant.

« Nous discuterons avec les indépendantistes représentés »

— Il reste que, si le Front indépendantiste refuse de jouer le jeu du nouveau système celui-ci risque d'être bloqué...

— Nous, nous avons vraiment rempli à 100 % nos engagements, et si tel n'était pas le cas je voudrais qu'on m'en apporte la preuve. Car ces nouvelles institutions sont conformes au contrat que nous avions souscrit à Nainville-les-Roches en 1983. Nous avons dit aux indépendantistes : vous voulez parler de l'indépendance ? Parlons de l'indépendance ! J'ai dit dès 1983 que la France était prête à étudier toutes les solutions, y compris l'indépendance. C'était la première fois qu'on utilisait le mot. On m'a dit « oui mais il n'y a pas de date ». J'ai dit : on fera un référendum en 1989 parce que cinq ans c'est la durée normale des nouvelles institutions. Mais j'ai ajouté à l'Assemblée nationale que, si jamais les législateurs éprouvaient le sentiment qu'il fallait avancer cette date, ils avaient la possibilité de déposer une proposition de loi et qu'à ce moment là le gouvernement examinerait la proposition. Nous, nous avons seulement à définir des voies et des moyens. Sur ce plan encore, notre contrat a été entièrement rempli. Ces institutions, on va les mettre en place. Bien entendu, il est toujours possible à des formations politiques de ne pas participer.

» Entre se rendre en Libye pour chercher je ne sais quoi et participer aux élections — ce qu'attendent en fait très largement les Canaques, — je crois que le choix est évident : il y a d'un côté ce qui m'apparaît comme une impasse — et presque une reculade — et de l'autre la seule issue à une évolution dans la paix civile.

» Il n'y a pas d'arme absolue contre le boycottage. C'est une forme d'action mais l'on n'a jamais pu empêcher une élection. Un parti peut décider de ne pas participer aux élections, mais les élections auront quand même lieu. On peut toujours dire, comme une équipe de football qui déclare forfait et qui est battue sur le tapis vert, si nous avions joué nous aurions gagné... A ce rythme-là, aucune société ne peut vivre.

» Je suis persuadé qu'il y aura des indépendantistes qui participeront au scrutin. Et nous discuterons avec ceux qui seront représentés. Il ne faut pas oublier que le comité Etat-territoire sera constitué à partir des représentants élus à l'Assemblée territoriale. Le dialogue se fera avec les élus qui auront cette légitimité.

— La meilleure façon d'éviter le risque de pourrissement de la situation ne serait-elle pas, au fond, que le gouvernement prenne l'initiative d'avancer la date du référendum d'autodétermination prévue en principe pour 1989 ?

— On a l'impression qu'il suffirait de jouer avec les dates pour régler le problème ! Car il ne faut pas seulement réclamer l'indépendance. Ceux qui défendent l'indépendance doivent expliquer ce qui sera fait au lendemain de celle-ci, quelle société sera organisée. Est-ce que ce sera une société pluriethnique ? Nous, nous avons posé comme postulat que l'avenir de la Nouvelle-Calédonie ce sera une société pluriethnique. Nous avons pris nos responsabilités, que chacun prenne les siennes.

— A quelle date auront lieu les élections territoriales ?

— La loi fixant le nouveau statut doit être promulguée incessamment, et après la promulgation nous avons quatre-vingt-dix jours pour organiser les élections. Mais il y aura aussi les dates pour toutes les élections : les élections aux conseils de « pays » et, à partir des conseils de « pays », l'élection à l'Assemblée des « pays ».

Prorogation du statut de Mayotte

— Et Mayotte ? Le statut actuel sera-t-il prorogé ? Envisagez-vous de saisir le Parlement cet automne d'un projet de loi en ce sens ?

— Nous avons un projet de loi que nous sommes en train d'affiner en discussion avec le Quai d'Orsay et je pense que très prochainement il deviendra public.

— Le statut actuel serait prorogé pour combien de temps ? Deux ans ou plus ?

— Deux ans ? C'est une possibilité, mais cela paraît court.

— Confirmez-vous que, conformément à la Constitution, l'avenir politique de Mayotte ne sera pas scellé sans le consentement de la population ?

— Nous l'avons toujours dit. Ce que j'ai seulement précisé quand je suis allé à Mayotte, c'est que je ne vois pas très bien comment Mayotte pourrait devenir un département comme le demandent ses élus. C'est une collectivité territoriale, un point c'est tout. Il ne faut pas se voiler la face et dire pour autant qu'on a réglé tous les problèmes attachés à cette question de Mayotte... Il y a quand même les instances internationales et des règles internationales, notamment celles qui rappellent qu'on décolonise dans le périmètre de la colonisation, que l'ensemble des Comores était donc composé des quatre îles.

» La République fédérale islamique des Comores est toujours fondée à dire que la décolonisation n'a pas été totalement faite, et que, sur le plan de la souveraineté, Mayotte dépend des Comores. En outre, on a affaire à un ensemble qui est francophone et francophile.

» Nous avons de bons rapports avec les Comores, et ce que l'on peut noter aussi c'est qu'aux Comores, qu'il s'agisse du président Abdallah ou de l'opposition au président Abdallah, il existe une unanimité pour dire que Mayotte fait partie de la République des Comores. Sur ce point, il y a un consensus. Il est à mon sens profondément regrettable que certains Mahorais fassent régner un véritable terrorisme sur une minorité qui va de temps en temps à Anjouan voir des parents. Il y a un bateau qui fait la liaison avec Anjouan, et, au mois de juillet, des gens ont été lapidés au moment où ils débarquaient en revenant d'Anjouan. Ce n'est pas tolérable. On ne peut pas dire : nous, nous sommes Mahorais et nous voulons rester dans la France parce que c'est la liberté et se conduire comme cela. La liberté, c'est aussi accepter que les gens qui vivent à Mayotte aient la possibilité d'aller voir leurs cousins à Anjouan et de revenir. On ne peut pas tolérer cette forme d'excès.

— Le nouveau statut reportera donc l'organisation de la consultation prévue en principe avant la fin de 1984 ?

— On ne peut parler de nouveau statut, mais il y aura de toute façon ultérieurement une consultation, ainsi que des discussions, qui sont nécessaires avec les représentants de la collectivité territoriale et le gouvernement des Comores. Dès maintenant, et il me semble bien qu'un consensus se dégage sur ce sujet à Mayotte, le gouvernement a l'intention d'amplifier les opérations de coopération entre Mayotte et la République des Comores.

Guadeloupe : « Que les indépendantistes se comptent ! »

— Que vous inspire la persistance de la tension entretenue en Guadeloupe par certains indépendantistes ?

— Au moment des élections régionales, qui ont eu lieu à la proportionnelle, nous avons donné à chaque famille politique la possibilité de s'exprimer. Les indépendantistes ont pu faire campagne sur un programme, se prononcer, et on a vu que, lorsqu'ils se présentaient sur un programme politique, ils ne dépassaient pas 3 %. Après, on entre dans le cadre bien connu des minorités agissantes, dont les moyens, depuis l'Antiquité, comprennent le recours à la force, à l'action terroriste. Nous avons toujours condamné l'usage de la force aveugle, mais, dans l'éventail politique, nous ne pouvons pas sous-estimer le rôle que pourrait jouer, dans le cadre des institutions, un parti qui ferait campagne pour l'indépendance. Il appartiendrait aux électeurs de trancher. Nous, nous ne sommes pas contre le message indépendantiste, car cela relève de la liberté d'expression, mais nous sommes contre les moyens qui sont utilisés pour le faire passer...

— Souhaitez-vous donc que les partisans clandestins de l'Alliance révolutionnaire caraïbe, qui a été officiellement dissoute, se comptent aux élections ?

— Pourquoi pas. Les gens de l'ARC diraient : nous renonçons à l'action violente et nous faisons de la politique, je ne pourrais que me réjouir de cette prise de position, non me réjouir qu'ils défendent l'indépendance, mais qu'ils rentrent dans le cadre de l'action démocratique. Cela éviterait les accidents tragiques comme ceux que la Guadeloupe vient de vivre.

« Eviter la marginalisation des jeunes en métropole »

— Tout le monde s'accorde à dire que l'ampleur du chômage crée dans les départements d'outre-mer, et surtout à la Réunion, une situation explosive. Or le gouvernement, aux prises avec les effets de la crise économique en métropole, paraît désarmé face à cette menace. S'agit-il donc d'une fatalité impossible à parer ?

— Quand la métropole connaissait l'expansion économique, on facilitait le départ des jeunes Réunionnais et des jeunes Antillais vers la métropole. Ce n'est plus une solution, car, en l'état de la situation, continuer dans cette voie condamnerait sans doute à la marginalisation beaucoup des jeunes d'outre-mer qui se retrouveraient eux aussi sans emploi en métropole.

» La solution passe par la mise en valeur des potentialités de l'économie locale, notamment les créations d'emplois dans la petite entreprise, l'agriculture ou l'artisanat. C'est pourquoi, dans le cadre communautaire, nous venons de négocier, par exemple, avec le FEDER (Fonds européen de développement régional) pour que les primes aux créations d'emplois puissent être diversifiées. Actuellement, on obtient une aide du Fonds si l'on crée dix emplois dans la même entreprise. Il est évident que créer dix emplois d'emblée, dans une même entreprise, outre-mer, c'est encore moins facile qu'en métropole. Nous avons proposé qu'on puisse prendre en compte les filières, c'est-à-dire qu'on puisse ajouter les emplois créés dans une entreprise à ceux créés dans une autre, six ici, quatre là, pour considérer que cela fait au total dix emplois créés. Bruxelles doit confirmer son accord.

» D'une façon générale, on ne pourra faire face à la montée du chômage — qu'explique surtout l'évolution démographique — que si l'on crée localement, d'abord, des emplois dans les petits métiers, et en diversifiant les activités par branche.

— Outre-mer, l'arsenal des incitations aux créations d'emplois est déjà extrêmement riche en mesures diverses. Quelle doit être selon vous la part respective de l'Etat et des assemblées locales dans la stratégie de lutte contre le chômage ?

— Le conseil régional, qui a désormais en charge les orientations économiques et le développement, doit jouer un rôle important. Il faut qu'il y ait, localement aussi, une prise de conscience. Si vous dites : il appartient à la métropole de prendre toutes les mesures, vous accentuez la politique de l'assistanat et plus vous accentuez l'assistanat plus vous déséquilibrez l'économie locale.

» Pensez par exemple à toutes les richesses agricoles que la Martinique et la Guadeloupe produisaient au dix-huitième siècle... Maintenant on en arrive à importer du sucre et des fleurs en Martinique...

— Que faire, à votre avis, pour développer l'économie et donc créer des emplois ?

— Le premier ministre rappelait mercredi qu'il y a les partisans du tout-Etat, les ultra-libéraux et ceux qui veulent une société organisée, où les gens aient la possibilité de donner libre cours à l'esprit d'initiative tandis que l'Etat apporte des garanties. Il appartient à l'Etat d'intervenir dans la fixation des prix des transports maritimes et aériens, par exemple, mais il faut rompre avec l'assistanat permanent.

» Une histoire m'a frappé. Dans mon département, je connais un jeune industriel qui fabrique des stores. Il part pour quinze jours en Guadeloupe. Les huit premiers jours il se repose, et puis, comme il s'ennuie, il se renseigne sur les activités locales. Et il apprend qu'en Guadeloupe il n'y a pas une seule fabrique de stores, que tous les stores sont importés. Dans un pays qui vit au soleil... Cet industriel va ouvrir en Guadeloupe une fabrique de stores ! Cet exemple signifie que souvent, d'une manière délibérée, on ne fabrique rien parce qu'on préfère importer ; et comme lorsqu'on a importé il faut faire acheter, on réclame que l'Etat donne de l'argent aux gens.

» C'est avec cette conception que nous voulons rompre. Le problème n'est pas de distribuer de l'argent, de donner 40 % supplémentaires à l'ensemble de la fonction publique et des avantages à d'autres catégories. Il faut faire en sorte que les gens aient, certes, des revenus suffisants mais qu'on produise sur place, autant que possible, ce dont on a besoin. Il faut en finir avec un certain nombre d'habitudes qui ont consacré des fortunes à partir de pratiques économiques artificielles. Car il faut bien se dire que, outre-mer, la fortune, c'est aussi la possibilité d'agir politiquement. Bien souvent il y a un rapport de cause à effet : les gens qui possèdent l'argent ont tendance à avoir aussi le pouvoir politique. Et quand vous avez l'argent et le pouvoir politique vous ne tarissez pas votre propre source...

Des mesures en 1985

— A propos d'inégalités sociales, ne trouvez-vous pas choquant que l'on continue de maintenir outre-mer le système qui supprime le versement des allocations familiales aux chômeurs s'ils demeurent chômeurs trop longtemps, comme s'ils avaient la possibilité de sortir assez facilement de leur condition ? Pourquoi la gauche n'a-t-elle pas fait disparaître cette aberration ? Est-ce un manque de crédits, un manque de volonté politique, ou un défaut de prise de conscience ?

— Nous en sommes conscients. Une loi est en préparation qui tendra à réduire progressivement cet état de fait. Mais sur ce point les arbitrages ne sont pas définitivement rendus et je ne puis donc être plus précis aujourd'hui.

— Et, à propos de la fonction publique, le gouvernement envisage-t-il, au nom des solidarités locales, de rouvrir le dossier des sursalaires des fonctionnaires pour faire contribuer les revenus privilégiés de ceux-ci aux investissements locaux en incitant le secteur privé à en faire autant ?

— Au nom de la solidarité, l'Etat doit prendre des initiatives mais en accord, en concertation, avec les élus locaux et les fonctionnaires. Il faut que chacun assume sa part de responsabilité. Une piste parmi d'autres : chacun sait que le logement, outre-mer, coûte très cher. Au lieu de donner une prime importante, on pourrait dégager un certain pourcentage qui serait affecté au financement de la construction. Ce qui aurait pour effet induit d'accroître le patrimoine bâti, de faire travailler le secteur du bâtiment, d'apporter aussi aux fonctionnaires restant outre-mer la garantie de bénéficier de l'affectation d'un logement. En même temps, on casserait un des ressorts de l'inflation, car chaque fois qu'un fonctionnaire s'en va en laissant un logement vide, ce logement subit une augmentation de loyer. Ainsi l'on ne toucherait pas directement aux 40 % des fonctionnaires, mais il y aurait un prélèvement, qui prendrait l'allure d'un prélèvement obligatoire, affecté au secteur du logement.

» Nous pouvons envisager d'autres applications de ce type. Ce que souhaitent les élus, quels qu'ils soient, ce n'est pas qu'on fasse une économie sur les 40 % mais que les avantages financiers des fonctionnaires soient mieux répartis, c'est-à-dire qu'ils contribuent à l'enrichissement collectif.

— Il est question, de nouveau, d'organiser des assises du développement économique de l'outre-mer pour préparer le débat que vous souhaitez ouvrir au Parlement cet automne ou cet hiver. Quelles raisons avez-vous de penser que ces travaux pourraient se révéler plus fructueux que les innombrables colloques du même genre organisés naguère par vos différents prédécesseurs, avant l'arrivée de la gauche au pouvoir ? N'y a-t-il pas là, au fond, un aveu d'impuissance ?

— Ne parlons pas d'assises parce que je n'aime qu'à moitié les catalogues. Ce que je souhaite, c'est que ces réunions nous permettent de faire des propositions, de les tester, d'en discuter avec les élus et les responsables professionnels. Il ne s'agit pas de tout reprendre en détail. Ce qu'il faut, c'est déterminer une volonté politique et économique pour cinq ou six ans.

— Présenterez-vous donc un programme économique et social, ensuite, au Parlement ?

— Je présenterai les grandes lignes d'orientation qui auront été retenues avec les élus locaux et les représentants des socioprofessionnels, qui devront découler normalement de la décentralisation. C'est pour cela que je dis qu'il ne sera pas possible d'atteindre les objectifs s'il n'y a pas une volonté politique partagée par les élus locaux.

— Tout cela débouchera quand sur des mesures concrètes ?

— Il faudra que les mesures puissent être mises en application dès le premier semestre de 1985 dans plusieurs secteurs.

— Votre budget pour 1985 sera-t-il plus fourni en moyens que celui de 1984, qui avait fortement déçu vos propres amis politiques ?

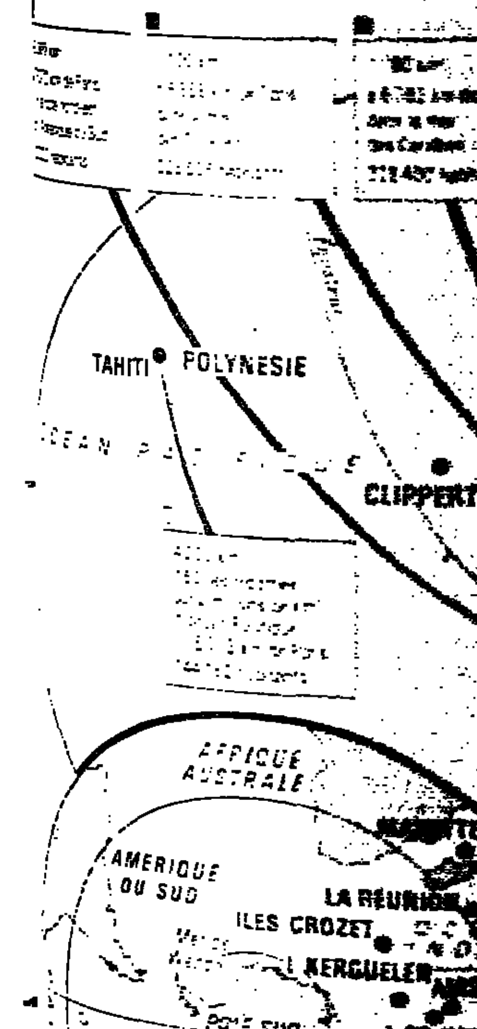
— Le budget de l'Etat pour 1985 n'a pas encore été examiné par le conseil des ministres. Vous comprendrez donc que je reste quelque peu discret. Je suis cependant en mesure de vous indiquer que sa progression sera sensible. Comme pour tous les départements ministériels, il sera caractérisé par sa rigueur en matière de dépenses de fonctionnement. En ce qui concerne les investissements, les autorisations de programme et les crédits de paiement mis à ma disposition permettront de faire face aux engagements et de poursuivre l'effort de développement entrepris. Je dois enfin signaler que les crédits accordés aux régions d'outre-mer sur le FIDOM leur permettront d'assumer les nouvelles compétences qui leur ont été dévolues récemment.

— Est-ce plus dur d'être secrétaire d'Etat aux DOM-TOM cette année qu'en 1983 ?

— Si l'on ramène ma tâche à des pourcentages budgétaires, il est évident qu'en période de rigueur elle est moins facile qu'en période d'expansion. Mais ce serait réduire la portée de la mission et sa signification. Ce qui est en jeu, c'est la gestion d'une histoire relavivement récente, avec des temps forts comme le moment de l'abolition de l'esclavage due à Victor Schoelcher en 1848, ou l'engagement de l'outre-mer — avec des hommes comme Félix Eboué — pour libérer la France lors de la dernière guerre. Nos rapports avec l'outre-mer évoluent et évolueront. Il nous appartient de bien mesurer la nécessité et le rythme de l'adaptation.

» L'histoire se fait chaque jour. La France doit répondre à l'espérance et aux aspirations de la jeunesse d'outre-mer, comme à celle de la métropole. C'est là le véritable enjeu et, à cet égard, je ne peux oublier l'exemple qu'a laissé François Mitterrand à l'époque où, jeune ministre, il avait la responsabilité de la France d'outre-mer.

Propos recueillis par
ALAIN ROLLAT.



LA QUESTION INDIENNE EN GUYANE

Comment les Wayanas deviendront citoyens français

De notre envoyé spécial

Antecume-Pata (Guyane, en amont de Maripasoula, vers les sources du Maroni, dans la forêt amazonienne). – Attention, fragile. Ici, au cœur de la jungle, à trois jours de pirogue de la côte, la France colonisatrice marche sur des œufs, et elle l'a compris. Mieux vaut tard que jamais : elle semble avoir enfin appris à prendre avec des pincettes ses derniers Indiens intacts. Regardez cette pirogue officielle de la sous-préfecture débarquer sa délégation, gauche et contrite. L'un, fatigué, se refuse à fouler le sol d'Antecume-Pata. L'autre se hâte de remettre au chef quelques matériaux de construction, et regagne le débarcadère. Narquois dans leurs *hamacs*, les Indiens Wayanas observent leurs colonisateurs qui traversent le village sur la pointe des pieds. La France ne restera pas à Antecume-Pata une seconde de plus qu'il n'est nécessaire.

Le village, c'est vrai, revient de loin. Pensez donc, des Indiens tricolores, à l'authenticité garantie ! Chasse, pêche et cueillette comme il y a des millénaires ! Sirotant leur « cachiri » (boisson fermentée à base de manioc), et se rassasiant de larves vivantes de coléoptères. Certes, en voie de sédentarisation, mais n'ayant intégré de la civilisation que les fusils et les pirogues à moteur. Une campagne de pub réussie sur les murs du métro parisien, et c'est par pirogues entières que les touristes afflueraient à Antecume-Pata et dans les villages environnants.

Le village est passé à deux doigts de cette vocation touristique. « *Un jour, le Club Méditerranée a débarqué ici*, se souvient le chef Antecume. *Ils sont entrés dans les carbets, et ont voulu obliger les gens à vendre leurs pagaies, tous leurs objets. Ils ont mitraillé tout le monde avec leurs appareils photo. Croyez-moi, je ne les ai pas laissés rester longtemps.* »

Avec sa quarantaine déjà bedonnante et son fin collier de barbe, Antecume, quoique simplement revêtu *du traditionnel cache-sexe* rouge, fait irrésistiblement penser au contremaître de chez Berliet qu'il aurait pu devenir s'il avait choisi de garder son nom de baptême : André Cognat. Né dans la banlieue lyonnaise, cet ouvrier métallo a découvert les Indiens Wayanas un beau jour des années 60, à la suite d'un accident de pirogue, alors qu'il était parti explorer le vaste monde. Il a choisi de rester parmi eux. Il a passé avec succès les « marakés », épreuves initiatives qui scellent l'entrée dans le monde adulte chez les Indiens : il a dansé toute une nuit alourdi de 10 kilos de colliers et de bracelets ; supporté sans frémir, comme dans les films, les piqûres de guêpes et fourmis appliquées sadiquement sur toutes les parties de son corps. Enfin admis, il a pris femme et fondé le village qui porte aujourd'hui son nom d'adoption.

Tout naturellement, il s'est trouvé chargé des contacts des Indiens avec l'administration française. Des contacts d'autant plus délicats que la cause indienne soulève en Guyane un sourd malaise. « *Inconsciemment*, explique-t-on à la préfecture, *les créoles* (1) *craignent que les Indiens, premiers occupants du sol, n'en revendiquent un jour la propriété.* » La population et ses élus observent ainsi avec une certaine inquiétude la naissance d'une conscience amérindienne, qu'atteste la création récente d'une association parmi les tribus galibis, sur le littoral.

Les plus exposés aux contacts avec la « civilisation », les Galibis sont aujourd'hui les plus touchés par l'alcoolisme et la mendicité. A l'inverse, les Wayanas, retranchés sur le Haut-Maroni, et les Oyampis, à l'autre bout du département sur l'Oyapock, ont mieux résisté au bulldozer de l'assimilation. La République, pourtant, n'a pas lésiné sur les tentatives. Il fallait les voir, ces gendarmes, pataudes, suant l'angoisse d'attraper le paludisme, emberlificotés *dans leurs travaux d'approche*, débarquer ici formulaires à la main. Si vous voulez devenir citoyens français signez d'une croix, en bas à droite...

Il fallait les voir, ces sous-préfets gonflés d'importance, offrir aux Wayanas comme d'inestimables présents des drapeaux tricolores à hisser au-dessus des carbets, pour proclamer bien haut aux urubus et aux caïmans qu'Antecume-Pata est terre française. Une autre fois, le chef du village fut prié par télégramme de *préparer dix-sept repas* et d'organiser un spectacle de danses folkloriques pour un préfet en partance, désireux de se faire des souvenirs.

Miracle : au début des années 70, un jeune scout trouve accidentellement la mort dans les environs. Immédiatement, un arrêté préfectoral interdit l'accès des villages wayanas. *Depuis*, seul le *préfet accorde* – et, le plus souvent, refuse – l'autorisation de se rendre dans les villages indiens.

Traditions et état civil

Mais les pincettes ne peuvent pas constituer une politique à long terme. Les professionnels du tourisme et les élus guyanais, furieux de se voir interdire une partie de leur territoire, exercent sur la préfecture une pression qu'on ne pourra éternellement *contenir*. Cette fameuse interdiction est d'ailleurs toute symbolique, les gendarmes de Maripasoula étant bien en peine de la faire respecter. « *Tôt ou tard, les Wayanas entreront en contact avec le monde extérieur*, admet M. Claude Silberzahn, préfet de la Guyane jusqu'en août dernier, et aujourd'hui chargé des DOM au cabinet du premier ministre. *Et le maintien de ce mode de vie différent est un enrichissement pour la Guyane tout entière. Il faut leur donner les moyens intellectuels de supporter le choc.* »

On va donc s'efforcer d'introduire, à doses homéopathiques, des *éléments* d'intégration. Cette assimilation à tout petits pas a déjà commencé par la fourniture de bois aux Wayanas, pour construire des carbets améliorés. On espère pouvoir leur installer prochainement des piles solaires. La préfecture de Cayenne va s'efforcer de procéder à un recrutement exceptionnel d'instituteurs, volontaires pour aller enseigner à trois jours de pirogue de la civilisation.

J'AI ESSAYÉ DE LEUR PARLER DU RÉFÉRENDUM, DE L'ÉLYSÉE, DE L'ATTITUDE DU SÉNAT... MAIS, MOI-MÊME, JE N'Y COMPRENDS RIEN !!

PLANTU

Reste une difficulté essentielle, celle de la naturalisation. « *Aujourd'hui, il n'est plus concevable qu'ils vivent sans nationalité*, estime M. Silberzahn. *Ils n'existent pas et n'ont donc aucun droit. Ça ne peut pas durer.* » Mais comment adapter leur système patronymique, qui ne tient aucun compte des liens de filiation, au système français ? Difficulté supplémentaire : les Indiens *n'attribuent un prénom aux* nouveau-nés que plusieurs mois, voire quelques années après leur naissance.

Dans le passé, les *gendarmes* contournaient tout simplement la difficulté en affublant du prénom du saint du jour les quelques Indiens qui venaient demander leur naturalisation. Les villages abritent donc des Robert ou des Barnabé qui s'ignorent. Adieu Robert et Barnabé, on a imaginé un autre système. La France va tailler aux Indiens un état civil sur mesure. A compter du 1er octobre prochain, un fonctionnaire de la sous-préfecture passera chaque mois dans les villages pour recenser les naissances. Le nouveau-né portera le nom de l'un de ses parents. La place du prénom sera d'abord laissée en blanc sur les registres d'état civil, et remplie seulement quand le bébé aura été « baptisé » par ses parents. « *Ainsi*, explique fièrement M. Silberzahn, *nous concilions leurs traditions culturelles avec les exigences de l'état civil français.* »

Ce vaste effort de naturalisation pourrait se heurter à deux séries d'obstacles. Techniques d'abord, le procédé étant à la limite de la légalité. Politiques ensuite : l'apport de ces *nouveaux électeurs* peut théoriquement suffire à renverser la municipalité de Maripasoula, voire être déterminant dans une élection cantonale. Et un seul siège de conseiller général peut aujourd'hui suffire à faire basculer la majorité du conseil. On imagine que les partis vont suivre avec attention cette réforme, qui pourrait faire des Wayanas les maîtres du jeu politique en Guyane !

André Cognat ne semble guère alléché par ces riantes perspectives. « *Les Wayanas, citoyens français, devront-ils demander des permis de construire pour leurs carbets ? Ne pourront-ils plus chasser qu'en période d'ouverture ? Les jeunes seront-ils appelés sous les drapeaux ?* » Les tolérances, dont ils bénéficient actuellement – ainsi les dossiers des jeunes Wayanas sont-ils purement et simplement enlevés par la préfectures des listes d'appel sous les drapeaux, – pourront-elles se maintenir quand les Indiens seront tous en possession d'une carte d'identité ?

Beaucoup de scrupules, d'énergie et de temps pour peu de chose, jugeront certains. Que pèsent donc trois cents Indiens tout nus, au fin fond de la forêt vierge, sans banderoles, sans députés, sans pains de plastic ? *D'ailleurs ne sont-ils pas eux-mêmes* demandeurs de groupes électrogènes, de moteurs ? Les Corses, les Basques, oui, voilà de vrais « problèmes », des revendications à étudier dans les cabinets ministériels, des particularismes à disséquer à longueur de colonnes. C'est vrai. A tenter de régler sans trop de casse sa mini-question indienne, le gouvernement ne peut espérer retirer ni bénéfice politique en Guyane, ni sympathie en métropole où l'on a d'autres chats à fouetter, ni prestige international, les Indiens ne disposant d'aucune tribune. Tout au plus la maigre satisfaction d'avoir introduit une pincée de morale dans le grand chaudron amer de la politique.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

(1) En Guyane, le mot « créole » désigne les Noirs guyanais.

Le Monde

culture

CINÉMA

NUIT EXTRA-TERRESTRE AU KINOPANORAMA

Le débat hypothétique

Samedi, minuit, devant les portes du Kinopanorama. On attend la « sortie » du *Don Giovanni*, de Losey, qui a pris du retard. A droite, timide, la queue des « entrées payantes » (100 F) est plus petite que celle des invités. La nuit extra-terrestre s'annonce frileuse dans la galaxie du quinzième arrondissement. Richard Anconina traîne et s'en va. Au programme, deux grands films : *le Jour où la Terre s'arrêta*, en ouverture, et *l'Homme qui venait d'ailleurs*, de Nicolas Roeg, avec David Bowie en clôture. Entre les deux : des courts métrages, un diaporama sur les OVNI et un débat (à 3 h 10 !) en présence d'enseignants, de réalisateurs, d'un psychothérapeute, d'un chercheur au CNRS, de parapsy, de journalistes et des frères Bogdanov, *spécialistes télévisuels* devant l'Eternel de la chose non identifiée. Intitulé du débat : « Les extra-terrestres, un phénomène de civilisation ». Ça promet. On n'ose pas imaginer les conséquences tragiques d'une telle entreprise au Grand Rex.

Costume crème et nœud « pap » coordonné, l'organisateur se présente (le micro ne marche pas). « *Je me montrerai le moins possible* (on ne verra que lui). *Le débat sera très cool, très arrondi* ». Tant mieux. Finalement, *les Monstres de l'espace*, de Ray Ward Baker, remplacent *le Jour où la Terre s'arrêta*, et on commence (avec une heure et demie de retard) par *Star Suburb*, un courtmétrage (vingt-huit minutes) de Stéphane Drouot (vingt-quatre ans). Pour le situer, on peut citer *Eraserhead*, de David Lynch. Atmosphère sombre et misérable, travail obsédant du son, puissance d'évocation, insolite : il y a là une force de l'image digne des plus grands spécialistes du genre. De toute cette soirée, Drouot sera le seul à avoir l'imagination dans les étoiles et les pieds sur terre. D'autant que les Bogdanov ne sont pas venus.

On a vu un second court métrage, *Origine 666*, ou la création de l'homme par des extra-terrestres. Le réalisateur — ou un ami, on n'a pas bien compris, le micro ne foctionnait toujours pas — a lancé : « *On a vu un travail cinématographique sur* »... Quelqu'un dans la salle : « *Vous appelez ça un travail cinématographique ?* » Confusion. Le réalisateur, ou l'ami : « *On ne va pas entamer le débat, on ne va pas se mettre en retard.* » L'organisateur, à la rescousse : « *On a décidé de n'exclure rien ni personne, c'est un* a priori. *On va pouvoir en parler ; c'est une hypothèse.* » Le voilà, le maître mot. D'ailleurs, comme l'a dit l'organisateur : « *En matière d'extra-terrestre, on ne peut être sûr de rien.* »

Dans *les Monstres de l'espace*, des extra-terrestres ressemblent à des sauterelles. Plutôt drôle à son insu mais pas de quoi casser trois antennes à un Martien. L'inspiration du troisième court métrage était aussi courte que sa durée. A 4 h 30, seuls les participants au débat, et leur famille, étaient encore réveillés dans la salle à moitié vide. L'un d'eux s'est proposé de développer l'hypothèse de la présence d'extra-terrestres sur Terre à travers la lecture de textes religieux. Il a commencé par les rois mages : « *Si l'on considèr que l'étoile la plus proche est à quatre millions d'années-lumière* (un spectateur a rectifié : quatre années-lumière), *on peut supposer que l'étoile en question était un OVNI.* » Comme les choses étaient parties, on pouvait regagner son lit. Et tant pis pour Bowie.

ALAIN WAIS.

LA MORT DE YILMAZ GUNEY

Témoin du peuple turc

Le cinéaste turc Yilmaz Güney est mort à Paris, le 9 septembre, d'un cancer. Il était âgé de quarante-sept ans. Ses obsèques auront lieu le 13 septembre à 15 h 30 au cimetière du Père-Lachaise à Paris. Auparavant, à partir de 9 h 30, un dernier hommage public lui sera rendu à l'Institut kurde (1). Bien que proscrit dans son propre pays après avoir été déchu de sa nationalité par les autorités militaires en 1983, l'ensemble des quotidiens turcs annonçaient en première page, ce lundi, la mort du réalisateur.

La vie, trop courte, de Yilmaz Güney, aura été un combat permanent pour la défense des droits de l'homme et de la liberté, pour la création d'un cinéma s'élevant contre les forces d'oppression sociales et politiques qui pesaient sur le peuple turc, et aussi contre certaines traditions ancestrales qui aliénaient, en particulier, les femmes, soumises au joug de la famille, de l'homme, d'une morale sexuelle dont elles étaient les victimes. Cinéaste militant, écrivain (2), Yilmaz Güney a été le témoin de la misère, de la souffrance et des aliénations de son peuple, par des œuvres de colère et de révolte souvent portées par un style lyrique dépassant le simple constat idéologique.

Il fut découvert, assez tardivement, en France, par *Umut* (l'Espoir), tourné en 1970, racontant le sort d'un pauvre cocher cherchant à découvrir un trésor pour nourrir sa famille. En 1980, un dossier de la revue *Positif*, paru en même temps que sortait *le Troupeau*, nous apprenait tout sur Güney, perpétuel emprisonné qui parvint à s'enfuir de Turquie, trouva asile en Suisse puis en France, et triompha au Festival de Cannes 1982, avec *Yol*. La mort a brutalement mis fin à une création qui aurait pu, dans l'exil, prendre un nouveau tournant.

Né en 1937, dans l'est de la Turquie, de parents kurdes, Yilmaz Güney réussit à faire des études de droit et d'économie et entre dans l'industrie cinématographique en 1958, comme acteur et scénariste, travaillant alors, surtout, avec le cinéaste Atif Yilmaz. En 1961, pour un roman suspecté de propagande communiste, il est condamné à dix-huit mois de prison. En 1963, il redevient acteur, héros populaire surnommé « le roi laid », pour une quarantaine de films, en cinq ans. A partir de 1968, il rejète le système commercial et son statut de vedette, commence à réaliser des films sociopolitiques d'abord marqués par des influences du néo-réalisme italien, fonde sa maison de production.

Mais Yilmaz Güney gêne le pouvoir en place. En 1972, il est à nouveau incarcéré pendens deux ans pour avoir aidé des étudiants anarchistes. Il bénéficie d'une amnistie à la suite d'une campagne de protestation en sa faveur et commence le tournage d'*Endise* (l'Inquiétude), mais est arrêté à la suite d'une rixe dans un bar, condamné à vingt-quatre ans de travaux forcés (ramenés ensuite à dix-huit) pour le meurtre d'un magistrat — bien que sa culpabilité n'ait pas été prouvée de façon précise. Son assistant, Serif Gören, termine *Endise* (1974). C'est alors que Güney écrit et prépare en prison des films qui seront tournés par d'autres, sur ses indications. En 1978, Elia Kazan lui rend visite à Toptashi, près d'Istanbul, où ses conditions de détention sont relativement peu contraignantes.

Conçu en prison

Dans cette prison sera conçu *le Troupeau*, tourné par Zeki Okten, choc tragique d'une famille de bergers d'Anatolie et du monde urbain d'Ankara où ils sont venus vendre des moutons, décimés au cours d'un voyage en chemin de fer. En 1979, Güney est transféré dans une prison de l'île de Marmara, au régime beaucoup plus sévère. Son cas est porté devant l'opinion internationale. En 1981, il entreprend *Yol* (la Permission), que dirige Serif Gören. C'est l'histoire, constituant un panorama de *tous* les thèmes sociaux et moraux chers à Güney, de cinq condamnés de droit commun bénéficiant, selon le régime turc, d'une permission de quelques jours. Une coproduction a été montée avec la Suisse. Profitant lui-même du système de la prison semi-ouverte, Güney s'échappe de Turquie quelque temps après la prise du pouvoir d'une junte militaire en septembre 1981, et termine *Yol* en Suisse. Présenté par surprise en compétition au Festival de Cannes 1982, *Yol* partage la Palme d'or avec *Missing* de Costa-Gavras. Güney, dont le pouvoir turc réclame l'extradition, évite de paraître en public, vit entouré d'amis qui le protègent. Finalement déchu de la nationalité turque, il s'installe en France où il tourne, grâce au producteur Marin Karmitz et au ministère de la culture, *le Mur*, film sur les pénitenciers d'enfants de son pays. Au Festival de Cannes 1983, *le Mur*, une œuvre de combat contre la tyrannie, ne remporte par le succès de *Yol*. Un reportage du tournage, *Autour du « Mur »*, est réalisé par Patrick Blossier. Une polémique s'élève sur les méthodes employées par Güney avec ses jeunes acteurs. Mais fallait-il juger là-dessus un cinéaste resté turc dans l'âme et qui voulait continuer à dénoncer la violence et l'horreur ? Dernier drame personnel de Güney : devenu libre, il n'a pas eu d'avenir.

J. S.

(1) Institut kurde de Paris : 106, rue La Fayette, 75010 Paris.

(2) Jacques Lacarrière a rendu compte du livre de Yilmaz Güney *les Champs de Yuréghis* (éd. J.-C. Lattès), dans « le Monde des livres » du 4 mars 1983.

● *M. Jack Lang, ministre délégué à la culture* : « La disparition de Yilmaz Güney me bouleverse. Ami de notre pays, Yilmaz Güney figurait au premier rang du cinéma mondial. Créateur courageux, il consacré sa vie à la défense des opprimés. Comédien, écrivain, cinéaste, il avait lui-même connu les souffrances de l'emprisonnement. En 1981, il nous fit l'honneur d'accepter l'hospitalité qu'au nom du gouvernement français je lui avais offerte. »

FIN DU FESTIVAL DE DEAUVILLE

L'ère Spielberg

On s'est rué à toutes les séances d'*Indiana Jones et le temple maudit*. Salles archi-combles, spectateurs assis par terre dans les allées; la pluie et le froid des derniers jours du Festival ne suffisent pas à expliquer cette affluence. Non plus que la campagne publicitaire préparant la sortie du film de Spielberg en France, le 12 septembre. L'archéologue Indiana Jones incarné par Harrison Ford est devenu le héros populaire, et ses nouvelles et étranges aventures ne sont pas une simple reprise des *Aventuriers de l'arche perdue*. Encore qu'une sorte d'effet de « contremode » ait fait faire la fine bouche à certains critiques ou cinéphiles, le public de Deauville a plébiscité, nous semble-t-il, la force, l'invention d'une mise en scène appliquée à un genre remplaçant, aujourd'hui, le western.

Faut-il voler au secours de la victoire, contribuer à la promotion d'un film dont le succès (ne serait-ce que de curiosité) est acquis d'avance ? oui, car Steven Spielberg est un très grand réalisateur, qui ne se contente pas, comme la série des *James Bond* (dont il a d'ailleurs, dans certaines séquences, donné une parodie malicieuse), d'accumuler les moyens financiers et techniques pour faire toujours plus fort, toujours plus riche, toujours plus spectaculaire.

Le film commence dans une boîte de nuit de Shanghai, en 1935, et, souvenir de cette époque, Spielberg nous offre, d'abord, un numéro de music-hall à la Busby Berkeley avant de transformer, par la composition des plans, un montage rapide, une bagarre qui pourrait être mortelle en comédie américaine autour d'un diamant et d'un flacon de contrepoison. Entraînée, malgré elle, dans la fuite de Jones, une chanteuse blonde et complètement à côté de la plaque, Willie Scott (Kate Capshaw, époustouflante), entre peu à peu dans un univers de dangers et d'épreuves qui la transforme. A la présence salvatrice d'un enfant, petit Chinois débrouillard et courageux, personnage très spielbergien, s'ajoute, avec Willie, un esprit adulte forgé au milieu des horreurs d'un temple où revit la secte des Thugs, adorateurs de la déesse Kali.

D'une nature exotique et d'un palais fabuleux, le film bascule dans un univers souterrain, ventre noir de la terre indienne où les sacrifices humains, le pouvoir maléfique du sang de Kali, ont presque raison du héros. A ces tableaux d'une religion aberrante, Spielberg joint, dans sa mise en scène, la vision digne du *Metropolis* de Fritz Lang, d'enfants-esclaves enchaînés condamnés à gratter le sol. Sans trop solliciter le sens des images, on voit bien que leur organisation plastique correspond à une éthique du réalisateur. L'extraordinaire évasion en wagonnet, après le sauvetage de Jones et la révolte des esclaves, est une remontée vers la lumière, la défaite de la barbarie et des forces du mal s'achevant, ensuite, au grand jour.

Quand l'humour reprend ses droits, c'est une façon d'exorciser la peur. Même dans une superproduction qui vise un large public, Spielberg s'exprime en auteur. Qu'il se soit emparé de la mythologie renaissante du film d'aventures pour la recréer selon ses conceptions est justement ce qui fait la valeur cinématographique d'*Indiana Jones et le temple maudit*, film qu'il faut placer bien haut dans une sélection assez terne, dont on ne sait pas si elle reflète l'état général du cinéma américain ou la politique des compagnies distributrices n'accordant au Festival de Deauville que le rôle d'une rampe de lancement pour des sorties déjà prévues.

Les bas-fonds

Ce n'était pas le cas pour *Mixed Blood*, de Paul Morrissey, produit par Alain Sarde et qui est vraiment venu là courir sa chance. Tant mieux, car on avait besoin de ces vitamines à forte dose que procure le cinéaste, détaché de l'« underground » des années 70 mais toujours fidèle à une vision dérangeante de la société américaine. Tourné en cinq semaines dans les décors réels (maisons à moitié démolies, chambres crasseuses, rues peuplées d'une faune inquiétante) d'Alphabet City, bas quartier est de New-York, *Mixed Blood* montre la rivalité de deux gangs de la drogue, plus ou moins tolérés par une police corrompue ou impuissante. L'un, composé de jeunes Latino-Américains, est commandé par une Brésilienne implacable, la Punta, l'autre est une bande de Portoricains.

Tous les détails, tels la vente de la drogue sur les trottoirs, les luttes d'influence, le comportement des trafiquants adolescents, sont vrais, mais Paul Morrissey a pris ses distances avec le réalisme, piqué d'un humour extravagant les scènes de bagarre, de meurtres, de tueries collectives (dont une éclatant dans une fête de famille où La Punta vient d'imiter Carmen Miranda), de tortures initiatiques. Fable comique sur les bas-fonds poubelles, *Mixed Blood* possède ce qui manquait à beaucoup de films présentés : une démarche cohérente, du début à la fin, et sans temps morts, du scénario et de la mise en scène.

Le film de clôture, *Grandview USA*, de Randal Kleiser (réalisateur de *Grease* et du *Lagon bleu*), à mille lieux de cette amérique démantibulée, revenait à la province et à l'adolescence opposant sa fraîcheur et son énergie au monde déliquescent des adultes. On peut aimer, car il y a des moments réussis de comédie et de mélodrame, de l'amour et du charme, et Jamie Lee Curtis en jeune femme divorcée, défendant farouchement le stock-car en faillite légué par son père.

De l'hommage pieux rendu à George Stevens par son fils, *A Film Maker's Journey*, on retient les scènes documentaires étonnantes (en noir et en couleurs) que, du débarquement de juin 44 à la découverte des camps de la mort en Allemagne, le cinéaste tourna comme correspondant de guerre. Au point de souhaiter en voir le montage intégral, car c'est quelque chose d'exceptionnel.

Mais, enfin, le grand festival espéré pour le dixième anniversaire n'a pas eu lieu, sauf, peut-être dans les fêtes, les déjeuners, les dîners, les soirées qui constituaient, comme toujours, la part mondaine nécessaire à Deauville. Peu de vedettes, peu de réalisateurs, peu de grandes œuvres. On est en droit de parler de déception, même si, contrairement à l'an dernier, une organisation plus maîtrisée, du service de presse à la multiplication des séances des films dans plusieurs salles, a considérablement facilité le travail des journalistes, évité les bousculades, les heurts et les mécontentements de 1983. Du moins pour ceux qui n'étaient pas au Festival de Venise, pôle d'attraction pendant la même période. Reste que Deauville appartient tellement au public local et aux vacanciers que, télévision ou radio mises à part comme médias privilégiés, les journalistes de la presse écrite pourraient se demander si leur présence y est, encore, nécessaire.

JACQUES SICLIER.

NOTE

Galeries

A MAILLOT, DANS L'YONNE

De l'étrange au merveilleux

On peut les traiter de marginaux, ceux et celles qui nous invitent au voyage « de l'étrange au merveilleux », quelque part dans l'Yonne. Ils le sont sans doute pour les tenants d'un art plus pur, plus absolu. Et pourquoi pas, si la qualité y est ? On saura gré à Geneviève Thévenot de sa haute exigence sur ce plan-là dans le choix des œuvres farfelues qu'elle a allègrement rassemblées à Maillot, près de Sens.

Nous voici au cœur d'une féerie primitive et baroque, barbare et raffinée, qu'on serait tenté de rapprocher des naïfs, en voyant les peintures de Liseran et de Louis Lépine, ou de l'art brut avec les objets biscornus et multicolores (*la Chaise de Dracula* par exemple) qui forment l'entourage quotidien de Camille Duraz, les assemblages de Judlin, de Pierre-Yves Bohm, de Saint-Cricq (de vieille renommée, lui), entre autres. Seulement, autodidactes ou pas, ces peintres et ces sculpteurs travaillent en connaissance de cause. Leur métier, ils l'ont appris, ils en ont surpris les secrets, maîtrisé les techniques, et, s'ils accusent des maladresses, ces maladresses sont voulues.

On admirera au contraire la débordante virtuosité du sculpteur Charles Semser, dont *le Fêtard* claironne déjà sur la pelouse, non loin des chouettes solaires de Guidette Carbonell. Ses monstres humains font bon ménage avec les personnages perpétuellement étonnés de Chasse-Pot, plus ou moins caricaturaux, d'un humour froid. Car ici et ailleurs, et partout, l'humour va de pair avec l'exubérance d'une imagination extraordinairement inventive, où la magie s'allie à la cruauté. Humour et invention délirante, tel est le double lien qui unit tant d'artistes divers, sans oublier Eliane Larue, Danièle Bernades, Simone Piccioto, et aussi Suzanne Verdun et ses panneaux brodés. Est-ce un jeu du hasard si l'élément féminin prédomine dans cette fête joyeuse et bariolée ?

JEAN-MARIE DUNOYER.

★ Galerie Le temps de voir, 13, rue du Temple, Maillot, près de Sens, 89100. Jusqu'au 15 octobre.

THÉÂTRE

« LA PANNE », de Friedrich Dürrenmatt

Procès en chambre

Quatre vieillards chaussés de charentaises, aimant le vin et la bonne chère, ont inventé un jeu. Dans la maison du juge Wucht, ils accueillent fastueusement les voyageurs de passage à condition que ceux-ci comparaissent devant un tribunal pour y interpréter le rôle d'accusé. Eux-mêmes ne font que reprendre les activités qu'ils exerçaient autrefois : avocat, juge, procureur, bourreau.

Ce soir-là, c'est Alfredo Traps, sa jaguar rouge en panne à quelques kilomètres de là, qui accepte de se prêter à cet étrange passe-temps. Les vieillards se frottent les mains et ricanent. Mais Alfredo, lui, rit de bon cœur : la farce est irrésistible, et Justine, la fille du juge, très séduisante. Il subit complaisamment l'interrogatoire, et c'est ainsi que sa vie toute simple prend soudain une nouvelle dimension. Comment a-t-il pu, lui, simple voyageur de commerce, s'acheter une Jaguar à carrosserie spéciale ? Comment a-t-il obtenu ce poste important dans une usine de textile synthétique ? C'est louche.

Gavé de petits fours et saoulé de vins millésimés, Alfredo se laisse peu à peu aller à une certaine fierté. Non seulement on semble l'aimer, mais on le croit intelligent. N'est-il pas soupçonné d'être un criminel exceptionnel ? Quand le procureur demande sa tête, il lui tombe dans les bras. Lui, le parangon de la médiocrité devient un héros. Sa culpabilité le grise et il va mourir. On le sait puisque la première scène se passe autour de son cercueil. La suite n'étant qu'un flash-back expliquant les circonstances de son décès. Alors, les quatre vieillards ont-ils réellement mis leur sentence à exécution ? C'est sur cette question que repose toute la mise en scène d'Oscar Fessler.

C'est qu'ils sont inquiétants, ces anciens hommes de loi. Le bourreau ganté de cuir répétant inlassablement quelques mots — bouchon, parfait — qui tombent comme le couperet de la guillotine. Le défenseur ressemble à un Beethoven ayant abusé de saint-émilion. Le juge, impénétrable et glacial. Le procureur, méphistophélique, tournant autour de sa proie.

Dans un décor rouge et noir, meublé d'une table qui évoque les messes sabbatiques, Justine (Silvia Monfort) glisse dans l'espace avec le sourire extatique de ceux dont la raison a pris la poudre d'escampette. Quant à Simone (Monique Couturier), sourde et ruinée, elle veille sur les grands crus de la cave du juge comme une vestale sur le feu sacré.

Mise en scène à ressorts. Suspens assuré dans une ambiance alourdie par les effluves des vins. La démarche des protagonistes se fait plus hésitante, leur élocution plus rapide, leurs émotions plus violentes. La progression est subtile. Il ne s'agit pas de beuverie mais de dégustation. Tout comme est subtile la métamorphose d'Alfredo, remarquablement interprété par Jean Lescot. Il est avec le procureur — Roger Crouzet — l'un des meilleurs atouts de cette pièce sinueuse où l'on cherche, comme dans les jeux d'enfants, le bon chemin qui mène à la fin.

CAROLINE DE BARONCELLI.

★ Carré Silvia Monfort, 20 h 30.

هكذا من الاصل

SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées

BEAUBOURG (277-12-33), Cinéma-vidéo, 16 h : Samson François joue le Concerto n° 2 de Chopin, de C. Santelli ; 19 h : The Secret Agent, J. Ochs ; 18 h 30 : la Métamorphose, de I. Dvorak ; 21 h : Kafka et le cinéma, de H. Zischler.

Les autres salles

ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 20 h 30 : le Nouveau Testament.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 21 h : Château de carton.

DIX HEURES (606-07-48), 20 h : Histoire de clowns ; 21 h : l'Ours ; 22 h : la Mouche et le Pantin.

LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : Pas ; 20 h 15 : le Sang des fleurs ; 22 h 30 : Hiroshima, mon amour. II. 18 h 30 : la Voix humaine ; 20 h 15 : Journal intime de Sally Mara ; 22 h 15 : Du côté de chez Colette.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.

SAINT-GEORGES (878-63-47), 21 h : Théâtre de Bouvard.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE 3 SUR 4 (327-09-16), 20 h 30 : Psy cause toujours.

TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : Vie et Mort de Pier Paolo Pasolini.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 21 h : Laisser chanter les clowns ; 22 h 15 : le Président.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II. 21 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : Limite !

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 20 h 30 : l'Apologue.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours ; II. 20 h 15 : Imprévu pour un privé ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Bel et la Bête ; 22 h 30 : Fais voir ton cupidon.

PATACHON (606-90-20), 20 h : F. Godard ; 22 h : Patachanson.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Il n'y a pas d'avion à Orly ; 22 h 15 : Attention, belles-mères méchantes.

Le music-hall

BOUFFES DU NORD (239-34-50), 20 h 30 : Milva et Astor Piazzolla.

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : From Harlem to Broadway.

LUCERNAIRE (544-57-34), 22 h : A. Tome, 21 h : Serge Kerval.

OLYMPIA (742-25-49), 21 h : William Sheller.

FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS (549-14-83)

Unesco, 20 h 30 : Orchestre de Paris. Dir. : Cl. Bardon (Beethoven, Ballif, Berlioz).

cinéma

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)

17 h : De la veine à revendre, de A. Munk ; 19 h, cinéma japonais : films historiques : Histoire de Shiro Amakusa, le révolté, de N. Oshima.

Les exclusivités

A COUPS DE CROSSE (Franco-Esp.), (*), (v.f.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-71-08) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Mistral, (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01) ,Hsp.

ANGEL (A.), (*), (v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71).

LE BAL (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (h. sp.), 14e (321-41-01).

LE BON ROI DAGOBERT (Franco-It., v.f.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LES BRÉSILIENNES DU BOIS DE BOULOGNE (Fr.) (**) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

BUSH MAMA (A., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

CANNON BALL II (A., v.f.) : Gaité Rochechouart, 9e (878-81-77).

CARMEN (Esp., v.o.) : Calypso, 17e (380-03-11).

CARMEN (Franco-It.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

CONAN LE DESTRUCTEUR (A.), (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 12e (307-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

CONTRE TOUTE ATTENTE (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46).

LA DÉESSE (Indien, v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Cinoches, 6e (633-10-82).

DORTOIR DES GRANDES (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

EMMANUELLE IV (**) (V. Ang., V.f.) : George-V 8e (562-41-46). – V.f. Arcades, 2e (233-54-58).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23).

LA FEMME PUBLIQUE (*) (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).

FORT SAGANNE (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Club de l'Étoile, 17e (380-42-05).

LA FRANCE INTERDITE (**) (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

FRANKENSTEIN 90 (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A., v.f.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; George V, 8e (562-41-46) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

HISTOIRE D'O N° 2 (Fr.) (**) : George V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Miramar, 14e (320-89-52).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70).

LISTE NOIRE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LOCAL HERO (Brit., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

NOTRE HISTOIRE (Fr.), Calypso (Hsp), 17e (380-03-11).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.), Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elisées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06).

PARIS VU PAR... (20 ans après) (Fr.) : Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

PAVILLONS LOINTAINS (Ang., v.o.) : UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : UGC Boulevard, 9e (246-66-44).

PINOT SIMPLE FLIC (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LA PIRATE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (h. sp.), 15e (554-46-85).

ROAR (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Lumières, 9e (246-49-07) ; Bastille, 12e (307-54-40) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

SIGNE LASSITER (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (359-41-18).

LA SMALA (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.) : la Guerre des étoiles, l'Empire contre-attaque, le Retour du Jedi : Escurial, 13e (707-28-04).

SUDDEN IMPACT (A., v.o.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; George-V, 8e (562-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

TOOTSIE (A., v.o. et v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA TRACE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LA TRICHE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Calypso, 17e (380-03-11).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Calypso, 17e (380-03-11).

UNDER FIRE (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : Gaité Boulevard, 2e (233-67-06).

ULTIME VIOLENCE (A., v.f.) (*) : Gaité Boulevard, 2e (233-67-06).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

VIVA LA VIE (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (722-69-23).

VIVE LES FEMMES (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

V'LA LES SCHTROUMPFS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) (h.sp.) ; Calypso, 17e (380-30-11) (h.sp.).

XTRO (Angl., v.f.) (*) : Lumière, 9e (246-49-07).

YENTL (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45). – V.f. : UGC Opéra, 2e (261-50-32).

ZOLOCK (POURQUOI L'ÉTRANGE M. ZOLOCK S'INTÉRESSAIT-IL TANT A LA BANDE DESSINÉE ?) (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

Lundi 10 septembre

LES FILMS NOUVEAUX

L'AMOUR A MORT, film français d'Alain Resnais : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

C'EST LA FAUTE A RIO, film américain de Stanley Donen, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (828-20-64).

LE FUTUR EST FEMME, film italien de Marco Ferreri, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LA GARCE (*), film français de Christine Pascal : Forum, 1er (297-53-74) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; 7 Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

HOTEL NEW HAMPSHIRE, film américain de Tony Richardson, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

POLICE ACADEMY, film américain de Hugh Wilson, v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 3 Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; La Bastille, 12e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Fauvette, 14e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

PRIS AU PIÈGE, film américain de Gus Trikonis, v.o. : Paramount Odéon, 6e (325-59-83). – V.f. : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LE TARTUFFE, film français de Gérard Depardieu : Forum, 1er (297-53-74) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Olympic Saint-Germain, 5e (222-87-23) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

TIR A VUE (*), film français de Marc Angelo : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01).

LE VOYAGE, film français de Michel Andrieu : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Le Balzac, 8e (561-10-60) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

Les grandes reprises

ALEXANDRE NEWSKY (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

ALIEN (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Denfert, 14e (321-41-01).

L'ANGE DES MAUDITS (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (329-44-40).

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (A., v.o.) : Boîte à films (H.sp.), 17e (622-44-21).

ANTONIO DAS MORTES (Bré., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

L'ASSASSINAT DE TROTSKY (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71). – V.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).

BLANCHE-NEIGE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

BLOW UP (A., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65).

CITIZEN KANE (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-03-11).

CORRESPONDANT 17 (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

DE L'OR EN BARRE (Ang., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A.) : George V, 8e (562-41-46). – V.f. : Impérial, 2e (233-56-70).

DITES-LUI QUE JE L'AIME (Fr.) : Ciné 13 Première, 18e (259-62-75).

LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93).

LA DOLCE VITA (It., v.o.) : Olympic, 14e (545-35-38).

DON GIOVANNI (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).

EL (Mex., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).

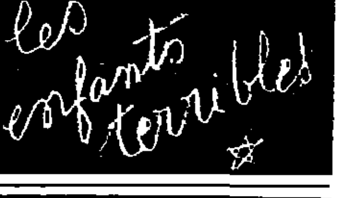
L'ÉNIGME DE KASPAR HAUSER (All., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

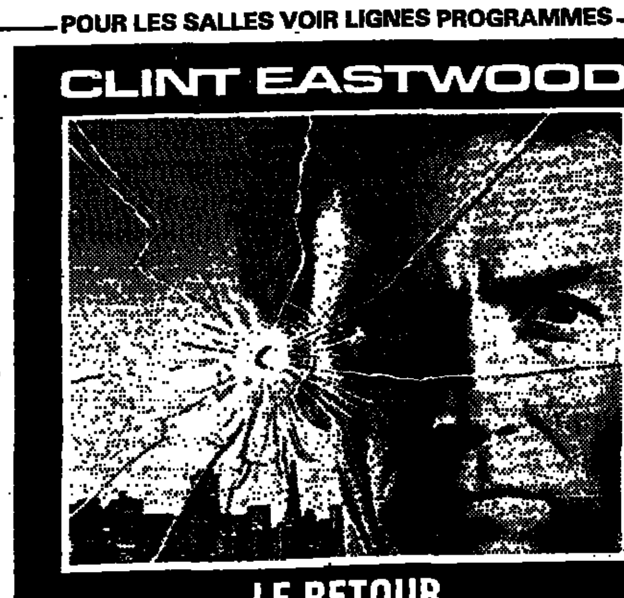
EXCALIBUR (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

FAME (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (329-44-40).

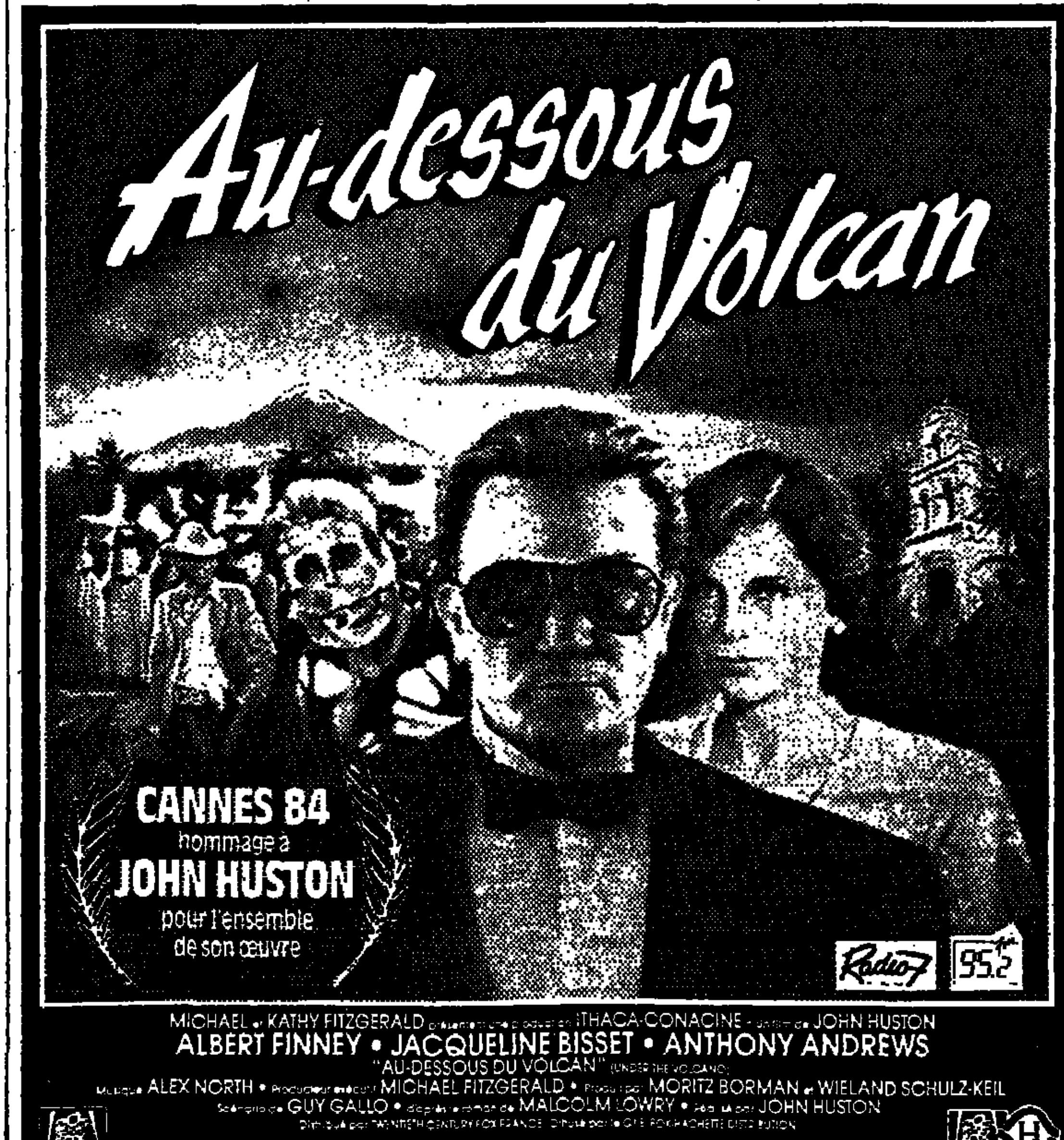
LE FAUX COUPABLE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).



POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES



MERCREDI



SPECTACLES

LA FÉLINE (Tourneur 1942), (v.o.) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15).
LA FEMME A ABATTRE (A., v.o.) : Action Lafayette, 9e (329-79-89).
LA FILLE DE RYAN (Ang., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).
FENÊTRE SUR COUR (A., v.o.) : Reflet Quartier latin, 5e (326-84-65).
FRITZ THE CAT (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
LE GUÉPARD (It., v.o.) : Olympic Marilyn, 14e (545-35-38).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
L'HÉRITIÈRE (A., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99).
L'HOMME AU COMPLET BLANC (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).
L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).
IL BIDONE (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
IMMACOLATA ET CONCETTA (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Parnassiens, 14e (329-83-11).
KAGEMUSHA (Jap., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).
LA LOI DU SILENCE (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Balzac, 8e (561-10-60).
LA MAIN AU COLLET (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Lincoln, 8e (359-36-14). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50)) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).
MAIS QUI A TUÉ HARRY ? (A., v.o.) : Logos, 5e (354-42-34) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).
MANHATTAN (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).
MEURTRE D'UN BOOKMAKER CHINOIS (ex-LE BAL DES VAURIENS) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68).
METROPOLIS (All.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97).
MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Angl., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).
ORANGE MÉCANIQUE (A., v.f.) (**) : Français, 9e (770-33-88).
PARIS VU PAR (1964) (Fr.) : Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).
LE PIGEON II (HOLD-UP A LA MILANAISE) (It., v.o.) : Logos I, 5e (354-43-34).
PINK FLAMINGOS (A., v.o.), (**) : Movies, 1er (260-43-99).
PLUS FORT QUE LE DIABLE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).
QUERELLE (All., v.o.) (**) : Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).
RASHOMON (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).
LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; Ranelagh, 16e (288-64-44).
LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
LES SEIGNEURS DE LA ROUTE (ex-LA COURSE A LA MORT DE L'AN 2000) (A., v.f.) (**) : Maxéville, 9e (770-72-86).
LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (320-30-19).
SUEURS FROIDES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).
TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21).
TCHAO PANTIN (Fr.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).
THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).
THE ROSE (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14).
THE SERVANT (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
TO BE OR NOT TO BE (Lubitsch), (A., v.o.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).
TRISTANA (Fr., It., Esp.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; 14-Juillet Parnasse, 14e (326-58-00).
TUEUR A GAGES (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30).
UNE ÉTOILE EST NÉE (A., v.o.) (vers. intégr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LA VIE D'ARCHIBALD DE LA CRUZ (Mex., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
VICTOR VICTORIA (A., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65).
VIVRE ET LAISSER MOURIR (A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; – V.f. : Montparnos, 14e (327-52-37).
WEST SIDE STORY (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60).

COMMUNICATION

LA RENTRÉE A LA TÉLÉVISION

Igor Barrère sur FR 3

Igor Barrère ne proposera plus ses célèbres « Médicales » sur TF 1. C'est lui qui en a décidé ainsi, après avoir pris connaissance des intentions de la direction de cette chaîne. *« On voulait me faire abandonner la notion de rendez-vous pour me faire faire des émissions « en rafales ». Je refuse de faire trois soirs de suite sur le cancer. Pour la première fois, je me suis mis devant la caméra et j'ai expliqué ma décision aux téléspectateurs. Deux jours plus tard, je recevais un coup de téléphone de M. Serge Moati, directeur général de FR 3, qui me proposait de venir chez lui. »*

Il faudra donc passer sur FR 3 pour retrouver l'émission régulière de vulgarisation médicale télévisée. Le rendez-vous sera mensuel, le vendredi à 20 h 30. Igor Barrère proposera, comme par le passé, des reportages sur des questions de pathologie, avec des témoignages de médecins et de malades. Il n'y aura pourtant pas simple transposition d'une chaîne à une autre. *« Lors de chaque émission,* explique Igor Barrère, *nous inviterons les téléspectateurs qui auront des questions à poser à reprendre contact le lundi suivant ; nous leur donnerons alors les coordonnées de médecins qu'ils pourront contacter au niveau régional. De plus,* ajoute-t-il, *une émission par trimestre sera consacrée en direct aux problèmes de politique de santé ; ainsi, en décembre, nous traiterons du coût de la santé. »*

Un bilan après trente ans de télévision et quatre cents émissions médicales ? L'ancien de l'équipe « Desgraupes, Dumayet et Lazareff » ne s'y risque guère. Côté positif : avoir contribué à l'amélioration des relations entre les médecins et les malades. *« Quel que soit le sujet que nous traitons, nous multiplions par trois l'audience d'une émission qui aurait été programmée à la même heure. Avec la migraine, nous avons 40 % d'écoute. Avec la schizophrénie, nous n'avons que huit cent mille spectateurs. »*

Le pionnier de la vulgarisation médicale télévisée pourra donc continuer sur FR 3 de nourrir son obsession : *« Faire partager au plus grand nombre l'aventure de la connaissance. »*

JEAN-YVES NAU.

REPRISE DES PROGRAMMES DES RÉGIONS

Pari renouvelé

Alors... *« que va-t-il se passer le 10 septembre sur FR 3 ? »* On a vu la question posée sous forme de publicité il y a quelques jours dans les quotidiens : un nouveau « Dynastie » ? La télévision du matin ? Non, simplement on va pouvoir de nouveau ouvrir son poste à 17 heures. Après trois mois de vacances forcées (pour raisons budgétaires), les programmes régionaux vont reprendre tous les jours dans les douze stations décentralisées de la chaîne.

Un an maintenant que la télévision régionale existe. Un anniversaire qui se fête avec quelques tensions (*le Monde* daté 9-10 septembre). On sait qu'un vaste mouvement des rédacteurs en chef des BRI (bureaux régionaux d'information de FR 3) doit être annoncé dans le courant de la semaine. Ces mouvements d'humeur de rentrée ne semblent pas trop inquiéter M. Serge Moati, directeur général de FR 3, pour qui le bilan est largement positif. *« Le lancement avait été un vrai pari,* déclare-t-il, *un pari sur les équipes, sur les structures, sur le public et sur le potentiel de création. »* Le tout *« dans une situation budgétaire difficile »*.

Les équipes ? Il a senti, malgré les inquiétudes, *« un souffle mobilisateur »* et – ce qui l'a finalement surpris – *« une mobilisation syndicale »* sur la technologie nouvelle. Testée très progressivement cette année, la Betacam, cette caméra mobile, à magnétoscope intégré, devrait être introduite partout en 1985. Le directeur général se félicite aujourd'hui du choix fait de régionaliser les programmes et les structures de production sans attendre que les budgets suivent.

Les sondages lui ont donné raison : vingt millions de téléspectateurs ont regardé les programmes régionaux et six millions les suivent régulièrement. Plus étonnants encore, les indices de satisfaction : 87,3 % des personnes interrogées se sont déclarées satisfaites des programmes (avec des pointes en Alsace, 91 %, et en Limousin - Poitou - Charentes, 90,6 %). C'est beaucoup, d'autant qu'on peut s'interroger encore sur la qualité de tous les programmes. Même si les diverses expériences n'ont pas également réussi (ainsi, la tentative de donner l'antenne à des structures extérieures comme les universités a été jusqu'ici décevante, mais ne sera pas abandonnée), M. Moati considère que le potentiel de création locale s'est développé. FR 3 devient le parcours imposé de la création régionale.

Le gros enjeu aujourd'hui est le budget. Tirées par la manche, les équipes avaient accepté finalement l'an dernier de fournir un effort supplémentaire pour relever le défi. A condition que le sacrifice soit payé de retour. M. Serge Moati en est conscient : *« Si le budget 1985 est insuffisant, nous ne pourrons plus contenir les tensions. »* FR 3 a obtenu, en principe, pour 1985, 74 millions de francs supplémentaires (dont 10 seront utilisés pour le programme national (1). Cela permettra de mettre en place les nouveaux équipements – quatre-vingts Betacam, qui entraîneront une augmentation du nombre des équipes de reportage (30 % d'équipes en plus) – et de renforcer les moyens de diffusion régionale.

FR 3 ne compte pas augmenter la durée quotidienne des émissions régionales, mais plutôt en améliorer la qualité. Et de chercher un ton comme celui des émissions de rock – dont la chaîne est très fière. Côté feuilletons, elle veut diversifier les initiatives. FR 3 annonce pour bientôt « Une colonne à la cinq », histoire d'un journaliste localier, vingt fois treize minutes, réalisée par Bordeaux et Limoges (*le Monde* daté 9-10 octobre 1983) ; « L'homme au képi noir », histoire d'un gendarme déplacé dans une région, tournée par cinq stations ; « Monsieur Benjamin », l'histoire du grand-père de Frédéric Pottecher, tourné à Nancy ; « Le grand César », histoire d'un cirque itinérant, produite par Strasbourg...

La fabrication de ces feuilletons a créé un mouvement de collaboration entre les régions, qui doit s'amplifier. La grande réunion qui s'est tenue la dernière semaine de juin à Lyon, rassemblant trois cents cadres, a permis de faire le point, d'élaborer une stratégie pour le futur. FR 3 va multiplier les opérations exceptionnelles, comme celles consacrées à l'anniversaire du débarquement ou aux festivals cinématographiques, réalisées par une station et diffusées sur la chaîne nationale. L'idée des responsables serait de créer à terme le premier *network* (réseau) français, en réduisant la programmation nationale essentiellement à l'information.

Et plus tard, pourquoi pas, le réseau hertzien de FR 3 pourrait être partagé entre les douze stations, avec un treizième programme par satellite, qui serait la « vitrine » des douze autres.

CATHERINE HUMBLOT.

(1) Le budget prévisionnel pour les programmes régionaux s'élève à 1 418 millions de francs, soit 60 % du budget total de la chaîne.

● *La Fédération française des sociétés de journalistes et « l'affaire Hersant ».* – La Fédération française des sociétés de journalistes réclame, dans un communiqué, que le procès instruit contre M. Robert Hersant et ses coïnculpés pour infraction à l'ordonnance du 26 août 1944 vienne *« sans plus tarder »* devant le tribunal. *« Les dirigeants du groupe multiplient depuis cinq ans les artifices de procédure et les manœuvres dilatoires pour retarder leur comparution »*, estime la FFSJ, ce qui *« provoque un très sérieux malaise et entretient une grave équivoque autour de la loi actuellement en discussion. »*

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 10 SEPTEMBRE

– *M. Edmond Maire,* secrétaire général de la CFDT, participe à l'émission « Face au public » de France-Inter, à 19 h 15.

Lundi 10 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinéma : la Clé sur la porte.
Film français d'Yves Boisset (1978), avec A. Girardot, P. Dewaere, S. Jobert, E. Klarwein, B. Steele.
Adaptation d'un roman de Marie Cardinal poussé, avec artifices vers l'étude de mœurs modernes. Annie Girardot se donne à fond dans un rôle aussi appuyé que la mise en scène.
22 h 15 Etoiles et toiles.
Portrait des réalisateurs Wim Wenders et John Huston.
23 h 10 Journal.
23 h 25 Clignotant.
Une nouveauté. Dorénavant chaque soir... dix minutes de musique avec deux chansons de jeunes auteurs compositeurs interprètes français.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : la Tragédie de Carmen.
D'après Bizet, réal. P. Brook, avec H. Delavault, H. Hensel, A. Host (en liaison avec France-Musique).
Après la diffusion, au mois de décembre dernier du premier volet de cette trilogie, Antenne 2 retransmet la Tragédie de Carmen *avec sa deuxième distribution. Hélène Delavault est une Carmen d'une gaieté enfantine, sauvageonne.*
22 h Magazine : Plaisir du théâtre.
Au sommaire : le Festival d'automne à Paris ; « la Dernière Classe », aux Mathurins ; Naissance du Centre théâtral du Limousin ; le Festival d'Hammamet ; les comédiens anglais ; histoire du théâtre à travers de nouveaux livres.
23 h Journal.
23 h 20 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Angélique et le sultan.
Cycle Angélique. Film de Bernard Borderie (1967), avec M. Mercier, R. Hossein, J.-C. Pascal (Rediffusion).
Une fin bâclée permet de terminer une série qui, à force de toucher le fond de la médiocrité, était en train de mourir, commercialement.

22 h 15 Journal.
22 h 35 Thalassa.
Le renouveau de l'hydravion.
23 h 20 Une bonne nouvelle par jour.
L'un des porte-drapeau de l'écologie nous offre des nouvelles actuelles et non d'actualité, précise-t-il. Ecologiques, politiques ou de société, en trois minutes. Mis en scène dans un décor de clip ou de bande dessinée, Brice Lalonde s'entretient avec son double qui joue le rôle de Candide. Discours simpliste, conclusion naïve.
23 h 25 Prélude à la nuit.
Chanson triste, la Vague et la cloche, *de Duparc, interprétées par Roger Soyer.*

FR 3 : PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD.
17 h 10 Jazz : Festival d'Antibes 1979 (Count Basie).
17 h 35 Jeu : Chansons — puzzle.
17 h 50 Métafiction aux Halles.
18 h Ecoutez votre siècle : Boulez.
18 h 30 Sports.
18 h 50 Atout PIC : Serge Moati.
18 h 55 Dessin animé : Bulle.
19 h Série : Une colonne à la cinq.
19 h 15 Informations.

FRANCE-CULTURE

20 h 35 L'autre scène ou les vivants et les dieux : de la tribune à l'association ; avec Jean Garello et Henri Lepage.
21 h 50 Musique : Dédicaces et mémoire – Mozart et les autres.
22 h 30 Nuits magnétiques : rock et belles oreilles ; à 23 h 30, entretien (avec Jean David).

FRANCE-MUSIQUE

20 h 35 Concert (en simultané avec Antenne 2) : *la Tragédie de Carmen.*
22 h 5 Concert *Symphonie n° 90 en ut majeur,* de Haydn ; *Concerto pour piano et orchestre n° 27 en si bémol majeur,* de Mozart ; *Symphonie n° 1 en ut majeur,* de Beethoven, par le Scottish Chamber Orchestra, dir. et sol. A. Brendel.

Mardi 11 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 TF1 Vision plus.
11 h 45 La une chez vous.
12 h Feuilleton : Nans le berger.
12 h 30 Variétés : La bouteille à la mer.
13 h Journal.
13 h 45 A pleine vie.
13 h 50 Série : La petite maison dans la prairie.
14 h 45 Document : Les imagiers du XIXe siècle.
15 h 45 Ces chers disparus : Jean Gabin.
16 h Les choses du mardi.
17 h 20 Histoires naturelles.
17 h 50 Journal.
18 h 10 Le village dans les nuages.
18 h 30 Magic hall.
18 h 55 Cyclisme : Tour de l'Avenir.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Cocoricocoboy.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Série : L'Equipe Cousteau en Amazonie.
N° 1 : Au pays des mille rivières.
Premier volet du périple amazonien du commandant Cousteau, de son équipe et de la Calypso : *la remontée du fleuve Amazone jusqu'à sa source.*
21 h 30 Magazine : Bravos.
De José Arthur et C. Garbisu. L'actualité des spectacles.
Au Théâtre Marigny : S. Lama dans Napoléon *d'Y. Gilbert ;* Après dissipation des brumes matinales, *de L. Bellon aux Champs-Elysées ;* la Dernière Classe, *de B. Friel au Théâtre des Mathurins ;* le Tango argentino, *au Théâtre musical de Paris ;* El tango, *aux Bouffes du Nord, avec Milva, Astor Piazzola ;* la Mégère apprivoisée, *au Théâtre de la Porte Saint-Martin ; Dossier « Café-théâtre ».*
22 h 25 Musique : Berlioz.
La 3e Session de l'orchestre français des jeunes s'est achevée le 21 août par un concert au Théâtre Antique d'Orange, où fut jouée la Symphonie fantastique, *de Berlioz dirigée par E. Krivine.*
23 h 20 Journal.
23 h 35 Clignotant.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal et météo.
12 h 10 L'Académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : La Pendule.
13 h 45 Aujourd'hui la vie.
14 h 50 Série : Gaston Phébus.
15 h 40 Reprise : La chasse aux trésors.
Au Cameroun (diffusé le 9 septembre).
16 h 45 Entre vous, de Louis Bériot.
17 h 45 Récré A2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 40 Cinéma : Comment se débarrasser de son patron.
Film américain de C. Higgins (1980), avec J. Fonda, L. Tomlin, D. Parton, D. Coleman, S. Hayden, H. Jones.
Trois secrétaires employées dans une firme new-yorkaise concluent un pacte pour se venger du sous-directeur, tyran misogyne et phallocrate. Défense de la condition féminine dans une comédie abordant, par la parodie, les gags, des choses très sérieuses.
22 h 45 Mardi cinéma.
Avec Marie Dubois, Josiane Balasko, Jean Carmet et Guy Marchand.
23 h 45 Journal.
0 h 5 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Cinéma : le Désert des Tartares.
Film italien de Valerio Zurlini (1976), avec V. Gassman, G. Gemma, H. Griem, Ph. Noiret, J. Perrin (Rediffusion).
Belle adaptation du roman métaphysique de Dino Buzzati. Zurlini et ses acteurs font sentir le poids du temps qui passe, l'attente d'un événement qui ne viendra jamais.
22 h 50 Journal.
23 h 10 Une bonne nouvelle par jour.
23 h 15 Prélude à la nuit.
Quatuor en ut, *de Pleyel, par l'Ensemble Secolo Barocco.*

FR 3 : PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD.
17 h 12 Ciné 16 : Le temps d'une Miss.
18 h 45 Portrait : Jeremy Spencer.
18 h 55 Dessin animé : Bulle.
19 h Série : Une colonne à la cinq.
19 h 15 Informations.
19 h 50 Atout PIC : Serge Moati.

FRANCE-CULTURE

7 h Matinales : dans le Morbihan.
7 h 30 Revue de presse.
8 h Les chemins de la connaissance.
9 h 5 La matinée des autres : Connaissez-vous Naples ?
10 h 30 Le texte et la marge : « la Haute Saison » de Frédéric Rey.
10 h 50 Musique : black and blue.
12 h 5 Nous tous chacun : l'année du bac.
12 h 45 Panorama.
13 h 30 Présence des arts.
14 h 10 Un livre, des voix : « Coup de soleil », de J. Hougron.
14 h 50 Musique : cycle d'orgue, (Avignon 84).
16 h 5 Les yeux de la tête.
18 h 10 Le cri du homard.
18 h 30 Comment va le monde, Unamuno ? « Juan Manzo ».
19 h 25 Jazz à l'ancienne.
19 h 30 Sciences : M. Tompkins explore l'atome.
20 h Les enjeux internationaux.
20 h 30 Dialogues : Le socialisme, Goulag ou/et État-providence.
21 h 45 Lectures : André Dhôtel.
21 h 50 Musique : Tournois du royaume de la musique.
22 h 30 Nuits magnétiques : Mi-temps ; à 23 h, Trompe-l'oreille.

FRANCE-MUSIQUE

6 h Musique légère.
7 h 10 Actualité du disque.
9 h 5 Le matin des musiciens.
12 h 5 Concert : Concerto pour violon, 7e Symphonie de Beethoven, par l'Orchestre national, dir. N. Sawallisch.
13 h 30 Premières loges : œuvres de Verdi, Donizetti, Puccini, par Celestina Boninsegna, soprano.
14 h 4 Repères contemporains : Jacinto Scelsi.
15 h Musiques en Franche-Comté.
18 h Concert : œuvres de Chausson, Beethoven, par Gérard Poulet, violon, N. Lee, piano, et le Quatuor Auryn.
19 h 5 L'imprévu.
20 h Le temps du jazz : Eric Dolphy.
20 h 30 Concert : *les Créatures de Prométhée,* ouverture, *Concerto pour piano et orchestre n° 2 en si bémol majeur, Symphonie n° 2 en ré majeur,* de Beethoven, par le Scottish Chamber Orchestra, dir. W. Boettcher.
23 h Les soirées de France-Musique.

هكذا من الاصل

LE CARNET DU Monde

Mariages

— M. et Mme Claude TAITTINGER,
M. et Mme Philippe DARD,
sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants

Virginie et Guillaume,

qui a été célébré le samedi 8 septembre 1984, en l'église de Pierry (Marne).

44, boulevard Lundy,
Reims.
8, avenue de Verzy,
75017 Paris.

— Marie-Christine VALLET
et Thierry GARCIN

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 11 août 1984, en l'abbatiale de Saint-Amant-de-Boixe (Charente).

83, rue de la Verrerie,
75004 Paris.

Décès

— Mme le docteur Solange Leroy-Soudan,
M. et Mme Jean Achache,
M. et Mme José Achache,
M. et Mme Gilles Achache,
Mlle Fanny Achache,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Claude Achache
et leurs enfants,
Mme Suzanne Achache-Wiznitzer,
Mlles Sylvie et Valérie Soudan,
Les familles Achache, Halona et Leroy,
ont la douleur de faire part de la mort de

M. Guy ACHACHE,

le 5 septembre 1984.
Les obsèques auront lieu le mardi 11 septembre, à 17 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

— Marise Bétourné, née Larvor,
son épouse,
Catherine Bétourné,
Dominique et Marc Walter,
Olivier Bétourné,
Aglaia et Ghislaine,
Hélène, Julie, Thomas, Valérie et Yann,
ses enfants et petits-enfants,
Claude et Yolande Bétourné et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Jacques BÉTOURNÉ,

survenu le 2 septembre 1984, à Vernon, à l'âge de soixante-deux ans.
Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.

5, place Violet,
75015 Paris.

— Patrick d'Elme,
directeur général,
Et le personnel de la société Perspectives et Animation,

ont la douleur de faire part du décès de leur président-directeur général

Jacques BÉTOURNÉ,

survenu le 2 septembre 1984, à Vernon, à l'âge de soixante-deux ans.

121, avenue d'Italie,
75013 Paris.

— Les missionnaires oblats de Marie-Immaculée,
Mgr Henri Gufflet,
Et le peuple de Dieu qui est en Limousin,
Et sa famille,
font part du décès soudain du

Père Maurice BODY,
OMI,

âgé de soixante ans.
Ses obsèques auront lieu en l'église Saint-Pierre de Chemillé (Maine-et-Loire), mardi 11 septembre 1984, à 15 heures.

— M. et Mme Jacques Garai,
Mlle Alexandra Garai,
M. Emery Garai,
Mme Agnès Garai,
M. Bertram Garai
et ses enfants,
Le docteur Olivier Garai,
sa femme et ses enfants,
ont le chagrin de faire part de la mort de

Alexandre GARAI,

leur père, grand-père et oncle,
disparu dans sa quatre-vingt-cinquième année.
L'inhumation a eu lieu le 7 septembre 1984, dans l'intimité familiale, au cimetière de Brookwood à Woking (Angleterre), où le défunt repose selon son souhait auprès de son frère Bert Garai.

— Les collaborateurs de l'Agence de reportages photographiques Keystone ont la tristesse de faire part de la mort de

Alexandre GARAI,

qui fonda cette Agence en France et la dirigea pendant cinquante-sept ans.

[Né en Hongrie, établi à Paris dès 1927, Alexandre Garai fut, avec son frère Bert, l'un des pionniers du reportage photographique moderne. Il avait créé la branche française d'une organisation internationale qui compte à son actif plusieurs des grands exploits photographiques de l'histoire de la presse.]

— Mme Philippe Guiard,
née Marine Cordonnier,
son épouse,
et ses enfants, Romain et Maxime,
M. et Mme Claude Guiard,
ses parents,
Nadine Guiard,
sa sœur,
M. et Mme Jean Cordonnier,
ses beaux-parents,
M. et Mme Bruno Cordonnier,
M. et Mme Yves Cordonnier,
M. et Mme Benoît Cordonnier,
ses beaux-frères et belles-sœurs
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Philippe GUIARD,

le 1er septembre 1984, à l'âge de trente-cinq ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu, le mercredi 5 septembre, dans l'intimité.

11, rue Mansart,
75009 Paris.
66, rue François-Ier,
75008 Paris,
Sentier de Saint-Remy,
59330 Hautmont.

— Rennes. Paris.

M. Pierre Le Mouel,
son époux,
M. et Mme Pierre-Yves Le Mouel,
M. et Mme Jean-Paul Le Mouel,
Mme Marie-Annie Le Mouel,
M. Jacques Le Mouel,
ses enfants,
Bénédicte, Sylvie, Sophie, Nathalie, Véronique,
ses petits-enfants,
Toute sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Pierre LE MOUEL,
née Jeanne Leray,

survenu *dans sa soixante-douzième* année.
Les obsèques seront célébrées le mardi 11 septembre 1984, à 16 heures, en l'église Notre-Dame de Rennes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Visites réservées à la famille. Sans condoléances.
Ni fleurs ni couronnes, des prières et des messes.
7, rue Alfred-de-Musset,
35000 Rennes.

Des dons pourront être reçus par le Centre médical Eugène-Marquis, CCP no 5833 M Rennes.

— La direction et l'ensemble du personnel de la société Le Bihan-Le Mouel font part du décès de

Mme Pierre LE MOUEL.

Les obsèques seront célébrées le *mardi 11 septembre 1984, à 16 heures* en l'église Notre-Dame de Rennes.

— Mme Ernest Pieri,
Ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants,
Les familles Piri, Guérin, Mattei Thomas,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Ernest PIERI,
directeur adjoint honoraire des impôts,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
médaille de Verdun,

survenu le 6 septembre 1984, dans sa quatre-vingt-onzième année.
La cérémonie religieuse a eu lieu, le samedi 8 septembre, en l'église Notre-Dame-de-Lourdes, à Marseille.

— M. Rolf Reichert,
Aurélien Reichert,
M. et Mme Jacques Pasteyer,
M. et Mme Juan Carné
et leurs enfants,
M. Jean-Yves Pasteyer,
M. et Mme François Pasteyer
et leurs enfants,
Les familles Cheret et Poinsignon,
Toute le famille et ses nombreux amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Nicole REICHERT,
née Pasteyer,

leur épouse, mère, fille, sœur, belle-sœur, tante, parente et amie,

survenu accidentellement à Munich, à l'âge de quarante-deux ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans la plus stricte intimité, le mardi 14 août 1984, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, suivie de l'inhumation au cimetière de Croissy-sur-Seine (Yvelines).

8, München 40 Nadistrasse 32/I.
82, avenue Charles-de-Gaulle,
92200 Neuilly.

— Sancellemoz, Passy (Haute-Savoie).

Mme François-Martin Tobé,
son épouse,
Le docteur et Mme François Jean-Marie Tobé
et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Tobé
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Pascal Tobé
et leurs enfants,
Les familles Delécluse, Guiraud, Joly, Triboulet,
Parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur François-Martin TOBÉ,
chirurgien,
ancien interne des hôpitaux de Paris,
président du conseil d'administration
et ancien médecin-directeur
de Sancellemoz,
président du Syndicat professionnel
des établissements d'hospitalisation
de Passy,
maire adjoint de Passy,
ancien président fondateur
de l'Association des parents d'élèves
du lycée du Mont-Blanc,
chevalier de l'ordre national du Mérite.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 11 septembre 1984, à 15 heures, en l'église Notre-Dame-de-Toute-Grâce du plateau d'Assy, suivie de l'inhumation au cimetière de Passy-Chef-Lieu.

Sancellemoz,
74480 plateau d'Assy.

— Il a plu au Seigneur de rappeler à Lui l'âme de sa servante

Mme Bernard WEYD,
née Giselle Dequidt,

le 8 septembre 1984, munie du sacrement des malades.
De la part de
M. Bernard Weyd,
son époux,
Béatrice et Hervé Levesque,
Patricia et Jean-François Bence,
ses enfants,
Stéphane et Caroline Levesque,
Olivier et Véronique Bence,
ses petits-enfants,
M. Marcel Dequidt,
son père,
Mme Pierre Weyd,
sa belle-mère.
Les obsèques auront lieu le mardi 11 septembre 1984, à 10 h 30, en l'église Saint-Barthélemy de La Bosse (Oise).
Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Bernard Weyd,
Rue principale,
La Bosse 60590 Sérifontaine.

— Mme Georges Zahar,
Patrick et Laurent Zahar,
Ainsi que toute la famille,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Olivier ZAHAR,

survenu le 6 septembre 1984, à Paris, dans sa vingt-troisième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 11 septembre, à 11 heures, en l'église de Ternand (Rhône), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.
Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Garibaldi,
69006 Lyon.

Anniversaires

— Il y a vingt ans disparaissait

Paule-Tyta GABRIEL,
(Danielle dans la Résistance).

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

Prières

— M. Raphaël Amouyal
et ses enfants
font part des prières du mois à la mémoire de leur très chère et regrettée

Mme Raphaël AMOUYAL,
née Rachellou Tordjman,

qui auront lieu le mercredi 12 septembre, à 18 h 30, à l'oratoire, 2 *bis*, rue Omer-Talon, à Paris-11e.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

ÉCHECS

LE CHAMPIONNAT DU MONDE A MOSCOU

Karpov gagne... le tirage au sort

De notre correspondant

Moscou. — Les échecs sont une chose sérieuse et quasiment une affaire d'Etat en URSS. La cérémonie d'ouverture, le dimanche 9 septembre à Moscou, du trente et unième championnat du monde du noble jeu, présidée par M. Piotr Demitchev, membre suppléant du bureau politique et ministre de la culture, a été solennelle à souhait.

Un petit frisson d'autosatisfaction a parcouru la salle quand M. Demitchev a rappelé que le champion du monde a presque toujours été soviétique depuis 1948 (la seule exception à cette règle a été l'Américain Bobby Fischer, de 1972 à 1975). C'est d'ailleurs entre deux Soviétiques, Anatoli Karpov (trente-trois ans), tenant du titre depuis 1975, et Gary Kasparov (vingt et un ans), le « jeune » challenger venu de Bakou (Azerbaïdjan), que se déroule la compétition (*le Monde* daté 9-10 septembre).

Le décor lui-même est imposant. L'immense salle des colonnes de la Maison des syndicats, un bâtiment du dix-huitième siècle, tout proche du Kremlin, où se tenaient jadis les bals de la noblesse, scintille de tous ses lustres de cristal. Le constraste est frappant avec la quasi-obscurité qui y régnait lorsque le corps de Youri Andropov y était exposé en février dernier, au milieu d'un amoncellement de fleurs. Un orchestre militaire joue l'hymne national soviétique, les jeunes pionniers prononcent des paroles de circonstance en s'adressant à Karpov et à Kasparov sous les applaudissements d'un millier de spectateurs.

Le président de la Fédération soviétique des échecs, le cosmonaute Vitaly Sebastiamov, donne le ton : *« Le parti communiste et le gouvernement soviétique ont créé les meilleures conditions pour le développement des échecs. »*

Vient ensuite le tirage au sort. L'arbitre principal du match, le grand maître yougoslave Zvetozar Gligoric, après s'être un peu embrouillé dans les feuillets de son discours, tend deux poupées russes à Anatoli Karpov. Celui-ci en choisit une, l'ouvre et en retire, à sa vive satisfaction, le petit billet marqué « oui », qui lui donne le droit de choisir sa couleur. Le champion du monde commencera, bien sûr, avec les blancs la première partie du match, ce lundi 10 septembre.

Curieusement, Karpov paraît plus jeune encore que son cadet. Le visage mince, imberbe, l'allure fragile, il a davantage l'air d'un « prétendant » que du tenant du titre. Lors d'une conférence de presse conjointe avec Kasparov, le vendredi, il a pourtant affiché une grande confiance en soi, se disant *« parfaitement préparé »*, tout en rendant un hommage appuyé à son adversaire, qu'il appelle par son prénom et auquel il prédit un grand avenir.

Le cheveu de jais, Kasparov, qui est d'ascendances juive et arménienne, semble plus solide et, malgré ses vingt et un ans, plus mûr. Un des aspects de ce match qui n'est jamais mis en avant par la presse soviétique mais qui est présent à tous les esprits est qu'il oppose un Russe à un non-Russe. En outre, Kasparov ne semble guère avoir la fibre politique, alors que Karpov, qui est membre du comité central du Komsomol (l'organisation des jeunes communistes), ne manque pas une occasion de se livrer à quelque développement idéologique.

Karpov reconnaît qu'il va lui falloir renouveler son jeu pour conserver son titre face à ce jeune prodige venu de Bakou que le président de la Fédération internationale d'échecs M. Campomanes (Philippines) décrit comme un *« météore »*. *« Je ne suis plus le Karpov de 1975. Je ne m'arrête pas, on est perdu dans ce jeu si on ne continue pas à imaginer, à inventer »*, affirme le champion du monde.

Kasparov est moins loquace. Il insiste sur l'importance d'une bonne préparation physique pour « tenir » pendant ces longues compétitions qui sont éprouvantes nerveusement. *« J'ai préféré cette fois le badminton, nouveau jeu pour moi, au football et à la bicyclette, et j'en suis content. Et, bien sûr, j'ai fait du cross-country »*, explique-t-il. Cette discrétion n'exclut pas le sentiment de sa propre valeur. Interrogé sur les joueurs qu'il a déjà combattus, il remarque : *« Quand vous êtes monté au sommet, il est dangereux de regarder en bas »*.

Le public soviétique, qui, pour la première fois depuis 1969, où il a pu assister au duel pour le titre entre Pétrossian et Spasski, se passionne pour ce match, comme en témoigne la foule de badauds venus assister dimanche à l'entrée des deux joueurs. Le prix officiel de base pour les spectateurs varie entre 1,80 et 2 roubles (1). Mais au marché noir les billets se vendent dix ou vingt fois plus cher...

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Un rouble vaut 11 francs.

LE RÈGLEMENT DU MATCH

Les parties se jouent le lundi, le mercredi et le vendredi ; les ajournées le mardi, le jeudi et le samedi, le dimanche étant jour de repos.

Le vainqueur sera celui des deux adversaires qui, le premier, aura remporté six victoires. Les nulles n'entrent pas en ligne de compte. En cas de défaite du champion du monde en titre, ce dernier a droit à un match revanche dans l'année qui suit.

Comme il l'a toujours fait, *le Monde* donnera l'intégralité des parties du championnat du monde.

COMMÉMORATION

Il y a soixante-dix ans... la Marne

MM. Paul Quilès, ministre des transports, et Jean Laurain, secrétaire d'Etat aux anciens combattants — se substituant à M. Laurent Fabius, premier ministre, — ont inauguré, samedi 9 septembre, à la gare de l'Est, l'exposition consacrée au soixante-dixième anniversaire de la bataille de la Marne (*le Monde* du 7 septembre).

Soulignant le rôle prépondérant joué pour la première fois dans un conflit par les transports ferroviaires, M. Quilès s'est félicité de la réconciliation franco-allemande après tant d'hécatombes et a mis l'accent sur la nécessité, pour les Français, de s'unir dans la paix comme l'unité s'était réalisée, mais cette fois à la veille de batailles sanglantes, le 2 août 1914. Le patriotisme, mais aussi la réconciliation qui se sont exprimés ce jour-là, *« la France le devait*, selon M. Laurain, *à l'instruction civique et patriotique que les instituteurs de la IIIe République avaient inlassablement dispensée »*.

L'exposition, qui durera jusqu'au 12 novembre, rappelle aux jeunes les sacrifices consentis par leurs aînés : 1400000 morts et disparus — soit 10 % de la population active du pays — et 3 millions de blessés.

INFORMATIONS « SERVICES »

AUTOMOBILE

DE LA R 5 A LA SUPER CINQ

A trois semaines du Salon de l'auto à Paris, qui ouvrira ses portes le 4 octobre, la régie Renault a décidé de livrer à la presse quelques renseignements sur sa Super cinq, voiture qui devrait logiquement prendre la relève de la R 5. D'après les documents photographiques remis aux journaux dès la semaine dernière, il s'agit extérieurement du même véhicule, avec des dimensions toutefois légèrement supérieures destinées à favoriser l'aménagement intérieur du nouveau modèle.

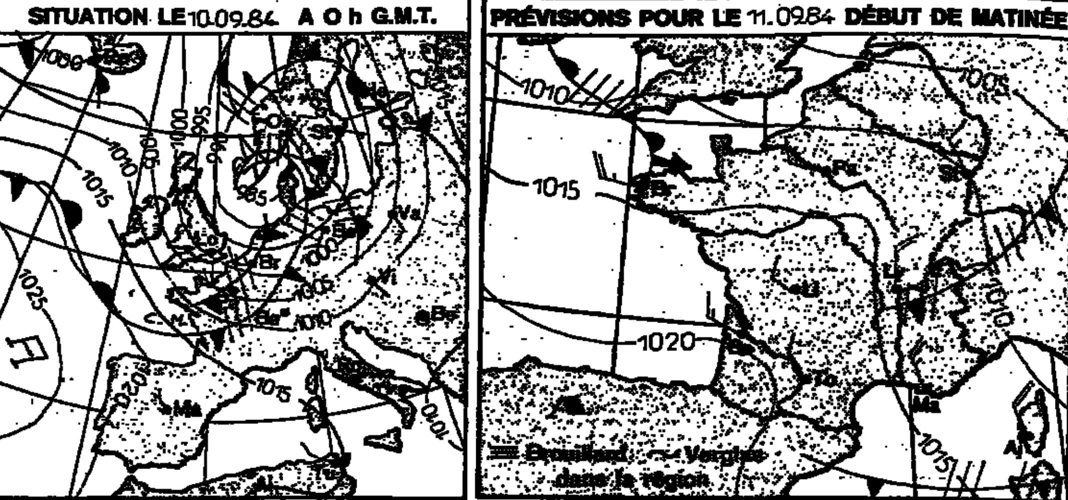
Sous les tôles cependant les choses vont changer de façon plus importante, encore que la motorisation retenue soit assurée par des engins déjà utilisés sur les Renault 9. Un petit moteur risque néanmoins d'animer le modèle de base. Les suspensions différentes, la disposition transversale du groupe sont autant d'autres nouvelles données.

On ne pourra s'empêcher d'évoquer, avec l'arrivée de cette Super cinq sur le marché, le choix qu'a fait en son temps Volkswagen avec le lancement de ses nouvelles Golf. Il est comparable : conserver pour l'essentiel l'image de marque d'un modèle à succès en modifiant détails et dimensions, faire du neuf avec du matériel éprouvé. Reste à savoir si le public suivra ce choix.

L'accueil favorable fait à la Renault 25 dans le haut de gamme de la Régie porte à réfléchir. Il s'agissait là aussi d'utiliser des élements qui ont prouvé leur fiabilité, mais on a donné à la carrosserie et à la silhouette de cette voiture toutes les caractéristiques d'un véhicule nouveau. Recette qui ne déçoit généralement pas.

C. L.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 10 septembre à 0 heure et le mardi 11 septembre à 24 heures.

PRÉVISIONS POUR LE 11 SEPTEMBRE A 0 HEURE (GMT)

La France restera sous l'influence de basses pressions centrées sur les îles Britanniques. Des perturbations peu actives traverseront le pays.

Mardi matin. Sur les régions de l'Est : des Ardennes aux Vosges, au Jura, aux Alpes et à la Corse, ciel chargé et averses résiduelles. Sur la côte atlantique, de la Bretagne à l'Aquitaine, ciel couvert et petites pluies.

Entre ces deux zones de mauvais temps, sur une large bande en travers du pays, ciel passagèrement nuageux et temps frais, de belles éclaircies se développeront par place.

Au lever du jour il fera 8 à 11 degrés dans l'intérieur du pays, 12 à 14 degrés sur les côtes de la Manche et de l'océan, 16 à 18 degrés en Méditerranée.

Au cours de la journée, extension du temps nuageux avec petites pluies éparses sur toutes les régions au nord de Bordeaux et Lyon. Sur le Midi, ciel passagèrement nuageux avec des périodes ensoleillées. Les températures évolueront entre 16 et 24 degrés du nord au sud.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 10 septembre à 8 heures, de 1007,2 millibars, soit 765,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 septembre; le second le minimum de la nuit du 9 au 10 septembre) : Ajaccio, 24 et 15 degrés; Biarritz, 21 et 16; Bordeaux, 20 et 13; Bourges, 18 et 11; Brest, 17 et 12; Caen, 20 et 13; Cherbourg, 17 et 13; Clermont-Ferrand, 20 et 10; Dijon, 17 et 11; Grenoble-St-M.-H., 21 et 14; Grenoble-St-Geoirs, 19 et 12; Lille, 18 et 10; Lyon, 19 et 11; Marseille-Marignane, 24 et 16; Nancy, 17 et 11; Nantes, 20 et 12; Nice-Côte d'Azur, 23 et 15; Paris-Montsouris, 20 et 12; Paris-Orly, 21 et 11; Pau, 21 et 17; Perpignan, 27 et 18; Rennes, 22 et 11; Strasbourg, 16 et 7; Tours, 22 et 10; Toulouse, 23 et 13; Pointe-à-Pitre, 30 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 15 degrés; Amsterdam, 15 et 11; Athènes, 27 et 19; Berlin, 13 et 10; Bonn, 12 et 10; Bruxelles, 17 et 10; Le Caire, 35 et 21; Iles Canaries, 27 et 22; Copenhague, 16 et 10; Dakar, 31 et 23; Djerba, 29 et 22; Genève, 17 et 10; Istanbul, 26 et 17; Jérusalem, 27 et 14; Lisbonne, 31 et 16; Londres, 21 et 10; Luxembourg, 13 et 8; Madrid, 31 et 10; Montréal, 24 et 12; Moscou, 16 et 7; Nairobi, 27 et 10; New-York, 23 et 15; Palma-de-Majorque, 27 et 20; Rio-de-Janeiro, 22 et 20; Rome, 25 et 13; Stockholm, 16 et 10; Tozeur, 38 et 22; Tunis, 30 et 19.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MERCREDI 12 SEPTEMBRE

« Le Père Lachaise », 15 heures, boulevard de Ménilmontant (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le Marais », 21 heures, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« Le Marais », 15 heures, métro Sully-Morland, Mme Hager.

« Hôtel Guénégaud », 15 heures, 60, rue des Archives, P.-Y. Jaslet.

« Faubourg Saint-Honoré », 15 heures, parvis de l'église de la Madeleine, M. Pohyer.

« Notre-Dame », 15 heures, 49, boulevard Saint-Germain (Paris et son histoire).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

EN BREF

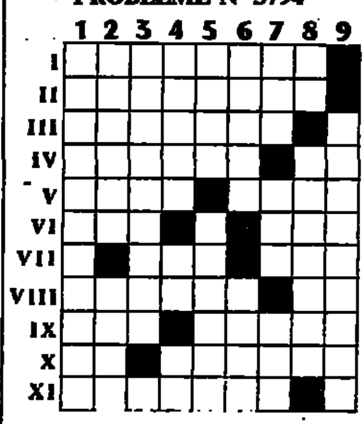
FOIRES, FETES...

INDICATEUR LAHURE. — La 91e édition de *l'Indicateur Lahure*, entièrement revue, corrigée et complétée, comprend la liste de plus de 9 000 communes de France, avec les dates et jours de marchés, foires (classées par spécialités et par ordre chronologique), brocantes, braderies, comices agricoles, etc. et fêtes (manifestations sportives, concerts, festivals ou pélerinages).

★ **Publication Mandel CIT, BP 262, 3, rue de l'Arrivée 75749 Paris cedex 15. Tél. : (1) 538-71-50. 831 pages, 195 F.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3794



HORIZONTALEMENT

I. Ce que deviennent les dettes quand on a fait trop longtemps la sourde oreille. — II. Leur formation est cavalière, mais leur quadrille est plutôt collet monté. — III. Accompagne les grands personnages tout comme les bas criminels. — IV. Famille de néo-classiques en matière d'architecture. Fraction de la gauche. — V. Raide. Moule à gratin anglais. — VI. Terme devenu impropre pour qualifier ce qui est malpropre. Berceau de l'indépendance helvétique. — VII. Certaine. Est au merlan ce que le cheveu est au coiffeur. — VIII. Bardot a la sienne, la mule aussi. Article. — IX. Contre. Condamnent à l'acquittement. — X. Princesse en herbe. Ton épiscopal. — XI. L'excellence de la chaire.

VERTICALEMENT

1. [illegible] — 2. Passe pour endommager certains pieds. Roi devant lequel on tire volontiers sa révérence. — 3. Disciple de saint Thomas. — 4. Roseau aromatique. Intimité. Extrait de Voltaire. — 5. Le faire en dernier, c'est mieux le faire. Home à femmes. — 6. Il convient de l'honorer pour avoir droit à sa reconnaissance. Clameur parmi les pampres. — 7. Bâtisseuse d'étages. Ne mangea pas le morceau. Mousse au café. — 8. Evêque de Rome ou sujets pas catholiques. Compagnie d'assurance. — 9. Très clair.

Solution du problème n° 3793

Horizontalement

I. Maternelle. Ta. — II. Amusie. Al. Jades. — III. La. Surnaturels. — IV. Irrétrécissable. — V. Ni. Es. Ti. — VI. Gnomon. Mouette. — VII. Repavement. Ru. — VIII. Erine. On. Pu. — IX. Ac. Autels. Han !. — X. Cachet. Steamers. — XI. Aveugle. Timée. — XII. Le. Réapparition. — XIII. Cernes. Héros. — XIV. Un. Ite. Piton. — XV. Livrée. Vénéneux.

Verticalement

1. Malingre. Calcul. — 2. Amariner. Ave. Ni. — 3. Tu. Opiacé. — 4. Es. Emmanchure. — 5. Rist. Ove. Egérie. — 6. Neurone. Atlante. — 7. Ré. Mou. Epée. — 8. Lancements. PS. — 9. Liaison. Etna. P.E. — 10. Ts. Utile. Rhin. — 11. Juste. Satiété. — 12. Paraître. Mitron. — 13. Deb. Tu. Hémione. — 14. Tell. Paréos. — 15. Assez. Bunsen. Ex.

GUY BROUTY.

DÉFENSE

M. Hernu installe officiellement à Lille le 3e corps d'armée et ses 50 000 hommes

De notre correspondant

Lille. — M. Charles Hernu, ministre de la défense, a présidé, samedi 8 et dimanche 9 septembre, à Lille, les cérémonies organisées pour célébrer le quarantième anniversaire de la Libération en même temps que l'implantation dans la capitale des Flandres de l'état-major du 3e corps d'armée jusqu'alors installé dans la région parisienne, à Saint-Germain-en-Laye (1).

Dimanche matin, le ministre de la défense a assisté, au côté de M. Pierre Mauroy et en présence de deux autres ministres, MM. Michel Delebarre et Jean Le Garrec, à un impressionnant défilé de trois mille hommes et trois cents véhicules. La veille, des manifestations militaires avaient été organisées dans plusieurs villes de la région lilloise.

Le transfert à Lille de l'état-major du 3e corps d'armée marque l'ultime étape de la restructuration de l'armée de terre visant, affirme-t-on de source officielle, à un meilleur équilibre du dispositif militaire. Fort de près de cinquante mille hommes répartis dans trois divisions d'active, dont la célèbre 2e DB, et placé actuellement sous les ordres du général Bizard, le 3e corps d'armée doit *« pouvoir s'opposer*, déclarait dimanche matin, à Lille, M. Hernu, *aux forces d'invasion d'un agresseur éventuel sur ou au-delà de nos frontières nationales, au nord et au nord-est de sa zone d'implantation du temps de paix »*.

Auparavant, le ministre avait resitué le rôle de l'armée de terre dans le cadre général de la politique de défense, fondée sur la dissuasion nucléaire : *« Dissuader ne veut pas dire s'abriter frileusement derrière un arsenal nucléaire crédible. Il faut aussi que l'adversaire sache qu'existent des forces armées classiques, témoins de la volonté farouche de se défendre, garantes du fonctionnement de la dissuasion nucléaire, mais aussi témoignages concrets de nos engagements auprès de nos alliés et amis. C'est dans cette optique que l'entrée du 3e corps d'armée à Lille prend tout son sens. En rééquilibrant le dispositif de l'armée de terre face à la frontière nord de la France, en rendant à la ville de Lille le rôle militaire qui a toujours été, dans le passé, le sien, nous avons restitué à notre défense classique un équilibre dont elle ne peut se passer. »*

Samedi soir, à Roubaix, où il avait été accueilli par le maire, M. André Diligent, M. Hernu avait dîné en compagnie de jeunes soldats du 8e régiment d'infanterie qu'il avait rencontrés une semaine plus tôt au Tchad et au Centrafrique. Le ministre de la défense a indiqué que serait poursuivi le développement du volontariat pour un service long (de deux ans). Cette formule permet de remplir des missions difficiles hors des frontières et constitue *« un des éléments majeurs de l'amélioration du service militaire »*.

M. Hernu a souligné sa volonté de veiller personnellement au plus grand respect des mesures de sécurité dans le domaine de la circulation et de l'entraînement au tir. *« Qu'il s'agisse des accidents de circulation (...), de manipulation des armes et des munitions, de ceux qui surviennent au cours des activités physiques et sportives, il y a trop souvent, les enquêtes le prouvent, des négligences. Cela n'est pas tolérable »*, a affirmé le ministre.

J.-R. L.

(1) Le 1er corps d'armée est implanté à Metz et le 2e à Baden-Baden (Allemagne fédérale).



Le Monde

ECONOMIE

En période d'instabilité monétaire, une bonne gestion des finances publiques est presque impossible

LA France n'est pas la seule à se débattre dans les problèmes budgétaires : progression apparemment irrésistible des dépenses publiques et déficit mal contenu, dont le financement pèse de plus en plus lourdement sur les marchés financiers. Ce sont là des phénomènes propres à la quasi-totalité des pays industriels, Suisse – et encore – exceptée *(voir l'article sur le Congrès d'Innsbruck page 20)*.

Mais le fait, justement, que les résultats obtenus – qui se mesurent en tendance à l'accroissement ou, au contraire, à la diminution de la « ponction » exercée par le secteur public sur l'ensemble des richesses produites – diffèrent beaucoup d'un pays à l'autre tend à prouver que le caractère international d'une crise, ou d'une difficulté, n'est pas une excuse pour les autorités nationales.

Le budget de 1985 comportera en France une réduction des impôts promise par le chef de l'État. Simultanément, M. François Mitterrand exige de son gouvernement le maintien de la règle – assez largement transgressée en 1983 et en 1984 – limitant à 3 % du produit intérieur brut (PIB) le déficit budgétaire.

Ces deux objectifs sont-ils conciliables ? La voie étroite ainsi choisie est-elle praticable ? Vaut-il la peine de s'y engager, compte tenu des risques encourus ?

NON seulement les situations budgétaires des différents pays industriels diffèrent sensiblement entre elles, malgré un certain nombre de difficultés communes qui se sont manifestées de façon de plus en plus aiguë depuis le début des années 70 (en partie parce que les gouvernements ont presque tous commencé par commettre les mêmes erreurs), mais les choses ont de ce point de vue beaucoup évolué au cours de la période considérée à l'intérieur d'une même nation.

En France, par exemple, les trois premières années du septennat de M. Giscard d'Estaing ont été marquées par une dégradation rapide et en partie occulte (déficits des entreprises nationales masquées par les subventions), à laquelle M. Raymond Barre s'est résolument attaqué, pour laisser à son départ les finances publiques du pays dans un état plus qu'honorable, par comparaison en tout cas avec ce qu'on constatait à l'époque dans les autres grands pays industrialisés, y compris ceux qui avaient une réputation établie de sagesse. A la suite de quoi, comme on le sait, devait succéder, pendant les vingt-deux premiers mois du septennat de M. François Mitterrand, un gâchis encore plus grand – et donc plus difficilement réparable – que celui auquel s'était livré son prédécesseur dès la fin du règne de Georges Pompidou (1). M. Mauroy et M. Delors, qui avaient eux-mêmes décidé ou laissé faire ces débordements, se sont ensuite employés à les contenir, non sans recourir parfois à des artifices et à des dissimulations pures et simples, dont on verra ce que feront M. Fabius (qui poussa lui-même beaucoup à la roue quand il faisait ses premières armes au ministère du budget, où il s'installa dès le printemps de 1981) et M. Pierre Bérégovoy (qui arrive sur ce terrain avec une meilleure réputation qu'il lui reste à confirmer ou à perdre).

Ce bref rappel vise seulement à montrer que le premier responsable d'une situation budgétaire maîtrisée, ou au contraire débridée, n'est autre que le gouvernement en place. Il n'empêche que la France, comme les autres pays, est aux prises avec un certain nombre de phénomènes que la crise ouverte au début des années 70, avec la fin des taux de changes fixes et l'instabilité monétaire généralisée à laquelle on s'est résigné, a beaucoup contribué à déclencher, tout en rendant la solution des problèmes posés à la limite impossible.

Un certain nombre d'études publiées depuis quelques années par l'OCDE, notamment sous la plume d'un économiste français, M. Jean-Claude Chouraqui, aide à dégager les grandes lignes de force à la fois grâce aux matériaux statistiques et aux essais d'interprétation (dont nous nous éloignerons sur plusieurs points) fournis (2). Deux phénomènes dominent tous les autres, par leur généralité et par leur ampleur. Ils sont illustrés par nos deux tableaux.

Dans les grands pays industriels, les dépenses publiques représentent en moyenne environ 40 % du PIB contre environ 30 % en 1970.

Pourcentage des recettes et des dépenses publiques par rapport au PIB

		1970	1975	1980	1981	1982	1983
ETATS-UNIS	Recettes publiques	30,5	38,2	31,8	32,4	31,6	31,5
	Dépenses publiques	31,6	34,4	33	33,3	35,4	35,4
FRANCE	Recettes publiques	39,8	41,3	46,8	47,7	48,7	48,8
	Dépenses publiques	34,7	39,2	43,2	46,1	47,7	48,6
ALLEMAGNE	Recettes publiques	38,4	42,6	44,5	44,8	45,4	45,1
	Dépenses publiques	32,6	43,3	42,8	44,3	44,9	44,3
ROYAUME-UNI	Recettes publiques	40,2	40,1	40,6	42	43,2	42,1
	Dépenses publiques	32,1	39,6	41,3	42,6	43,1	43,2
ITALIE	Recettes publiques	30,3	31,2	38,2	39,6	42,2	45,5
	Dépenses publiques	31,7	38,3	41,8	46,4	49,4	51,4
ENSEMBLE DES SEPT GRANDS (les mêmes + six pays et le Canada)	Recettes publiques	31,4	32,5	35	35,9	36	36,2
	Dépenses publiques	29,1	34,2	34,9	36,1	37,8	38,1

Source : OCDE.

Plusieurs de ces chiffres appelleraient un long commentaire. Certaines années, par exemple, le chiffre des dépenses est nettement inférieur à celui des recettes publiques (prélèvements obligatoires plus reveaus du domaine public) pour certains pays sans que cela se traduise par un excédent correspondant au solde des opérations des administrations (voir l'autre tableau). Ce qu'il faut retenir de ces séries statistiques, comme de beaucoup d'autres, c'est d'abord une tendance. Elle est claire.

Du début des années 70 à 1983, les besoins d'emprunts des grands pays industriels pour financer leurs déficits publics respectifs sont, en moyenne, passés de 0,5 % à plus de 4 % du PIB.

Besoins de financement des administrations publiques (Etat, collectivités locales et Sécurité sociale) en pourcentage du PIB

	1970	1975	1980	1981	1982	1983
ÉTATS-UNIS	1,1	4,2	1,2	0,9	3,8	3,9
FRANCE	0,9	2,2	+ 0,2 (1)	1,8	2,6	3,2
ALLEMAGNE	0,2	5,7	3,1	3,8	3,5	2,7
ROYAUME-UNI	3	4,5	3,5	2,8	2,1	3,7
ITALIE	5	11,7	8	11,9	12,7	11,8
Ensemble des sept pays industriels (les mêmes plus le Japon et le Canada)	0,5	4,3	2,4	2,5	4	4,1

(1) Cette année-là (1974), l'ensemble des administrations publiques françaises avaient été en excédent et avaient donc fourni des ressources au marché au lieu d'en retirer.

Le premier est la croissance des dépenses publiques, dont la proportion moyenne, pour les sept plus grands pays industrialisés de monde à économie de marché, est passée, disons, d'un peu moins du tiers du PIB au début des années 70 à près des deux cinquièmes aujourd'hui.

A quoi est due, pour l'essentiel, cette progression ? Si l'on s'attache à l'évolution de l'ensemble des dépenses des administrations publiques, terminologie consacrée pour désigner à la fois les dépenses de l'Etat proprement dit (appelé « gouvernement central » dans les documents rédigés en anglais), celles des collectivités locales et celles de la Sécurité sociale, on s'aperçoit que les deux sources les plus importantes auront été : les budgets de protection sociale, et notamment l'indemnisation des chômeurs, et le service de la dette, laquelle, en France, représente désormais près de 10 % du total des dépenses de l'Etat, et environ 2 % du PIB.

On en arrive ainsi au deuxième phénomène, qui est l'augmentation des déficits passés globalement, pour les sept pays en question, de 0,5 % du PNB au début des années 70 à plus de 4 % aujourd'hui, après avoir déjà excédé ce pourcentage lors de la récession de 1975.

Les experts, notamment ceux de l'OCDE, croient pouvoir distinguer deux sortes de déficits. L'un, qu'ils qualifient de « conjoncturel », est en quelque sorte le déficit subi, dû à la fois à l'augmentation des dépenses liées à la crise (indemnités de chômage en premier lieu) et à la diminution des recettes fiscales, dont une partie tient au ralentissement de l'activité mais une autre à la baisse de l'inflation. Cette dernière remarque, soulignons-le en passant, illustre l'extrême difficulté de démêler le sain du pathologique en période d'instabilité monétaire.

Quant à l'autre sorte de déficit, ils l'appellent « structurel », en ce sens qu'il tient aux décisions délibérément prises par les pouvoirs publics. Distinction subtile et finalement assez floue, car la fixation du niveau d'indemnisation du chômage est bien une décision, et pas seulement un phénomène subi. Selon les économistes de l'OCDE, les Etats-Unis seraient désormais à peu près seuls à avoir encore un important déficit « structurel ». Les politiques de redressement menées ailleurs depuis quelques années seraient parvenues à l'éliminer ou à le réduire. C'est ainsi que la Grande-Bretagne de Mme Thatcher et l'Allemagne de M. Kohl seraient en excédent si on faisait abstraction du déficit dit conjoncturel. La France, elle, serait, d'après le même calcul, en léger déficit (pas plus de 1 % du PNB).

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 22.)

(1) M. Giscard d'Estaing était ministre de l'économie et des finances avant d'accéder à l'Elysée en mai 1974.

(2) M. Jean-Claude Chouraqui vient de publier dans la revue *Banque* un article (numéro de juillet-août nº 441), résumant excellemment les travaux qu'il a fait paraître au cours des dernières années dans les revues spécialisées de l'OCDE, dont il dirige la section de politique monétaire et budgétaire.

L'Allemagne chasse la déprime

A l'image du docteur Knock les chefs d'entreprises allemands considèrent volontiers la bonne santé de l'économie nationale comme un état précaire qui ne présage rien de bon. La moindre bise un peu fraîche les porte au pessimisme. A l'automne 1982, ils avaient favorablement accueilli l'arrivée au pouvoir des chrétiens-démocrates. De fait, après trois ans de légère récession, de 1980 à 1982, on assista, à partir du deuxième trimestre 1983, à un retournement de conjoncture provoqué pour l'essentiel par le redémarrage de l'investissement. La reprise américaine aidant, tous les espoirs semblaient permis.

L'Allemagne commença donc l'année 1984 dans la bonne humeur. Les instituts de recherche économique, qui, nombreux comme nulle part ailleurs en Europe, reflètent fidèlement les états d'âme des industriels et des négociants, prévoyaient pour l'année en cours un taux de croissance du produit national brut (PNB) de 3 %, voire davantage, contre seulement 1,3 % en 1983.

Puis, brutal, un changement de climat apparut en mars : la détérioration des relations sociales, prélude à la grève pour les trente-cinq heures, combinée à une désaffection certaine à l'égard du chancelier Kohl, de son équipe et de sa politique, engendrèrent le doute. A lire ce qui s'écrivait alors, c'était presque à croire que la reprise avait fait long feu. Consciencieusement, les instituts corrigèrent leurs prévisions à la baisse : la croissance en 1984 n'excéderait pas 2,5 % et serait ramenée à 2 % en 1985.

Cependant les réflexions de l'été sur les résultats plutôt réconfortants pour le patronat d'une grève loupée, ainsi qu'une très bonne conjoncture en juillet, ont à nouveau chassé la déprime. Le graphique de l'IFO (1) illustrant l'opinion des chefs d'entreprise sur l'évolution de la situation, après avoir montré une courbe fortement descendante depuis la fin de l'hiver, pointe de nouveau vers le haut. Des voix s'élèvent pour dire que les choses ne vont pas si mal. *« Mes collègues croient à un plafonnement de la reprise. Plus optimiste qu'eux, je suis convaincu qu'il y aura une progression sensible de la production, des profits et de la croissance en 1984 »*, nous confie M. Wegner, qui appartient au comité directeur de l'IFO.

Au début de l'année, le ministère de l'économie, plus prudent que les instituts privés, tablait sur une croissance de 2,5 %. Ses experts désormais croient à l'évidence que la performance sera meilleure. Au cours du premier semestre, en rythme annuel, la progression du PNB a atteint 2,2 %, alors que, du fait de la grève, elle n'a pas dépassé 0,5 % durant le deuxième trimestre. *« Il ne sera pas difficile dans ces conditions d'atteindre et même de faire mieux que 2,5 % »*, admet-on avec modestie du côté officiel.

Des atouts impressionnants

Le tableau de bord de l'économie allemande, tel qu'il se présente en cette fin d'été, ne semble pas effectivement devoir réserver de mauvaises surprises. Les atouts sont impressionnants : un boom spectaculaire des exportations, une progression toujours plus satisfaisante des investissements, une inflation presque nulle (1,7 %), des taux d'intérêt que la politique menée par le gouvernement a réussi à décrocher de cinq ou six points des taux américains, des finances publiques très largement assainies. Côté faiblesses, il faut retenir une consommation trop stagnante, la mauvaise situation du bâtiment et surtout un chômage que l'on ne parvient pas à réduire.

Les résultats – et les prévisions qui les accompagnent – publiés sur les exportations varient d'une semaine sur l'autre, témoignant d'une demande étrangère en constante et rapide expansion. La progression pour les sept premiers mois de l'année par rapport à la période correspondante de 1983 est supérieure à 12 % et elle a atteint près de 20 % en juillet.

La reprise américaine est largement à l'origine du phénomène. Les ventes aux Etats-Unis, qui, il est vrai, ne représentent que 8 % du total des exportations allemandes, ont progressé de près de 60 % au cours du premier semestre, de même que celles vers le Canada. Succès méritant d'être signalé : les exportations vers le Japon ont augmenté, elles, de 33 %.

Les affaires ne sont pas aussi florissantes avec les partenaires de la Communauté, qui représentent actuellement la moitié des débouchés ouest-allemands. Les exportations vers les autres pays du Marché commun n'ont crû « que » de 12 %.

La reprise, le réveil de l'industrie allemande, nourrissent aussi un fort courant d'importations si bien qu'au total, au stade actuel des prévisions, l'excédent de la balance commerciale ainsi que celui, toujours plus faible, de la balance des paiements courants, devrait se situer à un même niveau, ou un peu au-dessus de celui-ci, il est vrai très confortable, atteint en 1983 (50 milliards de deutschemarks d'excédent commercial). On notera au passage que l'économie française ne profite pas autant qu'on pourrait l'espérer de l'appel d'air venu ainsi de République fédérale. La part des produits français dans l'ensemble des importations allemandes est en diminution par rapport à 1983.

Les investissements progressent à un rythme annuel de l'ordre de 5 %. *« L'industrie allemande, qui, sérieusement attaquée par les Japonais, les Américains et d'autres, a connu une mauvaise passe en 1980-1982, résiste avec succès et se dote des moyens de production les plus modernes »*, explique M. Baumann, un des responsables de la BDI (le patronat allemand). Il met en relief le redressement spectaculaire de l'industrie automobile ainsi que celui, en cours, de la filière électronique.

Autre témoignage de ce que M. Wegner appelle en plaisantant *« le masochisme économique allemand »* : il est souvent de bon ton, outre-Rhin, de faire état d'un affaiblissement structurel de l'industrie allemande, du retard pris en particulier dans les secteurs de pointe. Si retard il y a eu, il est en large partie rattrapé. M. Baumann souligne que depuis le début 1983 la demande de produits électroniques allemands, tant interne qu'externe, dépasse chaque mois, régulièrement, de plus de 20 % le niveau atteint une année plus tôt. Siemens, Nixdorf, se sont éveillés. Les très nombreuses entreprises de haute technologie, souvent des PME installées surtout dans le sud, au Wurtemberg et en Bavière, sont aussi performantes que leurs illustres concurrentes de la Silicon Valley.

« Bref », conclut M. Baumann, *« les carnets de vente sont bien remplis dans toutes les branches. »* Autre élément de nature à vivifier l'activité au cours des mois à venir : la volonté des industriels, en particulier de ceux de l'automobile, de rattraper le temps perdu durant les sept semaines de grève. Ici personne ne doute qu'ils y parviendront. BMW et VW ont travaillé en juillet et en août. Résultat de cet ensemble de facteurs : les chiffres de la production industrielle de juillet sont excellents et, nous dit-on *« août sera encore meilleur »*. On est certain du côté officiel que la production industrielle dépassera cet automne le niveau-record qui remonte il est vrai à janvier 1980.

Chômage persistant

Mais investissements industriels et exportations cumulés ne représentent que 13 % du PNB. Transformer la reprise en véritable expansion exigerait une revitalisation de la demande privée et de celle de l'Etat. Un effort dans ce sens est absolument nécessaire si l'on veut enfin réduire le chômage, insistent tant M. Roth, qui est responsable des questions économiques au sein du Parti social-démocrate (SPD), que M. Markmann, un des experts de la DGB, la grande centrale syndicale.

La RFA compte toujours entre 2 millions et 2,2 millions de chômeurs, soit 8,5 % de la population active et sur ce front les perspectives paraissent bouchées : un institut de recherche de Berlin prévoit toujours 2 millions de chômeurs à l'horizon 90. Les salaires réels augmentent à peine ; la très faible progression de la consommation (1 % en 1983, 1 % prévu en 1984, 1,5 % en 1985 alors qu'elle atteindra 5 % cette année aux Etats-Unis) n'a été possible qu'en prélevant sur l'épargne.

Les sociaux-démocrates crient casse-cou et déplorent que la reprise, les profits accumulés par les entreprises, l'assainissement de la situation des finances publiques, la quasi-disparition de l'inflation, n'incitent pas le gouvernement à infléchir sa politique, avec la volonté d'enfin combattre le chômage. M. Roth trouve préoccupante une croissance, au demeurant selon lui insuffisante, si dépendante des exportations. *« Que se passera-t-il le jour où le mark se revalorisera par rapport au dollar et où l'industrie allemande verra sa compétitivité réduire ? Que se passera-t-il si l'essoufflement de la croissance se confirme aux Etats-Unis ? »*, interroge-t-il.

De telles critiques laissent de marbre les milieux officiels. *« Un dollar dont le cours reviendrait à 2,5 DM au lieu de 2,9 aujourd'hui ne nous gênerait pas. Le ralentissement constaté actuellement aux Etats-Unis n'est-il pas en quelque sorte la normalisation de la croissance ? Nous avons plus de défense, plus de ressources qu'auparavant pour faire face le cas échéant à une détérioration de la situation américaine »* commente un haut fonctionnaire. La réduction des taux d'intérêt, la stabilisation des prix, témoignent à ses yeux du succès de la politique conduite depuis deux ans. Il devrait rendre possible un redémarrage progressif de la demande, et cela d'autant, ajoute notre interlocuteur, que l'incertitude qui a précédé et accompagné la période de grève a disparu.

Au demeurant, le gouvernement ne reste pas les bras croisés : il a décidé d'appliquer un plan d'allégement fiscal en deux étapes : 10 milliards de marks en 1986 et 8 milliards en 1988. Les syndicats, des instituts tel l'IFO, l'incitent à déclencher ce processus dès 1985. La réponse de M. Stoltenberg, le ministre des finances, a été jusqu'à présent négative. En vérité, les dirigeants allemands sont convaincus que les conditions d'une croissance longue sont désormais rassemblées dans leur pays.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Institut fur Wirdshafts Vorschung de Munich.

LE CONGRÈS DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DES FINANCES PUBLIQUES A INNSBRUCK

Deux raisons pour tenir en suspicion les déficits budgétaires

Par RÉMY PRUD'HOMME (*)

L'INSTITUT international de finances publiques est une société savante regroupant environ huit cents spécialistes (universitaires, banquiers, fonctionnaires, etc.) de finances publiques. L'Institut vient de tenir à Innsbruck son congrès annuel sur le thème : finances publiques et endettement public. Une quarantaine de communications ont été présentées, commentées et discutées par plusieurs centaines de participants venus d'une trentaine de pays. Au premier rang d'entre eux figurait M. de Larosière, le patron du FMI. Quelles conclusions peut-on tirer de ces débats ?

La plus importante n'est pas très originale : l'endettement public – et les déficits publics qui l'alimentent – peut devenir et est sans doute devenu excessif. Il en va de l'emprunt comme de l'alcool : à petite dose, c'est un stimulant agréable ; en grande quantité, c'est un poison mortel. La dose optimale d'endettement (et de déficit) varie selon les nations, de même que la dose optimale d'alcool varie selon les individus. Il y a des systèmes monétaires et financiers plus robustes que d'autres, comme il y a des organismes plus résistants que d'autres. C'est pourquoi il est difficile de dire, pour un pays donné à un moment donné, si la dose est dépassée.

Ce qui est sûr, c'est qu'elle a beaucoup augmenté depuis dix ans. Dans les sept grands pays industriels, l'endettement de l'Etat (« gouvernement central » selon la terminologie anglo-saxonne internationalement reconnue) représentait en moyenne 22 % du PNB en 1974 : il atteint 41 % en 1983. Dans certains autres pays industriels, comme la Suède ou la Belgique, et dans la plupart des pays en voie de développement, les augmentations sont encore plus impressionnantes.

Ces chiffres bien connus, cependant, ne racontent qu'une partie de l'histoire. A la dette des gouvernements centraux, on peut ou on doit ajouter la dette des autorités locales, des entreprises publiques et des fonds de retraite publics. Plusieurs communications ont jeté une lumière intéressante sur ces composants souvent négligés de la dette publique, ou pour mieux dire de la dette du secteur public.

La dette des collectivités locales (et des Etats dans les pays fédéraux) est presque aussi importante que celle de l'Etat – ou plutôt était, car elle a presque partout (sauf en France) augmenté moins vite que la dette de l'Etat. Elle pose un problème délicat : comment concilier la liberté de ces collectivités locales avec la nécessité d'une politique de la dette publique globale ?

La dette des entreprises nationalisées est également considérable, et en augmentation rapide, dans la plupart des pays du monde. En 1982, le déficit de ces entreprises s'élevait en moyenne à 3,5 % du PNB dans les pays développés et à 5,5 % du PNB dans les pays en voie de développement. Une partie de ce déficit est comblée par des subventions de l'Etat – subventions qui contribuent à creuser, d'une façon souvent décisive dans les pays en voie de développement, son déficit budgétaire. L'autre partie est empruntée. Malheureusement, les données disponibles sur cette dette « extra-budgétaire », comme on l'appelle parfois, sont souvent rares et douteuses.

Les retraites sont-elles assimilables à la dette publique ?

Faut-il considérer comme une dette publique les sommes que les gouvernements centraux ou locaux auront à payer dans le futur au titre des retraites ou des soins médicaux ? D'un côté, on peut dire que les droits à retraite ou à pension ne sont pas négociables comme des bons du Trésor. D'un autre côté, promettre à un fonctionnaire une retraite dans vingt-cinq ans ou lui donner un titre payable dans vingt-cinq ans, cela revient au même, et pour lui (qui aura un revenu) et pour l'Etat (qui honorera des engagements moraux ou juridiques).

On sait du reste – beaucoup d'études empiriques l'ont montré – que ces droits sont perçus comme des avoirs, des créances, par les ménages, et influencent leurs comportements d'épargne et de travail. La question de savoir s'il faut les inclure dans l'évaluation de la dette publique n'est pas mineure : le montant (difficile à estimer) de ces droits est énorme et représente plusieurs fois le montant de la dette publique ordinaire.

La notion de dette publique est donc susceptible d'interprétations plus ou moins larges. De plus, la dette publique d'un pays donné à un moment donné ne se caractérise pas seulement par le chiffre de son montant : importent également la nature des créanciers (nationaux ou étrangers), le taux des emprunts (bas ou élevés, indexés ou non indexés), la longueur des échéances (à court terme ou à long terme). La « dette publique » d'un pays ne s'apprécie pas à l'aide d'un seul chiffre, parce que la notion a plusieurs dimensions. Les analyses de l'impact de la « dette publique » doivent donc être prudentes.

Le recours à l'emprunt n'est pas condamnable en soi. Il a au contraire deux avantages, deux justifications, majeures et du reste classiques. La première, c'est qu'il est une façon toute naturelle d'étaler dans le temps le poids d'investissements qui vont produire des fruits pendant de nombreuses années. Emprunter à long terme pour construire des routes, des écoles ou des centrales nucléaires – éléments de capital qui vont produire des biens ou des services pendant longtemps – est tout à fait souhaitable et orthodoxe. Toutes les entreprises privées bien gérées le font. Ne pas emprunter à cet effet serait ne pas avoir confiance dans l'avenir.

Certains économistes calculent la valeur du capital public (écoles, ponts, musées) ainsi constitué, et la déduisent de l'endettement public, pour faire apparaître un endettement net qui est moins impressionnant que l'endettement brut. Mais la question qui se pose ici est : faut-il étendre la notion de capital au capital humain ? Les dépenses courantes d'enseignement ou de recherche, notamment, peuvent-elles être assimilées à des dépenses d'investissement et légitimement financées par l'emprunt ?

Les déficits « structurels »

La deuxième justification de l'emprunt et du déficit budgétaire, on le sait depuis Keynes, c'est qu'ils relancent la demande globale. Dans une économie en récession, où le capital et la main-d'œuvre sont sous-employés, un déficit budgétaire est généralement souhaitable et il doit en principe se résorber de lui-même (en engendrant une augmentation de la production, qui engendrera des recettes fiscales supplémentaires). Cette justification du déficit reste fondée. Elle explique assez bien le succès de Reagan. Les économistes continuent à broder sur ce thème et à se demander, par exemple, s'il faut préférer un déficit créé par l'augmentation des dépenses à un déficit obtenu grâce à la réduction des impôts.

Malheureusement, le déficit et l'endettement publics ont également de lourds inconvénients, auxquels on est plus sensible qu'autrefois. Tout d'abord, les déficits sont de plus en plus durables. Les vertueux déficits keynésiens étaient conjoncturels, et donc temporaires. Dans beaucoup de pays, et notamment aux Etats-Unis (mais sans doute pas en France), les déficits d'aujourd'hui sont structurels. A législation fiscale constante et à dépenses données, le retour de l'économie à un niveau de plein emploi ne supprimerait pas le déficit. La justification anticyclique de ces déficits-là disparaît.

Deuxièmement, les emprunts qui financent les déficits se font parfois au détriment des emprunts qui financent les investissements privés. L'accord des économistes n'est pas complet sur la réalité ou l'importance de cet « effet d'éviction ». On sait qu'il joue par l'intermédiaire des taux d'intérêt. Pour placer des emprunts de plus en plus importants, les gouvernements sont amenés à offrir des taux de plus en plus élevés, qui finissent par éliminer un certain nombre d'investissements privés, annulant ou réduisant ainsi l'effet de relance anticyclique du déficit. Le cas des Etats-Unis illustre bien cette thèse : il n'est pas douteux que le déficit considérable actuel et projeté du budget fédéral contribue à l'élévation des taux d'intérêt.

De la même façon, les déficits sont souvent susceptibles de contribuer à l'inflation. La hausse des taux d'intérêt est en soi un facteur d'inflation par les coûts. Mais surtout, lorsque le secteur public place ses emprunts auprès de la banque centrale ou auprès de l'étranger, ce qui est fréquent, notamment dans les pays en voie de développement, il y a création de monnaie. Cette création de monnaie est, toutes choses égales par ailleurs, inflationniste. L'inflation peut du reste être désirable du point de vue des finances publiques : elle lève sur les détenteurs de monnaie un « impôt inflationniste » discret.

Même si les déficits avaient plus d'avantages que d'inconvénients, ce qui est douteux comme on vient de le voir, on ne pourrait pas forcément en dire autant de l'endettement qu'ils engendrent ; les emprunts publics donnent lieu à paiements d'intérêts, et à remboursements. Il ne suffit pas de regarder l'impact à court terme des déficits ; il faut aussi s'intéresser à l'impact à moyen ou à long terme des dettes accumulées. Il est inquiétant. Le poids des intérêts de la dette dans les dépenses publiques et dans le produit national augmente rapidement. Cela est vrai en France, mais cela l'est bien davantage dans la plupart des autres pays.

A terme, pour payer ces intérêts, il faudra bien ou augmenter les impôts ou réduire les autres dépenses publiques. Là est peut-être le véritable « effet d'éviction » entraîné par l'endettement public. Il est d'autant plus grave que le taux de croissance économique est faible (ce qui est le cas) et que les taux d'intérêt sont élevés (ce qui est également le cas). Et il est aggravé par l'augmentation des retraites à servir aux fonctionnaires. C'est pourquoi M. de Larosière a plaidé en faveur de la rigueur et de la réduction des déficits budgétaires.

Bien d'autres problèmes ont été abordés. On en soulignera deux : ceux que pose l'indexation des dettes publiques, ceux que pose l'internationalisation des marchés de capitaux. Faut-il indexer les dettes, et distinguer entre un taux d'intérêt réel et un ajustement monétaire, ainsi qu'on l'a fait au Brésil, en Israël et (d'une façon très limitée) en Italie ? Plusieurs théoriciens le pensent. D'autre part, il est impossible d'analyser les problèmes de l'endettement public dans le cadre d'une économie fermée, à une époque où beaucoup d'emprunts sont souscrits à l'étranger (c'est presque la règle pour les pays en voie de développement), où les taux de change se modifient fréquemment et où les taux d'intérêt sont interdépendants. A cet égard, l'évolution de la dette publique des Etats-Unis, par l'impact qu'elle a sur les taux d'intérêt, nous concerne tous. Comme le disait le professeur Allan Peacock dans l'allocution de clôture du congrès, il n'est pas facile de dormir dans le même lit qu'un éléphant agité.

(*) Professeur à l'université de Paris-XII.



UN PHÉNOMÈNE EN VOIE D'ÉLUCIDATION

La reprise de la consommation d'énergie en France

CHEZ Gaz de France, c'est la divine surprise : *« Au premier semestre nos ventes ont augmenté de 10 % dans l'industrie, nous avions prévu + 3 %*, jubile la direction. *Ça s'explique mal. Ce ne sont pas des transferts. Et les indices généraux d'activité restent médiocres. Pourtant les résultats sont là. Dans certains secteurs on a fait des pointes à + 20 %. »*

Les « électriciens », modestes mais fiers quand même, n'en reviennent pas non plus. Les ventes à la grande industrie (haute tension) qui baissaient en moyenne de 0,2 % par an depuis 1979 ont brutalement repris depuis la fin de l'an passé : + 8,2 % en données brutes, + 4,3 % en données corrigées pour tenir compte des effets saisonniers. Et les livraisons aux secteurs domestiques se portent mieux que jamais (+ 9,7 % en données brutes, + 7 % en données corrigées). EDF espère même, sans oser trop le dire, parvenir, cette reprise aidant, à terminer l'année proche de l'équilibre financier.

Seule fausse note dans ce concert, les « pétroliers », qui continuent de faire la grimace, en reconnaissant toutefois que les ventes de carburants et surtout de gazole montrent des signes encourageants de raffermissement. Pour le reste, une dégradation moins rapide que par le passé est une piètre consolation.

Les chiffres parlent. L'Observatoire de l'énergie, chargé de suivre pour l'administration l'évolution des consommations d'énergie, est formel : *« Il s'est passé quelque chose à la fin de 1983. »* La diminution constante depuis 1980 de la consommation d'énergie primaire *(voir encadré)* a cessé. Au cours des sept premiers mois de l'année, la consommation a progressé de 1,8 % au total en données corrigées des effets climatiques, alors que l'an passé à la même époque la baisse atteignait 3,2 %.

Cette reprise, très nette au premier trimestre, s'est bien atténuée en avril-mai, mais la tendance actuelle correspond à une augmentation de 1 % à 2 % de l'ensemble des énergies primaires et *« il y a peu de chances que l'année 84 soit inférieure à 83 »*, assurent les spécialistes. Le retournement est d'importance. Ce serait la première fois depuis le second choc pétrolier que la consommation d'énergie augmenterait en France.

Certes le phénomène est général : les dernières prévisions publiées par la CEE pour 1984 font état d'une augmentation globale de la consommation en Europe pour la première fois depuis cinq ans. Mais le fait est d'autant plus surprenant en France que la reprise générale de l'économie y est, c'est le moins qu'on puisse dire, infiniment moins marquée que chez l'ensemble de ses partenaires.

Le retournement est en outre notable car il touche toutes les énergies. L'augmentation est particulièrement sensible dans le gaz et l'électricité, où on est passé d'une hausse moyenne des consommations de 2 % l'an passé à un rythme corrigé des variations climatiques de 4 % à 5 % (respectivement 5,1 % et 6,2 % pour les sept premiers mois) ; mais on note également une moindre régression de la demande de produits pétroliers (de – 8 % à la fin de l'an passé à – 4 % environ actuellement) et de charbon (de – 15 % au quatrième trimestre 1983 à une quasi-stagnation aujourd'hui).

Enfin, fait remarquable, cette *« reprise »* ou cette moindre dégradation touche aussi bien les consommations du secteur industriel – gaz (+ 10,3 %), électricité haute tension (+ 4,3 %) – que celles des usagers domestiques : électricité basse tension (+ 6,7 %), gaz (+ 8,1 %), carburant auto et gazole (+ 1,6 % et + 4,2 %) et même le fuel domestique (– 4,3 %).

Le comportement

Comment expliquer le changement ? Tâche ardue. Les opérateurs pour la plupart avouent une relative perplexité. Le fait est qu'on n'explique pas tout. Pour les usagers domestiques où la reprise a démarré quelques mois plus tôt (à la fin 1983), une fois éliminés les facteurs démographiques ou d'équipement des ménages – qui n'ont guère varié et d'ailleurs ne jouent pas sur une période aussi courte – de même que les effets du développement du chauffage électrique, lequel du fait de rendements moindres gonfle les consommations individuelles mais ne peut expliquer qu'une partie du phénomène, il faut bien constater un certain relâchement des comportements.

« La motivation des ménages a manifestement diminué. Ils se sentent moins culpabilisés », explique un haut fonctionnaire. La preuve ? L'enquête annuelle réalisée par le CREDOC : en 1984, seulement 47 % des personnes interrogées continuaient de considérer les économies d'énergie comme *« très importantes »* contre 51 % en 1982 et 85 % en 1981 ! Outre la disparition du spectre de la pénurie, l'impact des campagnes de publicité, lancées dès l'an passé par EDF, Gaz de France ou les Charbonnages, a sans doute joué. Ce d'autant que l'effet en était accompagné par une détente sur les prix.

« En 1983, pour la première fois depuis 1979, les prix de l'énergie ont diminué en francs constants », assure l'Observatoire de l'énergie : + 9 % pour l'indice général des prix, + 5,8 % pour celui des tarifs énergétiques. Cela reste vrai depuis le début de l'année, bien que les hausses importantes des carburants en juillet aient largement réduit l'écart entre l'indice général et celui de l'énergie, le premier ayant progressé à la fin de juillet de 7,5 % et le second de 7,1 %.

Le résultat de la nouvelle politique

Dans l'industrie l'explication est différente. Le relâchement des comportements ne joue pas sur une si courte période, l'effort d'économie d'énergie étant assuré par des investissements lourds dont le rythme ne semble d'ailleurs pas s'être ralenti, au contraire. La reprise des consommations de gaz et d'électricité qui, ensemble, fournissent 75 % du total, ne s'explique pas non plus en totalité par les transferts – abandon du fuel lourd – dont la tendance se maintient. Il semble que le redémarrage soit lié, pour l'essentiel, à une reprise – ou un arrêt de la dégradation – de l'activité des secteurs lourds, gros consommateurs d'énergie, qui n'avait cessé de chuter depuis 1975 : sidérurgie, électrométallurgie, chimie lourde (la consommation de gaz des producteurs d'ammoniac a crû de 25 % au cours des sept premiers mois), papier-carton, commerce, etc. *(voir le tableau)*.

Chez Gaz de France, on raconte, pour illustrer le phénomène, l'histoire du rond à béton et de la calculette : *« Moins on produit de ronds à béton et plus de calculettes, moins on consomme d'énergie. Mais le jour où la production de ronds à béton cesse de baisser, parce qu'on a atteint le minimum, la hausse des calculettes fait augmenter la consommation... »*

Dès lors une question se pose. Le renversement de tendance observé depuis la fin de l'an passé est-il durable ? L'année 1983 aurait été, dans cette hypothèse, le point le plus bas et les consommations d'énergie devraient demeurer pour longtemps sur une pente ascendante, même faible. La réponse n'est pas simple. Dans l'industrie le mouvement est très conjoncturel et il y a encore beaucoup de gains à faire sur les consommations unitaires. Les effets des investissements d'économie d'énergie réalisés, grâce aux aides des fonds « grands travaux » successifs qui se sont succédé depuis 1982, commencent en outre tout juste à se faire sentir. *« La tendance à long terme est à la baisse des consommations unitaires »*, assure-t-on à l'Observatoire de l'énergie, *« reste à savoir si le redressement observé dans l'activité des secteurs de base sera ou non durable »*.

Globalement on peut néanmoins compter sur le retour à une quasi-stabilité des consommations industrielles, après des années de baisse continue. Tout dépend donc du secteur domestique. *« Si les prix réels continuent de diminuer, si la démobilisation se poursuit, il y a de fortes chances que 1983 ait constitué le point le plus bas de la courbe »*, assurent les spécialistes.

De fait on ne voit pas très bien ce qui, en l'état actuel, pourrait de nouveau inverser la tendance. Un nouveau choc énergétique ? Improbable, avant quelque temps, sauf catastrophe militaire dans le Golfe, et encore... Des hausses successives de tarifs ? Difficile, compte tenu de la concurrence féroce qui règne entre les producteurs pour accroître ou maintenir leur part de marché.

« Nous sommes surcouverts en énergie, constate un haut fonctionnaire, *Gaz de France et EDF gavent le marché. L'un vend à perte, l'autre joue sur ses tarifs différenciés. Les ventes de charbon sont subventionnées par l'AFME, et les pétroliers se battent aussi. »* Au-delà des facteurs conjoncturels, on peut en effet se demander si cette reprise n'est pas la conséquence la plus évidente de la nouvelle politique énergétique adoptée l'an passé par les pouvoirs publics.

En incitant EDF à accroître ses ventes afin de placer l'énergie nucléaire ; en libérant la politique commerciale de Gaz de France, contrainte elle aussi d'écouler le gaz des contrats signés, et en diminuant de surcroît les fonds destinés aux économies d'énergie, le pouvoir n'a-t-il pas en quelque sorte rouvert la boîte de Pandore ?

VERONIQUE MAURUS.

Variations des consommations par secteur depuis six mois

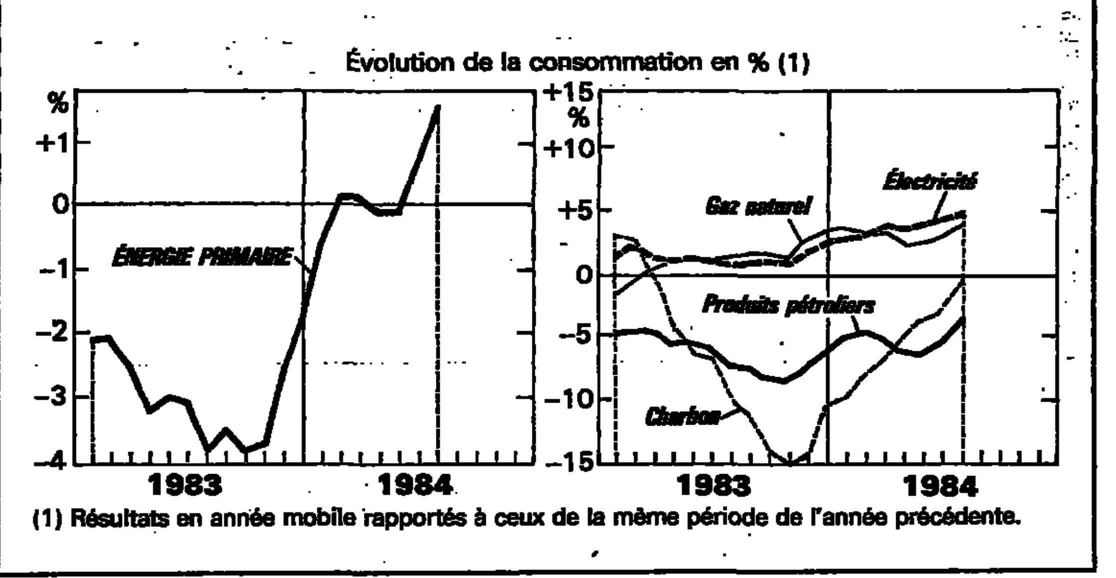
Secteurs	Gaz variat. 1er sem. 84/83	Secteurs	Électricité
– Agro alimentaire	+ 46,7 %	– Industrie pétrolière	+ 9 %
– Métallurgie métaux non ferreux	+ 28,8 %	– Electro métallurgie	+ 7 %
– Engrais	+ 27,1 %	– Première transformation des métaux	+ 7 %
– Papier carton	+ 20,5 %	– Commerce	+ 7 %
– Extraction de minéraux divers	+ 10,8 %	– Services publics	+ 7 %
– Chimie organique	+ 10 %	– Chimie diverse	+ 6 %
– Sidérurgie	+ 9 %	– Sidérurgie	+ 5 %
		– Chimie minérale	+ 4 %
		– Electrochimie	+ 4 %
		– Verre	+ 4 %
		– Transports ferroviaires	+ 4 %
		– Industries alimentaires	+ 3 %
		– Papier carton	+ 2 %

Energie primaire et énergie secondaire

On distingue traditionnellement l'énergie primaire, ou énergie de départ – combustibles solides (charbon) ou liquides (pétrole), hydro-électricité, réaction nucléaire, géothermie, solaire, etc., de l'énergie secondaire, c'est-à-dire l'énergie en fin de circuit, à son arrivée chez l'utilisateur : électricité, gaz, produits pétroliers, etc. La distinction s'impose du fait que l'énergie consommée par l'utilisateur final est l'aboutissement d'une suite d'opérations de transport et de transformation, dont les rendements sont évidemment inférieurs à 1.

Pour obtenir la consommation d'énergie finale, il faut donc soustraire de la consommation d'énergie primaire les pertes liées au transport et à la transformation, ainsi que les consommations propres des producteurs et transformateurs (centrales thermiques, par exemple). Cette correction étant longue et relativement délicate, on ne dispose, mois par mois, pour apprécier l'évolution d'ensemble de la consommation nationale, que des statistiques concernant l'énergie primaire. Pour tenter d'apprécier les consommations réelles des utilisateurs, seuls sont disponibles les chiffres donnés, énergie par énergie, par les producteurs, à partir de leurs livraisons, lesquelles incluent donc les éventuels stockages des utilisateurs.

Évolution de la consommation en % (1)



(1) Résultats en année mobile rapportés à ceux de la même période de l'année précédente.

NOTES DE LECTURE

par ALFRED SAUVY

● SERGE MICHAILOF. – Les Apprentis sorciers du développement. Préface d'Edgard Pisani.

Le ton est rapidement donné par le préfacier, qui dénonce, une fois de plus, les excès commis par « l'agrobureaucratie » (c'est surtout l'Afrique qui est visée) rappelant, de façon quelque peu indulgente, les résultats de l'Inde et de la Chine, montre aux non-techniciens les orientations à prendre, pour vaincre enfin la pauvreté, en quelque sorte incrustée dans les régions rurales.

Entrée vigoureuse dans le sujet, sinon dans l'indignation, par la dénonciation du gaspillage du Concorde, en face des besoins alimentaires de 600 millions d'hommes, puis dénonciation d'une série de « mythes », que, peut-être, il vaudrait mieux appeler simplement *erreurs*. Les cas ne manquent pas.

La clef est partout dans le choix des techniques appropriées, en se défiant des normes occidentales, même dans la façon de compter. Les exemples abondent de transpositions naïves et désastreuses. Rappel, devenu classique, du plaidoyer de Schumacher en faveur du « petit ».

Las, en quelque sorte, de critiquer et de souffrir, nous passons à l'exemple donné par l'Inde et la Chine, peut-être favorisées par leur dimension, mais non exemptes d'erreurs à leur échelle. Le familialisme, si sympathique, de Gandhi semble avoir ignoré les conséquences de la baisse de la mortalité, mais ce facteur est étrangement laissé ici de côté et, du même coup, les aventures de la population chinoise.

Selon une pratique à peu près rituelle, la partie concernant la politique à suivre reprend des critiques antérieures, tout en dénonçant avec vigueur le risque d'un revirement simpliste, en sacrifiant, par exemple, l'exportation aux cultures vivrières. Le milieu juste est difficile à trouver, car il varie dans chaque cas. En tout état de cause, s'impose le relèvement des prix agricoles.

L'étendue du retard (la productivité pour la culture céréalière est parfois cinq cents fois inférieure à celle des Etats-Unis) n'est-elle pas une raison d'espérer ?

Bibliographie étendue, mais rédaction négligée, influencée par l'anglais, non seulement dans le vocabulaire, mais dans les tournures.

★ *Economica*. Paris 1984. 24 cm. 266 pages. 98 F.

● JEAN-PIERRE GIRAN ET ROLAND GRANIER. – Politique de l'emploi.

La réserve manifestée par les économistes universitaires à aborder ce problème, redoutable entre tous, reçoit ici un brillant démenti. Nous nous trouvons, en effet, devant l'étude la plus minutieuse, et peut-être la plus dépourvue de préjugés, qui, à notre connaissance, ait été donnée en langue française. Le souci de voir et de saisir les choses prime, de façon absolue, celui de satisfaire telle ou telle catégorie sociale.

Loin d'être critiquable, la faible attention accordée au facteur, essentiel peut-être qu'est la croissance, est une manifestation de courage scientifique, conduisant les auteurs à examiner la question sous d'autres aspects laissés trop souvent dans l'ombre.

Dès l'introduction, cependant, regrettons que, selon l'optique générale en France, le problème soit défini sur le plan global, ce qui conduit à des jugements arithmétiques d'une extrême ingénuité (le premier ministre, il est vrai...). A l'échelle nationale, les travailleurs ne s'ajoutent pas, mais se complètent.

Une citation opportune de J. Marczewski évoque d'ailleurs la diversité des professions et les préférences. Depuis ce jugement fondamental, le nombre de métiers refusés a, d'ailleurs, largement augmenté.

Ce souci de structure professionnelle ne joue guère, il est vrai, dans l'optique microéconomique, qui domine ici largement. Les professeurs d'Aix-Marseille font preuve d'une maîtrise exceptionnelle, les multiples cas étant examinés avec soin et fidélité. Les subtiles incitations à l'embauche, largement employées en France et ailleurs, sont cependant loin d'avoir donné les résultats attendus. L'attachement désuet au chômage keynésien généralisé, ce sont les généraux qui refont la guerre précédente. Du même coup, le facteur extérieur, qui méritait une place plus importante, est sous-estimé.

L'étude sur l'économie souterraine en France, qui achève le volume, due à Philippe Barthélémy est, elle aussi, la plus approfondie qui ait été donnée. Si fragile est, cependant, la méthode différentielle, en statistique, que le résultat (6,7 % du PIB) ne mérite pas la décimale.

Dans la conclusion, réfléchie elle aussi, nous retrouvons cependant la lacune fondamentale que suggérait la citation de J. Marczewski : à l'échelle nationale, l'emploi n'est pas une fin en soi, mais un moyen de satisfaire les besoins publics et privés. Si le refus du gouvernement de mesurer ces besoins peut, politiquement, s'excuser, par la crainte de résultats... perturbateurs, c'est, il semble, une raison supplémentaire pour les économistes de mettre cette donnée fondamentale en avant.

★ *Economica*. Paris 1983. 24 cm. 950 pages. 95 F.

● XAVIER RICHET (coordinateur ; Lyon-III). – Crises à l'Est.

Le pluriel est de rigueur, tant pour le nombre de « crises » que pour celui des auteurs et celui des pays. Les aventures polonaises (Serge Metais, Université du Maine), sujet délicat entre tous, se présentent sous la forme d'une « fuite en avant » (Gierek 1970), d'abord heureuse dans son audace, puis aboutissant à l'épreuve de 1980. Plus à l'est, l'Écossais Alec Nove s'est quelque peu diverti à imaginer, à la mort de Brejnev, le programme d'un « comité réformateur », qui aboutit inévitablement, à une nouvelle NEP, peu différente de la solution hongroise. Celle-ci a, évidemment, les préférences de l'auteur.

Sont « passées au peigne fin », par M. Drach (Paris-IX), l'URSS et la RDA : la lourde PCE (planification centrale exhaustive) a laissé place, en 1965, à la réforme libérale, suivie d'un retour délicat, en 1981, par abandon de la décentralisation. L'influence de la dimension aurait pu être mise davantage en évidence.

La RDA reste au premier plan, avec B. Petit (Lyon-II), dans ses mésaventures agricoles (en dépit du titre). Les cultivateurs français suivront avec intérêt les normes jugées optimales pour l'élevage.

Et voici la grande attendue, la réforme hongroise (X. Richet, Lyon-III) : un peu déçu, peut-être, le lecteur, malgré une bonne présentation, assortie d'exemples, car le sujet exigeait une plus grande dimension.

La meilleure étude, sans doute (Marie Lavigne, Paris-I) porte sur le COMECON (CAEM). Avantage soviétique du fait de la hausse du pétrole, mais, dans le régime de pénurie permanente (comme le montre, en début de volume, le présentateur), un solde créditeur n'est pas toujours un avantage.

A propos de la Chine (H. Puel, Lyon-II) reviennent « fidèlement », mais de façon un peu décevante pour le lecteur, les débats sur la théorie de la valeur et, par là, les difficultés de fixation des prix.

Les développements mathématiques de R. Tartarin (Nantes) sont suivis de vues remarquables de G. Duchesne (Paris-I), sur l'économie parallèle, en économie soviétique. Apparaissent même les expressions redoutables de *travail obligatoire* et de *chômage classique*, tous deux marginaux évidemment, non mesurés en tout cas.

★ *Presses universitaires de Lyon*. Lyon 1984. 20,5 cm. 227 pages. 90 F.

● JACQUES-ROGER BONNEAU. – La Pratique du droit de l'informatique dans l'entreprise. Les relations entre constructeurs, utilisateurs et conseils.

Comme toute innovation, l'informatique a crée des problèmes juridiques, dont la solution conserve longtemps quelque retard sur la technique. Nous trouvons ici diverses formes de contrat (vente, crédit-bail, prestations intellectuelles, le tout au nom des « dix commandements »), les obligations réciproques, la protection des logiciels contre le redoutable monde des inventeurs sans imagination, les fichiers informatiques, etc.

Glossaire initial, informatique et juridique, où le français est relativement respecté; bibliographie finale et index.

★ *Editions de l'Usine*. Paris 1984. 26,5 cm. 223 pages. 370 F.

● ROBERT DELORME ET CHRISTIANE ANDRÉ. – L'Etat et l'Economie. Un essai d'explication des dépenses publiques en France 1870-1980.

Depuis l'avènement de la IIIe République, plus d'un siècle s'est écoulé, bien plus parcouru et étudié dans ces événements politiques que dans son évolution économique. Le prince, est-il dit dans l'entrée en matière, n'a jamais manqué de conseils, mais les réponses ont été plus rares. Libéraux et socialistes s'accordent, en tout cas, sur l'importance des interventions de l'Etat. Celles-ci ne sont pas, comme on le croit souvent, le résultat de réflexions mûries mais sont dues plutôt à des tensions de diverses origines.

C'est en partant des dépenses publiques, sans toutefois se limiter à elles, que les auteurs ont mené à bien cette remarquable contribution à l'histoire quantitative, dite sérielle. Plusieurs années ont été nécessaires aux deux chercheurs du CEPREMAP pour rassembler les éléments et en dégager les enseignements.

Le rapport de la dépense publique au (ou à la) PIB s'accroît constamment, mais de façon irrégulière. Après l'accumulation des matériaux en première partie, viennent, dans la seconde, les interprétations possibles, puis les rapports de l'Etat avec l'industrie, avec l'agriculture, le travail, l'enseignement. La santé prendra, sans doute, sa place, dans une nouvelle édition, prolongée sur les années 80.

Félicitons les auteurs d'avoir remonté inlassablement aux sources premières, car les séries rétrospectives établies par les finances sont loin d'être toujours homogènes. Pour les prix, aux séries de Mme Singer Kerel auraient dû être préférées celles, moins connues mais plus sûres, de L. Dugé de Bernonville.

Une œuvre de grande portée.

★ *Editions du Seuil*. Paris 1983. 22,5 cm. 764 pages. 260 F.

● ETIENNE KNOOPS, secrétaire d'Etat à l'énergie en Belgique. – Vivre l'énergie. Préface de Gaston Thorn, président de la Commission des Communautés européennes.

Dans sa brève préface, le président de la CEE formule un vœu en faveur d'un marché commun, effectif, de l'énergie, extension, en somme, de l'objectif de Jean Monnet sur le charbon.

L'expérience du pouvoir et de longues études antérieures ont inspiré la rédaction de cet ouvrage, double plaidoyer en faveur du charbon et du nucléaire, alternant l'un et l'autre sur la scène sans ordre rigoureux.

Ce n'est pas *l'Hymne au soleil* de Chantecler qui ouvre la marche, mais une mise au point, presque indulgente, du coût de l'énergie solaire.

Les années dites de crise du pétrole sont décrites de façon sobre et fidèle, mais le souci du présent et de l'avenir prend vite le dessus, appuyé sur une documentation suffisamment solide pour permettre des pointes d'humour : *Le charbon nouveau est arrivé*, fait allusion à la gazéification souterraine, loin d'être encore au point mais technique prometteuse. En attendant, grand soin est pris de dénoncer le coût des subventions conservatrices.

Appelé à son tour « à la barre » ou, du moins, dans le champ, le nucléaire est « dédouané », sans équivoque, quant aux risques (aucun décès jusqu'ici) et félicité, pour les économies de pétrole qu'il permet et les espoirs de fusion de l'atome (vers 2 020, est-il avancé).

Sous-produit peu connu : en six ans, la seule exportation d'études et d'équipements a rapporté au pays 30 milliards de francs (belges) ; une singulière réussite. C'est du nord, aujourd'hui, que nous vient la lumière.

★ *Editions Rossel*. Belgique 1984. 20,5 cm. 187 pages.

La bonne gestion des finances publiques

(Suite de la page 19.)

On reconnaît l'origine « keynésienne » d'une telle analyse, qui conduit à se poser la question suivante : n'y aurait-il pas de bons et de mauvais déficits, le « conjoncturel » pouvant être considéré comme bénéfique, dans la mesure où il pourrait soutenir l'activité au moment où le marché est défaillant ? C'est là une conclusion à laquelle M. Chouraqui, et avec lui un nombre croissant d'économistes, souvent « keynésiens » à l'origine, refusent désormais de souscrire. Et cela à cause de l'irruption sur la scène d'un fait massif que les théoriciens de cette obédience ont longtemps voulu ne pas voir *(voir aussi l'article de Remy Prud'homme sur le colloque d'Innsbruck)*.

Le poids de la dette

Quand le Trésor se présente sur le marché, en offrant aux épargnants bons et obligations, il n'est pas en mesure de distinguer ce qui est le financement d'un déficit conjoncturel et ce qui est le financement d'un déficit structurel. Il doit tout simplement combler une insuffisance de recettes par rapport aux dépenses. Le montant des emprunts de l'année s'ajoutera au total d'une dette publique qui n'a cessé de croître à un rythme accéléré dans la plupart des pays. Voilà comment l'histoire, par son déroulement logique, amène péniblement les hommes à réviser leurs doctrines et leurs grilles d'interprétation. Il y a encore sept ou huit ans, on n'aurait pas trouvé plus d'une poignée d'économistes de renom pour se préoccuper sérieusement de l'accroissement de la dette publique.

Quant à la vertigineuse montée du coût du service de cette dette, elle n'a cessé, et c'est encore le cas aujourd'hui, d'être sous-estimée. Un coup d'œil sur le graphique que nous publions sur les dépassements de dépenses dont s'est rendue coupable l'administration Reagan par rapport aux objectifs triomphalement annoncés en 1981 – recul de l'Etat dépensier – met au jour deux erreurs grossières, l'une qui tient à l'incapacité des experts du Parti républicain (ils sont en l'occurrence en bonne et nombreuse compagnie) de prévoir la hausse des taux d'intérêt et l'autre dont l'origine est à rechercher du côté de leur capacité (également partagée par tous les gouvernements de droite et de gauche) de s'illusionner : combien d'économies annoncées qui furent ou bien rejetées par le Congrès (on aurait dû pouvoir mieux prévoir le seuil de refus politique) ou bien jamais proposées.

Cependant, d'autres pays ont, sur ce chapitre, mieux réussi que M. Reagan, parvenant à stabiliser sinon à réduire la part des dépenses publiques dans le produit national. Tel est le cas de l'Allemagne et du Royaume-Uni. Ces deux pays ont adopté une méthode en gros inverse de celle appliquée à Washington, où l'on a essayé de pratiquer une politique de redressement dans le bonheur par l'abaissement préalable des impôts, dans l'espoir que la reprise économique qui s'ensuivra produira des recettes supplémentaires. La reprise a eu lieu, mais il est bien difficile de déterminer dans quelle mesure cet événement heureux a été favorisé par la diminution de la pression fiscale (qui a bien dû jouer un rôle), et le déficit s'est accru. Mme Thatcher et M. Kohl ont commencé par peser sur les dépenses et augmenter quelques recettes. C'est seulement maintenant, en tout cas en Allemagne, que des réductions d'impôts doivent intervenir.

A quoi donner la préférence ? A une politique visant à la reprise coûte que coûte ? A une politique d'assainissement d'une des sources les plus évidentes de distorsions, le déficit budgétaire ? Au-delà des théories, les faits disposent : les Etats-Unis ont été en mesure d'attirer d'immenses capitaux ; la France ne peut guère compter sur cet élément, sauf précisément à présenter des comptes en ordre.

A cause du poids des emprunts publics, le déficit budgétaire est couramment cité comme une des causes les plus déterminantes de l'élévation des taux d'intérêt. Telle est la thèse, notamment, des plus prestigieux des économistes de Wall Street, auxquels les hommes politiques européens emboîtent le pas. Mais ne pourrait-on soutenir, à l'inverse, que seule une baisse des taux permettrait une réduction des déficits ?

Le maillon manquant

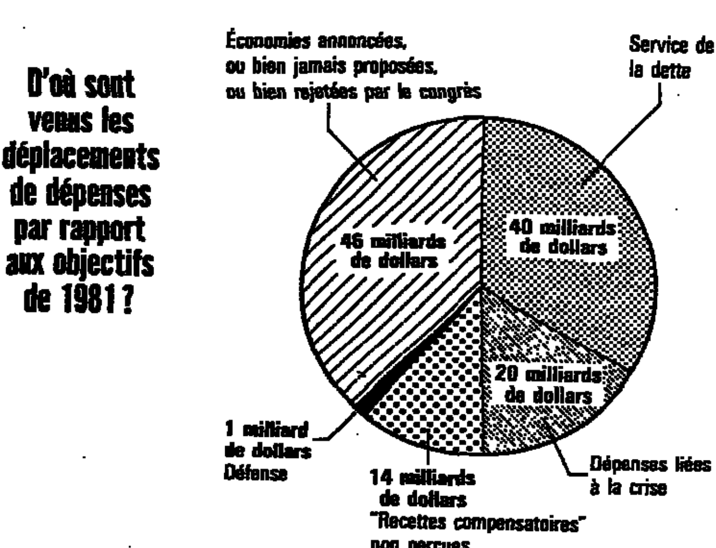
Quand une question posée aboutit à un cercle vicieux, c'est qu'on a oublié un maillon dans la chaîne du raisonnement. La hausse des taux est due au dérèglement financier général que l'instabilité monétaire, provoquant d'énormes déplacements de capitaux, contribue puissamment à aggraver. Sans retour à un ordre monétaire digne de ce nom, il est sans doute vain d'attendre des solutions, autres que temporaires, des problèmes budgétaires : une fois le franc stabilisé par Poincaré en 1927, le pays avait presque instantanément retrouvé, à la surprise générale, l'équilibre de ses finances publiques. Il reste que la vie est une succession de périodes transitoires, et que c'est au gouvernement de rendre le provisoire supportable en ce qui concerne les affaires du budget, qui relèvent directement de sa compétence.

PAUL FABRA.

L'écart entre les objectifs annoncés par M. Reagan (diminution des dépenses publiques et prélèvements fiscaux) et les réalisations

% du PNB
26
25
24
23
22
21
20
19
18
Chiffre atteint
DÉPENSES TOTALES
Écart (Voir graphique ci-contre)
RECETTES
Objectif fixé en 1981
Chiffre atteint
1981 1982 1983 1984 1985 1986

Source : OCDE (rapport sur les Etats-Unis, 1983).



Source : revue américaine *Fortune* (22 août 1983).

هكذا من الاصل

par ALFRED SAUVY

ETIENNE KNOOPS, secrétaire d'Etat à l'énergie en Belgique. – Vivre l'énergie. Préface de Gaston Thorn, président de la Commission des Communautés européennes.

publiques

Le million manquant

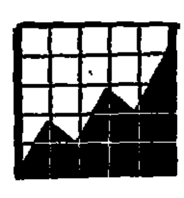
PAUL FABRA

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

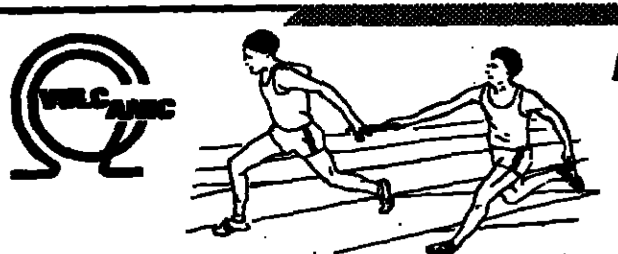
ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/col. TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



A VOUS DE PRENDRE LE RELAIS DANS UNE ÉQUIPE LEADER

Notre expansion appelle notre Directeur Commercial vers d'autres fonctions et nous recherchons en vue de lui succéder à la tête du Service (40 personnes) notre futur:

DIRECTEUR COMMERCIAL

Ayant un tempérament de leader et d'animateur, c'est un vendeur de classe qui, même s'il n'a que 35 ans, a progressé rapidement en montrant l'exemple à son équipe et en la formant. Il sait aussi appliquer une politique et tenir ses engagements d'objectifs.

Une formation Grande École est un atout majeur mais la préférence sera donnée aux qualités intrinsèques et surtout aux capacités d'adaptation à la vente de produits électrotechniques à une très large clientèle industrielle (composants d'équipement de relativement faible valeur unitaire vendus en petites et moyennes séries).

Le soutien d'une organisation administrative moderne et performante lui permettra de consacrer l'essentiel de son temps à la clientèle, au réseau de vente, à la publicité, à la stratégie.

La Société française, cotée à la Bourse de Paris, est appelée à un fort taux d'expansion dans les prochaines années.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous réf. 10-09M à MÉTANIC S.A. - Direction du Personnel - ZI Les Chanoux 48, rue Louis-Ampère - 93330 NEUILLY-SUR-MARNE
Discrétion assurée.

MÉTANIC S.A.
Département VULCANIC

Bleu

Institut de CONSEIL et de FORMATION de haut niveau, de dimension nationale (40 consultants) intervenant auprès des plus grandes entreprises bénéficiant d'une excellente image de qualité

directeur du département informatique-bureautique

Le candidat : de préférence Grande Ecole Scientifique avec quelques années d'expérience de l'informatique et de l'Entreprise.

Le poste, rattaché au Directeur Général : • direction et développement de l'équipe de consultants • gestion du département, centre de profit • développement des activités du département : nouveaux produits, nouveaux clients • interventions personnelles de haut niveau en conseil et en formation dans les domaines informatique et bureautique.

Basé à PARIS, le poste suppose néanmoins de fréquents déplacements.

Nous vous remercions d'adresser les éléments de candidature sous référence INS à :

SCRIBE 4, avenue Hoche 75008 PARIS

Organisation et Publicité



Première chaîne mondiale avec plus de 7 000 restaurants répartis dans 31 pays, McDONALD'S poursuit son implantation en France.

Dans le cadre de notre expansion à Paris, nous souhaitons rencontrer nos FUTURS DIRECTEURS DE RESTAURANT.

• Agés d'environ 25-30 ans, de formation supérieure commerciale (ESC ou équivalent), vous avez une première expérience professionnelle réussie (un débutant motivé peut valablement postuler). De plus, vous parlez l'anglais.

• Après une période de formation théorique et pratique, nous vous confierons la responsabilité de l'un de nos restaurants.

• Votre travail se fera à l'intérieur même de votre restaurant où vous prouverez vos qualités d'homme ou de femme de terrain dans les domaines suivants :
- gestion économique,
- recrutement et animation du personnel,
- marketing,
- exploitation de l'unité opérationnelle.

Nous recherchons des hommes et femmes à fort potentiel, disponibles, rigoureux, ayant le goût des contacts et la volonté de réussir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. GBB/OPE/4 à McDONALD'S FRANCE - 28, av. de Messine - 75008 PARIS.

McDonald's

MEDIA PA

A 30 ANS ... NICE

Directeur de production

de Tonge est le leader du meuble en chêne massif en FRANCE et se développe bien à l'export. La Société, créée en 1976, à un effectif de 140 pers. et des équipements modernes.

Vous prenez en charge toute la production et progressivement les achats. Par vos qualités d'animateur et d'organisateur, vous élevez encore le niveau de performance, avec beaucoup d'autonomie et en partenaire de la DG.

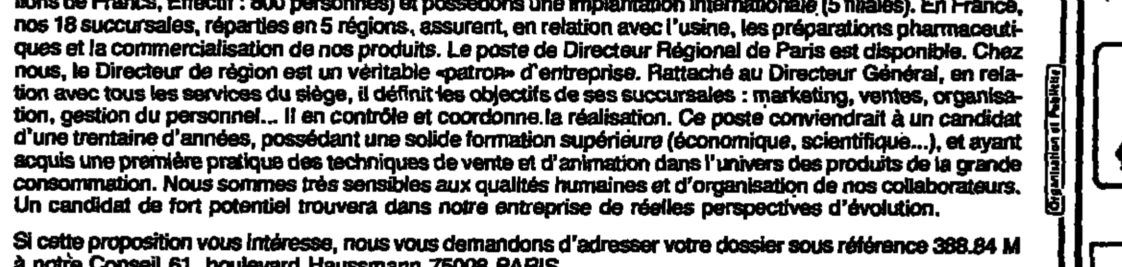
Ingénieur de fabrication, vous avez l'expérience de la conduite d'ateliers en industrie de transformation où la qualité, la productivité et le respect des délais comptent particulièrement.

La rémunération, comme les perspectives de carrière, vous intéresseront.

Merci d'écrire à Françoise GAUTIER qui vous assure toute discrétion. Référence OWM.

SCHNEIDER RECRUTEMENT 55 montée de Choulans, 63323 Lyon Cédex 05.

AFCOREM



directeur régional paris

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

Nous sommes le deuxième laboratoire français dans notre créneau de marché (Chiffre d'Affaires : 230 Millions de Francs, Effectif : 800 personnes) et possédons une implantation internationale (5 filiales). En France, nos 18 succursales, réparties en 5 régions, assurent, en relation avec l'usine, les préparations pharmaceutiques et la commercialisation de nos produits. Le poste de Directeur Régional de Paris est disponible. Chez nous, le Directeur de région est un véritable «patron» d'entreprise. Rattaché au Directeur Général, en relation avec tous les services du siège, il définit les objectifs de ses succursales : marketing, ventes, organisation, gestion du personnel... Il en contrôle et coordonne la réalisation. Ce poste conviendrait à un candidat d'une trentaine d'années, possédant une solide formation supérieure (économique, scientifique...), et ayant acquis une première pratique des techniques de vente et d'animation dans l'univers des produits de la grande consommation. Nous sommes très sensibles aux qualités humaines et d'organisation de nos collaborateurs. Un candidat de fort potentiel trouvera dans notre entreprise de réelles perspectives d'évolution.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 388.84 M à notre Conseil 61, boulevard Haussmann 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité

Usine de tricotage mailles circulaires 50 personnes rech.

SON DIRECTEUR CCIAL

basé à Paris. Pour assurer son développement. Ecrire à N° 4.084, Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.



emplois internationaux

(et departements d'Outre Mer)

INSTRUCTIONAL TECHNOLOGISTS

Nous sommes une multinationale de pointe dans le domaine du conseil en gestion. Pour suivre la constante expansion de notre société et développer nos capacités de formation nous recherchons des « Instructional Technologists » expérimentés.

Ces spécialistes devront concevoir et proposer des outils de formation répondant aux besoins spécifiques.

De divers types d'entreprises dans lesquelles nous intervenons. Ce poste requiert des déplacements intensifs.

La connaissance de l'anglais est nécessaire et celle d'une autre langue européenne souhaitable. La rémunération sera en rapport aux qualifications du candidat.

Veuillez envoyer votre c.v. détaillé avec mention des rémunérations précédentes, sous la référence LT LM 110984 à notre responsable de recrutement.

PAUL SOENEN
METRA PROUDFOOT INTERNATIONAL S.A.
35, square de Meeus,
1040 Bruxelles (Belgique).

CEGID VOTRE SOCIETE

L'ESPRIT D'ÉQUIPE POUR LE RÉSULTAT

CEGID S.A. développe et distribue des produits d'informatique de gestion pour les Experts-Comptables et les PME, et désire associer à sa forte croissance des PROFESSIONNELS DE LA DISTRIBUTION EN INFORMATIQUE DE GESTION pour assumer les fonctions de

Directeurs d'agences

Responsables technico-commerciaux

Ingénieurs commerciaux

La dynamique CEGID intéresse des cadres motivés, connaissant les besoins des Experts-Comptables et désireux de s'impliquer dans une structure évolutive. Les gagneurs bénéficient d'une rémunération élevée permettant d'accéder à la holding financière qui leur est réservée.

Les postes sont à pourvoir à : Paris, Lyon, Aix, Rennes, Nancy, Toulouse/Bordeaux et Lille.

Envoyer lettre manuscrite et motivée + CV + prétentions en indiquant le poste et la ville de préférence à : Alain MUYARD - CEGID S.A. 13 ter, quai Pierre Scize 69009 LYON.

HAVAS CONTACT

FÉDÉRATION NATIONALE DES CENTRES PACT-ARIM recherche pour une de ses unions régionales (Centre-Est)

UN DIRECTEUR RÉGIONAL

pour animer, développer une équipe opérationnelle pour l'amélioration de l'habitat et l'urbanisme.
— 35 ans minimum.
— Diplômes supérieurs.
— Connaiss. gestion.

Mouvement associatif et relations publiques aux administr. départements et régions. La rémunération annuelle sera essentiellement en fonction de la valeur du candidat.

Ecr. à M. Claude CHAUDIÈRES F.N.C. PACT, 4, place Vénétie 75643 PARIS CEDEX 13.

Développement social Roubaix

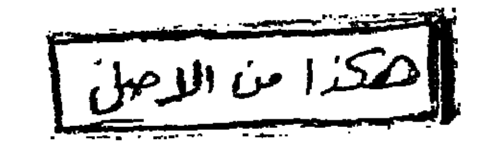
LA MADESC recherche

DIRECTEUR(TRICE)

pour créer une équipe de développement social dans un quartier défavorisé; impulser l'innovation sociale dans l'éducation, la formation, l'action sociale, la culture. Bonne connaissance de la participation des habitants et des institutions locales. 5 ans d'expérience analogue souhaités.

Envoyer c.v. à Ass. MADESC., 137, r. de Flandre 59 Roubaix.







Directeurs régionaux

Paris et Province

SODEXHO :

- Groupe international présent dans plus de 40 pays,
- numéro un de la restauration collective (C.A. : 3,4 milliards de francs, effectifs : 18 000 p.)

recherche pour l'une de ses divisions en France des **directeurs régionaux.**

Basés à Paris ou dans une grande ville de province, ils prendront en charge *la responsabilité d'une région.*

Parfaitement autonomes, ils auront notamment la responsabilité de :

- la gestion d'un centre de profit (90 millions de C.A.),
- la gestion de leur personnel (300 à 500 personnes)

avec pour objectif principal la satisfaction de leurs clients.

Si vous êtes :

- âgé de 30 ans minimum,
- diplômé de l'enseignement supérieur,
- avec une expérience réussie de 5 à 6 ans dans une société de service, à la direction (gestion et commercial) d'une unité importante,

Notre Groupe, en forte expansion (+ 24 %) peut vous offrir de véritables opportunités.

Merci d'adresser lettre manus., C.V., photo et prét. ss réf. PELM 254/DRE à SODEXHO - Serv. Recrutement - B.P. 36 - 78391 BOIS-D'ARCY Cedex.

SODEXHO

MEDIA BA



Parc des Expositions de Toulouse

le directeur

L'activité de cette SOCIETE CONCESSIONNAIRE consiste à gérer le PARC des EXPOSITIONS, à concevoir et à réaliser des FOIRES GENERALES, des SALONS grand public ou spécialisés.

Elle recrute le DIRECTEUR qui, vis-à-vis du Président Directeur Général — appelé à de nombreux déplacements professionnels — sera responsable de la réussite de ses objectifs qualitatifs et quantitatifs.

Il se verra confier l'ensemble de l'ORGANISATION comprenant la coordination, le suivi, le contrôle de toutes les Affaires au plan commercial, technique et gestion. En outre, il gérera lui-même en direct certains PROJETS. Il dirigera un effectif de 35 personnes — dont 6 Cadres — dans cette PME qui pratique la délégation de responsabilités.

Le profil du candidat : être diplômé de l'Enseignement Supérieur ou d'une Grande Ecole économique ou commerciale, avoir déjà vécu une carrière MARKETING VENTES de haut niveau.
Ce poste implique d'être un concepteur, d'avoir des talents d'animateur, de savoir travailler avec l'informatique, d'être «disponible»... d'avoir une dimension de Dirigeant.

Votre dossier sera traité avec une totale discrétion lorsque vous aurez fait parvenir un CV complet avec lettre manuscrite, photo et prétentions salaire, sous la référence M 4071, à Marie-Françoise LAUTREC LEPY, 35 rue des Couteliers 31000 Toulouse.

marie-françoise lautrec lepy
Conseiller d'entreprise Toulouse

média-system

PMI 100 personnes, Filiale de production d'un groupe européen (petit appareillage électrique) recherche, dans le cadre d'une restructuration, son :

Directeur Général

Il aura comme première mission de mettre en place les prix de revient (outil informatique existant) et de réorganiser la production.
Il devra ensuite, proposer et conduire une politique de développement des produits propres de la filiale.

Ce poste conviendrait à un cadre de formation supérieure, de 35 ans minimum, ayant déjà eu, si possible, la Direction d'une unité décentralisée.

Connaissance allemand indispensable.

Lieu de travail : proche grande ville Lorraine.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) en présisant la réf. 145 à :
C.K. 22, rue de l'Assomption 75016 PARIS

CK *Chantal Kenvyn*

LEVI TOURNAY

AGENCE FRANCAISE D'UNE IMPORTANTE BANQUE DE DEPOTS ETRANGERE
recherche

CHEF-CAMBISTE

chargé d'animer et diriger sa Table de Change.

Merci d'adresser vos candidatures sous référence 4313 à :
PIERRE LICHAU SA-BP 220 75063 PARIS Cédex 02

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

FUTUR DIRECTEUR COMMERCIAL

COMPOSANTS ELECTRONIQUES 260 000 F +

Vous avez 30-35 ans environ.

Vos atouts sont : une bonne connaissance de l'électronique professionnelle, une expérience réussie de l'animation d'une force commerciale associée à une gestion solide et rigoureuse.

Vous savez vous impliquer au bon moment sur le terrain et entrainer vos équipes vers des objectifs ambitieux. Diplômé d'une école supérieure de commerce, votre anglais est courant.

Un challenge est à relever dans la plus importante de nos divisions. Groupe international, nous exportons plus de 50% de nos fabrications et avons dépassé le milliard de francs en 83.

Pour poursuivre notre expansion, nous avons besoin d'hommes comme vous.

Merci d'adresser votre dossier accompagné d'une lettre manuscrite sous réf. 4702 M à DESSEIN, 69 rue de Provence, 75009 Paris.

DESSEIN

LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE recherche son

DIRECTEUR DU SERVICE DEPARTEMENTAL DES ACTIONS SOCIALES

Sa mission :

- Il aura la responsabilité de la préparation et de l'exécution des décisions du Conseil Général, dans les domaines qui lui ont été transférés par les lois de décentralisation : service social, protection maternelle et infantile, aide sociale à l'enfance, suivi budgétaire d'établissements et services spécialisés (maisons de retraite, foyers de l'enfance, hébergement de handicapés...).
- Il gérera un budget de 700 MF.
- Il dirigera un service de l'ordre de 750 personnes, comprenant des administratifs, des travailleurs sociaux, des médecins, du personnel para-médical.

Son profil :

- Justifier d'une expérience professionnelle à un haut niveau de responsabilité, dans le domaine de l'administration et de la gestion.
- Avoir le désir d'organiser un nouveau service dans le cadre de la décentralisation et de développer des méthodes de gestion efficaces en matière sanitaire et sociale.
- Etre apte à maitriser une réglementation et des situations complexes, avoir prouvé des qualités de décideur et d'animateur, une personnalité affirmée d'homme d'action, un sens inné des relations humaines.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature manuscrite + C.V. détaillé + photo sous réf. 404 / M à :

GPA Conseil
Nicole Ferville
60, rue des Tiercelins 54000 NANCY

qui traitera confidentiellement votre dossier.

---

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

île de la réunion

recherche

chef de département marketing agro-alimentaire

33 ans minimum, diplômé HEC - ESSEC ou SUP de CO. Formation Marketing. Expérience de la DISTRIBUTION de GROS, DOMAINE ALIMENTAIRE. Possibilité de poste d'Adjoint de la Société de Distribution. Salaire à débattre.

Ecrire avec CV détaillé sous N° 9080 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne — 75008 Paris - qui transmettra

---

ARTHUR ANDERSEN

recherche, dans le cadre de ses activités Audit en Afrique francophone, pour Dakar :

EXPERT COMPTABLE DIRECTEUR DE MISSION AUDIT

Nous lui proposons :

- Un poste comportant des responsabilités élevées, incluant la supervision d'une succursale et l'animation d'un groupe d'une dizaine de professionnels.
- Une rémunération fonction de son expérience et de son profil, et des avantages en nature.

Nous lui demandons :

- Nationalité française.
- Diplôme d'expertise comptable et diplôme de gestion.
- Expérience dans un Cabinet d'audit (international ou français) de 6-7 ans et plus.

Adresser votre CV avec photo et lettre manuscrite sous réf. 45737 à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra. Discrétion assurée.

HAVAS CONTACT

AMNESTY INTERNATIONAL
Secrétariat International — Londres
recherche

ASSISTANT EXÉCUTIF

pour les départements de recherches sur l'Afrique de l'Ouest (anglophone et francophone) et sur le Moyen-Orient.

Français courant et Anglais essentiel.
Dactylographie nécessaire.

Les assistants exécutifs travaillent en collaboration avec les groupes d'Amnesty International auxquels ils fournissent des informations concernant les droits de l'homme et recommandent de nouvelles actions au nom des prisonniers.

Traitement annuel (indexé) : £ 8469.

Pour recevoir la description détaillée du poste et une formule de candidature, prière d'écrire au service du personnel, Amnesty International, secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Grande-Bretagne, en joignant une enveloppe à votre adresse. Telex 28502. Tél. : 01-833-1771, Ex. 5145.

Date limite pour la réception des candidatures : 10 septembre 1984.

Établissement public recherche

UN ASSISTANT SHIPPING

pour sa direction commerciale Caraïbe, possédant connaissance et expérience technique et commerciale des transports maritimes, en vue assurer discussion avec transporteurs, chargeurs et organisateurs des transports.

Anglais indispensable, Espagnol souhaitable.

Transm. c.v. dét. et prét. à :
Louis DESSOUT
Port autonome Guadeloupe.
B.P. 485.
97165 POINTE-A-PITRE

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

555-91-82

La Division FORMATION PERMANENTE du groupe ECOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE de LYON
recherche

20 cadres

commerciaux export ou ingénieurs

désireux de se former aux techniques du commerce international et d'acquérir une connaissance des contrats de transfert de technologie.

durée de la formation : 70 jours.
dates : session 1, du 1er octobre 84 au 9 janvier 1985.
session 2, du 4 mars 1985 au 7 juin 1985.

Stage ouvrant droit à rémunération par l'Etat au titre du F.N.E. ou congé formation.

Renseignements et inscription : Groupe ESC Lyon, division Formation permanente, Nicole Auplat, B.P. 174 69132 Ecully Cedex. Tél (7) 833-81-22.

---

emplois régionaux

emplois régionaux

THOMSON SEMICONDUCTEURS

Pour le démarrage de notre CENTRE d'ÉTUDES et de FABRICATIONS de NANCY, nous recherchons un(e),

ATTACHÉ(E) DE DIRECTION HAUT NIVEAU

Pour l'équipe dirigeante, vous assurerez une triple mission :

- *de support logistique*
- *de secrétariat*
- *de relations extérieures.*

Ce poste passionnant vous concerne :

- *car vous possédez une formation supérieure, une première expérience similaire et une excellente pratique de l'ANGLAIS,*
- *car vous êtes doté(e) d'un dynamisme tonique et d'une grande capacité d'initiative.*

Notre établissement sera opérationnel dans un an, avec et grâce à votre implication immédiate.

La connaissance de la langue JAPONAISE serait un "plus"...

Merci d'adresser votre candidature détaillée à THOMSON SEMICONDUCTEURS - Les Thiers - 4, rue Piroux - 54000 NANCY

THOMSON
BRANCHE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

HAVAS CONTACT

IMPORTANT GROUPE PRIVÉ ASSURANCE RETRAITE

recherche
pour ses relations extérieures

CADRE

- 30 ans minimum.
- Ayant formation juridique et goûts rapports humains.

Adresser c.v., photo, lettre manuscrite et prétentions à
CAMPBELL n° 675, B.P. 57.
75824 PARIS CEDEX 17.

Groupe de Distribution
(C.A. 400 MF - 400 personnes)
recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au Directeur Administratif et Financier.

Il aura pour mission :

- de mener les études de mise en place des systèmes de gestion (achats, stocks, ventes) ;
- d'assister le Directeur Administratif et Financier (budgets, audit, études diverses).

Le candidat : jeune diplômé d'études supérieures (gestion), ayant une première expérience (similaire ou cabinet d'audit), de fort potentiel.

Ecrire s/n° 8328, *le Monde* Pub., Service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Jeune Chef de Fabrication

27-28 ans environ, débutant ou bénéficiant d'une première expérience, issu d'une Grande Ecole d'Ingénieurs (Centrale, Arts et Métiers ...), nous vous offrons l'opportunité d'accéder d'ici un an à la responsabilité de la fabrication de plusieurs lignes de produits. Filiale d'un groupe français de réputation mondiale, nous produisons des biens d'équipement destinés à des industries aussi diverses que l'électronique, l'électromécanique, l'aérospatiale, etc... -900 personnes, 2 établissements, 1 milliard de CA, un outil performant et moderne (100 millions d'investissement sur 3 ans), d'excellentes conditions de travail - Sous l'autorité du Directeur de Fabrication, vous animerez un service de 150 personnes environ. Des déplacements d'étude à l'étranger sont à prévoir. D'importantes perspectives de carrière sont offertes à un élément de valeur. Nos deux établissements sont respectivement situés à proximité de Paris (120 kms) et de Lyon.
ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 409309 M.

35 rue du Rocher 75008 Paris

AFCOREM



Jeune Ingénieur Débutant

POUR ASSURER NOTRE AVENIR

Très réputé dans notre domaine d'activité, nous fabriquons et commercialisons des biens d'équipements (industrie du Froid). 500 personnes, deux établissements, 300 millions de CA, dont 20% à l'exportation, une activité profitable, nous sommes filiale de l'un des tout premiers groupes français implanté dans le monde entier. Nous préparons notre avenir et il nous faut les hommes de demain. Celui que nous engagerons se verra confier successivement plusieurs fonctions au sein des différents services de l'Usine, avant de prendre des responsabilités exigeant expérience et sens du commandement. Issu d'une Grande Ecole d'Ingénieur (Centrale, AM, etc...), disposant d'un fort potentiel, s'exprimant correctement en anglais, il est assuré de trouver dans notre entreprise et dans notre Groupe de larges perspectives de carrière. Le poste est situé à 200 kms au Sud de Paris (Sologne-Touraine).
ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 409311 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris

AFCOREM



SOCIETE LYONNAISE DE BANQUE

PREMIÈRE BANQUE INTER-RÉGIONALE FRANÇAISE :

cherche

UN ORGANISATEUR

VOUS ÊTES INTÉRESSÉ :

Écrivez directement à M. Alain RADISSON, responsable des Relations Sociales à La Société Lyonnaise de Banque, Chemin Antoine Pardon, 69160 TASSIN-LA-DEMI-LUNE.
Joignez votre dossier personnel, une photographie et précisez le niveau de salaire souhaité.

Votre mission : Au sein de notre équipe méthodes et organisation, vous contribuez à améliorer l'efficacité administrative de la Banque. Vous intervenez aussi en interface entre les utilisateurs et le service informatique.

Votre formation : Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience professionnelle de 3 à 5 ans. Des connaissances bancaires et informatiques sont souhaitées.

Votre profil : Vos qualités de contact vous seront utiles pour vos rapports à tous niveaux, au siège et dans nos agences (déplacements fréquents dans le Sud-Est).

Votre avenir : Après 4 à 5 ans environ, vous pourrez prétendre à des responsabilités dans notre réseau d'exploitation ou dans nos directions centrales.

Vous souhaitez en savoir plus : n'hésitez pas à téléphoner à Gérard FARJOT (7) 834.81.34.
Il vous répondra personnellement,
il est responsable du secteur. Vous prendrez la décision avec lui.





PAYS DE LOIRE — *GLAENZER SPICER*

Nous sommes filiale d'un groupe allemand important (8500 pers.) et leader dans notre domaine. Nos cinq usines en France réalisent des produits de haute technicité et protégés.

Notre CA est en constante évolution (+ 20 % l'an en moyenne); les résultats en très forte progression. Le chiffre que nous réalisons à l'Export est en augmentation régulière (il est actuellement de 33 %) et nos perspectives sont largement positives.
Dans le cadre du développement de notre potentiel humain et pour accompagner notre vaste programme de robotisation, nous recherchons

Ingénieur méthodes

Celui-ci, diplômé grandes écoles (A.M., I.D.N., I.N.S.A., H.E.I.,...) et ayant déjà si possible 2 à 3 ans d'expérience industrielle, jouera un rôle essentiel dans l'industrialisation des produits nouveaux, la conception et la mise en place de nouvelles techniques (usinage, traitements thermiques,...). Il sera, à ce titre, le point de rencontre entre les études, les recherches et les services techniques de production.

De réelles perspectives sont ouvertes à court terme dans le Groupe pour un ingénieur attiré par l'animation d'une équipe et mobile géographiquement.

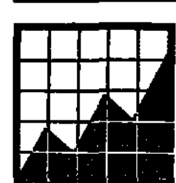
Rémunération pouvant atteindre 200.000 Frs.

Adresser C.V. détaillé avec lettre manuscrite et prétentions à
J.M. LEGRAND, en précisant la référence 594/M
CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL
3, bd René Levasseur - 72000 LE MANS.



LE MANS - ANGERS - LIMOGES

COFAP



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur expansion

Lille - Roubaix - Tourcoing - Un établissement public à caractère économique crée, en liaison avec les collectivités locales, une association de promotion industrielle pour laquelle elle recherche un directeur. Sa mission consistera à promouvoir à l'échelle européenne, les capacités d'accueil de la métropole. Il sera chargé de concevoir et de conduire des actions de prospection auprès d'investisseurs étrangers - notamment dans les pays industrialisés. Il prendra en charge les dossiers et facilitera la décision d'implantation par la recherche du site, des systèmes de financements et des aides publiques. Ce poste qui nécessite beaucoup de diplomatie et une grande disponibilité pour de fréquents déplacements, s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'école supérieure (ENA, HEC, ESSEC, IEP, Ponts...) ayant participé à des programmes d'expansion d'entreprises pour le compte de groupes privés ou d'établissements publics. La pratique courante de l'anglais est indispensable, celle d'une seconde langue souhaitée. La rémunération annuelle sera fonction des références et du potentiel du candidat. Ecrire à François ORANGE en précisant la référence A/4680M.

MEMBRE DE SYNTEC



19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Secrétaire général

320.000 F

La filiale française d'un important groupe américain, spécialisée dans la vente directe de produits cosmétiques et d'entretien, recherche son secrétaire général. Basé dans la proche banlieue sud de Paris et placé sous l'autorité immédiate du directeur général, il sera membre du comité de direction de cette filiale (160 personnes, chiffre d'affaires de l'ordre de 250 millions de francs), et sera assisté d'une équipe d'une dizaine de personnes. Il aura la responsabilité de l'ensemble des problèmes inhérents à la gestion du personnel et à une politique dynamique des ressources humaines, prendra en charge les services généraux (entretien, assurances, suivi des baux, courrier, etc.) et traitera les différents aspects juridiques de la vie de la société en liaison avec des conseils extérieurs. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre confirmé, âgé de 33 ans minimum, doté d'une solide formation supérieure, et possédant une expérience similaire à forte dominante personnel et relations sociales. Des qualités d'organisation et un goût prononcé des contacts humains sont absolument indispensables. Les relations avec le groupe impliquent une pratique courante de l'anglais. La rémunération annuelle brute, de l'ordre de 320.000 francs, sera assortie d'une voiture de fonction. Ecrire à J.P. ROUGIER en précisant la référence A/R 9068M.

MEMBRE DE SYNTEC



3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MARSEILLE Banque régionale

10 AGENCES à MARSEILLE et région
Filiale du Groupe C.I.C.
rech. pour s'intégrer dans son Dépt
GESTION DE PATRIMOINE
& TRAITEMENT DE TITRES

Cadre commercial H/F GESTION DE PATRIMOINE

qui sera plus particulièrement chargé(e) d'ENTRETENIR ET DE DÉVELOPPER DES RELATIONS AVEC UNE CLIENTÈLE DE HAUT NIVEAU.

Expérience

- 5 ans minimum en BANQUE de dépôts
- en Sce TITRES-GESTION DE PATRIMOINE avec une bonne connaissance des produits financiers et des opérations BOURSE-TITRES.

indispensable

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8092 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

S.C.I. EN PLEINE EXPANSION SPÉCIALISÉE DANS LE DOMAINE INFORMATIQUE DE POINTE (C.A.O. - E.A.O. - X.A.O. - I.A.)

De l'avis même de nos concurrents nous possédons une équipe très forte techniquement qui a déjà réalisé les systèmes les plus performants existant actuellement sur le marché.

NOUS DÉSIRONS ÊTRE RAPIDEMENT LE N° 1 EUROPÉEN

pour cela nous recherchons notre

FUTUR DIRECTEUR COMMERCIAL

Le candidat, très dynamique, devra être très introduit dans le domaine informatique et formation.

Le salaire annuel sera selon les résultats entre 150.000 F et 350.000 F.

Prière d'envoyer curriculum vitae et photo à :
RÉGIE-PRESSE, sous nº T 068.160 M,
7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

directeur de fabrication

Orléanais. Cette entreprise de 700 personnes est filiale d'un groupe national aux activités diversifiées dans les secteurs Ameublement et Automobile. Pour l'une de ses unités de production (400 personnes - CA 250 MF), elle recherche le Directeur de ses fabrications.

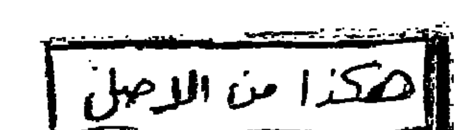
Dépendant de la Direction Générale et assisté de 2 ingénieurs, il assume la **responsabilité totale** de l'ensemble des fabrications, il organise la réalisation des programmes de fabrication, avec respect de la qualité et des délais, calcul des coûts et souci constant d'améliorer les produits et d'optimiser les moyens de production, il assure la gestion de son personnel et il veille à la bonne marche des ateliers et des services (Etudes et Méthodes, ordonnancement, lancement, entretien, ...). Par ailleurs, il participe à l'élaboration du plan d'investissement de l'entreprise.

Le candidat, de formation Ingénieur (**Arts et Métiers** ou équivalent), âgé d'au moins 32 ans, possède plusieurs années d'expérience industrielle. C'est un homme de terrain, animateur, responsable, créatif et ouvert.

Ecrire avec CV et prétentions sous la référence P175 · M à B. Beaunoir, Sema-Sélection Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Importante Société implantée en **HAUTE-SAVOIE** recherche

UN RESPONSABLE INDUSTRIEL DE FABRICATION

pour une petite unité autonome de production.

Ce poste offre à un Ingénieur de formation Grande Ecole de Mécanique ayant au moins trois ans d'expérience industrielle en **MECANIQUE DE PRECISION :**

— la possibilité d'exercer tout de suite une responsabilité complète aussi bien au niveau de la conception de moyens industriels qu'au plan de la gestion des hommes et des moyens,
— lui réserve pour l'avenir des possibilités d'évolution diversifiées au sein d'un groupe dynamique.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 3810 à **PIERRE LICHAU S.A.,** 12, rue Président Carnot - 69002 LYON qui transmettra.

Responsable commercial France

250.000 F

Rouen - Un très important groupe international spécialisé dans la fabrication et la vente de composants et de matériaux de précision destinés aux industries de pointe recherche son responsable commercial pour la France. Basé à proximité de Rouen et dépendant du directeur du marketing et des ventes Europe, il sera, après une période de formation aux produits et d'adaptation aux structures du groupe, le responsable du bureau des ventes France (4 personnes). Il aura, à ce titre, pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la stratégie marketing la mieux adaptée à son marché et de contribuer personnellement au développement des ventes. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum, possédant une formation technique supérieure et justifiant d'une expérience technico-commerciale réussie (d'au moins 3 ans), acquise dans une société commercialisant des composants et/ou des matériaux de précision, standards ou spécifiques, auprès des industries de l'électricité, de l'électronique... Le contexte international implique une bonne pratique de l'anglais. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ (fixe + bonus) pourra atteindre 250.000 francs et sera assortie d'une voiture de fonction. Ecrire à J.M. JACLOT en précisant la référence A/R 9059M.

PA

MEMBRE DE SYNTEC

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable S.A.V.

240.000 F

Biens d'équipement industriels - Rhône-Alpes - Avec 30 % d'expansion par an, cette société filiale d'un groupe très important est l'un des leaders dans son secteur d'activité. Elle conçoit, fabrique et commercialise des biens d'équipement industriels et bénéficie d'une excellente notoriété liée au niveau technologique de ses produits. Elle recherche son responsable service après-vente. Dépendant du directeur commercial, il aura pour mission de mettre en place et d'optimiser de nouvelles procédures de fonctionnement, il élaborera des outils de gestion permettant un suivi qualitatif et quantitatif des interventions (mise en route, entretien) et aura pour objectif l'accroissement de la qualité du service et de la diminution des coûts. Il animera une équipe d'une trentaine de personnes. Ce poste s'adresse à un candidat d'au moins 30 ans, de formation à dominante mécanique, électro-mécanique, électrique et ayant 3 ans d'expérience minimum soit dans un service après-vente, soit dans un service entretien. Il y aura acquis la pratique de l'animation d'équipe et la gestion, dans une optique de coût et de service. La pratique de l'anglais est un atout supplémentaire. Des perspectives de carrière sont ouvertes au sein du groupe. La rémunération, fonction de l'expérience, sera de l'ordre de 240.000 francs. Ecrire à M. LE GOUEFF en précisant la référence A/3827M.

PA

MEMBRE DE SYNTEC

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

legrand®

Leader européen de l'appareillage électrique d'installation
C.A. 3 milliards de francs
12.000 personnes
30 unités de production en France et à l'étranger
recherche

CHEF DE PROJET COPICS

pour renforcer son potentiel dans le cadre d'un nouveau plan Informatique en Gestion de production

- *Formation ingénieur ou équivalent.*
- *Mise en place vécue du progiciel COPICS.*
- *5 ans minimum d'expérience dans une entreprise industrielle.*

Lieu de travail : au siège à LIMOGES.

Parc informatique : IBM 3083 connecté avec des minis (DEC, IBM...).

Envoyer c.v. à :
LEGRAND, Direction du Personnel
87045 LIMOGES CEDEX
(discrétion assurée).

Area manager Extrême-Orient

220.000 F

Rhône-Alpes - Cet important laboratoire occupe un des premiers rangs mondiaux dans sa spécialité et commercialise une très large gamme de produits dans plus de cent pays. Il recherche son responsable export pour l'Extrême-Orient (environ 18 pays). Il aura pour mission d'étudier les différents marchés et de définir pour chacun d'eux le marketing mix avec les agents locaux. Il prend en charge l'animation et le contrôle de l'activité de ceux-ci (objectifs, moyens), et négocie leurs contrats. En outre, il définit et prend en charge toutes les actions visant à développer l'image de marque de la société sur ces territoires. Cette opportunité s'adresse à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (soit ESC ou équivalent, soit pharmacien, ingénieur agricole + CESMA, IAE...) possédant au moins 2 à 3 ans d'expérience de l'exportation, acquise de préférence dans un secteur d'activité proche de la pharmacie. Une connaissance du Sud-Est Asiatique ou au moins une pratique des négociations dans des pays non-occidentaux serait appréciée. L'anglais courant est indispensable. Les déplacements représentent environ un tiers du temps. La rémunération sera liée à l'acquis professionnel et pourra atteindre 220.000 francs. Ecrire à R. DAUDIN en précisant la référence A/3830M.



MEMBRE DE SYNTEC

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Contrôleur de gestion de division

Cette division d'une importante entreprise industrielle a son siège à une heure et demie à l'ouest de Paris et représente plus de 1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires. Pour compléter une équipe jeune et dynamique, elle recherche un cadre expérimenté qui, d'une part prendra la responsabilité du contrôle de gestion d'un groupe de 4 usines, d'autre part assistera le directeur administratif dans la consolidation des résultats de la division et le suivi des frais fixes et des éléments du bilan. Avec les directions opérationnelles, il élaborera les plans annuels et à moyen terme, et les tableaux de bord ; il assurera le suivi des réalisations. Ce poste implique peu de déplacements. Il est très évolutif et s'adresse à un jeune diplômé ESSEC ou ESCP, âgé de plus de 30 ans et ayant obligatoirement une première expérience de contrôle de gestion industriel et/ou de comptabilité analytique en grande entreprise. La connaissance de l'anglais et la pratique de la micro informatique sont souhaitées. Le salaire sera fonction de l'expérience et pourra atteindre 200.000 francs. Ecrire à D. HATT en précisant la référence A/6256M.



MEMBRE DE SYNTEC

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

AUDIT & CONSEIL
Val de Loire

Une expérience de quelques années en cabinet d'expert comptable après des études supérieures vous amène à rechercher de nouvelles responsabilités dans une structure particulièrement performante. Une certaine recherche de la qualité de la vie vous attire vers notre province, dans un tissu industriel et économique favorable. Venez rejoindre notre cabinet qui appartient à un grand groupe **Grande Ecole** et vous offrira de belles perspectives de carrière, y compris à l'étranger. Des missions stimulantes d'audit et de conseil vous y attendent. Envoyez en toute confidentialité lettre & C.V. à Gérard Pont. 15 Rue du Louvre PARIS 1er sous la Réf. 41129G.

Curriculum



nervet pont conseil

Responsable organisation et informatique

Une entreprise strasbourgeoise de plus de 1.000 personnes et de forte notoriété recherche un jeune cadre expérimenté pour réorganiser ses importants services administratifs et de gestion commerciale, et mettre en œuvre un nouveau plan informatique de longue durée. Rattaché à l'équipe de direction il sera très autonome dans sa tâche. Nous recherchons un homme de plus de 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, si possible d'une grande école de gestion, ayant entre 5 et 10 ans d'expérience en organisation d'entreprise, en gestion informatisée d'une structure importante ou à la tête d'un service d'études informatiques. Une expérience en cabinet de conseil en organisation serait appréciée. La rémunération annuelle dépassera 200.000 francs si l'expérience le justifie. De réelles perspectives de carrière existent dans l'entreprise. Ecrire à D. HATT en précisant la référence A/6255M.

PA

MEMBRE DE SYNTEC

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune responsable entretien

200.000 F

Rhône-Alpes - Filiale d'un groupe important, cette société, très performante sur ses marchés, fabrique et commercialise des produits de traitement de surface pour lesquels elle est le leader sur le plan technologique. Elle recherche, pour renforcer ses structures, son responsable entretien et sécurité. Au sein d'une jeune équipe de direction, il aura pour mission de définir et de mettre en œuvre de nouvelles méthodes de travail, d'introduire l'entretien préventif et de sensibiliser le personnel à cette fonction. Son action s'intégrera étroitement à la production par la prise en compte des éléments de productivité, de fiabilité, de sécurité et de conditions de travail. Après la mise en place d'un service très performant en France, il appliquera les méthodes développées auprès de la filiale anglaise. Cette réelle opportunité de carrière s'adresse à un ingénieur diplômé (centrale, AM...) ayant acquis une première expérience (minimum 3 ans) dans un service entretien. Motivé par une prise de pleine responsabilité dans ce domaine et persuadé de l'importance de la fonction pour les gains de productivité, le candidat retenu sera à la fois un concepteur et un réalisateur, et aura, de préférence, l'expérience de l'animation d'équipe. L'anglais est souhaité. Après la réussite dans ce poste, les perspectives de carrière sont largement ouvertes au sein du groupe. La rémunération pourra atteindre 200.000 francs. Ecrire à M. LE GOUEFF en précisant la référence A/3828M.



MEMBRE DE SYNTEC

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

FONDERIE ET ACIERIE DU MANOIR
(Groupe CIFP), recherche
pour région OUEST

Ingénieur chef du département produits centrifugés

- 30 ans minimum
- Formation Mines ou équivalent
- Expérience dans le domaine du soudage appréciée.

Anglais indispensable.

- Curiosité intellectuelle pour acquérir les connaissances technologiques d'une fabrication de pointe.

Adresser CV et prét. sous réf. CT/118 à

PROFILS
43, rue Vineuse
75016 PARIS

PROFILS

COFAP

Jeune ingénieur métallurgiste

170.000 F

Recherche et développement - Rhône-Alpes - Cette filiale d'un important groupe privé est le leader sur le plan technologique dans son domaine d'activité (les produits de traitement de surface). Pour accroître ses performances, elle crée un centre de recherche et développement et en recrute le responsable. Au sein d'une équipe jeune et motivée, il devra au départ suivre les réalisations des investissements et créer une petite équipe. Il aura pour mission de définir et réaliser des programmes de recherche, en s'appuyant sur le know-how de la société et la bibliographie internationale, avec pour objectif une meilleure connaissance de la matière, l'amélioration des process et de la productivité, le développement d'applications et de produits nouveaux en liaison avec la clientèle, et la réalisation de produits spéciaux. Cette création de poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur, possédant de bonnes connaissances en métallurgie. Débutant ou ayant acquis une première expérience, il est motivé par la recherche débouchant sur des applications industrielles. Une connaissance en métallurgie des poudres est un atout supplémentaire. La pratique de l'anglais (au moins lu) est souhaitée. De réelles perspectives de carrière sont ouvertes au sein du groupe. La rémunération, fonction de l'acquis, sera de l'ordre de 170.000 francs, voire plus si l'expérience le justifie. Ecrire à M. LE GOUEFF en précisant la référence A/3829M.



MEMBRE DE SYNTEC

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Contrôleur de gestion
Responsable administratif

Belfort - Cette association sans but lucratif, à vocation sociale et humanitaire, gère un budget de plus de 60 millions de francs dans ses divers établissements. Cherchant à maîtriser parfaitement ses dépenses dans un souci d'efficacité, elle crée un poste de contrôleur de gestion - responsable administratif et financier dont les principales missions seront : l'élaboration des budgets avec les directeurs d'établissement et leur contrôle ; la supervision du service comptable et de l'informatique ; l'organisation administrative ; la gestion du patrimoine de l'association et les relations extérieures. Nous cherchons un homme jeune, âgé d'un peu plus de 30 ans, diplômé d'études supérieures en gestion ou comptabilité (ESC, DECS, etc...) et ayant déjà une expérience de 5 ans environ dans des fonctions similaires en entreprise ou en cabinet. Nous offrons un poste très sûr, dans un environnement humainement enrichissant, et une réelle perspective d'évolution. Le salaire pourra dépasser 160.000 francs si l'expérience le justifie. Ecrire à D. HATT en précisant la référence A/6254M.

PA

MEMBRE DE SYNTEC

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux

MARSEILLE
Banque régionale
Filiale du Groupe C I C
Cadre commercial H/F
GESTION DE PATRIMOINE
Expérience
indispensable



sélection conseil

fabrication

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Yves Rocher

Cette Société (2000 p. CA 83 2 Milliards de F), réalise et commercialise des produits cosmétiques (première marque française). Elle possède 3 unités de production dans le Morbihan, dirigées par le Directeur des Centres Industriels. Etant donné le développement fort et régulier, celui-ci étoffe son équipe :

ASSISTANT DIRECTION INDUSTRIELLE

Réf. M 7/1020 E **La Gacilly (56)**

Sous son autorité directe, il participe à l'élaboration de la politique industrielle et traite toute opération ponctuelle (méthodes, organisation...), travaillant en collaboration étroite avec les services techniques et le développement industriel et ceux des unités de production. Il préconise et met en oeuvre tout projet visant à l'amélioration de la productivité, en assistance aux opérationnels.
Nous souhaitons rencontrer pour ce poste industriel, un jeune ingénieur diplômé électromécanicien, justifiant d'une expérience d'un à 2 ans aux Méthodes ou en Génie Industriel, ayant acquis une bonne connaissance des automatismes.

JEUNE RESPONSABLE DE PRODUCTION

Réf. M 7/1020 F **Ploermel (56)**

Sous son autorité directe, il prend la responsabilité totale sur le plan de la qualité, du coût et du délai, de cette unité décentralisée qui produit parfums, et eaux de toilette, avec plus d'une centaine de personnes. Il gère et optimise son budget.
Nous souhaitons rencontrer pour ce poste opérationnel un jeune ingénieur diplômé AM ou équivalent, justifiant d'une première expérience de la production en grande série et ayant acquis le sens du management.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence choisie, à :

EGOR OUEST-ATLANTIQUE
15 rue Charles Monselet - 44000 Nantes.
EGOR INDUSTRIE
8, rue de Berri 75008 Paris.

média-system



egor — PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL



Les Laboratoires CHAUVIN-BLACHE

(eff. 230 ; CA 110 MF) - leader français dans le domaine de l'ophtalmologie renforcent leur structure et recherchent :

Responsable Service Galénique

Doté si possible d'une première expérience acquise soit en Recherche soit en Production, il prendra en charge tous les problèmes de formulation. Pharmacien, le candidat recherché sera du niveau DEA ou IPI. La connaissance des formes liquides (ou à défaut de la lyophitisation) sera un atout pour réussir dans la fonction. - Poste basé à Montpellier. **Réf. 924 M**

Médecin Recherche Clinique

Sous la responsabilité du Directeur R & D, celui-ci se verra confier la responsabilité globale des expérimentations cliniques (phases I, II, III, IV). Doté d'une première expérience des essais thérapeutiques (minimum 1 an) il aura une bonne compétence en statistiques. - Basé pendant 6 à 9 mois à Montpellier, ce poste sera ensuite rattaché à notre bureau de Paris. **Réf. 934 M**

Yves KERNEVEZ traitera les candidatures de façon confidentielle sous la référence choisie.



Mutte, Kernevez & Ass. s.c.m.
27, rue du Général Foy 75008 PARIS

AFCOREM

Rhône-Alpes

INGENIEUR CHIMISTE HF

L'un des tous premiers groupes papetiers français souhaite intégrer dans son laboratoire de recherche un ingénieur chimiste spécialisé dans les matières plastiques.

Il participe à la mise au point de nouveaux produits, ce qui implique des relations régulières avec les usines de la société et la clientèle.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur de 30 ans, diplômé d'une école de chimie (PARIS, STRASBOURG, Institut des hauts polymères, ESCIL...), si possible avec un DEA en chimie organique ou matières plastiques, ayant de préférence une formation ou une expérience d'au moins deux années dans la transformation de matières plastiques. La connaissance de l'anglais est indispensable.

L'implantation d'un centre de recherche dans une région agréable, l'utilisation de technologies de pointe et les réelles possibilités d'évolution sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération souhaitée, sous réf. M 6453 U, à :

EGOR RHONE-ALPES
Tour Crédit Lyonnais - 129 rue Servient
69431 Lyon Cédex 3.

média-system

egor — PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

Nantes

RESPONSABLE INDUSTRIALISATION

WATERMAN

Cette société est un des leaders mondiaux, dans son domaine : les instruments à écrire de qualité. Le site industriel nantais (500 p.) comprend différents ateliers : moulage, usinage, traitement de surface, encres, montage...

Sous l'autorité du Directeur Technique, il est responsable, sur le plan de la qualité, du coût et du délai, de la conception et de la mise en place des outils de production. Il lance tout projet visant à l'amélioration de la productivité. En autorité sur 15 personnes, il dirige les services méthodes, bureaux d'études mécanique et plastique, équipements. Il collabore étroitement avec le Développement, le Contrôle Budgétaire, l'Outillage et les Ateliers.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur type A & M ou équivalent justifiant d'une expérience d'au moins 3 ans aux Méthodes ou en Génie Industriel, ayant acquis une bonne connaissance des automatismes.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 7/023 DP, à :

EGOR OUEST-ATLANTIQUE
15 rue Charles Monselet - 44000 Nantes.
EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor — PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

recherchons pour filiale hôtelière de luxe, deux établissements saisonniers, Côte-d'Azur et montagne
(résidence permanente Côte-d'Azur)

Chef du Personnel

ayant 10 à 15 années de pratique, susceptible assumer responsabilités administratives, libre immédiatement.

Adresser C.V. avec prétentions sous réf. 79634 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX
(qui transmettra)

CONTRÔLE DE GESTION

Nous sommes un Groupe de premier plan dans notre secteur d'activité. Notre implantation est internationale.
Nous recherchons le **Responsable du Service Contrôle de Gestion.**
Rattaché au Directeur Financier, il aura pour mission de développer et de coordonner les outils de gestion du Groupe avec l'appui d'une équipe d'une dizaine de personnes.

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, il aura acquis une expérience de 5 ans environ au sein d'une Direction Financière ou d'un Cabinet d'Audit.

Pour ce poste, **basé en province,** les dossiers de candidature détaillés doivent être adressés, sous **référence 319,** à **PUBLIPANEL** 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

GROUPE BANCAIRE

spécialisé dans les **CREDITS IMMOBILIERS,** recrute

FUTUR DIRECTEUR HF

pour son **Bureau de BORDEAUX**

Ce poste, à vocation essentiellement commerciale, peut convenir à un candidat :

- Diplômé de l'Enseignement Supérieur (Ecole de Commerce, Sciences PO, Sciences Economiques).
- Agé de 30 ans minimum.
- Pouvant justifier de plusieurs années d'expérience bancaire ou immobilière.

Le candidat sélectionné recevra une formation au siège à PARIS pendant un an avant de prendre son poste.

Une connaissance du milieu des affaires bordelais serait un avantage.

Adresser CV, photo et prétentions s/réf 33526 à COFAP 40, rue de Chabrol — 75010 Paris, qui transmettra.



PAULSTRA hutchinson

550 MILLIONS F - 2.100 PERSONNES
STÉ DU GROUPE HUTCHINSON
(3 milliards de Francs)
recrute pour son usine (880 pers.) de
Châteaudun (125 KM DE PARIS)

Responsable LIGNE DE PRODUCTION MÉCANIQUE

150 PERSONNES

RESPONSABILITÉ GLOBALE (DEVIS - TECHNIQUE - FABRICATION) avec le souci constant de la RENTABILITÉ optimum :
• PRESSES • MÉCANIQUE • OUTILLAGE (avec B.E.) • MÉTHODES de Fabrication • LANCEMENT/Planning.

- INGÉNIEUR MÉCANICIEN
- EXPÉRIENCE (5 à 10 ans) de L'ANIMATION PERFORMANTE D'ATELIERS DE MÉCANIQUE : indispensable
- Connaissant bien le découpage, l'emboutissage, les tours à C.N., l'outillage, les mises au point de pièces nouvelles

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8074 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

ANATOR S.A.

CAPITAL 1.300.000 F

L'informatique industrielle est notre domaine :
- Contrôle d'accès, horaire variable ;
- Encaissement électronique ;
- Numéroteur téléphonique automatique.

Nous commercialisons nos produits et systèmes auprès d'une clientèle très diversifiée.
(Banque, entreprise, administration, etc.)

nous recherchons

RESPONSABLE RÉGIONS
(LYON-BORDEAUX)

Votre profil :
- Formation technique de haut niveau (électronique ou informatique).
- Expérience commerciale réussie.
- Age : 28 ans environ.
- Rémunération : fixe + commission + frais.

Envoyer C.V. manuscrit + photo + prétentions à : ANATOR S.A., 18, rue de Sartrouville, 95240 CORMEILLES-EN-PARISIS.



ingénieur chez UNISABI : faire ses preuves dès ses premiers pas

UNISABI, premier fabricant d'aliments préparés pour animaux familiers, recherche un jeune ingénieur et lui offre de faire ses preuves dès ses premiers pas.

UNISABI, ce sont 1000 employés, trois usines récentes aux installations de production performantes, plus de 2 milliards de francs de chiffre d'affaires, une croissance annuelle soutenue (+ de 20 %) et des marques renommées : Pal, Frolic, Canigou, Whiskas, Brekkies, Kitekat et Ronron.

Dans cet ensemble, le département industriel comprend 540 employés dont 80 ingénieurs et techniciens qui mettent en œuvre et développent, dans trois usines situées près d'Orléans, Blois et Strasbourg, des moyens industriels largement automatisés.

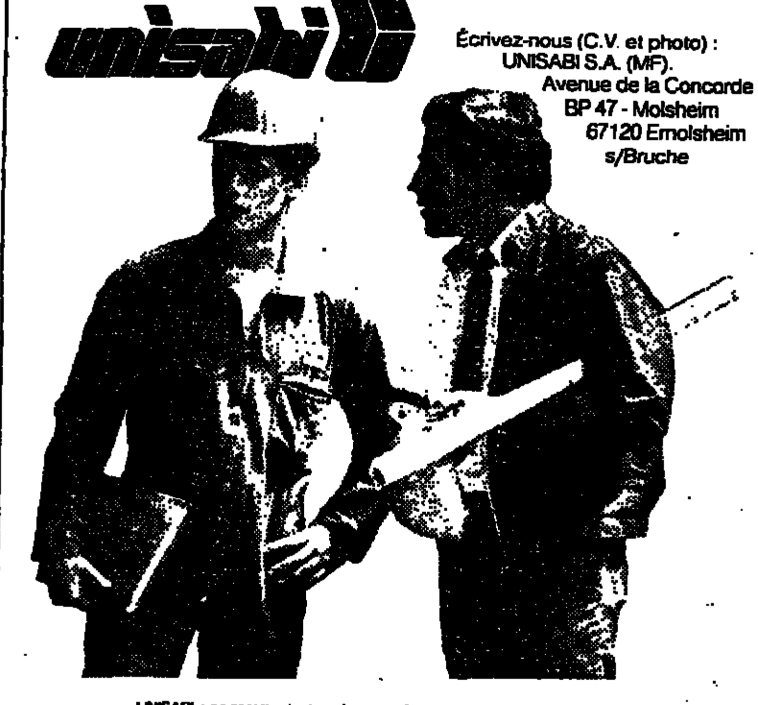
Pour familiariser ce jeune ingénieur avec les principes du groupe international MARS INC. dont elle fait partie, et avec ses objectifs et ses méthodes, UNISABI a choisi un type de responsabilité particulièrement propice à une première expérience. Ce "tremplin" est celui d'ingénieur chargé des études industrielles.

Après une période de formation préalable de six mois dans l'usine de Saint-Denis-de-l'Hôtel, près d'Orléans, le candidat sélectionné prendra ses fonctions à Ernolsheim, près de Strasbourg, la plus récente des usines d'UNISABI. Ses responsabilités seront très diverses, elles le mettront en contact avec de nombreux interlocuteurs sur le plan technique (élaboration des outils et des méthodes d'analyse et de gestion, exploitation des ressources informatiques, analyse de la performance des équipements), sur le plan humain (définition des besoins et des postes de travail, analyse et contrôle des conditions de travail) et sur le plan financier (aide à la détermination des budgets prévisionnels annuels, suivi de ces budgets, calcul et contrôle de rentabilité des projets).

Les candidats (es) devront disposer d'une solide formation scientifique solide sanctionnée par un diplôme d'ingénieur qui les prédisposent particulièrement (mais ce n'est pas une nécessité) à une activité dans le domaine mécanique et/ou dans l'industrie agro-alimentaire.

Ils (elles) devront maîtriser parfaitement l'anglais et avoir le goût du travail en équipe. Ils (elles) sauront écouter et convaincre dans une entreprise où la communication est directe et facile et qui privilégie l'imagination, l'initiative et l'innovation.

Le salaire ne sera pas inférieur à 150 000 F et sera adapté à la valeur des candidats.



Écrivez-nous (C.V. et photo) :
UNISABI S.A. (MF).
Avenue de la Concorde
BP 47 - Molsheim
67120 Ernolsheim s/Bruche

UNISABI, une communication directe et facile et le goût du travail en équipe



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Importante entreprise d'équipements électriques recherche un

Chef de service Instrumentation

REGION OUEST

Rattaché à un chef de centre de travaux, il assurera l'animation d'une équipe de 20 collaborateurs et la gestion de ce service.

Ingénieur de formation (électricité, instrumentation), il a acquis une expérience des affaires d'au moins 7 ans, en particulier dans le domaine de la pétrochimie. Il a de bonnes connaissances en automatismes, microprocesseurs et analyseurs.

Vous êtes invités à écrire, en précisant sur l'enveloppe, la réf. M 1009, à Média-System, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cédex 02, qui transmettra.

Promouvoir une technologie nouvelle en europe !

La S2M est l'inventeur du palier magnétique actif avec une avance technologique dans le monde dépassant 5 ans. Le marché de ce produit est en pleine expansion et notre taux de croissance dépasse 35% par an. Nous disposons d'appuis importants car nous sommes filiale de la SEP (Société Européenne de Propulsion) et de deux autres grands groupes multinationaux : SKF et SEIKO. Nous mettons en place les structures qui nous permettrons de devenir la multinationale du palier magnétique ce qui nous amène à créer un poste d'

Ingénieur Commercial Europe de l'Ouest

Rattaché directement au Directeur Général, il se partagera avec un autre ingénieur le développement commercial sur l'Europe. Il sera personnellement responsable de la Grande Bretagne et de l'Italie pour toutes les gammes d'applications (machines tournantes légères et lourdes et machines outils), de la France pour les machines tournantes seulement. Sa responsabilité va de l'étude permanente du marché au suivi commercial de l'exécution des affaires en passant bien sûr par la prospection et la négociation des commandes. Pour réussir dans ce poste, il faut être ingénieur ou titulaire d'un diplôme universitaire scientifique, avoir une première expérience industrielle et une bonne maîtrise des problèmes commerciaux. Des bases en électricité sont souhaitables ainsi qu'une connaissance des problèmes de mécanique. Le poste est à pourvoir à VERNON (1 H de Paris). Merci d'adresser un dossier complet de candidature sous la référence 122 W à PARFRANCE ANNONCES – 4, rue Robert Estienne – 75008 PARIS – qui transmettra

---

SOCOMEC

Avec 450 pers. et 160 MF de C.A., notre société occupe une place prépondérante dans ses spécialités : la fabrication d'appareillages et d'équipements électriques et électroniques 50 % de son chiffre d'affaires est réalisé avec des produits qui n'existaient pas il y a 2 ans. Nous recherchons, dans le cadre de notre expansion

2 Jeunes ingénieurs H/F recherche et développement

SUP ELEC - ISEP - ISEN - ENSI ...

De formation supérieure en électronique ou en électrotechnique, vous avez si possible une expérience de 2 à 3 ans dans la conversion d'énergie ; d'autre part, des connaissances pratiques en semi-conducteurs de puissance et/ou en microprocesseurs sont souhaitées.
Toutefois, des débutants à fort potentiel peuvent être acceptés.
Créatifs et ayant un goût prononcé pour le développement, vous serez chargés de l'étude, de la conception et de la mise au point de nouveaux produits au sein d'une équipe jeune et performante.
La rémunération et les avantages offerts pour ces postes à pourvoir à 15 mn de Strasbourg sauront vous retenir.

Adresser lettre de candidature, C.V. détaillé, photo et prétentions, sous réf: 50902 M, à notre Conseil qui vous garantit une entière discrétion.

Staff Consultants
32, allée de la Robertsau. 67000 Strasbourg.
STRASBOURG
PARIS
LYON
NEW-YORK

NORMANDIE — BATIMENT-TP

Une bonne école pour de larges responsabilités : les travaux

De formation Grande Ecole d'Ingénieurs ou T.P., AM, INSA ou équivalent, vous êtes débutant ou avez une courte expérience. Bien choisir votre entreprise est l'une de vos préoccupations... Sachez alors que le développement de nouveaux produits et une forte utilisation de l'informatique (micro notamment) constituent les points forts de notre entreprise qui compte 1.200 personnes. Nous assurerons votre formation pratique et votre bonne insertion parmi nous. D'ici quelques temps, vous pourrez évoluer, à la mesure de vos aptitudes, vers de nouvelles responsabilités : d'ordre commercial ou à la tête d'un centre de profit.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 3236 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

La C.C.I. de Perpignan recherche

Un Assistant en Gestion Industrielle

FONCTION :
Assister les chefs d'entreprises dans l'organisation et la gestion, accueillir et aider les créateurs d'entreprise, animer des actions collectives, appuyer les implantations industrielles, contribuer à la diffusion des nouvelles techniques.

PROFIL :
30 ans environ, diplômé d'une Ecole d'Ingénieur, formation ou expérience complémentaire en gestion, 3 à 5 ans d'expérience de préférence en P.M.I.
Seront également appréciées : la pratique d'une langue (Espagnol, Anglais), connaissances en informatique, électronique, automatisme, gestion de la production.

Adresser lettre manuscrite avec CV, photo et rémunération actuelle sous référence 739 M à

APRODI
87-89 avenue Kléber
75784 Paris Cedex 16

LEVI TOURNAY

Développer un outil industriel déjà performant dans un Groupe international

BDF tesa, filiale française du Groupe **BEIERSDORF**, est le 1er fabricant français de rubans adhésifs. Son usine de GIVET, dans les Ardennes (300 personnes) est une unité moderne, automatisée. L'équipement machine est en constante évolution (5 MF d'investissements annuels en moyenne).

Pour diriger les Services Entretien et Energie, Etude et Développement des Travaux Neufs (25 personnes), nous recherchons un **Ingénieur de haut niveau** imaginatif et réalisateur, connaissant les automates programmables, et aimant les contacts sur le terrain. Sa connaissance de l'allemand et/ou de l'anglais facilitera ses échanges techniques avec les usines sœurs à l'étranger et sera un atout pour son évolution de carrière ultérieure.

Jean-Pierre CASALIS étudiera en toute discrétion votre candidature (lettre, C.V., photo et salaire souhaité) que vous voudrez bien lui adresser sous la référence DOI/LM

AFCOREM — Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

A Tours Financial controller

Notre société, filiale d'un important groupe américain, leader dans la fabrication de composants électroniques, réalise actuellement un CA de 40 millions de dollars et a pour objectif de le doubler pour 1988 grâce à sa technologie et à sa forte capacité d'investissement.

Nous proposons à un jeune diplômé de grandes écoles de gestion de rejoindre notre équipe de direction pour prendre l'entière responsabilité du budget et de son contrôle, de la comptabilité, des coûts et des plans d'investissement.

Un reporting ponctuel, clair et dynamique, est à assurer avec les U.S.A. Si vous êtes parfaitement bilingue, plus même si vous avez déjà vécu et travaillé en milieu anglo-saxon, votre travail sera facilité. Mais vos cinq à six années d'expérience professionnelle doivent aussi vous avoir apporté une bonne maîtrise des techniques comptables, des outils informatiques, une certaine pratique de l'audit. Prenez contact très rapidement avec les conseils du Cabinet CLEAS sous référence 8454 LM, en précisant votre niveau de rémunération actuel.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS.
MEMBRE DE SYNTEC

MERLIN GERIN

Spécialiste mondial des matériels électriques et électroniques de commande et de protection, est l'un des plus importants constructeurs européens pour l'appareillage haute et basse tension et pour les ensembles électriques «clés en mains».
15 000 personnes - 43 filiales et participations en France et dans le monde - 6 milliards de chiffre d'affaires en 1983 dont 50% à l'exportation, vous propose un poste de :

Juriste-fiscaliste International

Vous avez :
une formation juridique complétée par une expérience de trois à cinq ans de fiscalité internationale. Vous connaissez parfaitement l'anglais et peut-être une autre langue.

Vous souhaitez :
pour votre carrière une entreprise dont le développement à l'étranger vous permettra de vous affirmer sur le plan international, et vous recherchez en même temps un cadre de vie favorable à l'épanouissement individuel et familial.

Nous vous proposons :
de rejoindre notre équipe juridique au sein de laquelle vous devrez, dans un premier temps, intégrer dans une politique de groupe l'ensemble des problèmes fiscaux posés par les règlementations françaises et étrangères.

Ce poste est à pourvoir au sein de nos services centraux à **Grenoble**, ville universitaire idéalement située, et à proximité des aéroports internationaux de **Satolas** et de **Genève.**

Ecrivez à notre Conseil.

CORT — M. PERCHE vous remercie de lui adresser votre CV avec photo en indiquant votre rémunération actuelle sous réf. 3022 M à CORT, 65 av. Kléber, 75116 Paris

DESSEIN — MEMBRE DE SYNTEC

Responsable administratif et comptable

Région de Chartres

Nous sommes filiale autonome d'un important groupe industriel privé français, nous employons 100 personnes. Nous fabriquons et distribuons des appareils d'éclairage. Notre chiffre d'affaires est en progression régulière, 40 % prévu pour 1984. Nous souhaitons accueillir le responsable de nos services administratifs et comptables. Intégré à l'équipe de Direction et en accord avec les procédures du groupe, il anime et supervise les services de comptabilité générale et analytique et d'administration du personnel, il prépare et suit les budgets, il effectue le reporting auprès de la société mère. Il participera à la mise en place de l'informatique et deviendra l'interface avec les utilisateurs.

Ce poste de généraliste convient à un ESC ou à un universitaire de niveau DECS, ayant 3 à 5 ans d'expérience de préférence en milieu industriel, familiarisé avec l'outil informatique et désireux de prendre en charge l'ensemble des tâches de gestion administrative d'une PMI.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en indiquant vos prétentions, sous réf. 24 M 113, à notre Conseil CPA, 3 rue de Liège 75009 Paris.

CPA

GROUPE PETROLIER

recrute pour son Centre de Recherche situé dans le **MIDI**

INGENIEUR GENIE CHIMIQUE

ayant une expérience de 2 à 4 ans dans le domaine de la catalyse.

Envoyer CV détaillé, photo sous référence 99144 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LYON

Ingénieur grande école,
Vous avez choisi de démarrer par la fabrication...

Vous prenez le risque d'un poste très opérationnel: diriger la fabrication d'un atelier de 400 personnes avec l'appui d'un chef d'unité et la collaboration de services propres à l'unité: méthodes, approvisionnements, contrôle, entretien, personnel. Vous avez une personnalité de leader.

Votre style: s'informe et informe, dialogue, responsabilise, innove, s'implique, fait réussir les équipes qu'il anime. Intérêt pour s'affronter à des missions habituellement confiées à des hommes plus expérimentés. Voudra ensuite réussir ailleurs (les opportunités sont nombreuses dans cette entreprise à organisation très décentralisée).

La Société, 1500 personnes – filiale d'un grand groupe industriel, produit en grande série des biens de consommation durables. Elle est en évolution permanente pour toujours renforcer sa position de leader.

SCHNEIDER RECRUTEMENT Envoyez rapidement lettre et CV à Gérard SCHNEIDER qui vous assure toute discrétion. Référence EM.
55, montée de Choulans 69323 LYON CEDEX 05 - Tél. 7/842.99.09.

AFCOREM

URGENT
SOCIÉTÉ DE COSMÉTIQUES HAUT DE GAMME
recherche

3 AGENTS COMMERCIAUX

NORD/PAS-DE-CALAIS
RÉGION PARISIENNE
NORMANDIE-BRETAGNE
— Formation assurée
— Commission élevée.

Se présenter mercredi 12 sept. HOTEL NORMANDIE
7, rue de l'Echelle, 75001 Paris de 9 h 30 à 16 h ou écrire à STÉ ORNIS, 13, place de la Comédie, 34000 MONTPELLIER.

Laboratoire CNRS, ORLEANS, recherche

JEUNE INGÉNIEUR

désirant préparer thèse D.I.
— Profil: physico-chimie des surfaces, minéralogie.
— Objet: développement de techniques d'analyse chimique à distance de matériaux minéralogiques, application à un projet d'exploration planétaire.
— Rémunération: bourse CNRS/région Centre.

Écr. avec c.v. à M. HAMELIN, CNRS/LPCE
45045 ORLEANS Cedex

Cabinet de conseils juridiques et fiscaux région Nord, rech.

CONSEIL JURIDIQUE ET FISCAL

expérimenté

Écrire avec curriculum vitae au nº 8330, LE MONDE-Publicité, 5, rue des Italiens. 75427 PARIS CEDEX 09.

NICE. ÉCOLE DE FRANÇAIS pr adultes étrangers, recherche

PROFESSEUR

exp. pratique VIF et DVV exigée, parlant bien anglais, plein temps, poste permanent.
Écr. s/nº T 068.063 M
RÉGIE PRESSE
7, rue Montessuy, Paris 7e.

Société spécialisée dans la rénovation sur le plan national de sols sportifs (tennis, etc.), membre de la F.N.C.E.S.E.L., cherche personne dynamique, sportive pour visite clientèle en vue commercialisation nouveau procédé. Secteur d'activité à définir, véhicule indispensable. Faire envoi C.V. pour rendez-vous à:
S.A. CHEM INDUSTRIES, 28120 BLANDAINVILLE.

Hebdo province recherche journalistes. Tél.: (74) 22-63-73.

Groupe de fabricants dentelle et broderie haute fantaisie, recherche

CADRE EXPORT

Il s'agit d'un vendeur de niveau international, capable de maintenir et de développer un important chiffre d'affaire aux USA, au Japon, dans les pays d'Asie, du Moyen Orient et d'Extrême Orient.

Il participe par ailleurs à tous les salons spécialisés européens.

Disponible pour voyager par séjours de 1 à 3 semaines, dans chacun des pays, (environ 6 mois par an), il rencontre des stylistes de haute couture, des confectionneurs, des grossistes importateurs etc... avec une gamme de produits étendue et prestigieuse.

Profil du poste:
- 25 - 35 ans.
- Formation commerciale supérieure: ESC, EBS, BTS commerce international ou équivalente.
- Très bonne aptitude commerciale et à la négociation.
- Psychologie des situations.
- Initiative.
- Sens des responsabilités.

L'anglais compris, lu, parlé et écrit est indispensable, d'autres langues souhaitées.

Salaire en rapport avec qualités demandées.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, salaire actuel et prétentions à: **PROMONOR, 52, rue de Douai, 59000 LILLE.** Discrétion absolue.

promonor

La Société LESPEAU,
fabricant de composants industrialisés pour le Bâtiment
– leader sur le Sud-Ouest dans cette activité –
filiale du Groupe VALEO
crée le poste de

CHEF DU BUREAU D'ETUDES

De formation Ecole d'Ingénieurs, le candidat devra justifier d'une expérience d'environ 10 ans dans le Bâtiment et plus précisément dans la Précontrainte et saura utiliser l'informatique.

Dépendant du Directeur Général Adjoint, il sera responsable des Etudes Techniques en matière de Poutrelles, Pré-dalles et Poutres Industrielles. Il organisera ses équipes de travail (13 personnes) et fera évoluer les programmes informatiques.

Le poste est à pourvoir dans la région de BORDEAUX.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec c.v., photo et prétentions sous réf. 7884 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui tr.

CCMC informatique de gestion
MEMBRE DE SYNTEC

Jeune Chef du Personnel

ORLEANS

Avec 20 à 25 % de croissance par an, 3 centres d'exploitation et 35 agences commerciales, 6 filiales en France, 7 implantations à l'étranger, CCMC est bien la première société française de gestion informatique. Le Directeur des Relations Sociales du groupe recherche le Chef du Personnel de l'unité d'Orléans (Centre d'Exploitation Informatique et entités d'études et recherches, soit 300 personnes) pour mettre en œuvre la politique sociale définie avec la Direction, assurer avec un esprit dynamique et novateur l'ensemble de la gestion administrative du personnel, assister, en liaison avec le Service Droit Social, le chef d'établissement en matière d'obligations légales ou conventionnelles, proposer toutes actions spécifiques à son unité dans les domaines de l'information et de la communication, enfin, prendre en charge le recrutement du personnel non cadre. Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure désireux de parfaire sa première expérience de la gestion du Personnel dans un groupe connu pour son ouverture aux méthodes les plus nouvelles. Membre à part entière d'une Direction étoffée et imaginative, un candidat de valeur évoluera rapidement.
ORION vous garantit une absolue discrétion et vous remercie d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) sous référence 409312 M

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION l'homme et l'entreprise

AFCOREM



En Normandie, à la fois proche de PARIS et de ROUEN, LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'EURE à EVREUX recherche

CHEF DE PROJET HF

POUR DEVELOPPER SON INFORMATIQUE

Elle vous offre:
- de participer à l'adaptation de l'organisation bancaire en pleine évolution
- de concevoir, dans leur globalité organisationnelle et technique, des applications informatiques, en liaison avec les utilisateurs
- de diriger une équipe de 4 à 5 personnes pour la réalisation de ces applications.

Vous êtes un généraliste de fort potentiel ou d'expérience diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur ou équivalent).

Ecrire avec curriculum vitae et photo à:
Monsieur le Chef du Département du Personnel
C.R.C.A.M. de L'EURE - B.P 422 - 27004 EVREUX Cédex.

une carrière dans le bon sens

pmp

VENDRE A L'EXPORT

Fabricant Français, SPECIALISTE MONDIAL de la CHALEUR DIRIGEE, nous distribuons nos produits destinés à l'ELEVAGE à travers nos 5 Filiales et notre DEPARTEMENT EXPORT (30 Agents).
Notre développement nous amène à CREER un POSTE SUPPLEMENTAIRE de

RESPONSABLE DE ZONE

Candidat au FORT POTENTIEL, débutant ou confirmé, rattaché au Directeur Export, vous êtes un BATTANT, aimant l'action et la réussite.
A 50 % de votre temps sur le terrain, vous assurerez les CONTACTS DIVERSIFIES nécessaires au développement de notre présence, la prescription, la prospection, la vente et le suivi.
Possédant le sens de l'initiative, d'excellentes qualités de jugement, le souci de l'efficacité et des résultats, vous MAITRISEZ au moins la LANGUE ANGLAISE.
Résider en BOURGOGNE, à DIJON est nécessaire.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo et salaire actuel sous Réf. 1561.

CONSEIL EN RECRUTEMENT RESULTATS
7 place Darcy BP 1388 21051 DIJON Cedex

SEINE MARITIME

Une Société industrielle, filiale d'un groupe important, spécialisée dans la production d'emballages en verre, recherche pour l'une de ses unités de production à feu continu

RESPONSABLE TECHNIQUE DEVELOPPEMENT

Il aura pour missions:
- l'élaboration et l'amélioration des équipements et procédés de production (machines et matériaux)
- l'analyse des besoins en équipements et des investissements s'y rapportant.
- l'assistance technique auprès de la production
- la mise en œuvre des plans de réduction des coûts.

Ce poste peut convenir à un ingénieur de formation, ayant quelques années d'expérience dans la mise en œuvre de technologies avancées - automatique et informatique industrielle, ainsi qu'une bonne expérience de l'utilisation des outils statistiques.
Nous souhaitons rencontrer, pour ce poste évolutif, un homme de grande disponibilité, rigoureux et méthodique, à l'aise dans les contacts humains, ayant le sens du commandement.
Merci de bien vouloir adresser votre CV détaillé, photo et prét. sous réf. 98778 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.
Réponse et discrétion assurées.

OFFRES D'EMPLOIS

INSEAD
INSTITUT EUROPEEN D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES

FONTAINEBLEAU
recherche

CONTROLEUR DE GESTION EXPERIMENTE

pour adjoint direct à son Directeur Administratif et Financier.

Forte personnalité - esprit d'initiative - volonté d'aboutir - aptitude à travailler en contexte multiculturel.

Formation supérieure (école de commerce, maîtrise de gestion + D.E.C.S. complet...).
Plusieurs années d'expérience du contrôle de gestion. Solide expérience informatique: maîtrise d'outils tels IFPS, MULTIPLAN, DBASE II ou APL, souhaitable.

Anglais indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions à:
Patrice TRIAUREAU - bd de Constance
77300 FONTAINEBLEAU Cédex.

ENGINEERING
Ensembles industriels thermiques
C.A.: 1 milliard de F

SOCIÉTÉ CONCEVANT ET FAISANT RÉALISER DES ENSEMBLES THERMIQUES IMPORTANTS (toutes énergies)
Rech. pour Siège à PARIS

JEUNE INGÉNIEUR «ÉTUDES ET TRAVAUX»

Il aura une DOUBLE FONCTION variée et très formatrice
— d'ÉTUDES: participation à la conception de chaufferies très importantes
— de SUIVI ET COORDINATION DE TRAVAUX sur chantier (région Paris, surtout).

Réelle opportunité pour
- JEUNE INGÉNIEUR diplômé A.M. ou équiv.
- INDISPENSABLE: ÉLECTRICIEN B.T. de formation et/ou expérience • Connaissant le matériel de contrôle et régulation, les automates programmables, les micros-processeurs.
- 1re EXPÉRIENCE dans ces domaines ou DÉBUTANT.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 8080 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

LA VILLEGUERIN AUDIT
SOCIETE DE CONTROLE FIDUCIAIRE

recherche pour participer aux missions variées d'un cabinet important

AUDITEURS CONFIRMES
HEC, ESSEC, ESC, IEP, UNIVERSITAIRES 2e et 3e cycle

- 4 ans minimum d'expérience en cabinet
- possibilité d'évolution rapide de carrière
- formation continue assurée, par des séminaires internes animés par les spécialistes de

LA REVUE FIDUCIAIRE

Envoyer CV et photo à LA VILLEGUERIN AUDIT
Département Recrutement
100, rue Lafayette - 75010 PARIS.

UNE ENTREPRISE
de + de 5.000 personnes

POUR ACCROÎTRE LE POTENTIEL de ses cadres, employés et ouvriers POUR PARTICIPER A LEUR FORMATION

recrute un

FORMATEUR

qui saura s'intégrer dans une équipe existante

VOUS ÊTES responsable, depuis plusieurs années, d'équipes que vous formez,
Vous avez un savoir et un savoir-faire dans des domaines différents, tels que:
- l'utilisation de techniques performantes,
- la mise en place de systèmes informatiques,
- l'organisation du travail

Vous voulez prendre du recul et faire partager ces connaissances,
Si votre sens pédagogique est certain,

NOUS VOUS PROPOSONS de participer à notre action.
Votre rôle:
- analyser les besoins,
- concevoir et réaliser des stages adaptés,
- mettre en œuvre les moyens nécessaires,
- animer des sessions.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 8082 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

INSEAD
INSTITUT EUROPEEN D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES
FONTAINEBLEAU
recherche
CONTROLEUR DE GESTION EXPERIMENTE

ENGINEERING

JEUNE INGÉNIEUR ÉTUDES ET TRAVAUX

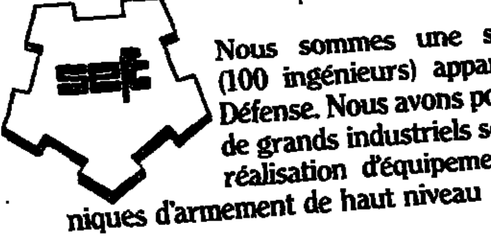
selection conseil

LA VILLEGUERIN AUDIT
SOCIETE DE CONTROLE FIDUCIAIRE
AUDITEURS CONFIRMES
HEC, ESSEC, ESC, IEP, UNIVERSITAIRES 2e et 3e cycle
LA REVUE FIDUCIAIRE

UNE ENTREPRISE
recrute un FORMATEUR

selection conseil

SECTION D'ÉTUDES ET DE FABRICATIONS DES TÉLÉCOMMUNICATIONS



Nous sommes une société de 600 personnes (100 ingénieurs) appartenant au Ministère de la Défense. Nous avons pour mission de piloter auprès de grands industriels sous-traitants les études et la réalisation d'équipements et de systèmes électroniques d'armement de haut niveau

UNE PORTE OUVERTE...

Le développement de nos activités depuis un an amène une extension de plusieurs de nos départements. Ouverts à la rencontre de candidats confiants en leurs possibilités, nous sommes prêts à vous accueillir.

AU POTENTIEL DES DÉBUTANTS

Nous n'exigerons pas de vous une autonomie complète dès le premier jour ! Ainsi, tout en recevant les compléments de formation nécessaires, vous bénéficierez d'une période d'adaptation au cours de laquelle vous prendrez progressivement en charge les affaires dont vous serez responsables.

●●●

HAVAS CONTACT

Ingénieurs grandes écoles, débutants ou confirmés, préparez avec nous les communications du futur

Ingénieurs hard/soft microprocesseurs

Au sein d'une petite équipe de conception (3-4 personnes) mais disposant de moyens puissants (atelier logiciel VAX 11/780 sous unix) et s'appuyant sur la compétence de spécialistes en méthodologie et génie logiciel, vous participerez à la réalisation hard et soft d'applications temps réel sur configurations mono ou multiprocesseurs (6809, 68000). *Réf. A/2430M.*

Ingénieurs logiciel systèmes de télécommunications

De l'analyse fonctionnelle à la mise en œuvre sur site, vous concevrez au sein d'une équipe de haute compétence les logiciels de base ou d'application destinés à des systèmes avancés de télécommunications ou de guerre électronique. Vous mettrez en œuvre ces logiciels de taille importante sur des configurations multi-microprocesseurs ou des *mini-ordinateurs en utilisant des langages de haut niveau (LTR, Pascal)* selon les méthodologies les plus récentes. *Réf. A/2489M.*

Ces différents postes créés au sein d'une société française leader en électronique professionnelle sont basés en proche banlieue de Paris et pourront, pour les candidats les plus performants, évoluer rapidement vers des fonctions de chef de projet. Ecrire en mentionnant la rémunération souhaitée ou téléphoner à J. SCARINOFF en précisant la référence choisie.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieur maintenance, oui, dans l'industrie pharmaceutique.

Ce groupe multinational, l'un des leaders mondiaux de la pharmacie, intensifie ses investissements en France : son usine-modèle, implantée en Normandie depuis plusieurs décennies, a pour objectif de tripler sa production en 3 ans !

Le parc machines va se renforcer en équipements sophistiqués, faisant appel à des techniques de pointe (électronique, automatismes). Il est donc nécessaire d'accroître en parallèle le potentiel du service entretien et maintenance, notamment au *plan organisationnel et technique.*

L'AM qui prendra cette responsabilité vitale pour la réussite du programme peut se prévaloir d'une expérience de l'ordre de 4 à 5 années dans la fonction. C'est un homme de poids et d'envergure, proche du terrain et des hommes. Il a des talents d'organisateur et d'animateur et se sentira en phase avec les exigences particulièrement affirmées de l'entreprise en matière de qualité. Les consultants du cabinet Sirca étudieront avec intérêt sa candidature. Merci de leur écrire sous référence 202 550M en joignant CV et en indiquant votre niveau actuel de rémunération.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

VIVEZ L'HARMONIE

Croissance et rentabilité, qualité et innovation, travail et loisirs... Autant d'occasions de tendre vers l'harmonie.

Harmonie des techniques - *Par la maîtrise de nos métiers :* exploitation de centres informatiques, ingénierie de systèmes et de réseaux, services télématiques, bases de données.

Harmonie des produits et services - Grâce à la complémen*tarité de nos prestations dans les domaines des réseaux* du vidéotex des grands-mini-micro-serveurs, de la messagerie électronique, et de la carte à micro-processeur.

Harmonie des équipes - Alliant la jeunesse et l'expérience, le dynamisme et la sécurité, le talent et la technicité.

Nous avons choisi l'harmonie. Nous y réussirons grâce à ceux qui en grand nombre adhéreront à ce choix.

Ils vivront ainsi l'harmonie d'une carrière riche en responsabilités et en évolutions au sein d'entités autonomes et polyvalentes.

Nos clients le savent. L'harmonie réussit.

telesystemes
DES METIERS POUR PENSER, AGIR, VIVRE.
115, rue du Bac - 75007 Paris - Tél. (1) 544.38.98

GEMAP-OUEST

LEP

LABORATOIRES D'ELECTRONIQUE ET DE PHYSIQUE APPLIQUEE

travaillant en coopération avec l'ensemble des Laboratoires de Recherche PHILIPS

recrute

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Réf. 31 Option INFORMATIQUE : Débutants ou quelques années d'expérience en LOGICIEL pour mener des études systèmes dans le domaine de l'informatique domestique et des micro-ordinateurs du futur.

Ecrire avec CV ET PHOTO au Service du Personnel
3, Avenue Descartes - B.P. 15 - 94450 LIMEIL-BREVANNES.

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS DÉBUTANTS

Nous vous offrons d'assurer la conduite et la réalisation de nos affaires dont vous aurez la charge complète :
– définition des caractéristiques techniques des matériels en fonction des besoins exprimés ;
– préparation et lancement de consultations auprès des industriels pour les études et la fabrication dont ces derniers seront chargés ;
– organisation, suivi et analyse des résultats d'essai en laboratoire, sur le terrain...
– animation et coordination de l'ensemble des travaux.

VOUS SOUHAITEZ NE PAS VOUS ENFERMER DANS LA TECHNIQUE

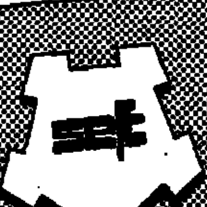
Vous appréciez la variété dans le travail et les contacts à tous niveaux, vous avez le sens des responsabilités et l'esprit d'initiative, vous pensez que piloter des projets dans des secteurs de pointe constitue un tremplin pour votre carrière.

La Section d'Études et de Fabrications des Télécommunications souhaite vous accueillir.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil EUREQUIP à qui nous avons confié la recherche et qui vous garantit la plus grande discrétion.

EUREQUIP
Département Conseil en Recrutement
19, rue Yves-du-Manoir 92420 Vaucresson.
Tél. 741.79.19.
PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

HAVAS CONTACT



UN TREMPLIN POUR VOTRE CARRIÈRE.

IBM France explique sa campagne de recrutement

Notre Campagne de Recrutement

Elle s'inscrit dans la logique du développement d'une entreprise qui depuis 1914 a grandi sans aucune fusion ou absorption d'autres sociétés.

IBM France et ses filiales comptaient, à la fin de 1983, 21.047 collaborateurs. Avec une embauche de 875 personnes, ce chiffre représente une création de près de 300 emplois. La Compagnie a consacré l'an dernier 11,4 % de la masse salariale à l'éducation interne.

1983 a été une bonne année pour IBM France. Notre croissance a été forte (chiffre d'affaires HT de 27.99 milliards de F en hausse de 25,6 %).

Notre bénéfice net après impôts s'est élevé à 1.72 milliard de F (6,2 % du C.A.).

Nous avons poursuivi en 1984 une importante campagne de recrutement. Pourquoi? Parce que nous voulons nous doter des moyens humains nécessaires à la poursuite d'une politique continue d'innovation. Nous venons de lancer tout un ensemble de matériels et logiciels originaux. L'ordinateur personnel IBM a été incontestablement un événement marquant, par le rôle de premier plan qu'il joue dans le développement de l'informatique individuelle. Nous avons également mis à la disposition de nos clients les ordinateurs 36, 4361 et 4381, en milieu de gamme, et apporté des extensions à l'ordinateur 38. Le contrôleur de communications 3725, développé dans notre Centre d'études et recherches de la Gaude a été livré dans le monde entier. Enfin, la fabrication des premières cartes électroniques réalisées par robot est significative pour l'avenir. Naturellement, il nous faut assurer le remplacement de nos collaborateurs qui ont atteint l'âge de quitter la vie active.

Nos collaborateurs se sentent bien chez nous. En 1983, nous n'avons enregistré que 229 démissions, soit seulement 1,1 % de l'effectif total.

Notre Politique de Recrutement, notamment dans le domaine commercial.

Nous recherchons des jeunes, diplômés d'écoles d'ingénieurs et de Commerce, des titulaires d'une maîtrise scientifique ou de gestion, débutants ou ayant 2 à 3 ans d'expérience professionnelle. Nous leur demandons de bonnes connaissances de l'anglais.

Nous suivons essentiellement une politique de promotion interne. Nous n'embauchons pas pour satisfaire des besoins à court terme, mais pour répondre aux besoins à moyen et long terme de l'Economie Française.

Les postes à pourvoir.

Notre campagne porte principalement sur les Ingénieurs Commerciaux et Ingénieurs Technico-Commerciaux. Nous sommes exigeants, sans pour autant qu'il existe un profil type de candidat. C'est la diversité des formations, diplômes et personnalités qui fait la richesse et l'efficacité de nos équipes. Nous faisons en effet appel à plus de 100 écoles et universités.

Peut-on faire carrière chez IBM?

Absolument. IBM est une entreprise où il est possible d'exercer différents métiers, dans le cours d'une carrière. La possibilité d'accéder à des responsabilités de haut niveau demeure. Il n'y a pas de "parachutage": les dirigeants actuels sont d'anciens ingénieurs.

Comment s'exerce notre choix final.

Notre premier critère porte sur une formation supérieure, sanctionnée par un diplôme de niveau Bac + 4; puis nous sommes très attentifs d'une part à l'aptitude à l'informatique, d'autre part à la capacité d'établir des contacts commerciaux.

Les candidats sont reçus pour des examens d'aptitude et une séquence d'entretiens. Aujourd'hui, notre outil principal de recrutement, c'est l'entretien. Les candidats retenus à ce stade rencontrent ensuite leur futur patron, Directeur d'agence ou de région, qui approuvent leur candidature.

Nous apprécions à la fois les connaissances qui résultent de la formation, et les qualités humaines.

Le marché de l'informatique atteint un tournant où la vente des solutions apportées par les logiciels importe autant que celles des caractéristiques techniques des matériels.

Cette évolution, nous la constatons chaque jour. C'est pourquoi nous avons besoin de femmes et d'hommes ambitieux, motivés par la vente, capables de faire preuve d'imagination dans la recherche de nouveaux clients comme dans la préparation d'un projet informatique.

Où les jeunes diplômés peuvent-ils adresser leur candidature?

A notre Département Recrutement-Orientation-Conseils, 2 rue de Marengo 75001 Paris, en mentionnant la référence : ICM. 11/9.
Elle sera traitée avec la plus grande discrétion.



le bon départ

MASH

Responsable financier et administratif

230.000 F

Paris-banlieue sud - La filiale française (50 personnes, 30 millions de francs de chiffre d'affaires) d'un groupe international qui a pour spécialité les outils de coupe en carbure de tungstène recherche son responsable administratif et financier. Placé sous l'autorité du directeur général de la filiale, il animera une équipe de 3 personnes et couvrira l'ensemble des activités administratives, comptables, financières et informatiques que suppose la gestion d'un centre de profit autonome. Parallèlement, il entretiendra une liaison fonctionnelle avec la société-mère et se chargera personnellement du reporting. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 28 ans minimum doté d'une formation supérieure (type ESC + DECS) ou équivalent et justifiant d'une expérience de la fonction (3 ans minimum) acquise soit au sein d'une société affiliée à un groupe U.S. soit dans un cabinet d'audit anglo-saxon. Compte tenu du contexte international, la pratique courante de l'anglais est indispensable. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 230.000 francs. Ecrire à J.M. JACLOT en précisant la référence A/R9070M.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

CHEFS DE GROUPE INFORMATICIENS

Proche banlieue Nord accessible par le métro

Une société française, filiale de l'un des premiers groupes industriels français, qui réalise des équipements complexes associant l'électromécanique, l'électronique, l'optoélectronique et l'informatique, recherche DES CHEFS DE GROUPE INFORMATICIENS. Sous l'autorité du Chef du Bureau d'Etudes Informatiques, ils participeront au choix des grandes options techniques : systèmes d'exploitation langages, politique de tests,... Pouvant être impliqués dans plusieurs projets, ils seront responsables de la rédaction des spécifications fonctionnelles de leurs projets et élaboreront avec le responsable du Bureau d'Etudes Informatiques, les devis et plannings de réalisation. Pour mener à bien leurs projets, ils disposeront d'une équipe de 4 à 6 ingénieurs ou analystes-programmeurs qu'ils piloteront jusqu'à la recette sur le site puis pendant la période de maintenance. Ils pourront aussi être sollicités pour apporter un appui au service commercial ou pour améliorer les méthodes de travail et la productivité du bureau d'études. Les candidats retenus, âgés d'au moins 28 ans, de formation Ingénieur type ESE, ISEP, INSA,... option informatique ou ayant acquis une pratique en informatique, possèderont au moins 4 ans d'expérience acquise dans la réalisation de systèmes temps réel chez un constructeur d'ordinateur, au sein d'une société d'engineering, ou dans les services informatiques d'un grand groupe industriel mettant en oeuvre des technologies de pointe.
Ecrire sous référence 692/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

AFCOREM

multiconsult



CABINET CONSEIL INTERNATIONAL
(Membre de Deloitte Haskins and Sells International)
recherche

un Expert Comptable Expérimenté H/F

pour la gestion d'un projet d'installations de systèmes financiers informatisés en entreprises.

Le candidat retenu encadrera une équipe de plusieurs consultants pour des missions d'étude préalable et de mise en place de progiciels comptables en temps réel. Ces missions comprennent à la fois des travaux de formation et d'organisation dans différents domaines financiers, ainsi qu'une forte implication dans tous les aspects informatiques.
Il disposera d'une expérience confirmée en entreprise ou en cabinet conseil de 5 à 10 ans ayant impliqué de réelles responsabilités opérationnelles dans le domaine comptable.
Ce poste requiert une bonne pratique de l'informatique, un sens commercial affirmé et une forte implication personnelle.
Basé à Paris (Etoile), au sein d'un groupe jeune, dynamique et international, ce poste implique des déplacements en Province dans le cadre de missions variées, nécessite une bonne connaissance de l'anglais et pourra déboucher sur des possibilités d'évolution rapide.
Il implique un goût affirmé des contacts humains et du travail en équipe, des qualités de rigueur et de méthode, un bon esprit d'analyse et de synthèse ainsi que de fortes capacités d'adaptation.

Adresser lettre manuscrite + CV détaillé + photo sous réf. 8491 à
Mme Frédérique CHEMARIN - MULTICONSULT RECRUTEMENT
83, avenue Marceau - 75116 PARIS

LEVI TOURNAY

Le contrôle de gestion au service de l'édition

Votre première expérience professionnelle - 3 à 5 ans - a bien confirmé le choix que vous aviez fait au terme de vos études supérieures, ESC ou universitaires. Au sein d'une direction financière d'une affaire bien gérée, ou dans un cabinet d'audit américain, vous avez acquis les compétences qui vous permettent aujourd'hui de devenir contrôleur de gestion d'un des grands de l'édition française.

C'est pour vous l'opportunité d'y découvrir un monde passionnant à l'intersection des problèmes de création et des contraintes de production et de vente. Vous y nouerez des relations intéressantes avec des départements éditoriaux qui ont chacun leurs caractéristiques propres. Et de plus, la fonction contrôle de gestion, à l'importance reconnue, voit son domaine s'étendre : tableaux de bord, procédures budgétaires, comptabilité analytique, prévisions de trésorerie, mise en place de micro informatique. Autrement dit, une occasion intéressante de développement de carrière...

A vous d'adapter les techniques de contrôle de l'industrie ou la distribution pour les rendre opérationnels dans nos métiers de l'édition. A vous de devenir le contrôleur de gestion à la fois bon professionnel et bon relationnel, qui sait expliquer, convaincre et contribuer positivement à l'amélioration des résultats. Mais il vous faut maintenant écrire aux consultants de SIRCA sous la référence 196 212M pour leur exprimer votre intérêt pour ce poste qui évidemment est à Paris.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

TOTAL

AUDIT

Nous recherchons un professionnel, de niveau expertise comptable, pour participer au sein d'une équipe à l'audit de nos filiales situées dans le monde entier. Il devra justifier de quelques années d'expérience, de préférence en cabinet d'audit, d'une bonne maîtrise de l'anglais, et de connaissances en informatique. Basé à Paris, il sera chargé de nombreuses missions de courte durée à l'étranger. A terme, une évolution de carrière dans le Groupe est possible.

Si ces perspectives vous intéressent,
veuillez adresser lettre manuscrite + CV + photo, sous réf. 4M067,
au Service Recrutement, 5, rue Michel Ange, 75781 Paris cedex 16.

COMPAGNIE FRANCAISE DES PETROLES.

CONTESSE

nardeux

P.M.I. Electronique professionnelle haute renommée
LES ULIS (Paris) recrute :

TECHNICO-COMMERCIAUX RADIOPROTECTION

- Leader français en radioprotection nucléaire (vous avez vu nos appareils et installations, en particulier dans les centrales nucléaires) nous accroissons le nombre de nos technico-commerciaux, tant pour les marchés en France qu'à l'étranger.
- Vous avez une solide formation technique (B.T.S. / D.U.T. maximum) avec une spécialisation en mesures physiques orientée vers la physique nucléaire.
- A 30 ans, vous avez commencé une carrière de vendeur technicien et désirez continuer votre expérience dans une entreprise de pointe en pleine croissance et à structure de taille humaine (P.M.I. de + de 300 personnes).
- L'anglais ne vous pose pas de problèmes.
- Vous avez su intégrer dans votre vie l'habitude de nombreux déplacements de durées variables.

Merci d'envoyer C.V. + photo + lettre manuscrite à :
NARDEUX S.A.
Relations Humaines avec mention « confidentiel »
La Vallée Du Parc - BP 249 - 37602 LOCHES Cédex.





هكذا من الاصل

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS | OFFRES D'EMPLOIS | OFFRES D'EMPLOIS | OFFRES D'EMPLOIS



Paris 8e

Conseil en brevets

recherche

Ingénieur confirmé

ayant le diplôme du CEIPI

Confidentialité assurée.

Adressez votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions), sous réf. 8830 (à mentionner sur l'enveloppe), à Médio-System, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cédex 02, qui transmettra.

médio-system

VOUS ETES ATTIRE PAR L'INFORMATIQUE
FAITES UNE CARRIERE AVEC NOUS
D'INFORMATICIEN

Nous sommes une Société Parisienne de Services et Ingénierie en Informatique et recherchons de JEUNES COLLABORATEURS *ayant plusieurs années d'études supérieures, dégagés des obligations militaires et libres rapidement.*

Il n'est pas nécessaire d'avoir des connaissances en informatique, les candidats engagés étant formés intégralement par la société.

Adresser lettre avec CV détaillé + photo sous réf. 98419C à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

ENERTEC

Société du groupe Schlumberger
Recherche pour sa division Instruments des ingénieurs confirmés

Notre établissement de Vélizy conçoit et réalise des enregistreurs magnétiques aéronautiques et spatiaux. Nos produits de haute technologie s'adressent principalement à des marchés publics civils et militaires. Notre développement nous permet d'offrir de réelles possibilités de carrière à un :

Responsable achats

Il aura à animer, coordonner et diriger une équipe d'acheteurs chargés des approvisionnements de composants mécaniques et électroniques pour un département réalisant 80 MF d'achats. Il devra également rechercher et diversifier les fournisseurs, assurer les délais de livraison, maintenir une haute qualité et réduire les coûts d'achats. Nous recherchons une personne de formation supérieure, diplômée d'une école d'ingénieur ayant une expérience réussie d'au moins 5 ans de ce métier et connaissant le marché des produits électroniques. Anglais souhaité.
(Réf. : LM1)

Responsable marketing

Il aura au sein de la branche enregistreurs d'essais à concevoir la stratégie produits à moyen et à long terme, soutenir le réseau commercial et assurer l'interface avec les autres services.
Il collaborera étroitement avec une activité sœur aux USA afin d'aboutir à une stratégie mondiale. Il encadrera les ingénieurs produits de la branche.
Diplômé d'une grande école d'ingénieur en électronique, il a acquis au cours de 4 à 5 ans d'expérience une large culture scientifique et il parle couramment l'anglais.
(Réf. : LM2)

Chef du service études enregistreurs linéaires

Au sein de la branche enregistreurs d'essais, il est responsable d'une équipe de 9 ingénieurs et techniciens chargée d'étudier les nouveaux produits et d'assister la production sur les produits actuels.
Il contribue avec les chefs de projets à la définition des cahiers des charges, il est responsable des délais de réalisation et des coûts. Il apporte conseil et assistance technique à son équipe.
Ingénieur électronicien, il a une expérience de Chef de projet de quelques années.
(Réf. : LM3)

Les candidatures sont à adresser en précisant la référence avec C.V. et prétentions à :
Brigitte DAUMARIE
ENERTEC Service Personnel 1, rue Nieuport 78140 Vélizy

ENERTEC
Schlumberger

Adjoint au Directeur Financier

Un groupe de sociétés, (700 personnes, 350 MF de chiffre d'affaires), fabriquant et distribuant une gamme de produits performants en France et à l'étranger dans le domaine industriel, confirme sa position de leader par une politique d'investissements et de diversification. Son Directeur Financier renforce ses structures financières en créant le poste d'adjoint au siège du groupe à **PARIS.**

Assisté d'une équipe de 16 personnes, dans un environnement très informatisé, vous devez harmoniser le système comptable des sociétés du groupe, superviser l'ensemble des opérations (Bilan, CE, respect des délais), développer et appliquer des outils de gestion dans les domaines contrôle budgétaire, tenue des stocks, prix *de revient, administration des ventes, gérer la trésorerie, traiter avec les banques, réaliser les opérations fiscales* et améliorer les procédures internes.

Un «challenge» intéressant si vous êtes de formation supérieure et comptable type Sup de Co + DECS, auditeur (3/4 ans) dans un cabinet d'audit anglo-saxon, ou au sein de la direction financière d'un groupe. Véritable «manager», vous êtes néanmoins prêt à retrousser les manches. Une étape qui vous permettra d'évoluer plus tard vers une direction financière.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la réf. M 33009 à Rudolph von Raesfeldt, TEG, 18 place Henri Bergson 75008 Paris.

division de SYSTEMA — The Executive Group (France) Management

DESSEIN

TELECOMMUNICATIONS
PROCESS INDUSTRIEL
LOGICIEL DE BASE

Ingénieurs expérimentés

Nous sommes une jeune société d'informatique spécialisée en télécommunications, process industriel et logiciels de base. Nos clients sont essentiellement les grandes sociétés et administrations.

Faisant face à notre forte expansion, nous recherchons de nouveaux collaborateurs.

Ingénieurs confirmés, vous possédez trois ans d'expérience informatique et souhaitez maintenant intervenir sur des missions enrichissantes, compatibles avec vos aspirations professionnelles.

Une ambiance de travail agréable au sein d'une équipe soucieuse de la qualité de ses résultats font partie de vos critères de sélection !.. Nous sommes faits pour nous entendre.

Contactez Pierre GILLIER, en lui envoyant C.V. et prétentions, sous réf. LM/43 à **SEGIME INDUSTRIE** - 57, rue Vasco-de-Gama - 75016 PARIS.

SEGIME
ingénierie informatique

MEDIA PA

Ingénieurs informaticiens

venez renforcer notre potentiel technique

Depuis 14 ans nous sommes l'un des leaders dans le domaine de l'ingénierie informatique. Dans le cadre de notre expansion et de notre décentralisation nous recherchons actuellement des ingénieurs informaticiens.

● **Confirmés** pour travailler dans les domaines : génie logiciel, traitement du signal, conduite de processus industriels, réseaux.

● **Débutants** de formation *Grande Ecole ou Universitaire.*

Ces postes sont basés à **PARIS et Région NORD.** Le dynamisme de nos structures est le garant d'un réel enrichissement de votre potentiel tant sur le plan technique que sur le plan de l'accroissement des responsabilités.

Pour prendre contact, envoyer lettre, CV, prétentions sous réf. R5 - à Marie France BURQ - **EUROSOFT** - 38, bl Henri Sellier - 92150 SURESNES.

EUROSOFT-SYSTEMES

MEMBRE DE SYNTEC-Informatique

PEUGEOT
OUTILLAGE ELECTRIQUE

Chef de produit opérationnel

Le succès de la nouvelle gamme d'outillage grand public et nos objectifs à l'exportation nous conduisent aujourd'hui à étoffer notre service marketing.

Votre mission : prendre en charge d'une manière autonome et responsable l'ensemble des opérations du marketing-mix : gérer, animer et développer les différentes gammes de produits (lancement... promotion... publicité...), mais aussi apporter les actions correctives qu'impose la réalité du marché, et sur le terrain être le soutien dynamique auprès de l'équipe de vente.

Une formation supérieure commerciale, une expérience significative et réussie du marketing opérationnel des produits grande consommation en tant qu'Assistant(e) ou Chef de Produit (3 à 5 ans) : profil *idéal de celui ou de celle que nous attendons, auquel il faut ajouter le dynamisme et le sens de* l'organisation. La maîtrise de l'anglais et (ou) de l'allemand est nécessaire compte tenu de vos futures relations avec l'export.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la réf. M 32709 à Nicole Le Breuilly, TEG, 18 place Henri Bergson, 75008 PARIS.

division de SYSTEMA — The Executive Group (France) Management

DESSEIN

Contrôleur de gestion des filiales de distribution

Nos activités nouvelles de distribution en France et à l'étranger sont en fort développement (duty-free shops, magasins micro-informatiques, multistore...). Elle représentent actuellement plus de 300 MF de CA. Nous avons à *l'étude d'importants projets qui impliquent* des mises en place originales. Un contrôleur de gestion polyvalent et entrepreneur devient nécessaire pour suivre la gestion des centres de profits récents et maîtriser les multiples problèmes des nouvelles implantations : diagnostic, financement, règles de reporting, questions juridiques...

Il s'agit d'un poste opérationnel pour un HEC - ESSEC déjà frotté à un contrôle de gestion évolué.
Si vous êtes décidé à mettre en place des organisations souples et rentables en France et à l'étranger. (Connaissances de l'Anglais et de l'Espagnol).

Prenez contact avec la gestion des cadres du groupe en nous exposant vos réalisations et vos motivations - Réf. 339 - Groupe HACHETTE 12, rue François 1er - 75008 Paris.



HACHETTE

Jeunes Diplômés

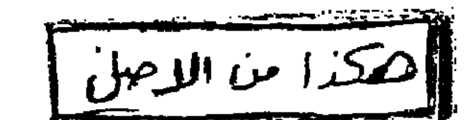
INGENIEUR COMMERCIAL : L'IMAGINATION ...

– **Parce que notre offre est globale** (gamme complète de matériel, logiciel et services), nos Ingénieurs Commerciaux sont inventifs dans l'élaboration d'une solution adaptée au besoin du client.
– **Parce que notre marché est ouvert** (des PME au secteur public), nos Ingénieurs Commerciaux sont à même de dialoguer avec des décisionnaires de tous les niveaux.
Votre ingéniosité a déjà eu l'occasion de s'exercer au cours d'une formation supérieure (ECOLE DE COMMERCE, GESTION...) où les connaissances de base se sont enrichies par un premier contact avec le monde industriel. Nous comptons avec vous pour rechercher de nouveaux marchés et développer des comptes existants.
Une formation alternée et rémunérée, débutant en OCTOBRE, vous préparera à intégrer nos unités opérationnelles basées à PARIS ou en PROVINCE.
Avec nous, apportez l'imagination et la qualité au service du client.
Merci d'adresser vos lettre de candidature, CV et prétentions sous réf. 274 M à

Gilbert Passekaraïle
Cii Honeywell Bull
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20






هكذا من الاصل

La chambre de commerce et d'industrie de Paris

recherche

UN AUDITEUR INTERNE

30 ANS ENVIRON

– Formation supérieure (grande école commerciale ou équivalent) complétée éventuellement par un DECS.
– Ayant quelques années d'expérience de l'audit interne en structure de groupe.

Adresser : lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions à : C.C.I.P. Direction du Personnel et des Relations Sociales. 8, rue Chateaubriand, 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ EN PLEINE EXPANSION
SUD DE PARIS
(600 millions C.A.)

recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE CONFIRMÉ

Situation intéressante pouvant évoluer vers Secrétariat Général

Envoyer curriculum vitae et prétentions à :
RÉGIE-PRESSE, sous nº T 68119 M,
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

ORGANISME DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE
REGROUPANT 600 ÉTABLISSEMENTS
recherche

RESPONSABLE DU SERVICE ADMINISTRATIF

NÉCESSITE :
- Formation supérieure économique, juridique et sociale.
- Sens des responsabilités.
- Expérience dans des fonctions comparables.

Lieu de travail : PARIS.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à :
U.N.M.F.R.E.O. - 59, rue Réaumur, 75002 PARIS.

INGENIEUR TRAVAUX NEUFS

Ce laboratoire pharmaceutique occupe dans sa spécialité une place prépondérante. Son siège est basé en région parisienne et il possède 10 succursales en France. Le développement de la Société (+ 25 % chaque année) l'amène à créer le poste d'Ingénieur Travaux Neufs.

Rattaché au Directeur administratif et financier de la Société et responsable d'un budget de plus de 20 MF. Il assure la gestion complète des projets et de la réalisation des nouvelles implantations ou extensions de la Société (aménagements et équipements industriels).
En liaison avec les divers services de la Société et avec les intervenants extérieurs (administrations, sociétés de construction et d'installation, fournisseurs et prestataires de services), il agit en qualité de coordinateur et de planificateur des projets et chantiers. Il est également responsable de la maintenance des bâtiments et équipements existants.

Nous souhaitons rencontrer un candidat âgé de 30 à 35 ans, de formation Arts et Métiers, T.P., H.E.I. ou équivalent, possédant une expérience de 5 ans acquise au sein d'un service travaux neufs, ou d'une société d'ingénierie.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 12/1159 A, à :

EGOR INDUSTRIE
8, rue de Berri 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL
egor

média-system

Systèmes automatiques de contrôle

DIRECTEUR ETUDES ET DEVELOPPEMENT

Cette Société, filiale d'un des premiers groupes industriels français largement diversifié, est devenue rapidement un des leaders mondiaux dans sa spécialité : les machines automatiques de contrôle. Ce succès, dû en particulier aux qualités techniques du matériel, lui permet de fournir 1/3 du marché mondial. L'exportation représente 90 % du C.A. En expansion constante, elle se développe également vers de nouveaux marchés et déjà deux des trois dernières machines réalisées s'adressent à de nouveaux secteurs d'activités.

Animateur d'une équipe de 25 Ingénieurs et Techniciens de toutes disciplines, le titulaire du poste prend en charge l'étude, la réalisation et la mise au point de machines nouvelles et de sous-ensembles composant ces machines. Il gère un budget qui représente 10 % du C.A. de l'Entreprise.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur de plus de 32 ans, diplômé d'une grande école. Il possède une expérience significative de la réalisation de matériel ayant une technologie complexe. Au-delà de ses connaissances techniques, l'homme que nous recherchons est en mesure de prouver ses capacités d'animateur et de gestionnaire.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 9202 V, à :

EGOR INDUSTRIE
8, rue de Berri 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL
egor

média-system

Chimie fine

RESPONSABLE TECHNICO-COMMERCIAL EXPORT

Cette société, filiale d'un important groupe pharmaceutique français, est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits actifs de la chimie fine, destinés aux industries de la pharmacie, des cosmétiques et phytosanitaires.

Elle développe un C.A. de 120 Millions de francs (dont 65 % à l'export), emploie 200 personnes environ et figure parmi les leaders dans son domaine d'activité.

Elle souhaite renforcer son équipe actuelle en intégrant un responsable technico-commercial export.
Directement rattaché au Directeur Commercial, il prend en charge le développement des ventes et la gestion du courant d'affaires auprès de la clientèle : prospection, spécification, négociations, suivi technique du produit...

Nous souhaitons rencontrer un Jeune Diplômé de l'enseignement supérieur (Ingénieur chimiste, pharmacien...) justifiant d'une expérience de 2 à 5 ans dans la vente de produits industriels, si possible dans un secteur similaire.
La pratique de l'anglais est indispensable. Le poste est basé à Paris 7ème.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 12/1050 A, à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL
egor

MEMBRE DE SYNTEC



Débutez une carrière dans notre Groupe par l'audit international

JEUNE AUDIT DES FILIALES

Engagé par ESSO CHIMIE, il sera détaché (pendant 2 à 3 ans maximum) auprès du centre européen d'Exxon Chemical afin d'effectuer des missions dans l'ensemble des filiales du Groupe. Puis, il sera appelé vers d'autres fonctions au sein d'ESSO CHIMIE au siège à Paris ou dans son complexe pétrochimique de Notre Dame de Gravenchon.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'une grande école commerciale ayant, si possible, une formation complémentaire de gestion, type M.B.A. Il est débutant ou possède déjà une première expérience professionnelle.

Le centre d'Audit européen d'Exxon Chemical est basé à Bruxelles mais une résidence en région parisienne est souhaitée. Ce poste implique nécessairement de nombreux déplacements en Europe.
La pratique de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 11507 AE, à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL
egor

MEMBRE DE SYNTEC

Informaticiens confirmés l'innovation chez SG2 : une réalité

SG2, puissant groupe de 4 500 personnes, présent sur les marchés nationaux et internationaux, poursuit une rapide expansion dans tous les secteurs de l'informatique. Ainsi pour 1983 l'ingénierie informatique présente un développement supérieur à 40 %.

Informaticiens confirmés vous connaissez SG2 de réputation et sans doute la diversité et l'ampleur de nos projets. Pour répondre à notre forte croissance, nous recherchons actuellement dans le domaine du Développement et Conduite de Projets des informaticiens ayant une solide expérience : MERISE et/ou PAC.

De formation supérieure, votre expérience professionnelle vous a donné le goût de l'innovation technologique. Grâce à votre esprit d'entreprise, votre sens du contact humain, vous prendrez rapidement la responsabilité de projets qui vous seront confiés. De réelles perspectives d'évolution existent au sein de notre structure.

Informaticiens confirmés optez dès la rentrée pour l'innovation SG2 en envoyant votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions) sous réf. YR 37M à

GROUPE SG2
Direction Recrutement.
12 - 14 avenue Vion-Whitcomb, 75016 Paris.

SOURCES

Proche Banlieue Paris **230 000 F+**

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE GESTION ET ORGANISATION

Au sein d'un des grands groupes industriels français, cette entité de 850 personnes est aujourd'hui l'un des leaders mondiaux dans le développement, la fabrication et l'installation d'équipements professionnels de télévision et vidéo électronique, activité fortement exportatrice.
Directement rattaché au Responsable du Service Informatique et pouvant s'appuyer sur l'équipe en place et les moyens puissants du Groupe, ce Chef de Projet effectuera une analyse fonctionnelle des tâches existantes pour aboutir à des recommandations visant à harmoniser les réalisations actuelles en gestion.
Il participe en outre à la définition de la stratégie informatique et assure les relations entre services extérieurs et intérieurs.
Le candidat souhaité (la trentaine environ), connaît par expérience et formation la profonde interpénétration entre la gestion de l'entreprise et l'informatique actuelle (minis et micros inclus).
Son sens de l'organisation concrète se double d'une grande capacité de contact et d'écoute et il sait faire passer ses idées.
Son appartenance à un grand Groupe lui offre de nombreux avantages et des possibilités d'évolution importantes.
La rémunération initiale sera fonction de la valeur et de l'expérience du candidat retenu.
Pour recevoir informations complémentaires, merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 26/1157 A, à :

EGOR INFORMATIQUE
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL
egor

média-system

Pour un jeune banquier... un nouvel essor

Une banque privée, filiale d'un puissant groupe financier, renforce ses structures et recherche un

SOUS DIRECTEUR

de formation supérieure, ayant une dizaine d'années d'expérience des différentes fonctions bancaires.

Il sera, dans un premier temps, responsable de l'administration : relations sociales, gestion du personnel, informatique... et étendra progressivement son champ d'action aux opérations bancaires ou au commercial. Il aura ainsi l'opportunité de se préparer à des fonctions de dirigeant.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 406 214 M (à mentionner sur l'enveloppe)



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS.

Plus qu'une fonction, Apple vous propose...

Dans une organisation souple et efficace : des responsabilités larges et évolutives – une ambiance jeune et ouverte – un esprit d'équipe.
Vous permettant d'assurer votre réussite en contribuant largement au succès d'APPLE. L'informatique personnelle vous attire.
Venez nous voir, nous recherchons pour nos services :

responsable formation

Vous développez et mettez en place le programme de formation interne en collaboration avec notre équipe européenne. Vous établissez et assurez le suivi des déclarations liées à la formation.

Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur (DESS, maîtrise de droit social), occupez cette fonction dans un secteur identique et parlez couramment l'anglais.

assistant finance

Vous assurez le contrôle des coûts de distribution et le suivi des stocks. Vous participez activement au reporting mensuel de gestion et à la mise en place des procédures.

DECS, vous maîtrisez le reporting et la comptabilité américaine et pratiquez l'anglais. Vous avez une expérience de 3 ans en entreprise ou cabinet d'audit.

assistant crédit

Responsable de la gestion d'un portefeuille, en liaison avec nos services Distribution et Commercial, vous êtes en contact direct et fréquent avec nos clients (visites, réunions).

Vous êtes diplômé(e) ESC, pratiquez l'anglais et possédez une expérience de 2 ans dans une fonction similaire.

Adressez votre CV, lettre manuscrite et prétentions en précisant la fonction choisie à : APPLE, Geneviève CARPE - service du personnel - Avenue de l'Océanie, ZA de Courtabœuf, BP 131 - 91944 LES ULIS CEDEX.



Apple

Organisation et Publicité

SEITHA
Génie climatique, économie d'énergie
énergies nouvelles
renforce son AGENCE PARISIENNE située en BANLIEUE SUD, en créant le poste de

Responsable du SAV

A la tête d'une petite équipe, il assumera une large mission d'animation, d'organisation et de planification des actions des techniciens, de préparation des approvisionnements, de suivi des contrats d'entretien et de dépannage, de conseil auprès de la clientèle afin de lui proposer l'assistance technique ou les améliorations permettant la meilleure utilisation des installations.

Une solide compétence en GENIE CLIMATIQUE, avec de préférence une formation de type IFFI, est indispensable dans ce poste autonome destiné à un candidat voulant évoluer vers des responsabilités polyvalentes au sein d'une structure à taille humaine et particulièrement performante.

Ecrire au CABINET GATIER, 32 Rue Barrême 69006 LYON, sous réf. 119 M.

Cabinet Gatier

média-system

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

jeune chef de projet, développez notre informatique d'aide à la décision

Direction informatique d'un ensemble d'entreprises (produits grand public) appartenant à un groupe industriel français d'implantation internationale, notre grande informatique (Paris-Ouest) est basée sur trois IBM 30XX. Nous y avons relié 80 IBM PC, 18 IBM 8100 et 550 terminaux pour développer une informatique, proche de l'utilisateur, à base de micros et d'un infocentre.

Votre mission est de former, de conseiller et d'assister nos utilisateurs dans la mise en œuvre d'une panoplie d'outils comme FOCUS, VIDÉOTEX... que vous complétez au fur et à mesure.

Ingénieur grande école, vous disposez d'une expérience, même courte, en informatique de gestion et êtes tenté par les techniques nouvelles ; rejoignez notre groupe qui offre de plus larges perspectives d'évolution.

Notre consultant, J. TALLIEU, vous remercie de lui écrire (réf. 4515 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
Carrières de l'Informatique
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

INNOVER

dans les relations banque - PME.

Le Groupe des Banques Populaires (28.500 personnes) a toujours été le partenaire privilégié des PME.

Pour répondre à cette vocation, nous vous proposons de vous intégrer dans l'unité de la CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES, chargée de créer et promouvoir des outils d'aide à la décision concernant la gestion des PME.

Votre mission sera de :
- développer des modèles, produits d'analyse et de simulation financière ; en assurer la diffusion dans le Groupe,
- accompagner, à leur demande, les collaborateurs des Banques Populaires dans leurs interventions de Conseils en entreprise,
- former les utilisateurs de ces produits dans les Banques Populaires.

Outre votre formation d'ingénieur ou d'économiste d'entreprise, nous vous demanderons une expérience confirmée de gestion ou production en entreprise industrielle ou commerciale, des connaissances en informatique de gestion et de réelles qualités d'animation.

Le poste est basé à Paris, avec des déplacements fréquents en Province.

Merci de nous envoyer C.V., photo et indication de la rémunération actuelle, sous réf. M.20 à Mme Anny NOE - Chambre Syndicale des Banques Populaires 131, av. de Wagram 75847 PARIS CEDEX 17.



Message à des
CONSULTANTS
à fort potentiel

Vous souhaitez intégrer un grand groupe et travailler dans l'ambiance indépendante d'une petite équipe de conseils.

Nos clients sont très diversifiés et font appel à nous pour la qualité de nos études et notre compétence dans le domaine

logistique et transports

Deux postes sont à pourvoir :

ingénieur d'affaires - futur chef de projets -
190.000F

Vous êtes un consultant confirmé, capable de devenir rapidement chef de plusieurs projets pour lesquels vous serez l'interlocuteur du client et le manager d'ingénieurs d'affaires. Votre expérience (3 à 5 ans) a été acquise dans le service organisation d'une entreprise ou en cabinet d'organisation. Réf. M/172/B

ingénieur d'affaires débutant
140.000F

(0 à 1 an d'expérience). Vous souhaitez apprendre ou perfectionner votre métier dans une société performante. Réf. M/172/C

Dans les 2 cas, vous êtes ingénieur (Centrale — A.M. — I.D.N. option transports . . .) et vous parlez parfaitement l'anglais.

Merci d'adresser un C.V. détaillé sous la référence choisie à notre conseil qui l'étudiera en liaison avec nous. Vous indiquerez donc dans la lettre d'envoi le nom des sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas qu'il soit transmis.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

AFCOREM



Patrick BRUNETEAU
Consultant en recrutement financier
8, rue Georges Ville, 75116 PARIS

Une entreprise industrielle française, C.A. 220 MKF, filiale d'un groupe International recherche pour Longjumeau, un jeune

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au Financial Controller, le candidat prendra en charge :
- L'établissement et le suivi des budgets
- Le contrôle des frais par section
- Les relations fonctionnelles avec les Départements et les usines
- L'analyse des résultats au niveau de la société.

Nous voyons à ce poste un candidat H ou F, 28-32 ans, formation supérieure type ESSEC, Sup de Co, Maîtrise de gestion + D.E.C.S., etc. Une expérience de quelques années en entreprise à un poste similaire est indispensable. Une bonne connaissance de la comptabilité générale ainsi que de l'informatique est souhaitée. Le passage par un cabinet d'audit et de bonnes connaissances en anglais seront un plus. Le poste requiert des qualités de contact, une rigueur intellectuelle, un esprit d'équipe et le goût du terrain.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. PC 09.

AFCOREM

Message à un
FUTUR DIRECTEUR TECHNIQUE

± 200.000F/an **HF**

Vous souhaitez vous intégrer dans une PME familiale performante qui exploite des carrières de sable et des décharges contrôlées en grande banlieue sud de Paris. Notre Directeur Technique doit prendre prochainement sa retraite et nous recherchons donc pour le remplacer un

Ingénieur TP ou TPE

En collaboration étroite avec le PDG, vous prendrez en charge l'ensemble des domaines techniques : matériels, exploitation, chantiers. Vous participerez au développement futur de la société (construction et exploitation d'unités de valorisation de résidus urbains).

C'est l'occasion de faire acte de candidature si à 30 ans minimum, ingénieur diplômé, vous êtes un généraliste de terrain, familiarisé, si possible, avec l'exploitation de carrières ou de gros terrassements, si vous êtes également mécanicien et si vous êtes passionné par l'idée d'une profession alliant la technique et les contacts avec les collectivités locales.

Merci d'adresser CV et rémunération actuelle sous référence M/278/A à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

AFCOREM

SYSTÈMES ROBOTIQUES ET VISION ARTIFICIELLE

"Automatix is a company that doesn't follow. It leads. In both quality and service. With both products and people. The fact that we produce quality products lets us continue to attract good people. And, of course, good people continue to produce high quality products. Today, talented people want to work for Automatix. We're young, growing and full of opportunity. But we also provide an accepting atmosphere where one's abilities are recognized and used." François Perchais

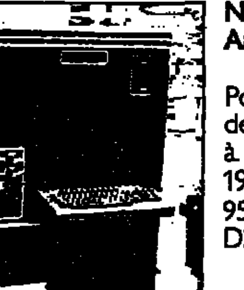
INGÉNIEURS COMMERCIAUX

ayant une bonne expérience d'un des domaines suivants : machine-outil, informatique, CAO/CFAO ou automation industrielle. (Région Paris et Nord).

INGÉNIEURS DE MAINTENANCE

ayant une solide expérience en électronique ainsi que de bonnes aptitudes à la mécanique. (Paris - Rhône-Alpes - Est).

deb's



Nous avons prévu une formation aux Etats-Unis (Massachussett). Anglais courant indispensable.

Pour un premier contact envoyez votre dossier de candidature en précisant le poste qui vous intéresse à AUTOMATIX, Fabienne LIEBERMANN, 19, rue des Cressonnières 95500 GONESSE. Discrétion assurée.

ou la vision d'aujourd'hui est la réalité de demain.

AUTOMATIX

GFI

Réalisez vos projets dans l'une des premières SSII françaises

Le **GROUPE FRANÇAIS D'INFORMATIQUE?** Une des premières SSII en France, un développement dans un contexte international, une gamme de services très diversifiés (conseil, études et réalisation sur gros matériels, minis, micros, ingénierie, logiciels de base, télématique...). Son originalité tient aux moyens et à la politique mis en œuvre pour assurer la maîtrise des applications informatiques dans le commerce, l'industrie et les finances. C'est pour chacun, le moyen de développer son meilleur niveau informatique et d'élargir son activité.

jeunes diplômés grandes écoles
(ECP, ENST, ENSI, HEC, X ou équivalent)

débutants ou bénéficiant d'un à deux ans d'expérience professionnelle, nous vous proposons d'entrer dans le GFI pour concevoir, réaliser et mettre en place des systèmes informatiques faisant appel aux techniques les plus avancées : Bases de Données, Temps réel, réseaux...

Nous vous garantissons une totale discrétion.
Merci d'adresser lettre manuscrite de candidature + CV + prétentions sous référence M 07 à M. de LAMAZIÈRE

GFI 1 - 49, avenue de l'Opéra - 75002 PARIS

futur responsable logistique

PRODUITS DE LUXE C.A. 400 MILLIONS, EN PROGRESSION RAPIDE

DIPLOMÉ GRANDE ECOLE

Vous avez 30 ans environ. Vous avez acquis une expérience réelle des études d'organisation et de l'utilisation de l'informatique, soit dans un grand service ordonnancement, soit dans le service organisation d'une grande société, soit en cabinet conseil.
Vous saurez vous adapter à une structure souple qui est la base du dynamisme de la société.
Vous savez prendre des décisions et les argumenter.
Dynamisme, sens de l'analyse, capacité de décision et qualité des contacts sont les points dominants de votre personnalité.

Directement rattaché au DIRECTEUR GENERAL, il vous confiera dans un premier temps des études de réorganisation (ordonnancement des productions, répartition des charges entre les usines, fonctionnement du magasin central) afin de mettre aux points clés de la société des moyens informatiques performants. Vous aurez à mettre en place les systèmes d'organisation que vous aurez conçus et fait accepter par les différents services de la société et aurez donc ainsi un **ROLE OPERATIONNEL EFFECTIF.**

Le poste est basé à **PARIS** ;

Notre société fait partie d'un groupe important où des possibilités d'évolution vous seront ouvertes.

Les candidatures (lettre manuscrite, CV. et photo, sous réf. 2310-M) précisant le niveau de rémunération, seront examinées avec la discrétion d'usage par

a. et j. ourlin — CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY







Pour nos départements MICRO-SYSTEMES et PERI-INFORMATIQUE, nous recherchons de nouveaux collaborateurs.

MICRO-SYSTEMES

3 Ingénieurs technico-commerciaux

Connaissance des microprocesseurs indispensable. La connaissance du marché des cartes, analyseurs logiques et systèmes de développement sera un plus.

1 Ingénieur d'applications

(pour notre ligne de produits INTEL).
- Connaissance approfondie des microprocesseurs.
- Expérience de laboratoire indispensable.

PERI-INFORMATIQUE

2 Ingénieurs technico-commerciaux

Connaissance des matériels DEC appréciée.

1 Support technique

- Expérience matériel DEC indispensable.
- Des notions de VMS seront un plus définitif.

Pour tous ces postes, une bonne connaissance de l'anglais (lu indispensable, parlé et écrit) sera très appréciée.
Une voiture de fonction sera mise à la disposition des nouveaux collaborateurs ci-dessus.

* * *

2 Techniciens en électronique

Sédentaires - BAC F2 - Expérience de laboratoire et connaissance de microprocesseurs indispensables.
Adresser C.V. et prétent. à GENERIM - B.P. 88 - 91943 LES ULIS Cedex.

MEDIA BA

INGENIEUR INFORMATICIEN

200-220 000 F. — **Proche banlieue Est Paris**

Une Société française (plusieurs milliers de personnes) filiale d'un groupe industriel international aux activités très diversifiées, recherche UN INGENIEUR INFORMATICIEN. Sous l'autorité du Chef du Service Informatique, il sera chargé, dans le cadre du plan informatique de la Société, de mettre en place un système de gestion de production dans différentes unités employant plusieurs centaines de personnes travaillant en postes. Pour ce faire, il participera, en relation avec les utilisateurs, à l'analyse des besoins et à la conception du système de gestion dont il assurera la réalisation. Il sera chargé de sa mise en route, sur site pilote, puis de son extension à toutes les unités. Il sera assisté dans ses missions d'une équipe de 5 à 6 programmeurs dont il animera les activités. Le candidat retenu, âgé d'au moins 28 ans, de formation Ingénieur type INSA, IEG, ESIEE ou MIAGE, possédera un minimum de 5 ans d'expérience professionnelle acquise en tant qu'analyste, et de préférence sur des applications de gestion de production. Il connaîtra le COBOL, le RPG II et le système IBM 36 ou 34. La connaissance de MAPICS serait appréciée. Il sera disponible pour de fréquents déplacements en province.
Ecrire sous référence 696/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

AFCOREM



AIR FRANCE propose à des jeunes gens et jeunes femmes désireux d'exercer un métier commercial et de service des postes de

Stewards et hôtesses de bord

Les candidats doivent :
- être de nationalité française ou ressortissants de la CEE,
- être âgés de plus de 21 ans et de moins de 27 ans,
- être dégagés des obligations du service national,
- parler anglais couramment,
- avoir une formation secondaire du niveau du baccalauréat,
- pour les hôtesses, une taille comprise entre 1,60 m et 1,75 m,
- pour les stewards, une taille comprise entre 1,70 m et 1,88 m.

Une expérience commerciale, hôtelière ou dans un métier du tourisme, la possession du Certificat de Sécurité Sauvetage sont appréciées.
Rémunération : 126 000 F après intégration.
Les dossiers de candidature peuvent être demandés à AIR FRANCE - Direction du Personnel et des Affaires Sociales - Sélection et Orientation - ORLY SUD 114 - 94396 ORLY Aérogare Cedex.
Des informations complémentaires peuvent être obtenues en téléphonant au 16 (1) 323.97.50.

AIR FRANCE

MEDIA BA

UN RESPONSABLE DE L'ANIMATION D'UN RESEAU DE RELAIS TERRITORIAUX.

est recherché par un organisme de développement économique pour la conception et mise en place du programme correspondant, aidé d'une petite équipe jeune et dynamique.
Un expérience confirmée dans l'implantation et l'animation d'un réseau est nécessaire.
Formation supérieure Gestion et/ou Commerciale.
Mobilité et disponibilité pour déplacements de courte durée.

Merci d'adresser CV et prétentions à Mme LEFRANC, Maison des Entreprises Nouvelles, 142 rue du Bac 75007 Paris.

DESSEIN



GUILLEMINOT PARIS

FILMS ET PAPIERS PHOTOGRAPHIQUES A USAGE INDUSTRIEL

cherche

jeune cadre administratif

Formation Grande Ecole de Gestion

Le titulaire, après trois ans de formation, sera appelé à remplacer le Directeur Administratif prenant sa retraite. Il sera pendant ces trois ans adjoint à ce dernier.

Il aura ensuite sous l'autorité directe du Président et avec le titre de Directeur Administratif le contrôle de l'ensemble de l'entreprise sur le plan administratif et financier. Il assurera également la gestion du Personnel.

jeune cadre commercial

Formation Grande Ecole ou assimilé

Le titulaire devra assurer, après formation, le contrôle de l'administration commerciale et l'assistance au Vice Président Directeur Général chargé du commercial France et export.

Dans les deux cas la préférence ira à un cadre ayant déjà eu 2 à 3 ans de pratique. La Société faisant 50% de son chiffre d'affaires à l'étranger, la maîtrise de l'anglais est exigée pour les 2 postes. La pratique de l'allemand serait appréciée pour le poste commercial.

Ecrire avec C.V. et photographie à
YVES BOSSARD
INGENIEUR CONSEIL
8, avenue de Verzy - 75017 Paris

INFORMATIQUE

INTERTECHNIQUE

INTERTECHNIQUE, le grand constructeur français d'ordinateurs de gestion, recherche :

I. – POUR SON DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

a) Service « grandes affaires » :

- **DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES** (Réf. DCI-62)

scientifiques ou universités, pour assurer les fonctions de chefs de projets s'adressant à de grands utilisateurs. Ces postes nécessitent une expérience de quelques années dans le dépouillement des appels d'offres liés à l'équipement de clients se dotant de réseaux de miniordinateurs de gestion, des qualités de coordination entre services techniques et commerciaux.
La connaissance de l'anglais et de l'espagnol sera appréciée.
Le niveau de rémunération motivant tiendra compte de la qualité et de l'expérience des candidats.

b) Service documentation :

- **UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN OU UNIVERSITAIRE** (Réf. DCI-63)

(Miage ou équivalent) débutant ou confirmé.
Au sein de l'équipe de documentation, il sera chargé, en liaison avec les services techniques et commerciaux de la conception de la documentation technico-commerciale.
Ce poste constitue un bon complément de formation aux produits informatiques, et éventuellement, un tremplin vers d'autres fonctions dans la société. Les connaissances télé-informatique, du système REALITE et de la langue anglaise seront appréciées.

II. – POUR L'AGENCE DE SERVICE APRÈS-VENTE DE CLICHY.

- **UNE SECRÉTAIRE** (Réf. SC. 64)

niveau BTS, ayant quelques années d'expérience.
Ce poste nécessite une grande habitude et goût de contacts téléphoniques, esprit d'initiative et sens des responsabilités affirmé.
Une période de formation de deux mois sera assurée au siège social à Plaisir, avant l'affectation en agence.

Adresser c.v. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel, INTERTECHNIQUE, B.P. nº 1, 78374 PLAISIR Cedex.



Dans ses deux usines situées à BILLANCOURT (92) et à CHATELLERAULT (86), cette filiale du GROUPE SNECMA (25.000 personnes, dont 3.000 cadres) emploie 1.300 personnes.
Son activité est la réparation et la révision de turbomachines aéronautiques ou industrielles. Elle assure pour les clients du GROUPE SNECMA tous les services liés à la maintenance.

SNECMA

pour l'usine de BILLANCOURT (92)
nous recherchons un

JEUNE INGENIEUR MECANICIEN (AM, ECP, ECL, ECAM ...)

ayant des connaissances en informatique.
Anglais lu et parlé souhaité.

Merci d'adresser sous réf. 142/84, lettre, C.V. et prétentions à
SNECMA - Département Encadrement
2, boulevard Victor - 75724 PARIS CEDEX 15.

CONTESSE

UNION FINANCIÈRE DE FRANCE

recherche pour sa filiale,

JEUNE DIPLÔMÉ

École de commerce

même débutant pour participer à la formation des collaborateurs commerciaux.

Adressez c.v. et photo à Union Financière de France, Direction Formation, 6, rue Newton, 75116 PARIS.

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
située à Paris, recherche

CHEF DE MISSION

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé de l'Enseignement Supérieur, ayant acquis l'expérience de l'audit à un niveau de responsabilité de dossiers pendant 3 ans minimum.
Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à COGERCO 72, rue de Bellechasse 75007 Paris.

La Direction Formation France
recherche pour son Centre de Formation

INGENIEUR FORMATEUR

DEBUTANT OU AYANT UNE PREMIERE EXPERIENCE

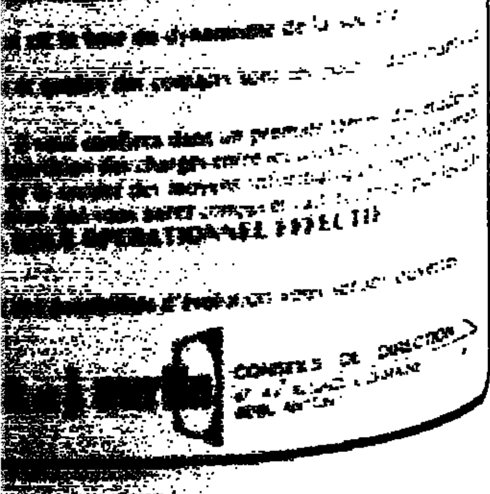
Vous avez le goût des contacts et aimeriez transmettre vos compétences à des personnes qui ont le souci de se former et de progresser.
Nous vous offrons la possibilité de vous intégrer dans une équipe de formateurs pour assurer un enseignement théorique et pratique auprès de petits groupes.
Vous participerez également à la création de nouveaux supports pédagogiques.
Pour ce poste, une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.
Lieu de travail : Paris, Région Parisienne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, sous référence 280 M à

Gérard POUEY
Cii Honeywell Bull
PC 5G128B
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20



LEVI TOURNAY



Mobil

recherche

CADRE

pour son

Département Comptabilité et Finances

DEBUTANT ou 2 à 3 ANS D'EXPERIENCE

HEC, ESSEC, ESCP - DECS souhaité

POSTE EVOLUTIF ET OFFRANT DE GRANDES POSSIBILITES D'AVENIR

ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE

Adresser sous référence 99324, lettre manuscrite, C.V. et photo à MOBIL OIL FRANCAISE - Service Central Recrutement - Tour Septentrion 92081 PARIS LA DEFENSE Cedex 9.

Mobil. Avancez avec nous.

gérer l'administratif d'une P.M.E.

160.000 F+

Notre société est à l'origine de la création et du plein essor d'un important groupe industriel spécialisé dans l'énergie (C.A. 3,5 milliards).
Dans le cadre du développement de notre organisation, nous offrons à un jeune cadre (H/F), l'opportunité de prendre en charge progressivement toute la gestion administrative de notre entreprise.
Sa mission est de définir et mettre en place, en collaboration avec la holding, l'ensemble des procédures de fonctionnement, de gérer et contrôler administrativement les achats et les ventes depuis la prise de commande jusqu'au recouvrement. Il élabore les budgets, exploite leurs résultats, supervise la comptabilité et gère la trésorerie. Il bénéficie d'un outil informatique qu'il doit renforcer en terme d'applications. Rattaché à la présidence, il dirige une équipe de 6 collaborateurs.
Nous recherchons un diplômé d'études supérieures de gestion ou équivalent, entrepreneur et motivé par un poste d'action et de création. Une solide expérience d'au moins 3 à 5 ans dans une fonction similaire, au sein d'une société de services, est requise.
Lieu de travail : Sud Région Parisienne.

Merci d'adresser votre candidature (C.V. et prétentions) sous référence 2964 à Organisation et Publicité 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

VOUS TERMINEZ VOS ETUDES SUPERIEURES

dans une école ou une université à dominante

COMMERCE, CONSTRUCTION, BATIMENT-TP



vous propose un 1er emploi

Nous vous offrons, après un temps de formation spécifique, des postes de

CHEF DE PRODUITS

Nous sommes un groupe de PME performantes, implantées en grande couronne parisienne, spécialisées dans la distribution de matériaux de construction et de décoration.

Nous vous confierons l'un des secteurs suivants : CONSTRUCTION - FERMETURES - AGENCEMENT INTERIEUR ET DECORATION - CONFORT TECHNIQUE - ENVIRONNEMENT EXTERIEUR - CARRELAGE, CUISINE, SALLE DE BAIN.

Notre politique : le dialogue, la responsabilité, l'ouverture.
Nous apprécions : le dynamisme, l'enthousiasme, le goût de l'effort en commun.
Nous proposons : un plan de carrière personnalisé, une rémunération stimulante dans un groupe où il fait bon travailler.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence JDV à COREP - Tour Défense 2000 - 92800 PUTEAUX



CSNCR — Organisation et Publicité

Chef comptable

Siège dans les Yvelines

AGRO-ALIMENTAIRE. Filiale d'un groupe international (8 usines, 650 personnes, CA : FF 1 milliard), particulièrement **dynamique**, nous occupons une position importante dans notre secteur d'activité. Pour renforcer notre direction financière nous recherchons **l'adjoint du responsable des services Comptabilité et Contrôle de Gestion.**

Animant une cellule de 4 personnes, il coordonne et contrôle la comptabilité des différents établissements, établit les situations mensuelles consolidées, le reporting auprès de la maison mère, les déclarations fiscales et sociales ainsi que le bilan annuel. Il assure l'interface entre les systèmes comptables et l'informatique afin de maintenir ou d'améliorer les outils de gestion existants.

Agé de 32 à 35 ans, de formation supérieure, possédant le DECS, excellent praticien de la comptabilité, en cabinet ou en entreprise, il est familiarisé à l'utilisation de l'informatique et a une bonne maîtrise du droit fiscal et social. Une autorité naturelle et des qualités relationnelles font parti des critères de sélection. La rémunération peut atteindre FF 200 000 par an en fonction des compétences requises.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo en précisant la réf. M 33109 à Rudolph von Raesfeldt, TEG, 18 place Henri Bergson, 75008 PARIS.

division de SYSTEMA — The Executive Group (France) Management — DESSEIN

La filiale française (2 500 personnes - plus d'un milliard de CA) du leader mondial dans la fabrication de câbles isolés pour le transport de l'énergie et de la communication, recherche dans le cadre de son plan informatique son

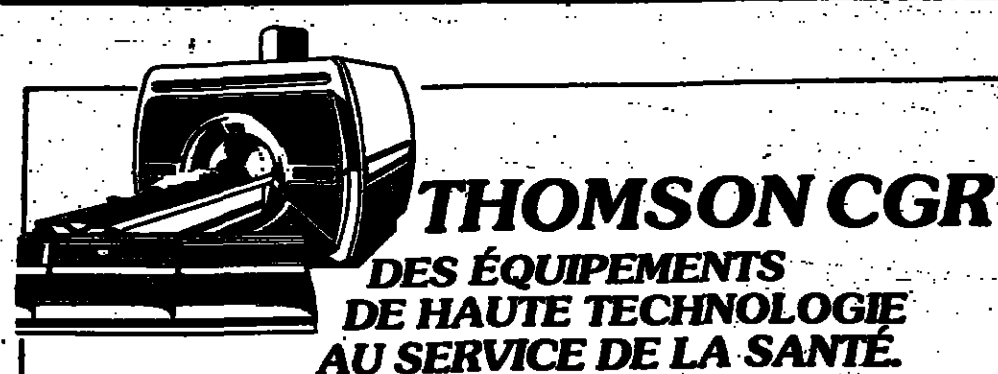
RESPONSABLE SYSTÈME

PROFIL :
Chargé de créer la fonction, vous devrez justifier d'un minimum de 3 à 4 ans de pratique système obtenue en DOS et CICS.

ENVIRONNEMENT :
IBM 43XX, VM, DOS/VSE, CICS, connectés à 6 IBM 36 sous SNA.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 81128 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT



THOMSON CGR

DES ÉQUIPEMENTS DE HAUTE TECHNOLOGIE AU SERVICE DE LA SANTÉ.

*Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'**imagerie médicale**.*
Dans un secteur stratégique, nous créons, réalisons et commercialisons des équipements de haute technologie au service de la santé.

*Pour renforcer nos équipes, nous recherchons pour la **DIRECTION TECHNIQUE** plusieurs*

INGÉNIEURS LOGICIELS EXPÉRIMENTÉS

EN TRAITEMENT D'IMAGES MÉDICALES

Selon votre expérience, nous vous proposons de travailler
– soit sur un processeur de traitement d'images
– soit sur des applications de radiologie numérique (matériels DEC et MOTOROLA 68000 en Pascal ou Assembleur)
– soit sur des applications scanners (matériel NOVA en Assembleur ou Fortran).
Dans ce dernier cas, le lieu de travail est situé à 20 minutes de la Gare du Nord.

EN C.A.O.

Pour le développement et le suivi d'outils destinés à la conception et à l'implantation de cartes électroniques sur VAX.

EN MÉTHODOLOGIE

Pour la mise en place et le suivi de nos méthodes de développement de logiciel – Évolution possible vers les ateliers de génie logiciel.

La compétence nécessaire pour tenir tous ces postes impose une expérience minimum de 2 ans.

Sauf indication spécifique, ces postes sont basés à ISSY-LES-MOULINEAUX où nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV + photo + prétentions) en précisant le poste souhaité à Françoise LEMAIRE, THOMSON CGR, 48, rue Camille Desmoulins 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

HAVAS CONTACT



THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

Spécialiste

valeurs européennes

Le développement rapide de la gestion internationale des capitaux au sein de notre filiale PARIBAS ASSET MANAGEMENT nous amène à rechercher à PARIS un ou une spécialiste des actions européennes.

Il ou elle aura la responsabilité du suivi des bourses européennes, de la détermination de la politique d'investissement dans cette zone et de la gestion des portefeuilles qui y sont investis.

De formation supérieure, avec 5 ans d'expérience dans la gestion de portefeuille, le ou la candidat(e) devra en particulier montrer une très bonne connaissance du marché britannique.

Merci d'adresser C.V., photo, accompagnés d'une lettre manuscrite, sous réf. SVE à la Direction des Relations Humaines de la BANQUE PARIBAS - B.P. 141 - 75078 PARIS Cedex 02.

BANQUE PARIBAS — MEDIA BA

GRANDE ENTREPRISE INDUSTRIELLE
recherche

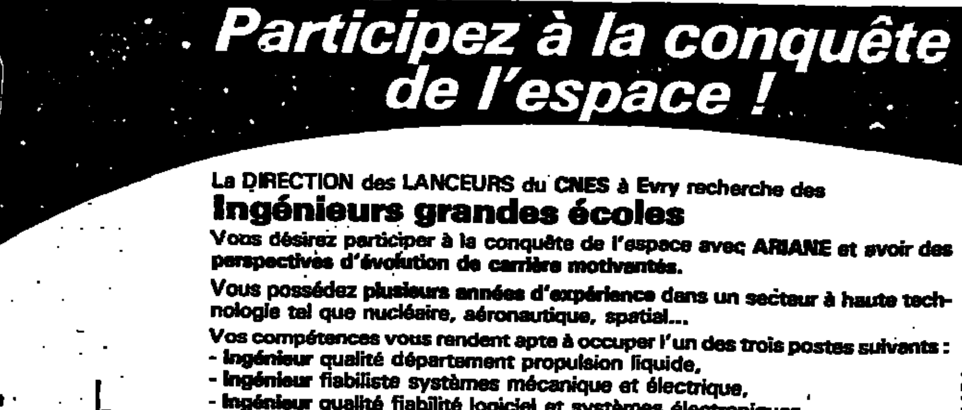
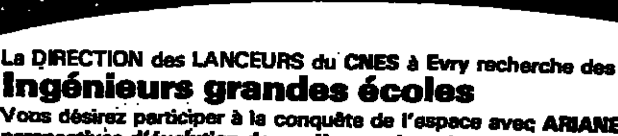
JOURNALISTE

Pour participer au développement et à la création de ses nouveaux supports de communication internes et externes : magazine grand public, périodiques pour la clientèle ou l'encadrement, journal téléphoné, etc...

Le candidat (H ou F), titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur, aura une réelle expérience de la rédaction, du reportage, de l'interview. Il doit être capable de s'insérer dans une équipe dynamique pour y apporter sa compétence et sa personnalité dans un esprit de collaboration.

Le poste est situé au siège social de la Société à Paris. La fonction implique des déplacements dans les unités industrielles en province.

Envoyer lettre manuscrite et CV accompagnés d'un dossier d'articles publiés, sous référence 98443 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Participez à la conquête de l'espace !

La DIRECTION des LANCEURS du CNES à Evry recherche des

Ingénieurs grandes écoles

Vous désirez participer à la conquête de l'espace avec **ARIANE** et avoir des perspectives d'évolution de carrière motivantes.

Vous possédez **plusieurs années d'expérience** dans un secteur à haute technologie tel que nucléaire, aéronautique, spatial...

Vos compétences vous rendent apte à occuper l'un des trois postes suivants :
- **Ingénieur** qualité département propulsion liquide,
- **Ingénieur** fiabiliste systèmes mécanique et électrique,
- **Ingénieur** qualité fiabilité logiciel et systèmes électroniques.

Dans ce cas, adressez C.V., photo et prétentions à Monsieur le Chef du Département du Personnel - Direction des Lanceurs - CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES - Rue Charles-Baudelaire - 91000 EVRY.

cnes
CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

MEDIA BA

هكذا من الاصل

Expert en tabac à la Seita

Société nationale employant 8 500 personnes et réalisant 6 milliards de CA HT, nous sommes leader du marché des cigarettes en France. Nous recherchons pour la direction Recherche et Développement à Paris un

Ingénieur agronome

Il intégrera une équipe d'experts en tabac dont la mission s'articule essentiellement autour :

du développement des produits nouveaux
du contrôle qualitatif de la matière première (tabac)
de l'appui technique aux équipes d'acheteurs.

Nous exigerons des aptitudes à l'appréciation sensorielle (vue, goût, olfaction) ainsi que des connaissances de base dans le domaine du calcul statistique. Notre société assurera la formation spécialisée nécessaire.

Nous souhaitons pour ce poste rencontrer des ingénieurs agronomes débutants ou possédant une première expérience et attirés par nos produits.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre + CV + photo) réponse et discrétion. Merci de nous écrire sous réf. 452/1M, 55 avenue Bugeaud - 75116 Paris.



Bernard Julhiet Psycom Membre de Syntec

UN CHEF DE PROJET
A NOTRE IMAGE, DYNAMIQUE

Dotés d'un ensemble d'outils et de matériels à la pointe des techniques informatiques, nous sommes aujourd'hui un très grand groupe industriel à vocation internationale. Notre dynamisme nous pousse régulièrement vers l'expansion et nous vous proposons ce poste de chef de projet, pour participer au développement de nos systèmes d'aide à la décision. En contact avec les décisionnaires et les utilisateurs dans les filiales, vous les guiderez dans les utilisations de moyens sophistiqués : réseaux informatique IBM, micro informatique à base d'IBM PC, accès aux systèmes Télétel. Infocentre/Focus, traitement de textes et de données intégré.

Ingénieur de formation ou 3ème cycle universitaire, votre avenir est tracé dans un groupe comme le nôtre. Nos unités, fonctionnant toutefois au rythme d'une PME, vous assurent d'excellentes conditions de travail.

Adressez CV, photo et prétentions sous réf. 927 M à notre Conseil ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI

ERPAC — Face à son expansion
Société de TRAITEMENT ET DE CONDITIONNEMENT D'EAU
recherche pour son département CONDITIONNEMENT :

INGENIEURS et BTS confirmés

pour différents secteurs dont PARIS, LYON, AIX, TOULOUSE.

LA MISSION :
Après avoir été formé à nos techniques, vous devrez **maintenir** et **développer** la clientèle.
Maintenir : Pour cela vous aurez acquis, en cours de stage, une parfaite connaissance de nos produits et des installations sur lesquelles ils agissent et assurerez ainsi un service après vente actif.
Développer : Votre action est commerciale, mais vous êtes persuadé que la confiance du client ne s'obtiendra que par la démonstration de l'efficacité des produits et par **la qualité de votre assistance technique.**

LE PROFIL :
Vous êtes dynamique, mobile et avez le sens du contact.
A 25 ans minimum votre expérience professionnelle, même autre que le Traitement des Eaux, vous a déjà confronté aux réalités commerciales avec implication S.A.V.
Votre formation initiale est la CHIMIE ou mieux le GENIE CHIMIQUE, mais vous avez également acquis de bonnes connaissances en ELECTROMECANIQUE.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé + photo sous réf. 4 U 630 LM à **N. DESMET** qui étudiera votre candidature en toute discrétion.

n.d. consultants
A2 Résidence Les Baillis
Centre De Gaulle
59200 TOURCOING



Consultants

Nous sommes un organisme spécialisé dans le conseil aux entreprises industrielles.
Nous recherchons

3 Ingénieurs de haut niveau
ECP - A.M. - Mines ou équivalent

- **Chef de département électromécanique** 250.000 F +
Il s'est notamment spécialisé dans les activités de levage et de manutentions automatiques. Réf. 4.09.178.
- **Chef de département métallurgie** 250.000 F +
Spécialiste de tous problèmes de soudure, il a obligatoirement reçu une formation spécifique de type ESSA. Réf. 4.09.179.
- **Electronicien automaticien** 200.000 F
Il met au point de nouvelles prestations en électronique, automatismes (contrôle des composants) et courants faibles. Un mini laboratoire est à sa disposition. Réf. 4.09.180.

Ces trois postes, basés à Paris, impliquent des déplacements dans toute la France (15 % du temps), un sens relationnel développé.
Le salaire peut se négocier en fonction de la formation et de l'expérience.
Adresser lettre manuscrite, CV détaillé + photo, en précisant la référence du poste choisi, à notre Conseil qui étudie votre candidature en toute discrétion.



DARCOR
15 avenue Victor Hugo 75016 Paris
Immeuble Métroport - Place S. Allendé 59650 Villeneuve d'Ascq.

Important groupe de promotion immobilière du secteur social recherche

Chargé(e) de mission

Au cours d'un contrat à durée déterminée de **6 mois**, vous serez chargé de l'établissement des dossiers de clôture des SCI.

Disponible immédiatement, vous aurez acquis des **compétences administratives et financières nécessaires** au cours d'une expérience similaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. BC/PRO



GROUPE ARCADE
Service du Personnel
63, rue de la Victoire - 75009 PARIS

MEDIA 84

PARIS

Jeunes ingénieurs en TÉLÉINFORMATIQUE HF

Pour mettre en œuvre le futur réseau de TÉLÉCOMMUNICATIONS, nous renforçons notre Service des ÉTUDES RÉSEAUX.
Nous vous proposons de prendre part, dans de petites équipes très autonomes, à la définition et aux spécifications techniques des différents systèmes de communications de l'entreprise. Après consultation auprès des constructeurs et des SSCI, vous assurerez le suivi et le contrôle d'avancement des travaux.
Nos besoins concernent les domaines suivants :
- La messagerie écrite et orale
- La Sécurité
- Le Transfert des fichiers.

Débutants ou ayant une première expérience en TÉLÉINFORMATIQUE votre formation (SUPELEC, ENST, INT EVRY, ENST BREST...) votre aptitude aux contacts avec les utilisateurs et vos motivations pour un secteur très évolutif, vous permettront de progresser rapidement vers des fonctions de Chef de Projet.
Merci d'écrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. IT109 à Benoît LAURET

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Service Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS

bleu

Le dernier cri de l'information économique

Agence de presse internationale, numéro 1 mondial de la diffusion d'informations économiques par télématique, notre croissance forte et continue nous amène à intégrer 3 collaborateurs à haut potentiel

ATTACHES COMMERCIAUX

Vous vendrez les services économiques de l'agence à une clientèle de banques, agents de change, négociants, industriels.
Vous possédez une solide expérience des milieux concernés et un fort tempérament commercial.
Vous vous passionnerez pour notre activité.

Réf. 408 241 M

CAMBISTE A VOCATION COMMERCIALE

Vous assurerez la vente de services monétaires spécialisés à une clientèle de banques et de grandes sociétés.
Vous êtes cambiste ou vous en avez la formation et souhaitez maintenant mettre à profit votre expérience en intégrant une équipe très performante.

Réf. 408 238 M

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous les références mentionnées ci-dessus (à mentionner sur l'enveloppe)

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS** 115, rue du Bac - 75007 PARIS.

AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION

ingénieurs informaticiens

L'Aéronautique fait appel aux technologies les plus évoluées et nos moyens informatiques sont au niveau de cette exigence technologique.

Notre Centre Informatique Scientifique de SAINT-CLOUD possède de puissants moyens de calcul
(2 IBM 3081 - K sous MVS - XA)
mis à la disposition des services utilisateurs.
Nous recherchons :

- **UN INGENIEUR** capable d'aider ces utilisateurs, en particulier au niveau "micros" et logiciels scientifiques associés. **Réf. 37.35/10/596**
- **UN INGENIEUR**, plus particulièrement axé sur les problèmes liés aux fichiers sur le site central et possédant une expérience d'environ 2 ans dans ce domaine. **Réf. 37.39/11/639**

Leur profil : de formation Ingénieurs ou Universitaires Supérieurs, rigoureux, méthodiques, avec le goût des contacts et passionnés par l'informatique.

Adressez C.V. + photo + salaire actuel, sous référence respective à ADEQUATION 62-64, avenue Emile Zola - 75015 Paris.

AVIONS MARCEL DASSAULT BRÉGUET AVIATION

Paris
ASSURANCES
COMPAGNIE PRIVEE

Sous l'autorité de la Direction Générale chargée de la souscription des affaires et de la gestion des services production Paris et Province :
- Prendre en charge toute la partie technique Assurances,
- Mettre en oeuvre la politique de souscription définie par la Direction,
- *Animer et contrôler les services de gestion* (130 personnes),

est la mission que nous voulons confier à un jeune

Fondé de pouvoirs
HF

- Vous avez au moins 32 ans et une formation supérieure ou Grande Ecole. Vous justifiez d'une expérience Assurances en branche IARD, comportant responsabilité technique et encadrement effectif de plusieurs années. Votre tempérament diplomate mais ferme vous porte à rechercher de larges responsabilités.

Alors, envoyez rapidement votre C.V. + lettre manuscrite + rémunération actuelle sous référence 002/C à notre Conseil (discrétion assurée) 20, avenue Franklin Roosevelt, 75008 Paris.

CANEVA



- Vous êtes Ingénieur expérimenté.
- Vous parlez Anglais.
- Vous avez déjà géré un ou plusieurs PROJETS INFORMATIQUES et vous vous êtes montré capable d'en assurer la conduite commerciale et technique complète.
- Vous êtes

l'ingénieur d'affaires

que nous recherchons.

Au sein d'une Direction de haute technicité, vous travaillerez dans l'Ouest Parisien. Vous piloterez de grands projets autour de la CARTE à MEMOIRE dans le domaine BANCAIRE.
Si cette offre vous intéresse, adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant la référence 20821 à IPAGE 51, rue Vivienne 75002 Paris, qui transmettra.

IPAGE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

PARIS

ORGANISATEURS-CONSEILS H/F

Pour la conduite de nos projets d'organisation, nous recherchons des ingénieurs ou diplômés de l'enseignement supérieur justifiant d'une expérience réussie de 3 ans minimum dans le domaine de l'organisation.

Pour des candidats de valeur, ces postes offriront de réelles opportunités d'évolution au sein d'équipes de spécialistes jeunes et dynamiques, dans les autres Directions de la Société.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) sous référence OC 109 à Monsieur Benoît LAURET.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Service Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS

bleu

CHEF DE GROUPE ELECTRONICIEN

Proche banlieue Nord accessible par le métro

Une société française, filiale de l'un des premiers groupes industriels français, qui réalise des équipements complexes associant l'électro-mécanique, l'électronique, l'optoélectronique et l'informatique, recherche UN CHEF DE GROUPE ELECTRONICIEN. Sous l'autorité du Chef du Bureau d'Etudes Electroniques et dans le cadre des projets dont l'étude lui est confiée, il aura à proposer des choix techniques fondamentaux de conception puis à mettre à exécution les solutions retenues. Pour chaque projet le concernant, il participera à l'élaboration des devis et des plannings. Il encadrera une équipe de 3 à 5 ingénieurs et techniciens. Le candidat retenu, âgé d'au moins 29 ans, de formation Ingénieur Electronicien ESE, ISEP, ISEN, ESEO, INSA, SUP TELECOM,... possédera une forte expérience dans l'un des domaines techniques suivants : systèmes informatiques à base de mini-ordinateur, micro-informatique, analogique, logique. Il parlera l'anglais et il sera disponible pour quelques déplacements à l'étranger.
Ecrire sous référence 691/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

AFCOREM

GERLAND
Un groupe français performant
CA : 2 Milliards de Francs + 4 000 salariés



Une dimension internationale
5 Divisions Opérationnelles
20 Filiales dont 8 à l'étranger

Améliorer ses performances - Maîtriser sa dimension internationale en tant que :

Adjoint du Directeur Administratif et Financier Groupe

Vous participez étroitement à l'ensemble de ces enjeux tout en assurant directement les responsabilités des :
• TRESORERIE INTERNATIONALE • FISCALITE INTERNATIONALE

De formation Supérieure + Expertise comptable, pratiquant couramment l'anglais, vous avez acquis une première expérience dans un Cabinet d'Audit Anglo-saxon, ou au sein des services centraux d'un groupe, suivie d'une expérience opérationnelle en filiale vous ayant permis de bien maîtriser les problèmes de gestion de trésorerie.

A 32 ans minimum, ayant fait le choix d'une carrière financière d'envergure, vous avez un réel potentiel de développement que vous pourrez réaliser jusqu'au plus haut niveau dans notre Entreprise.

COFROR, notre conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser s/réf. GT765.

COFROR

à Catherine MILLET, Le Britannia, 20 Bd-Eugène-Deruelle - 69432 Lyon - Cedex 3 (en précisant votre rémunération actuelle).

SOURCES

CONSULTANT

Vous avez la trentaine, et vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs de très haut niveau avec de substantiels compléments en expérience industrielle.
Vous vous sentez le tempérament d'un consultant, et possédez un goût certain pour le Management.
Vous appréciez les avantages de cette profession : travail autonome, résultats perceptibles influant rapidement sur le développement de votre carrière, enrichissement de la personnalité. Quant à ses astreintes, elles vont dans le sens de vos goûts : prise en charge complète d'un problème, qualité des prestations, traitement de sujets renouvelés se présentant dans des contextes différents.
Notre Cabinet, adhérent de Syntec, se situe à un niveau d'intervention des plus élevés.
Nos clients sont de grandes sociétés industrielles, et nos bases sont situées à Paris, Lyon et Genève.

Si vous souhaitez nous rejoindre, écrivez à Axial (sous réf. 7886) 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.
Votre dossier sera traité confidentiellement.

Acheteurs de tabac à la Seita

Société Nationale employant 8 500 personnes et réalisant 6 milliards de CA HT, nous sommes le leader du marché des cigarettes en France. La Direction des Tabacs en Feuilles pour son département Tabacs Etrangers recherche deux

Ingénieurs agronomes

Après une formation complémentaire, nous vous confierons la responsabilité de l'approvisionnement de la Société pour un volume important de tabacs en provenance de l'étranger.

L'établissement de programmes, l'analyse des marchés, la négociation et la conclusion de contrats et la gestion administrative, financière et technique des lots de tabacs achetés, telles sont les missions principales que nous souhaitons confier à de jeunes professionnels, ingénieurs agronomes. A la rigueur de l'ingénieur méthodique, s'allieront la souplesse et l'intuition du négociateur ; l'organisation et la prévision du gestionnaire compléteront harmonieusement la curiosité de l'homme de marché et la capacité d'adaptation à des interlocuteurs variés dans différents pays. Très mobiles - de nombreux voyages pendant plusieurs mois de l'année - ils maîtriseront parfaitement l'anglais.

Ces postes, en résidence à Paris, sont susceptibles de déboucher rapidement sur une affectation permanente à l'étranger (Amérique du Sud) à la tête d'une filiale d'approvisionnement.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre+CV+ photo) réponse et discrétion. Merci de nous écrire sous référence 451/1M, 55 avenue Bugeaud - 75116 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

GROUPE MULTINATIONAL BÂTIMENT TRAVAUX PUBLICS

recherche pour le développement de ses systèmes d'information dans le cadre de son schéma directeur :

ORGANISATEUR INFORMATICIEN

Sa mission : la conception et la gestion du lancement en province d'applications sur mini et micro-ordinateurs.

CHEF DE PROJET

Sa mission : prendre la responsabilité de projets informatiques et encadrer une équipe de réalisation.

Nous attendons pour ces deux postes situés en région parisienne des ingénieurs de formation Grandes Ecoles, ayant acquis une expérience minimum de 3 ans.

deb's

Merci d adresser lettre manuscrite, C.V., photo et pretentions a Sylvie de Brianson
I.T.E.M. INFORMATION - TRAITEMENTS ET MANAGEMENT
12, rue Jean-Jaurès 92807 Puteaux Cedex

Jeune ingénieur ou équivalent (MIAGE, Maîtrise de Maths, etc.)

débutez comme futur chef de projet en informatique



au sein d'une société industrielle et commerciale, la première en France dans sa spécialité : 1 100 personnes, un milliard de francs de C.A. en 1983 et des résultats largement bénéficiaires.
Notre département informatique à Rueil-Malmaison (92), qui comprend 20 personnes, aborde une phase importante de son évolution : lancement de projets et extension du réseau de terminaux, mini et micro-ordinateurs reliés aux systèmes centraux. Vous prenez une part active au développement des applications de gestion en Temps réel, en disposant des moyens nécessaires pour vous former, affirmer vos compétences et vos capacités d'autonomie.

Nous vous remercions d'écrire, sous la référence M/2594, à Nicole DOGNIN qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

LCT Laboratoire Central de Télécommunications recherche

dans le cadre de ses activités radars militaires pour une de ses unités de développement de
LOGICIEL TEMPS RÉEL

INGENIEUR INFORMATICIEN grandes écoles

DEA Informatique ou ETI
pour coordonner l'activité d'une petite équipe de programmeurs.
Une expérience de 2 ou 3 ans est indispensable.
La connaissance du langage PASCAL est nécessaire.
Goût de la méthode.
Anglais lu - Nationalité française exigée.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) à LCT - BP 40 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex

PB International Management

Patrick BRUNETEAU
Consultant en recrutement financier
8, rue Georges Ville, 75116 PARIS

Le Directeur Financier d'une société industrielle. C.A. supérieur à 1 milliard de frs. 2.500 personnes. recherche pour la banlieue est de Paris. un jeune

TRESORIER

PROFIL :
27 - 30 ans. formation HEC. ESSEC. ESCP. SCIENCES PO, etc. 3 à 5 ans d'expérience similaire en entreprise.
FONCTION :
- Gestion quotidienne de la trésorerie,
- Prévisions, simulation sur ordinateur,
- Gestion portefeuille d'effets
- Situations périodiques,
- Relations bancaires, négociations,
- Montage de dossiers financiers,
- Animation d'une équipe de 12 personnes.
- Rémunération : 220 KF/an.

Adresser lettre manuscrite, photo et curriculum vitae sous réf. TR 09.

AFCOREM

La filiale française d'une société américaine mondialement connue, recherche pour son siège social à **PARIS 16è**

JEUNE JURISTE D'ENTREPRISE

diplômé(e) d'études supérieures et justifiant d'une première expérience dans les domaines suivants :

- Droit des sociétés.
- Droit du travail.
- Baux commerciaux.
- Contentieux général.
- Droit de la distribution.

Pratique de l'anglais indispensable.

Libre rapidement.

Adresser CV, photo et prétentions s/réf. no 117 à PUBLIALE G.R. 27, fg Montmartre 75009 PARIS.

DYNAMIQUE BANQUE PRIVEE
8ème Arrdt, recherche un

GESTIONNAIRE OBLIGATAIRE

pour Portefeuilles Institutionnels et/ou Collectifs
H/F

Nous recherchons :
- Age minimum 26 ans.
- Formation scientifique supérieure, actuarielle.
- Expérience Banque, Assurances ou Agent de Change.

Adresser C.V. détaillé, en précisant votre salaire actuel sous référence GO 49 a :

CGS CARRIERES
58, Bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS

هكذا من الاصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

GRANADA FRANCE

Filiale française en expansion d'un important groupe anglais parmi les leaders de la location de téléviseurs et de magnétoscopes recherche pour son secteur **collectivité (hôtels, cliniques, hôpitaux)**

RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION COMMERCIALE

rattaché à la direction commerciale

Vous superviserez et animerez le service administratif (4 personnes) Votre mission consiste à . • déceler et régler les problèmes d'ordre administratif avec la clientèle • établir le tableau de bord commercial • fournir les informations nécessaires à l'action de la force de vente • être le garant des procédures commerciales en liaison avec l'inspection des ventes.

A ce poste très complet, vous serez également en liaison avec le service du personnel.

Nous souhaitons confier ce poste à une personnalité de valeur de 30 ans environ, de formation universitaire ou équivalent qui aura prouvé son esprit commercial développé et son sens de l'organisation lors d'une première expérience dans le domaine du service par exemple.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite. CV et prétentions. sous référence 8878 (à mentionner sur l'enveloppe), à Média-System. 104 rue Réaumur 75081 Paris Cédex 02. qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE

(siège social à Paris)

recherche

COLLABORATEUR (TRICE)

pour assister le responsable des recouvrements dans le suivi, l'analyse et la renégociation de certaines créances internationales.

Le (la) candidat(e) recherché(e) aura acquis une expérience d'au moins 3 ans dans le domaine des crédits bancaires internationaux (euro-crédits et engagements par signature) ainsi qu'une parfaite connaissance de l'anglais (parlé et écrit).

Une formation juridique de base serait appréciée, mais n'est pas indispensable.

Adresser C.V. détaillé et prétent. s/nº 8.309, *le Monde* Pub., Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Ét. financier Paris 16e cherche

RÉDACTEUR (TRICE)

pour financement particuliers et PME.

Niveau IUT ou expérience professionnelle.

Adresser c.v., photo et prét. s/réf. 8919 à P. LICHAU SA BP 220. 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

COLLABORATEUR pour étude économique sur le tourisme.

Exp. + diplôme de la spécialité.

Ecrire c.v. dét. sous nº 4.107 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

ASSSOCIATION DE FOYERS DE JEUNES TRAVAILLEURS recherche

1 PERMANENT RÉGIONAL

Solide expérience milieu travail social.

Adr. cand. U.R.F.J.T. Ile-de-France. 21, rue des Malmaisons, 75013 Paris.

FICHET-BAUCHE

Groupe français parmi les leaders mondiaux de la sécurité, recherche

LE RESPONSABLE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT de sa division serrurerie

de formation technique supérieure en mécanique (Ingénieur AM ou Universitaire) avec de bonnes connaissances en électronique, et titulaire d'une première expérience dans le domaine de la recherche, il aura pour mission :

- d'étudier et de mettre au point de nouveaux produits
- de perfectionner les procédés concourant au développement de cette activité de sécurité (serrurerie, portes coupe-feu, portes anti-cambriolage)
- d'encadrer l'équipe de recherche.

Des qualités d'animateur et un goût pour la recherche et son application industrielle sont nécessaires pour ce poste.

Lieu de travail : Vélizy avec déplacements occasionnels.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à la Direction des Relations Humaines 15/17 avenue Morane Saulnier 78140 VELIZY.

RTC

La Radiotechnique-Compelec
Composants Electroniques
recherche pour ses
Services Commerciaux
INGENIEURS Débutants
ou Confirmés
diplômés d'Ecoles spécialisées
en Electronique

- *Si vous êtes attiré :*
  - *par les techniques avancées de l'électronique et particulièrement des circuits intégrés*
  - *par les négociations commerciales - l'établissement de contrats et le suivi des clients*
- *Si la variété et la multiplicité des relations professionnelles vous intéressent.*
- *Si votre anglais est suffisant.*

RTC se chargera de votre formation complémentaire..

Ecrire avec C.V.
RTC La Radiotechnique-Compelec
Service du Personnel
130, avenue Ledru-Rollin
75540 PARIS CEDEX 11

Organisme Public, dans le cadre d'une mission sur le développement économique des petites entreprises, recherche :

CADRES

Formation supérieure, 30 ans environ, expérience professionnelle appréciée :

1) Juristes de bon niveau, Droit privé et Droit des Entreprises,
2) Economistes,
3) Chargé d'études économiques et statistiques.

Merci d'envoyer lettre manuscrite et CV en précisant le poste choisi sous référence 28921 sur enveloppe à JEAN REGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transm.

JRP/Jean Regnier Publicité

DES CARRIERES OUVERTES AU SERVICE DE L'ELECTRONIQUE DE DEMAIN

LA RADIOTECHNIQUE

Siège Social : SURESNES (Hauts-de-Seine)

recherche

- pour son SECRETARIAT GENERAL (réf. 1091)
- pour son DEPARTEMENT CENTRAL DU PERSONNEL (réf. 1092)

JURISTES H/F

débutants ayant le niveau de Doctorat en Droit avec, de préférence, une formation complémentaire (IEP, IAE...).

Envoyer confidentiellement C.V., photo et prétentions en précisant le poste pour lequel vous êtes candidat à M. BOURGES Département Central du Personnel

LA RADIOTECHNIQUE
B.P. 301 - 92156 SURESNES CEDEX

SNECMA

Société Nationale, nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires, et nous comptons parmi les plus importants motoristes du monde occidental. Largement exportateurs, nous avons diversifié nos activités au sein d'un Groupe puissant.

Le GROUPE SNECMA (25.000 personnes, dont 3.000 cadres) entend poursuivre une politique de recherche et de développement dans le domaine des technologies avancées pour renforcer sa compétitivité internationale.

Pour la GESTION INFORMATISEE DE LA PRODUCTION

INGENIEURS METHODES

Ils devront :
- définir les outils de gestion nécessaires à l'activité montage en série des moteurs,
- participer à l'étude et à la mise en place des nouveaux systèmes informatiques.

Nous cherchons pour ces postes des Ingénieurs diplômés, ayant quelques années d'expérience en Informatique de Gestion en milieu industriel.

La pratique de l'anglais est nécessaire.

Lieu de travail : VILLAROCHE près de MELUN (77).

Merci d'adresser sous référence 169/84, lettre, CV et prétentions à

SNECMA

SNECMA - Département Encadrement - 2, boulevard Victor 75724 PARIS CEDEX 15

Paris - Rhône-Alpes - Midi

Contrôleur de gestion «plus»

Nous vous proposons d'approcher par cette fonction la Direction d'une entreprise. Notre société (+ d'1 milliard F. de C.A.) vous propose d'être l'un des grands responsables d'une de ses régions qui groupe 10 magasins.

Le Directeur Régional, patron de sa région, vous confie :
- une mission d'animation : vous participez au recrutement, formez, animez, contrôlez les responsables administratifs de magasins,
- une mission administrative : vous faites vivre les méthodes et procédures (comptabilité, administratif du personnel...). A vous de prendre les moyens pour que «ça marche»,
- une mission de gestion : vos tableaux de bord, votre suivi des budgets vous permettent d'y voir clair. Vous allez alors être moteur dans la décision de gestion,
- une mission politique : vous participez pleinement, avec le Directeur Régional, aux définitions des orientations humaines de gestion et... de commerce.

Vous avez une trentaine d'années, une expérience de gestionnaire qui répond bien à votre tempérament d'homme rigoureux. Vous aimez convaincre et influer sur les évènements.

Robert CHEVILLOTTE reçoit votre candidature, sous la référence CG/LM,et nous la transmet. Merci d'indiquer les entreprises à qui vous ne voulez pas la communiquer.

argos Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49

AFCOREM

MEDIA BA

Juriste d'entreprise confirmé



Le Groupe BONGRAIN est un groupe alimentaire français à qui un développement rapide (tant sur le marché européen qu'américain) confère aujourd'hui une forte position dans le domaine fromager. Il emploie 5000 personnes, réalise un C.A. de 5 milliards de Francs (dont la moitié à l'étranger) et regroupe de nombreuses sociétés. La Direction juridique a pour vocation de suivre la vie juridique des filiales, de mener à bien les opérations touchant au droit des sociétés (fusions, acquisitions, apports d'actifs et augmentations de capital, location-gérances), de gérer les marques et brevets, de jouer le rôle de «conseil interne» auprès des dirigeants de sociétés, en apportant des solutions concrètes aux problèmes posés. En raison du développement des activités du groupe, le Directeur juridique recherche un(e) juriste d'entreprise expérimenté(e) d'une trentaine d'années possédant une formation type DES de Droit privé ou Doctorat et parfaitement rompu(e) aux techniques de droit des sociétés. Son expérience aura été acquise au sein d'un Cabinet et/ou d'un groupe industriel. La pratique de l'anglais est souhaitée. Le poste est situé dans la banlieue Ouest de Paris. Merci de prendre contact rapidement avec notre Conseil H & B, 66 avenue Victor Hugo – 75116 PARIS sous la référence 149 A.

Jeune Responsable Administratif et Comptable

_jeune comme nous d'ailleurs, dynamique aussi. La réussite de nos activités commerciales et de services en France dans le domaine des composants et applications techniques pour l'industrie et la marine nous amène à consolider notre structure, encore légère. Notre appartenance à un groupe anglo-saxon nous a quelque peu aidés dans notre progression.

Il s'agit, avec une petite équipe, de contrôler l'activité comptable et fiscale de la société, de développer un système de reporting mensuel pour le groupe, d'améliorer les procédures internes (facturation, transport, douanes,) de mettre en place des outils de gestion performants (prévisions, contrôles budgétaires, suivi de la trésorerie).

Cela peut paraître beaucoup mais nous sommes convaincus que votre solide formation comptable DECS, doublée d'une courte mais probante expérience de 2/3 ans dans ce domaine, vous permettront de devenir le bras droit qu'attend notre Directeur. *Votre pratique de la comptabilité anglo-saxonne et de* l'anglais, votre sens de l'organisation y contribueront.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo en précisant la réf. M 32090 à Isabelle Boyer, TEG, 18 place Henri Bergson, 75008 Paris

The Executive Group (France) Management

division de SYSTEMA

DESSEIN

---

volvic

recherche le responsable de son service

ÉTUDES ET STATISTIQUES COMMERCIALES

Diplômé d'une grande école de gestion, il aura une bonne pratique de l'outil informatique et une première expérience dans une fonction similaire.

Il devra animer un service de 5 à 6 personnes, chargé :
- d'élaborer et de contrôler les statistiques commerciales,
- de participer à l'établissement des prévisions de ventes, des tarifs, etc., avec le marketing,
- d'assurer le contrôle des engagements de dépenses commerciales (promotions, ristournes...)

En liaison avec le marketing et les autres services de la direction commerciale, il proposera les évolutions et adaptations informatiques nécessaires à l'amélioration du système d'information.

Merci d'adresser votre C.V. sous réf. 84/14 en précisant vos prétentions (discrétion assurée) à :

VOLVIC, B.P. 41
92340 BOURG-LA-REINE

Société d'ingénierie 220 personnes, filiale Société Nationale des Poudres et explosifs, recherche

INGENIEUR DE PROJETS

débutants ou 3 à 5 ans d'expérience, pour assurer la conception et la réalisation d'ateliers de fabrication de type chimique et de type mécanique.

Connaissances en ingénierie souhaitées.

Des déplacements de courte durée en France sont à prévoir.

Ce poste est à pourvoir à Paris 12ème.

Adresser CV, lettre manuscrite et photo sous réf. 98791 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris cedex 01, qui tr.

PARIS

JEUNE COMPTABLE H/F

Titulaire du DECS, il a déjà acquis une expérience professionnelle de 4 à 5 années en cabinet ou en entreprise.

L'équipe, dont il organisera et contrôlera l'activité, assure la tenue complète des comptabilités informatisées de filiales.

Les travaux requièrent une bonne pratique de la comptabilité analytique et budgétaire, ainsi que de bonnes connaissances en fiscalité.

Merci d'adresser votre C.V. avec prétentions sous réf. 317 JC



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS

bleu

DIPLOMES D'UNE GRANDE ECOLE DE COMMERCE (HEC, ESSEC, ESCP)

Le CEI, filiale de conseil et de formation de la COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE recherche des

CONSULTANTS EN ORGANISATION

en milieu industriel

pour CONCEVOIR et REALISER,

- à l'occasion d'interventions très diversifiées dans tous les domaines de l'administration et de la gestion
- au sein des filiales du groupe (Alsthom-Atlantique, CIT-Alcatel, CGEE-Alsthom, SAFT...).

Après une première phase de diagnostic, votre rôle consistera à apporter les solutions les plus adaptées et à en assurer la mise en place concrète.

Les postes à pourvoir s'adressent à des **candidats déjà confirmés par une première expérience professionnelle de 2 ans environ** pouvant témoigner de qualités d'analyse et de rigueur alliées à un sens aigu des contacts humains.

Pour des candidats à fort potentiel, c'est l'opportunité de larges ouvertures dans les secteurs technologiques de pointe et la perspective, après quelques années d'expérience réussie, de responsabilités opérationnelles dans les filières du contrôle de gestion ou du secrétariat général.

Pour un premier contact, écrivez sous référence (E 1/L01) à CEI - 46, rue de la Boétie - 75008 PARIS.

Négocier au plus haut niveau sur la scène internationale !..

HEC, ESSEC, ESC,... - débutant ou 1ère expérience - Paris-Mulhouse

Filiale du Groupe MATRA, MANURHIN développe une part importante de son activité sur un marché très concurrentiel : la vente d'équipements destinés aux industries militaires.

Pour renforcer notre position en AFRIQUE francophone et au MOYEN-ORIENT, nous recherchons de jeunes commerciaux à fort potentiel

De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC,...), ils se verront confier une mission passionnante et variée de négociation auprès d'interlocuteurs de haut niveau : gouvernements, administrations...

Pour réussir, rigueur, adaptabilité, sens du contact et mobilité seront leurs meilleurs atouts.

Les postes, basés à Paris et Mulhouse, impliquent, (étant donnée la zone géographique couverte), une bonne connaissance de l'anglais

Cette opportunité constitue une bonne introduction dans un groupe novateur où les perspectives d'évolution sont nombreuses.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V., sous réf. IC à MATRA - Direction du Personnel - 37, ave Louis Breguet - 78140 VELIZY.

MATRA MANURHIN DEFENSE

Evolution technologique et optimisation de l'outil industriel...

Ce sont les maîtres-mots de l'activité de notre responsable

Travaux neufs - industrialisation

Dépendant de notre Directeur Industriel, vous bénéficierez d'un programme d'investissements de 150 MF sur 3 ans, propre à améliorer et développer notre outil industriel.

17 unités de production actuellement, dont certaines seront automatisées. Investissements stratégiques, de renouvellement et de maintenance seront de votre responsabilité. Industrialiser des produits en liaison avec la Recherche-Développement, rationaliser, standardiser des process, dans un contexte de fabrication où les problèmes énergétiques sont vitaux, voilà l'autre facette de votre mission.

Vous êtes ingénieur (AM, INSA, Centrale...) et vous avez environ 5 années d'expérience de ces domaines, dans un secteur d'activité où l'automation se développe.

Venez rejoindre un Groupe important (900 MF de C.A., 800 personnes), leader sur ses marchés, qui exporte 40 % de sa production... et situé dans une région fort agréable : l'Auvergne.

Adressez-nous un résumé de carrière explicite, sous réf. CH/TNI/LM, que nous développerons ensemble.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Le haut de gamme pour un contrôleur de gestion

Notre société fabrique et commercialise, directement ou par l'intermédiaire de nos filiales dans le monde entier, des articles de voyage et de maroquinerie de très haute qualité. Nos 1 100 salariés ont réalisé en 1983 un CA consolidé de 830 millions de Francs.

Nous recherchons aujourd'hui le contrôleur de gestion de notre groupe. Sous l'autorité du Contrôleur Financier, il devra notamment:

- participer aux opérations de consolidation,
- développer et améliorer les procédures et systèmes de reporting pour en optimiser l'exploitation,
- assurer des audits de procédures,
- définir et mettre en place une comptabilité analytique,
- établir et suivre les ratios de gestion.

Diplômé(e) d'une Grande Ecole de Commerce, avec un DECS et éventuellement des Certificats Supérieurs, vous avez une expérience professionnelle d'environ quatre ans dans un environnement international (Cabinet d'audit ou entreprise). La comptabilité anglo-saxonne, l'outil informatique et la maîtrise de la langue anglaise vous sont donc acquis.

COFROR, notre Conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à Catherine ROIZOT sous référence 060/18 M (en indiquant votre rémunération actuelle).

COFROR

Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 Paris la Défense

SOURCES

responsable de personnel

PARIS-SUD **180.000 F +/-**

Une Société de 5200 personnes, filiale d'un Groupe International, leader sur son marché recherche pour son agence la plus importante un RESPONSABLE DU PERSONNEL.

Rattaché directement au Directeur de l'Etablissement et en relations étroites avec la DRH du Siege il assumera l'intégralité des fonctions de Personnel dans une unité de 350 personnes (dont 290 techniciens de chantiers).

Il sera notamment responsable de la gestion administrative du personnel et des relations avec les partenaires sociaux.

Le poste conviendrait à un cadre de 28 ans minimum, de formation supérieure, ayant de solides connaissances juridiques, une première expérience de la fonction acquise en milieu industriel ou chantiers et des qualités de contact et de dynamisme.

L'anglais est indispensable pour évoluer dans le Groupe, qui offre des promotions très importantes pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en toute confidentialité à Nicole ANCESSI, ss réf. 331/LM, SODERHU Société pour le Développement des Ressources Humaines 22, rue Saint-Augustin 75002 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

Soderhu

Un contrôleur de gestion très opérationnel

La filiale française d'un très important groupe international aux activités diversifiées, leader européen sur le marché des équipements automobiles, recherche son

CONTROLEUR DE GESTION VENTES

Au sein de la Direction Contrôle de Gestion vous serez le conseil des responsables commerciaux. Avec eux vous élaborerez les objectifs et suivrez les écarts. Vous serez aussi associé à l'ensemble des décisions commerciales.

En outre, vous concevrez et améliorerez les procédures de contrôle et de suivi des résultats. Vous participerez à l'extension de l'outil informatique de gestion.

Vous aurez une formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC) et une expérience confirmée, de plusieurs années, du contrôle de gestion dans le domaine commercial.

Doté d'une très importante capacité de travail et d'un sens profond du dialogue, vous voulez saisir une opportunité de carrière au sein d'un groupe de premier plan.

La connaissance de l'allemand est un atout important.

Poste à pourvoir en Région Parisienne.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 408236 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS** 115, rue du Bac - 75007 PARIS.

CNEH

l'agence nationale pour le développement de l'informatique hospitalière recrute pour son agence de Bordeaux

Analyste-programmeur

devant s'intégrer dans une équipe jeune.

Formation ingénieur, maîtrise débutant ou IUT avec expérience.

Participant à des travaux portables sur plusieurs matériels, IBM 43XX, BULL, DPS 7. Contrat à durée déterminée.

Envoyer CV, photo et prétentions au CNEH, 2 rue Dubernat, 33400 Talence.

SECTEUR BANCAIRE

Paris-Province

Jeunes diplômés

Enseignement supérieur commercial ou gestion.

Des opportunités dans le secteur bancaire... ...à des postes de Direction d'Agence...

...pour des candidats ayant le goût des affaires et de la finance et la mobilité géographique indispensable à la profession.

Motivez votre intérêt pour cette offre en écrivant avec C.V. et photo à :

compagnie du crédit universel

Département du Personnel Agences, 152, bd Haussmann 75008 PARIS

Réponse rapide assurée

BOSSARD CONSULTANTS

leader des Cabinets français de Conseil en Management, recrute, pour assurer son développement, des

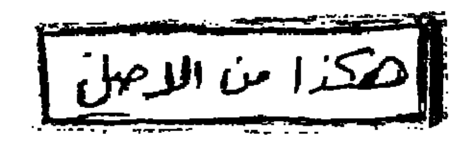
INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES (X, MINES, CENTRALE,...)

débutants ou ayant quelques années d'expérience.

Nos interventions pluridisciplinaires (200 ingénieurs travaillant dans le marketing stratégique, l'organisation industrielle, le management général, l'étude des structures, l'informatique, la bureautique et la gestion des ressources humaines), et notre formation interne donnent aux candidats de grandes possibilités d'épanouissement professionnel.

Si vous avez le goût d'entreprendre et êtes tentés par un métier exaltant et difficile, envoyez une lettre manuscrite, C.V. et photo à Madame THIÉBAUT — BOSSARD CONSULTANTS — 12, rue Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX CEDEX.

Organisation et Publicité



OFFRES D'EMPLOIS

CABINET D'AUDIT Mo Pt DE NEUILLY
recherche

TRADUCTEUR *HF* EXPERIMENTE

langue maternelle anglaise

pour assurer :

- traductions essentiellement du français vers l'anglais dans les domaines financier, comptable et juridique (80%).
- supervision d'un service documentation (20%).

Envoyer CV, photo et prétentions sous la référence 50712 à Projets 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre.

Paris Est

Votre objectif : un contrôle de gestion rigoureux

Filiale d'un groupe multinational français, nous sommes une PME, leader dans la fabrication de produits haut de gamme destinés aux hôpitaux. Notre CA est de 120 MF dont 65% réalisés à l'exportation. Décidés à poursuivre notre expansion, nous créons aujourd'hui ce poste de contrôleur de gestion.

Collaborateur du Directeur Financier, vous donnerez toute la dimension à votre fonction en apportant une contribution efficace dans tous les domaines intéressant la gestion. Aussi, vous contrôlerez la bonne application des politiques de la Direction Générale, vous participerez à l'établissement des budgets et à l'analyse des résultats, vous améliorerez le système d'informations et jouerez un rôle moteur dans l'évaluation du nouveau système informatique interne.

A 30 ans environ, diplômé(e) d'une école supérieure de commerce, votre expérience (3 à 5 ans) en cabinet d'audit anglo-saxon ou dans une entreprise multinationale de type industriel, vous a permis de maîtriser les méthodes de gestion anglo-saxonnes et d'utiliser avec succès l'outil informatique. Votre parfaite maîtrise de l'anglais, votre esprit rigoureux, votre dynamisme seront des atouts pour votre évolution ultérieure au sein du groupe auquel nous sommes rattachés.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la réf. M 32809 à Nicole Le Breuillo TEG, 18 place Henri Bergson, 75008 PARIS

division de SYSTEMA — The Executive Group (France) Management

DESSEIN

La chambre de commerce et d'industrie de Paris
recherche
pour son Département Organisation

UN ORGANISATEUR EXPÉRIMENTÉ

- Chargé d'études portant sur les procédures et méthodes administratives de gestion, il devra concevoir et mettre en place des solutions adaptées, impliquant éventuellement l'utilisation d'outils bureautiques et informatiques.
- Diplômé d'études supérieures de gestion ou d'administration des entreprises (grande école ou niveau universitaire équivalent).
- Formation complémentaire type IESTO appréciée.
- 5 à 8 ans d'expérience professionnelle dont 3 au minimum de cette fonction dans le secteur tertiaire.

Adresser : lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions à : C.C.I.P. Direction du Personnel et des Relations Sociales, 8, rue Chateaubriand, 75008 PARIS.

SFERNICE

Nous sommes spécialisés dans la fabrication de composants électroniques, essentiellement pour les secteurs professionnels, militaires et spaciaux. Fondée en 1938, notre société compte en 1950 70 employés. En 1984, nous sommes 1 600 et nous réalisons un CA de 400 MF. Ayant décidé de renforcer notre structure commerciale, nous recherchons un

Ingénieur électronicien

Vous êtes, pour nos produits les plus avancés, notre ambassadeur auprès de nos clients et prospects mais aussi leur conseil ; votre mission est de présenter nos produits et d'orienter au plus haut niveau les décideurs techniques vers celles de nos fabrications qui constituent pour eux la solution la meilleure.

En amont, vous aurez à expliquer, à convaincre, à superviser les essais qui permettent d'obtenir les agréments · vous participerez à la mise au point de cahiers des charges pour les applications spécifiques. En aval, vous suivez nos clients en leur apportant l'assistance qui crée des liens utiles et durables.

La trentaine à peine, diplômé d'une grande école scientifique - ou universitaire - vous avez déjà eu une première expérience de vie professionnelle, mais ce que l'on vous a appris est encore très «frais» dans votre mémoire... Enthousiaste, concret, curieux de tout et agile d'esprit, vous êtes aussi l'homme de communication... capable d'échanges scientifiques à un niveau élevé. Le poste est basé à Paris.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 2977M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom — Membre de Syntec

---

notre temps
LE MAGAZINE DE LA RETRAITE

Un des tous premiers magazines français (750 000 exemplaires)

Recherche

UN(E) CHARGÉ(E) DE RELATIONS

Dans le cadre du développement de la diffusion de cette publication, il (ou elle) devra :

D'une part conduire les relations avec les Institutions et Organismes de Retraite, le secteur associatif et les relais d'opinions,

D'autre part participer à ce titre à la réalisation d'opérations commerciales et de notoriété.

Ce poste conviendrait à un(e) candidat(e), diplômé(e) d'enseignement supérieur, âgé(e) d'au moins 30 ans, possédant une solide expérience d'activités relationnelles, et/ou commerciales à tous niveaux et si possible une bonne connaissance des relations avec les médias.

Adresser C.V. sous référence PP 530, à la Direction du Personnel du Groupe *BAYARD-PRESSE*, 3, rue Bayard, 75008 Paris

---

TEKELEC AIRTRONIC

Société française en expansion régulière (850 personnes CA 83 - 750 MF) fabriquant et distribuant du matériel électronique professionnel recherche

CONTROLEUR DE GESTION

(E.S.C. ou équivalent possédant 2 à 3 ans expérience)

Adjoint direct du responsable de notre département « télécommunications industrie », il prendra en charge le contrôle de gestion de cette unité : définition et suivi des budgets ; contrôle des coûts d'études et de fabrication ; analyse du C.E. mensuel et de la marge...
Il aura également pour mission d'améliorer les procédures existantes au sein de ce département (en participant notamment au développement de leur informatisation) et de veiller à leur bonne application.

Il s'agit d'UNE CRÉATION DE POSTE, susceptible de couvrir à terme l'ensemble des responsabilités administratives liées à la gestion de ce centre de profit.

Lieu de travail BOULOGNE/SEINE.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence LM/564 à Mademoiselle GAROND
TEKELEC-AIRTRONIC
Cité des Bruyères - 1, rue Carle Vernet - 92310 SEVRES.

JRP/Jean Regnier Publicité

---

chef comptable

PARIS 17ème

Nous sommes une société de distribution leader sur notre marché dans les départements d'outre-mer (CA : 1.031 MF).
Pour notre siège parisien, nous recherchons un chef comptable. Dirigeant un service de six personnes, il dépend du directeur administratif et financier, mais bénéficie d'une grande autonomie. Outre les tâches classiques d'un tel poste, il établit le bilan et exerce un contrôle très strict de la comptabilité des magasins et dépôts outre-mer, d'après les relevés envoyés chaque mois. Dans un deuxième temps, il prendra aussi en charge la comptabilité du siège.
Ce poste de responsabilité implique une formation DECS, ainsi qu'une *expérience d'au moins cinq ans dans un poste similaire*, avec utilisation de l'informatique. De bonnes qualités d'adaptation sont nécessaires.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 8479 M à :

nicole outin
15 rue marcel renault, 75017 paris, conseil en recrutement, qui garantit une totale discrétion.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Organisation et Publicité

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur
vous exercez une activité profession. depuis au moins 8 ans
Votre profil peut intéresser notre Département

GESTION SOCIALE,

dont la vocation est d'assister les responsables de la fonction sociale des entreprises dans leur mission de gestionnaires de ressources humaines,

qui recherche dans le cadre de son développement

UN CONSULTANT SENIOR (H./F.)

Une expérience dans le conseil et (ou) dans le domaine social, assortie d'un grand sens des contacts à haut niveau constitueront des atouts majeurs.

Toutefois, l'attention de Joseph SABATIER, directeur du département, sera retenue par tout candidat créatif, justifiant d'une expérience réussie, désirant se battre pour accroître la clientèle du département et disponible pour de fréquents déplacements.

Merci de lui adresser votre dossier complet, à :

INFORMATIQUE ORGANISATION SYSTÈMES
120, rue de Javel, 75015 PARIS.

Jeune HEC, ESSEC, IEP...

Débuter et devenir le bras droit du DG.

Nous sommes une importante société de crédit et de promotion à caractère social. Nous gérons un très important patrimoine et, malgré la crise, nous nous développons régulièrement.
Notre DG a besoin de trouver un interlocuteur qu'il formera et auquel il confiera d'abord des missions de montage d'opérations et de préparation des dossiers de décision. Peu à peu, ce jeune cadre devra maîtriser le contrôle de gestion et la coordination des opérations.
Notre DG souhaite pour donner toute sa richesse à une telle fonction une bonne culture générale, du dynamisme, une motivation sociale et le goût de l'innovation.
Ce poste rare et passionnant pour un débutant est à pourvoir à notre siège dans une grande ville universitaire à 2 heures de Paris.

Nous vous remercions de manifester votre intérêt en adressant votre dossier de candidature (indiquer vos prétentions), sous réf. 24 M 217, à notre conseil CPA, 3 rue de Liège 75009 Paris.

CPA — MEMBRE DE SYNTEC

Département Prévoyance

Chargé d'études *HF*

mi - temps

Sa mission principale consistera à rédiger des études juridiques dans le domaine de la protection sociale en entreprise, des notes de synthèse en matière de législation sociale et fiscale.

Ces études sont essentiellement destinées aux chargés de clientèle afin de les aider à résoudre les problèmes juridiques posés par leurs clients.

Fort d'une Maîtrise en Droit des Affaires et d'une expérience similaire de 2 à 3 ans dans le domaine de la prévoyance, le candidat qui saura allier qualités rédactionnelles et relationnelles, aura de sérieux avantages.

Si vous désirez intégrer **l'un des tout premiers courtiers d'assurances d'Europe**, adressez votre candidature (lettre et CV) en mentionnant vos prétentions sous réf. A.M.P.

Gras Savoye
2, rue Ancelle - 92202 NEUILLY SUR SEINE.

L'Assurance aujourd'hui et demain

PME TÉLÉCOMMUNICATIONS

radio téléphones
Filiale d'un groupe industriel et commercial
recherche :

UN CHEF DE PRODUIT

pour analyser le marché, négocier des accords de coopération, suivre les sous-traitances, animer les ventes.
L'anglais est indispensable.

UN RESPONSABLE DE DISTRIBUTION

pour rechercher des distributeurs, négocier les contrats de distribution, animer et gérer le réseau.
Fréquents déplacements à prévoir.

A 30 ans min. de formation sup., vous avez pour chaque poste 5 ans d'expérience de la fonction dans le domaine des biens professionnels ; télécommunications ou informatique.

Poste à pourvoir en R.P. proche banlieue nord.

Adr. c.v. + prétent. sous nº 293.398 RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Equipements de transmission
PARIS

Une Société française (C.A. 1 milliard de francs) occupant une position de leader dans le domaine des télétransmissions, recherche UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL pour développer les ventes d'une gamme de produits spécifiques dont les fabrications font appel à des technologies de pointe (électronique, optoélectronique, etc...). Il sera chargé de prospecter et suivre une clientèle industrielle dont il analysera les besoins afin d'orienter le développement ou le renouvellement de la gamme de produits. Il sera responsable de la négociation des marchés (devis, suivi des offres ...) et il stimulera le réseau de vente en France et à l'étranger. Il aura un rôle de coordonnateur auprès des autres divisions de la Société pour la réalisation de contrats faisant appel aux productions de ces mêmes divisions. Ce poste pourra, à terme de quelques années, évoluer vers la responsabilité de Chef des Ventes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure-école d'ingénieurs ou E.S.C.- et parlant anglais, possèdera quelques années d'expérience acquise dans une fonction semblable si possible au sein d'une société du secteur télétransmissions, télécommunications, télématique, ou bien encore constructions électriques - courants faibles -.
Ecrire sous référence 707/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

AFCOREM

---

carrière bancaire
division «commodities»

Après avoir acquis dans la banque ou le négoce une expérience de quelques années des financements relatifs aux flux de matières premières, vous souhaitez poursuivre votre carrière dans un groupe international de premier plan.

Un poste correspondant à vos souhaits est à pourvoir au sein de notre équipe.

Adressez-nous un C.V. détaillé et le résumé de vos motivations sous référence 3900/S à : Monsieur BOILEAUD - 40, rue Olivier de Serres 75015 PARIS

ETS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ SUPÉRIEUR
recherche

- **1 RESPONSABLE DÉPARTEMENT INFORMATIQUE**
Plein temps
- **PROFESSEUR D'INFORMATIQUE**
- **PROFESSEUR DE MATHS**
BTS - Disponible lundi

Expérience enseignement exigée.
Téléphone : 747-06-40 P. 38.

BANQUE INTERNATIONALE PARIS
recherche un

CADRE CL.V,VI

- De formation supérieure.
- Ayant acquis 4 à 6 ans d'expérience dans le domaine des opérations et du crédit.
- Désireux d'exercer des responsabilités élargies dans des unités d'exploitation à l'Étranger, après une première étape de carrière au siège Parisien.

Adresser lettre et C.V. à :
M. CHASSERY - réf. 3366/S
110, rue du Colonel Fabien
92160 ANTONY *(qui transmettra)*

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
filiale d'un important groupe international
(Mº Église-de-Pantin) rech.

PHARMACIEN
option industrie

AVEC 1re EXPÉRIENCE
pour contrat à DURÉE DÉTERMINÉE de longue durée.
En liaison avec la Production.
Poste à pourvoir rapidement.

Env. c.v., lettre, photo et prét. sous réf. 99.027 à CONTESSE PUB., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui tr.

Formation Bancaire

Diplômé ITB ou CESB, vous souhaitez contribuer au perfectionnement des collaborateurs d'un groupe International *(fréquentes missions à l'Etranger)* avant de poursuivre votre évolution promotionnelle en exploitation.

Faites nous connaître votre expérience et vos motivations.

Envoyer C.V. + photo à :
M. BOTHOREL - réf. 3360/S
40, rue de la Dsion du Gal Leclerc
94250 GENTILLY (qui transmettra)

OFFRES D'EMPLOIS

REA LEVALLOIS
recherche
pour son département Vidéo Systèmes

INGENIEUR TECHNICO COMMERCIAL
MATERIEL VIDEO PROFESSIONNEL

Grass Valley - RCA, Barco - CMX...

Visites de clientèle.
Etablissements de devis.
Etudes de projets.
Anglais indispensable.

Adresser CV+ photo et prétentions à Joelle Stolz, REA, 9 rue Ernest Cognacq - 92300 Levallois Tél. 758.11.11

SOURCES

Banque étrangère Paris-8ᵉ
recherche

AUDITEUR INTERNE

ENVIRON 30 ANS.
- 2 ans d'expérience dans une banque ;
- formation dans un cabinet d'audit (2 ans si possible) ;
- anglais nécessaire ;
- pratique indispensable de la comptabilité anglo-saxonne.

Le poste est basé à Paris. Sans déplacement.

Ecrire sous nº T068.087 M, Régie Presse, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Cabinet parisien de haute notoriété spécialisé dans les problèmes de sélection des cadres et hauts spécialistes, recherche

UN PSYCHOLOGUE CONSULTANT

familiarisé avec les techniques de recrutement dans l'industrie traditionnelle. La pratique de l'anglais est recherchée.

La formule de collaboration proposée inclut une possibilité d'association à terme.

Merci d'adresser lettre de candidature avec CV sous référence 9059 à

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

Banque privée appartenant à un groupe international
recherche pour son agence de Paris

UN EXPLOITANT COMMERCIAL CONFIRMÉ

5 ans d'ancienneté dans le poste minimum et parlant anglais.
Formation supérieure.
Bonne connaissance des P.M.E.

Ecrire sous nº T 068.170 M
RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.



Société française leader des systèmes avancés de vidéocommunication, recherche

INGENIEUR ELECTRONIQUE RESPONSABLE FABRICATION

doté d'une solide expérience de la production (5 ans), vous prendrez en charge l'évolution d'un projet du service de développement pour en assurer son industrialisation.

En relation avec la Direction Générale, ce poste est évolutif pour une personne ambitieuse dans une société en pleine expansion.

Merci d'adresser lettre de candidature, avec c.v., photo à VISIOPTRONIC - Mr Sorrieux 10, rue Pergolèse 75116 Paris.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES VOTRE CARRIÈRE AU SERVICE DE LA SANTÉ

Vous débutez ou avez quelques années d'expérience, vous souhaitez vous affirmer dans un environnement technologique de haut niveau.

LES HOPITAUX DE PARIS

premier ensemble hospitalier européen, vous proposent de vous associer à leur développement.

Différents postes sont à pourvoir.
Pour les équipements:
DES INGÉNIEURS BIO-MÉDICAUX.
Salaires annuels de départ : 95.000 F NET.
Logement de fonction.

Ecrivez à la Direction du Personnel de l'Assistance Publique (Bureau 32A) - 3, avenue Victoria, 75100 PARIS. Pour de plus amples renseignements : Tél. : 277-11-22, postes 4144 et 4146.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PRODUITS COSMÉTIQUES RÉGION PARISIENNE
recherche pour son service documentation

DOCUMENTALISTE SCIENTIFIQUE

Vous possédez un diplôme universitaire en biochimie ou chimie (niveau maîtrise) et une formation de documentaliste.

La maîtrise de l'anglais est exigée. La connaissance d'une deuxième langue étrangère ainsi que des notions d'informatique documentaire (constitution et interrogations de bases de données) sont indispensables.

Adresser C.V. + photo + prétentions à C.G.P. (réf. H10) 14, rue Jean-Mermoz, 75008 PARIS, qui transmettra.

SOURCES

CENTRE MUNICIPAL DE FORMATION
recherche
- FORMATEURS - disciplines générales ;
- FORMATEURS - secteur informatique bureautique ;
- FORMATEURS - métiers du bâtiment.

Connaissance public 16-25 ans.
Adresser c.v., candidature au Centre Municipal de Formation. 19, rue Gabriel-Péri, 91350 GRIGNY.

EDF - EGF
recherche

PROFESSEURS VACATAIRES D'INFORMATIQUE

pour enseigner dans des stages de formation professionnelle. Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur c.v., références informatiques et pédagogiques à :

EGF - EDF

Centre de Formation,
17, rue Albert-Thomas,
B.P.100
78135 Les Mureaux Cedex.

VOUS

qui êtes dynamique et actif, attiré par une activité commerciale, bénéficiant de sérieuses références morales.

NOUS

Importante société Suisse pouvons vous offrir une situation à responsabilités et évolutive à PARIS et dans sa REGION.

Afin de nous rencontrer, merci d'adresser votre c.v. + photo à son service ORGANISATION 41, rue de Chateaudun 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ DE COMMERCE INTERNATIONAL
recherche

JEUNE CADRE EXPORT

Formation commerciale supérieure
- Anglais + Espagnoltrès couramment
- Connaissance vins et spiritueux indispensable.
- Célibataire.

Il voyagera 50 % de son temps : Asie, Afrique, Amérique, Pacifique.
Pour assurer contacts et suivi de nos clients.

Écr. avec c.v. + photo à : UNIMARKET 48, rue de Boulainvilliers. 75016 Paris.

P.A.C. S.A.
Société de conseil en stratégie industrielle
recherche

2 INGÉNIEURS

1 à 4 ans d'expérience.
- Formation solide à l'informatique + compléments économ. finances souh.
- Anglais impératif.

Envoyer c.v. photo et prét. à P.A.C. (M. Perret) 65, rue Desnouettes. 75015 Paris.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE RECHERCHE POUR SON SERVICE INFORMATIQUE RUEIL
- 1 RESPONSABLE (env. 3 ans d'expérience), connaissances Fortran Cobol oblig., prime appréciées ;
- 1 DÉBUTANT dirigé comptabilité (Cobol) ;
- 1 DÉBUTANT dirigé scientifique (F 77 appliqué à la thermodynamique).

Adresser photo et prétentions.
Ecr. s/nº 8.334 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

secrétaires

SOCIÉTÉ PRODUITS DIÉTÉTIQUES INFANTILES
Métro GALLIENI
recherche pour DIRECTION DU MARKETING

UNE SECRÉTAIRE ASSISTANTE

Bilingue allemand.
Minimum 30 ans.
Bonne présentation.
Bacc. sténo et dactylo indispensables.
Esprit d'initiative et d'organisation.

Poste convenant à personne très ordonnée et de très bon niveau.

Avantages sociaux. 13ᵉ mois.
Restaurant d'entreprise. Mutuelle.
Horaires variables.

Adresser C.V., photo et prétentions, sous référence M 109 à PUBLI LAROCHE 3, pl. Jules-Ferry, 92120 MONTROUGE, qui transmettra.

LABORATOIRE D'ARCHITECTURE Nº 1 - UPA 6

STAGES D'AUTOMNE D'INITIATION A LA MICRO-INFORMATIQUE

- TRAITEMENT DE TEXTES : 24 au 28 septembre.
- TABLES DE CALCUL : 1ᵉʳ au 5 octobre.
- BASES DE DONNÉES : 8 au 12 octobre.

Chaque session comprend une initiation au matériel et au système d'exploitation.
Liaison 2 personnes par micro.
Convention de formation dans le cadre du 1,1 %.
4 jours par stage : lundi 14 h au vendredi 13 h.

Contactez notre département formation.
Téléphone : 208-79-70, postes 74 et 77
144, rue de Flandre, 75019 PARIS.

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE L'ÉLECTRONIQUE ET DE SES APPLICATIONS

POST-FORMATION A LA CRÉATION D'ENTREPRISES

Un cycle création d'entreprises — destiné aux ingénieurs et assimilés — démarre à nouveau le 15 octobre 1984.
Il est nécessaire de prévoir, en moyenne, une occupation de deux jours par semaine.
Les auditeurs sont recrutés sur les statuts suivants : étudiants, détachement, formation continue.
Une rémunération peut être envisagée au titre d'une activité salariée dans le cadre de l'association INOVENSEA sur la base de ses contrats.
Le cycle est sanctionné par un certificat.

Pour les inscriptions :
Ministère de l'Education Nationale - ENSEA
Monsieur Pesqueux
Les Chênes Pourpres
95000 CERGY.

Pour les contacts téléphoniques (3) 030-92-44, Service relations extérieures.

DEMANDES D'EMPLOIS

SCIENCES ÉCO. 40 ans. Excellent négociateur

Vous propose :
- De répondre avec efficacité aux satisfactions des besoins du marché, en établissant le plan marketing annuel qui servira de base à l'action de la force de vente.
- D'organiser, gérer les budgets et développer les centres de profit avec le souci permanent de la rentabilité.
- De mettre en place, sous forme d'actions, les stratégies commerciales qui permettront de développer les ventes et accroître la rentabilité de la distribution des produits de grande consommation.
- De convaincre et entraîner les forces de vente, par l'animation, la stimulation, le contrôle, la formation et le perfectionnement, afin de les rendre toujours plus efficaces.
- De négocier avec les clients les plus importants.
- D'obtenir des résultats tangibles et concrets.

Dans un poste de

DIRECTEUR DES VENTES OU DIRECTEUR COMMERCIAL

Écr. nº 19573 EURANIA, 25, rue de Strasbourg, 92600 ASNIÈRES, qui transm.

ÉDITION

DIRECTEUR ARTISTIQUE CONFIRMÉE souhaitant changer d'air cherche ÉDITEUR OXYGÉNÉ.

Ecr. s/nº 3.924 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ITALIE

Ing. français cherche direction filiale italienne de préférence domaine biens destinés à l'industrie, expérience vente et management.

Ecr. s/nº 3.880 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Fme 40 a. comptable 2ᵉ échelon, sérieuses références, ch. pl. stable saisie informatique. Libre de suite. 8.000 F X 13.
Ecr. s/nº 3.922 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

H., 43 ans, libre rapidement, E.S.C., Sciences Eco. expert-comptable, offre son expérience de 19 ans de cabinet à cabinet ou entreprise PARIS. Ecr. à Contesse Publicité sous réf. 99.408, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CADRE COMMERCIAL 32 a., école des cadres, 7 a. exp. de multinat. ccial export marketing, rech. sit. de PME de préf. Paris, prov., étr. Désirant dével. potentiel ccial. Grde dispon. Tél. H. Chevallier (1) 525-06-16 après 20 h. Ecrire 46, bd Exelmans, 75016.

propositions diverses



DÉPARTEMENT ÉTUDES ET

FORMATION

Programmes nationaux et internationaux.

Formation professionnelle en 10 mois 1/2 d'ANALYSTE-PROGRAMMEUR sur gros système IBM + gamme Micros.
Format : + INTERVENANTS internationaux. Assist. et cons. intern. en logic.

Tél. : 723-55-18.
Adresse : 38, rue de Bassano, 75008 Paris.
Métro : Etoile-George-V.

---

formation professionnelle formation professionnelle

Formation de formateurs à Dauphine

L'UNIVERSITE DE PARIS DAUPHINE (Département d'Education Permanente) propose une formation professionnelle de haut niveau aux métiers de *la formation des adultes* (conception, animation, gestion) et de la *consultation dans les organisations.*

Les stagiaires apprendront leur métier à l'occasion de *mises en situations professionnelles réelles* alternant avec des apprentissages techniques et une réflexion critique. Ils acquerront une qualification et des références de nature à faciliter une insertion professionnelle.

Durée : 2 ans à temps plein (Décembre 84 - Décembre 86).
Sanction : Diplôme Universitaire de Formateur d'Adultes (DUFA).
Conditions : Diplômé de 2ème cycle ou équivalent + 3 années d'expérience professionnelle.
Statut : Stagiaire de l'Etat (bourse égale à 70 % du salaire antérieur).

Informations et dossiers de candidature sur *demande écrite à* : UNIVERSITE DE PARIS DAUPHINE, Département d'Education Permanente / DUFA - Place du Maréchal de Lattre de Tassigny - 75775 Paris Cedex 16

SOURCES

Demandeurs d'emploi - Salariés

Vous avez au minimum cinq années d'expérience professionnelle. Vous souhaitez une progression importante de vos responsabilités dans l'entreprise. L'UNIVERSITE PARIS DAUPHINE vous propose des formations de 4 à 7 mois à temps plein dans les domaines suivants :

. GESTION APPROFONDIE ET DIRECTION D'ENTREPRISE.
. GESTION ET MANAGEMENT DES ACHATS ET APPROVISIONNEMENTS.
. INFORMATIQUE DE GESTION SUR PETITS SYSTEMES.
. GESTION DU COMMERCE EXTERIEUR.

UNIVERSITE PARIS DAUPHINE département d'éducation permanente

Les programmes ont été batis à la suite de l'analyse des besoins des entreprises, et d'une expérience portant sur plusieurs années.
Contactez dans les plus brefs délais : Téléphone 505.14.10
Poste 44-23 ou 44-15
Place du Maréchal de Lattre de Tassigny - 75775 Paris cedex 16,

SOURCES

IAE
Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne
INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
162, rue Saint-Charles 75740 PARIS Cedex 15

M.I.S.S.I.L. (SYSTEMES D'INFORMATION)

- Diplôme National de 3ᵉ cycle (D.E.S.S.).
- La formation apporte aux cadres participants :
  - une mise à niveau en gestion et informatique,
  - les moyens de concevoir, réaliser et faire fonctionner les systèmes d'information dans les organisations, en faisant appel à la Télématique, la Bureautique et l'Informatique.
- Programmation à temps plein du 12/11/1984 au 28/06/1985.
- Inscriptions jusqu'au 10/10/1984, ouvertes aux cadres salariés et demandeurs d'emploi.
- Test d'entrée et entretiens : courant octobre 1984.

Renseignements et inscriptions : Karin Ripoche au (1) 558.02.28 ou au (1) 557.28.41

PROMO 1



Une carrière dans l'INFORMATIQUE DE GESTION
Le groupe BTE va former des

ANALYSTES-PROGRAMMEURS
SPECIALISATION EN GESTION DE PRODUCTION

Stage agréé par le **Ministère du Travail** et le **Ministère de l'Industrie** sous le contrôle de l'A.F.P.A.
Durée : 31 semaines dont - Travaux pratiques à mi-temps sur IBM 4361 (VM, DOS/VSE, COBOL, CICS, DL1) - Stage en entreprise.
Public : Demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de 3 mois. **Niveau requis :** BAC + 3 ou équivalent.

Ces formations auront lieu simultanément à : TOULOUSE - NANCY - PARIS

Adresser votre CV à BTE - Stages «Analystes-Programmeurs»
PARIS : 72, rue Jean Bonal 92250 LA GARENNE COLOMBES - Tél. 780.72.65
TOULOUSE : 55 av. Louis Breguet 31400 TOULOUSE - Tél. (61) 20.05.17
NANCY : 35, av. Foch 54000 NANCY - Tél. (8) 341.01.60

GROUPE ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PARIS CENTRE DE FORMATION PERMANENTE

Le CFP organise, en octobre prochain, 2 stages rémunérés par la Région ILE-DE-FRANCE.
- Ingénieur Technico-Commercial (35 semaines).
- Acheteur Industriel (29 semaines).

Ouverts aux Cadres en recherche d'emploi, domiciliés en ILE-DE-FRANCE.

Diplômés de l'enseignement supérieur ou équivalence professionnelle.

Téléphone : CFP - 355-39-08, J. RENAUDON.
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS.

STAGE 3
INSTITUT D'INFORMATIQUE
forme
ANALYSTES-PROGRAMMEURS
BASES DE DONNEES
INITIATION A L'INFORMATIQUE
du 17 au 28 SEPTEMBRE et du 1ᵉʳ au 12 OCTOBRE
26, rue Bergère Paris 9ème Mº Montmartre / R.E.R. Auber
824.45.25 +

INSIP
INSTITUT SUPÉRIEUR D'INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE

CYCLES 84/85
Ouverture des inscriptions pour la formation
ANALYSTES-PROGRAMMEURS DE HAUT NIVEAU
Priorité sera donnée aux candidats ayant NIVEAU BAC + 2 (DEUG ou BTS recommandé).
Base scientifique ou économique.
PROGRAMME: ASSEMBLEUR IBM - COBOL - ANS - DOS - VS - CICS - VSAM - DL1.
Méthode d'analyse. Programmation structurée.
PROJET SUR MATÉRIEL IBM.

Envoyer CV pour recevoir un dossier à INSIP - Service Admission 19, RUE YVES TOUDIC - 75010 PARIS - TEL. (1) 241 65 66

Cadres expérimentés à l'export menacés de licenciement ou demandeurs d'emploi l'Institut de formation au Commerce International (Groupe ESCAE Clermont-Ferrand) vous permet de créer votre structure de Responsable Export en temps partagé pour PME. Stage rémunéré de 9 mois (octobre à juin).

I.F.C.I. - ESCAE, 4, boulevard Trudaine, 63000 CLERMONT-FERRAND.
Tél. : (73) 91-16-08
(C. PICHOT ou R. SERVAN).

Le Monde

économie

LES RENCONTRES ENTRE Mme DUFOIX ET LES PARTENAIRES SOCIAUX

Les syndicats réclament un relèvement des retraites et des prestations familiales

« L'équilibre des comptes de la Sécurité sociale ne doit pas être obtenu au détriment des prestations » : la prise de position de M. André Bergeron, au cours de son entretien avec Mme Georgina Dufoix, qui terminait la série des premières rencontres officielles entre le nouveau ministre des affaires sociales et de la solidarité et les partenaires sociaux, traduit assez bien les inquiétudes de l'ensemble des syndicats aujourd'hui devant les perspectives de la Sécurité sociale pour 1985.

Dans son tour d'horizon, chaque confédération a rappelé ses propositions et ses revendications : par exemple un *« statut de la mère de famille »* pour la CFTC, ou le *« salaire familial »* pour la CGC, la possibilité de toucher une retraite à taux plein après quarante ans de cotisation pour la CFDT, celle de racheter les cotisations de retraite correspondant à la durée des études supérieures des cadres pour la CGT, ou encore, pour cette dernière centrale, une cotisation portant sur la valeur ajoutée de l'entreprise et pas seulement sur le salaire. Mais c'est le maintien du pouvoir d'achat des prestations actuelles qui paraît aujourd'hui la préoccupation dominante.

Non sans raison, compte tenu des perspectives financières. Force ouvrière n'est pas la seule organisation à se montrer *« moins optimiste »* que le gouvernement sur l'équilibre des recettes et des dépenses en 1985. Au point parfois de redouter les conséquences de la suppression de la contribution baptisée « 1% social », alors même qu'on en avait critiqué la création...

En effet, si le régime général de sécurité sociale doit se retrouver fin 1984 avec un excédent de 13,1 milliards de francs, il en devra 11,4 milliards au « 1 % ». Le maintien de cette contribution sur les revenus des capitaux rapportera peu : 390 millions seulement en 1984.

En outre, le gouvernement prévoit de modifier l'assiette de la cotisation des adultes handicapés versée par l'État au régime général (en la calculant sur le montant réel de l'allocation versée à ces adultes et non plus sur le « salaire profond » de la Sécurité sociale), ce qui réduirait de 1 120 millions de francs les recettes en 1985. Or l'on peut se demander si la progression des cotisations restera aussi forte en 1985 qu'en 1984 (9 % en francs courants), compte tenu de l'évolution prévisible des salaires et des prix.

La rigueur risque donc d'être plus que jamais à l'ordre du jour l'an prochain : ce n'est qu'à ce prix que l'on a pu limiter à 2,1 % en francs constants la progression des dépenses cette année.

Des milliards économisés

La CGT avait déjà évoqué au mois d'août *« le risque d'amplifier pour 1985 une tendance à l'austérité en matière de santé »*. Mais c'est Force ouvrière, sensible aux préoccupations de ses cadres hospitaliers et de ses administrateurs dans les caisses d'assurance-maladie – où elle occupe une position dominante, – qui s'inquiète le plus de l'évolution des dépenses de santé et, surtout de la façon dont le gouvernement les contrôlera. Le coup de frein sur les budgets hospitaliers mettant certains établissements publics *« à la limite »*, FO souhaite qu'on évite *« les méthodes autoritaires »*, pour les dépenses hospitalières comme pour les tarifs médicaux. Cette dernière allusion vise l'attitude du gouvernement lors des négociations tarifaires du début de 1984 et le projet de M. Pierre Bérégovoy, actuellement réexaminé par son successeur, d'économiser 1 milliard de francs sur les dépenses d'assurance-maladie par une révision de la nomenclature des actes médicaux.

La revendication est plus large encore et plus ferme en ce qui concerne *les prestations familiales*. Seul M. Paul Marchelli, pour la CGC, s'est distingué en estimant qu'aujourd'hui *« le moyen intelligent de maintenir le pouvoir d'achat des familles est l'allégement de la pression fiscale »* : les autres confédérations ont réclamé un relèvement des prestations. L'évolution de celles-ci a d'ailleurs fait l'objet d'une controverse entre Mme Dufoix et la CFTC, toujours particulièrement attentive sur ce point.

Selon cette centrale, en 1984, trois cent mille familles ont perdu certaines prestations liées à des conditions de ressources ou ont vu le montant réduit par suite de la loi de finances pour 1984, transformant en crédit d'impôt les abattements sur le revenu imposable accordés pour le logement. Dans une lettre au président de la CFTC, Mme Dufoix a fait valoir que la mesure avait aussi allégé les impôts des foyers à faible revenu et que ses effets pervers ont été compensés par le relèvement des plafonds de ressources exigés pour le *« complément familial »* (de 12,5 % à 22 %, selon la situation familiale) et de l'allocation de rentrée scolaire (de 16 % à 21 %). Pour la CFTC, malgré ces mesures, les familles *« ont été privées »* d'environ 800 millions de francs en 1984.

M. Pierre Boisard, président (CFTC) de la Caisse nationale d'allocations familiales a rappelé en outre qu'en 1983, déjà, 11,4 milliards de francs ont été économisés sur les prestations familiales par modification de leurs barèmes ou du mode de calcul. Au total, l'amélioration sensible des revenus des familles entraînée par l'effort de 1981-1982 a été largement grignotée depuis.

Mme Dufoix a promis que *« la situation sera réexaminée au 1er janvier 1985 pour procéder au rattrapage nécessaire »*, comme l'avait annoncé le rapport de la commission des comptes de la Sécurité sociale en juillet dernier. Le montant pourra-t-il satisfaire les syndicats, qui souhaitent aussi que le projet de loi sur la famille (créant une allocation au jeune enfant et un congé parental rémunéré à partir du troisième enfant) voie enfin le jour et ne soit pas limité à une redistribution de prestations existantes ? (1). Le président de la République a demandé que l'on *« améliore »* le projet : pourra-t-on à la fois le faire et relever les autres allocations ?

Enfin les confédérations ont été unanimes à réclamer un rattrapage des retraites. Celles-ci n'ont été relevées que d'un peu plus de 4 % en 1984 (1,8 % au 1er janvier, 2,2 % au 1er juillet), alors que la hausse des prix avoisinera les 7 % cette année. Là encore, la commission des comptes a annoncé un réexamen au début de 1985 si l'évolution des salaires et des prix se confirmait. Mais les syndicats, considérant que la hausse des prix dépasse dès à présent l'augmentation des retraites, souhaitent que le rattrapage intervienne le plus tôt possible. Ils craignent qu'en 1985, comme en 1984, le gouvernement ne joue sur la désinflation escomptée durant l'année à venir pour freiner les augmentations.

GUY HERZLICH.

(1) La CGT a réclamé, en outre, une augmentation de 50 % à... 247 % de l'allocation de rentrée scolaire selon le niveau de scolarité des enfants.

M. Gattaz répond à M. Fabius

(Suite de la première page.)

Pourtant, – une partie de l'appareil patronal et les grands patrons réunis dans une sorte de club par M. Ambroise Roux le lui reprochent assez, – M. Gattaz fait comme si de rien n'était. Sa conférence de presse de *« rentrée »*, le 10 septembre, sur le thème *« des propositions pour sortir de la crise »*, apparaît comme la continuité de son action des trente derniers mois, une manière de dire *« ne nous payons pas de mots »*.

Y figure d'abord une comparaison des résultats français avec la situation économique des autres grands pays industrialisés, qui fait dire au patronat : cela va mieux qu'avant en France mais moins bien qu'ailleurs (*le Monde* du 6 septembre). Un investissement productif beaucoup moins important que la concurrence (avec une progression quatre fois moindre qu'en Allemagne fédérale, cinq fois moindre qu'en Grande-Bretagne et près de dix fois moindre qu'au Japon) lui fait craindre *« en période de renouvellement technologique intense »* une mise de la France hors de course.

Le taux de croissance très faible (+ 1,25 %) est « inquiétant » par rapport à ceux de la Grande-Bretagne (+ 2,5 %), de la RFA (+ 3 %), du Japon (+ 4,75 %) et des Etats-Unis (+ 6 %) ; quant au *chômage il augmente « beaucoup plus qu'ailleurs »* (il a augmenté en un an de 14,1 % en France, de 2,3 % en Grande-Bretagne, de 0,9 % en Allemagne fédérale et, diminué de 27,2 % aux Etats-Unis).

Pour *« sortir de la crise »*, empêcher le chômage de s'aggraver et éviter que la France ne *« décroche des grands pays développés*, affirme donc M. Gattaz, *il faut des moyens, des mesures concrètes et importantes »* ; et, à quelques jours de la présentation du budget – cette mise à plat des interventions de l'Etat, – le patron des patrons ajoute : *« Si le gouvernement n'agit pas, il se condamne – et nous condamne – à ne pas réussir. »*

Agir, c'est, selon le CNPF, qui ne craint pas d'enfoncer les mêmes clous, *« libérer immédiatement les prix des produits et des services industriels, s'engager dans un processus de libération progressive des prix et des marges des commerces et services »*, c'est encore, *« desserrer puis supprimer le contrôle des changes »*. Bref, c'est prendre M. Fabius au mot.

Agir, c'est aussi pour le patronat abaisser les charges. Cela peut être, accessoirement, ne pas relever la tarification téléphonique ou la taxe intérieure sur les produits pétroliers ou récupérer pour les entreprises 18 milliards de francs grâce à la baisse des prélèvements obligatoires.

Plus fondamentalement, le CNPF réclame une réforme radicale de la taxe professionnelle, promise par un gouvernement qui n'a pas tenu ses engagements, et, en attendant, *« une solution pour cet automne »*.

Mais M. Gattaz juge surtout qu'il n'y aura pas de relance *« puissante et continue »* de l'investissement sans une incitation fiscale comme il en existe dans tous les pays industrialisés : *« Il faut mettre en place un crédit d'impôt »*, c'est-à-dire la possibilité de déduire de l'impôt une partie de l'investissement réalisé, clame donc le patron des patrons.

Sur le front de l'emploi, le CNPF n'innove pas non plus. Il réitère ses propositions d'emplois nouveaux à contraintes allégées et cette déréglementation (suppression des ordonnances de 1982 sur le temps partiel, le travail intérimaire et les contrats à durée déterminée) qui, avec ou sans les syndicats, sera nécessaire, selon lui. Pour la formation des jeunes, il préconise, outre un rapprochement entre enseignants, formateurs et dirigeants d'entreprise, la mise en place d'un système de transition entre l'école et la vie active par ces stages de formation alternée pour lesquels les partenaires sociaux – à l'exception de la CGT – et les pouvoirs publics viennent de donner leur feu vert.

Enfin, pour occuper *« le vide syndical »*, le patronat relance l'idée de participation active de tous dans l'entreprise, puisque *« les dirigeants ne réussiront pas seuls mais avec l'appui et le soutien actif de leurs cadres et de tous les salariés »*.

La politique de M. Gattaz a du bon pour ses mandants. Les entreprises se portent mieux, après avoir été, il est vrai, au creux de la vague en 1982. La centrale des bilans de la Banque de France, qui étudie chaque année quatre mille deux cents entreprises industrielles, souligne ainsi que l'année 1983 a été caractérisée par *« un partage de la valeur ajoutée plus favorable aux entreprises du fait de la compression des effectifs et de la modération des augmentations de salaires »*. Et, en 1984, l'excédent brut d'exploitation (valeur ajoutée des entreprises diminuée des charges sociales et des impôts liés à la production) devrait atteindre son plus haut niveau depuis dix ans.

Or, malgré cela, en 1983, on a encore assisté à une réduction du volume des investissements et la progression de celui-ci devrait être faible en 1984. C'est dire que l'amélioration de la santé des entreprises ne s'est pas traduite par un effort d'investissement de celles-ci. M. Fabius peut-il, dans ces conditions, faire confiance au CNPF ?

BRUNO DETHOMAS.

SELON UN SONDAGE

74 % des jeunes au chômage accepteraient un emploi intérimaire

Selon un sondage réalisé du 23 août au 3 septembre par l'IFRES auprès d'un échantillon national représentatif de six cent un jeunes de seize à vingt-cinq ans à la recherche d'un emploi et que publie le quotidien *France-Soir* dans son édition du 10 septembre, 74 % des personnes interrogées accepteraient un emploi intérimaire, à défaut de trouver un emploi à temps plein. De même, 45 % accepteraient de prendre un travail autre que leur spécialité d'origine, 23 % envisagent de reprendre des études et 16 % veulent attendre en restant inscrits à l'ANPE. Pour 25 %, ils accepteraient de changer de région sans hésitation, et 20 % le feraient avec hésitation.

59 % des jeunes de moins de vingt-cinq ans – dont 64 % de jeunes femmes – n'ont eu aucun emploi à temps plein avant d'être à la recherche d'un travail. S'ils avaient une occupation, ils se sont inscrits au chômage, pour 35 % d'entre eux, à la fin d'un contrat de travail à durée déterminée et pour 19 % à l'issue d'un stage. Pour la plupart, ils sont à la recherche d'un emploi depuis moins de trois mois (62 %) et utilisent les services de l'ANPE à 59 %, les petites annonces à 64 % et les relations à 46 %. A noter que les plus âgés et ceux qui possèdent un diplôme de l'enseignement supérieur tentent plus souvent des démarches de candidature spontanée.

Conflit Citroën

RETOUR A LA NORMALE DANS L'USINE D'AULNAY

Pour la deuxième semaine d'ouverture des usines Citroën, le travail a normalement repris le 10 septembre au matin à Aulnay-sous-Bois, où toutes les chaînes fonctionnaient. A Levallois, la situation était également calme alors que devait se réunir à partir de 9 h 30 le comité d'entreprise qui aura à examiner la demande de licenciement pour huit délégués syndicaux élus au comité d'entreprise ou délégués du personnel (cinq CFDT, trois CGT).

Le 11 septembre, le comité d'entreprise d'Aulnay aura à se prononcer dans les mêmes conditions sur le cas de vingt-neuf personnes protégées. Au total, quarante et un délégués sont concernés par les licenciements et, conformément à la législation, leur sort avait été disjoint, le 23 août, quand le ministère du travail avait accepté mille neuf cent neuf suppressions d'emplois.

La confédération CGT a publié un texte, déjà signé par quarante personnalités, qui demande le respect de la *« dignité des travailleurs »* et s'élève contre la présence de *« cages grillagées »* chez Citroën. *« Nous condamnons ces méthodes d'exception attentatoires aux libertés, inconciliables avec les exigences actuelles d'une nouvelle citoyenneté dans les entreprises »*, conclut le texte qui a été approuvé notamment par le professeur Gérard Adam, l'écrivain Robert Escarpit, le chanteur Jean Ferrat, le peintre Ernest Pignon-Ernest, le dessinateur Wolinski, M. Yves Jouffa, président de la Ligue des droits de l'homme, et M. Henri Noguères, président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme.

ÉTRANGER

Dette mexicaine : accord exemplaire

(Suite de la première page.)

Enfin, les taux d'intérêt applicables à ces emprunts seront réduits, passant de 2,25 % au dessus du Libor (taux interbancaire à six mois à Londres) à 1,5 %, et c'est ce Libor qui sera retenu comme taux de référence de préférence au taux de base des banques américaines, historiquement plus élevé.

Comme gage de bonne volonté, le Mexique remboursera cette année, par anticipation, 1 milliard au minimum sur l'emprunt de 5 milliards de dollars que les banques internationales lui ont consenti en mars 1983 et fera, en outre, « *tous ses efforts* » pour porter ce remboursement à 1,5 milliard de dollars.

Cet accord, qui intervient après plusieurs mois de négociations amorcées au printemps dernier, et dont les grandes lignes commençaient à être connues il y a trois semaines (*le Monde* du 20 août 1984), va permettre au Mexique de ne rembourser que 250 millions de dollars en 1985 au lieu de 10 milliards et que 3 milliards d'ici à 1988. Surtout, ce pays économisera plus de 5 milliards de dollars sur les intérêts versés, 1 milliard de dollars pour les deux prochaines années, et 350 millions par an ultérieurement. Il permettra enfin au Mexique de ramener sa dette extérieure publique de 39 % de son produit intérieur brut à 24 % d'ici à 1990.

Selon M. Rhodes, il constitue « *la plus importante opération de rééchelonnement des prêts commerciaux jamais effectuée* ». Conclu avec les treize principales banques créancières, dont la Société générale pour la France, il doit ensuite être ratifié par les cinq cent cinquante autres banques qui ont accordé des crédits au Mexique.

Trois dispositions particulières méritent de retenir l'attention. Tout d'abord, le rééchelonnement obtenu prend en compte une procédure mise au point avec le Fonds monétaire international pour tenir les banques créditrices informées « *de la politique du Mexique et de ses performances économiques* », *une clause permettant à ces banques de suspendre le rééchelonnement si elles pensent que ce pays se dirige à nouveau vers une politique désastreuse.*

Ensuite, deux innovations de taille apparaissent. En premier lieu, les banques non américaines, qui ont accordé 46 % environ des prêts rééchelonnés, pourront convertir en une autre monnaie, de préférence la leur, une partie de leurs prêts (50 % environ), ce qui les mettra à même d'obtenir, le cas échéant, des conditions de refinancement plus avantageuses (que l'on pense aux banques ouest-allemandes notamment, qui peuvent emprunter à 5 % ou 6 % sur le marché de la RFA au lieu de 12% sur l'eurodollar). En second lieu, les banques auront la possibilité de lier leurs crédits nouvellement accordés au financement d'exportations en provenance de leur propre pays, cette disposition ayant été réclamée, surtout par les banques françaises.

Ces dispositions, en particulier celle relative au contrôle du Fonds monétaire, et aussi à ce lien éventuel entre crédits et contrats d'exportation, représentent les concessions que le Mexique a dû consentir pour signer l'accord. Par ailleur, un rééchelonnement, si long soit-il, ne supprime pas la charge du remboursement, il l'étale dans le temps, et, de ce point de vue, constitue un boulet pour les futurs gouvernants du Mexique.

Il faut bien convenir, toutefois, que les concessions consenties par les créanciers sont de taille, mais il fallait éviter le pire et, à ce titre, l'accord signé à la veille du week-end revêt une très grande importance.

C'est d'abord le premier signé en par un des principaux pays débiteurs d'Amérique latine, ce qui ruine les espoirs de certains de ces pays de constituer un front commun des endettés, une sorte d'OPEP des débiteurs.

Ensuite, il marque une étape décisive dans le plan de sauvetage qui a dû être élaboré pour éviter une banqueroute générale des pays endettés et, le cas échéant, la faillite des grandes banques mondiales. Fait significatif, ce plan a été mis à l'étude dès le 15 août 1982, date à laquelle le Mexique fit connaître qu'il risquait de ne plus honorer ses échéances internationales.

Dans cette affaire, tout le monde y a mis du sien : le Mexique, en se pliant à une austérité qui risque de lui coûter très cher socialement ; et les banques, prêtes à tout pour éviter de voir leurs créances réduites à zéro ; les gouvernements, notamment celui des Etats-Unis, qui a fait pression sur ses banques pour désamorcer la bombe latino-américaine ; et, enfin, le Fonds monétaire international, qui a joué les bons offices et le maître d'école, quitte à passer pour l' « ogre » aux yeux des populations des pays débiteurs.

L'accord avec le Mexique constitue un précédent d'une immense importance, et il ouvre la voie à tous les autres.

FRANÇOIS RENARD.

LE CHOMAGE EST OFFICIELLEMENT RECONNU EN HONGRIE

Le chômage existe en Hongrie, malgré une pénurie générale de main-d'œuvre, a reconnu M. Albert Racz, chef du service chargé des salaires et de la gestion de la main-d'œuvre. Dans une interview accordée le 8 septembre au quotidien *Nepszabadsag*, organe officiel du parti socialiste ouvrier hongrois, le haut fonctionnaire a en effet déclaré : « *Nous devons admettre que de temps en temps certaines personnes auront du mal à trouver de nouveaux emplois.* »

Certaines régions de Hongrie sont atteintes par le chômage, en raison de la rationalisation accrue de la production, a indiqué M. Racz en ajoutant que, à l'avenir, les travailleurs devront accepter de quitter leur région, de se déplacer, et même de changer de métier selon les besoins du marché du travail. Alors qu'on estime à quatre-vingt-dix mille le nombre d'emplois à pourvoir en Hongrie, dont trente mille à Budapest, trois des dix-neuf départements ruraux comptent plus de deux mille chômeurs, dont la plupart des jeunes à la recherche d'un premier emploi. – *(Reuter.)*

LA CEE OUVRE UNE ENQUÊTE ANTIDUMPING CONTRE LES IMPORTATIONS AMÉRICAINES ET JAPONAISES DE TITANE

La Communauté européenne a ouvert une enquête antidumping contre les importations en provenance du Japon et des Etats-Unis.

Cette décision fait suite à une plainte des fabricants européens qui soulignent que la part des Américains et des Japonais sur le marché européen s'est accrue de 48 % à 61 % entre 1982 et 1984, pendant que le marché déclinait. Les taux d'utilisation des capacités de production des fabricants du Vieux Continent n'étaient plus que de 35 % l'an dernier contre 64 % en 1981. La CEE, au vu des coûts de production, a déclaré que le dumping devait être significatif.

CINQ PAYS SUBVENTIONNERAIENT LEURS EXPORTATIONS D'ACIER VERS LES ETATS-UNIS

Selon les résultats d'une enquête préliminaire du département américain du commerce, cinq pays subventionnent leurs livraisons d'acier aux Etats-Unis. Ces pays sont l'Argentine, le Brésil, la Corée du Sud, le Mexique et l'Espagne, et les produits visés sont essentiellement des tubes d'acier destinés à l'industrie pétrolière. Les taux de subventions iraient de 0,9 % pour l'Argentine à 13,9 % pour l'Espagne.

Au cas où ces résultats préliminaires seraient confirmés d'ici au 20 novembre, date de la conclusion de l'enquête du département du commerce, les Etats-Unis pourraient imposer des droits compensatoires sur ces importations.

Cette enquête s'inscrit dans le cadre plus vaste de la limitation des importations d'acier aux Etats-Unis. Les maîtres de forges américains, soutenus par les syndicats et par l'International Trade Commission, demandent au président Reagan de prendre des mesures protectionnistes pour limiter les importations à 15 % du marché américain. M. Reagan doit se prononcer avant la fin du mois. Les premiers résultats de l'enquête du département du commerce peuvent laisser penser que l'administration Reagan s'apprête à suivre les industriels à l'inverse de ce qu'elle vient de décider pour le cuivre où les mesures protectionnistes ont été repoussées (*le Monde* daté 9 et 10 septembre).

FAITS ET CHIFFRES

● **Restructuration de Matra-Microsystèmes.** – L'usine de Matra-Microsystèmes à Wintzenheim (Haut-Rhin), employant 475 salariés sera scindée en deux sociétés, a annoncé, le 6 septembre, la direction au comité d'entreprise. La première (330 salariés) dépendra de Matra-Horlogerie et l'autre (145 salariés) sera spécialisée dans l'informatique et rattachée à Matra Data System. La CFDT craint que cette restructuration, entraîne 200 suppressions d'emplois. – *(AFP.)*

● **Circuits intégrés : hausse de 67 % de la production japonaise en 1984.** – La production japonaise de circuits intégrés devrait atteindre 8,2 milliards de dollars en 1984, soit une hausse de 67 % sur 1983. L'industrie nippone va investir 3,3 milliards de dollars au cours de l'année fiscale (mars 1984-mars 1985), soit 60 % de plus que l'année précédente, prévoient les industriels. – *(AFP.)*

● **BMW crée une filiale aux États-Unis.** – Le constructeur ouest-allemand d'automobiles BMW va créer une société de crédit automobile aux États-Unis avec la société General Electric Credit Corp. BMW détiendra 51 % du capital qui se monte à 400 millions de dollars. La firme devrait vendre cette année 65000 automobiles et 5000 motos sur le territoire américain.

● **Quatre cent trente suppressions d'emplois à SODETEG.** – SODETEG, numéro deux français de l'ingénierie et filiale de Thomson, vient de mettre en place un plan de restructuration drastique comportant notamment quatre cent trente suppressions d'emplois, soit le tiers de l'effectif total, a annoncé le 7 septembre M. François Blamont, PDG de la société. Sans l'appui de Thomson, la SODETEG « *aurait dû déposer son bilan en mai dernier, mais le groupe a décidé d'apporter son soutien en vue de rétablir l'équilibre financier à partir de 1985* », a affirmé M. Blamont. La société a enregistré de lourdes pertes (228 millions de francs en 1983 et 275 millions prévus pour 1984), le carnet de commandes s'est fortement réduit (2,7 milliards de francs en 1981 à 1,9 milliard fin 1983) et la moyenne d'âge du personnel est trop élevée, selon le PDG.

● **Une laiterie détruite par le feu.** – Une usine du groupe Besnier, spécialisée dans la production de poudre de lait, à Mayenne (Mayenne), a été en partie détruite par un incendie dans la nuit du 7 au 8 septembre. Les dégâts sont estimés à 1 million de francs et le sinistre peut entraîner la mise au chômage technique pendant plusieurs semaines d'une partie des cent soixante-cinq ouvriers. En revanche, l'arrêt de l'usine ne devrait pas affecter les producteurs de lait, dont le produit sera dirigé vers d'autres unités du groupe.

● **Convention entre l'INRA et la région Poitou-Charentes.** – Une convention pour cinq ans, intégrée au contrat État-région, a été signée entre l'établissement public régional de Poitou-Charentes et l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). L'institut a choisi non pas de régionaliser ses structures, mais plutôt ses interventions dans le cadre de telles conventions avec les régions. L'établissement public régional apporte un crédit de 7,5 millions de francs, et pour Poitou-Charentes, l'INRA travaillera plus spécialement sur les oléagineux, les protéagineux, l'aménagement des zones humides, l'élevage porcin et caprin.

RECTIFICATIF. – Bien qu'elle soit en régression, l'inflation au Mexique sera probablement encore supérieure à 50 % cette année (et non à 5 % comme une erreur d'impression nous l'a fait dire dans *le Monde* du 5 septembre).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	9,1950	9,1970	– 85	– 55	– 160	– 120	– 515	– 380
$ can.	6,9760	6,9791	– 90	– 55	– 170	– 120	– 490	– 380
Yen (100) ...	3,7378	3,7400	+ 130	+ 160	+ 280	+ 325	+ 830	+ 920
DM	3,0686	3,0700	+ 135	+ 150	+ 275	+ 300	+ 750	+ 805
Florin	2,7203	2,7215	+ 95	+ 115	+ 205	+ 225	+ 570	+ 620
F.B. (100) ...	15,2412	15,2483	– 50	+ 40	– 45	+ 80	– 100	+ 250
F.S.	3,6905	3,6928	+ 180	+ 205	+ 385	+ 415	+ 1090	+ 1065
L (1 000) ...	4,9850	4,9875	– 180	– 130	– 370	– 300	– 1075	– 940
£	11,6988	11,7078	0	+ 65	– 50	+ 130	– 210	+ 425

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	11 1/2	11 7/8	11 5/8	12	11 11/16	12 1/16	12	12 3/8
DM	5	5 1/2	5 1/4	5 5/8	5 1/4	5 5/8	5 3/4	6 1/8
Florin	5 7/8	6 3/8	6	6 3/8	6 1/8	6 1/2	6 1/2	6 7/8
F.B. (100) ..	10 3/4	11 3/4	10 3/4	11 3/4	10 3/4	11 3/4	10 3/4	11 3/4
F.S.	2 3/4	3 1/2	4 1/2	4 7/8	4 9/16	4 15/16	4 7/8	5 1/4
L (1 000) ..	14 1/4	15 1/4	14 1/8	15 1/8	14 3/8	15 3/8	15	16
£	10 3/8	10 7/8	10 5/8	11	10 11/16	11 1/16	10 3/4	11 1/8
F. franç. .	10 5/8	10 7/8	10 3/4	11 1/8	10 7/8	11 1/4	11 3/4	12 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Pour le premier semestre de 1984, le total des recettes a atteint 524,3 millions de francs contre 481,9 millions de francs au 30 juin 1983 (+ 9 %), se décomposant comme suit :

- recettes sur contrats PTT : 481,6 millions de francs contre 449,1 millions de francs (+ 7 %) ;
- recettes immobilières : 39,6 millions de francs contre 32,8 millions de francs (+ 21 %) ;
- recettes diverses : 3,1 millions de francs (non significatif).

Les résultats s'établissent à 73,4 millions de francs contre 89,5 millions de francs et sont parfaitement conformes aux prévisions annoncées par le président de la société lors de la dernière assemblée générale, les résultats de l'ensemble de l'année 1984 devant être de l'ordre de 145 millions de francs.







MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 30-8-1984
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	403 228
dont :	
Or	258 098
Disponibilités à vue à l'étranger	50 333
ECU	79 702
Avances au Fonds de stabilisation des changes	15 093
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	18 091
dont :	
Concours au Trésor public	11 540
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	190 285
dont :	
Effets escomptés	89 495
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	76 324
5) DIVERS	9 646
Total	696 576

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	194 918
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	12 593
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	16 971
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	83 939
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution des réserves	17 987
5) ECU A LIVRER AU FECOM	75 605
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	302 814
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 817
8) DIVERS	7 016
Total	696 576

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	31 août	7 sept.
Valeurs franç. à revenu variable	1445,6	1472,6
Valeurs étrangères	3404,3	3350,3
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	208,6	212,5
Dont valeurs industrielles	210,2	215,1
Valeurs étrangères	460,6	453,3
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	181,2	184,6
Dont valeurs industrielles	183,3	188,2
Pétroles-Énergie	156,8	159,9
Métallurgie	92,4	92
Chimie	218,3	221,4
Bâtim., mat. constr., trav. publics	109,8	112,6
Constructions mécaniques	127,4	130,9
Matériel électrique	194,8	199,2
Automobile et accessoires	120,5	128
Industr. de consom. non alim.	287,3	292
Agro-alimentaire	252	258,8
Distribution	116	118,1
Transports	171,3	172,2
Services	209,5	209,7
Assurances	165,8	168,3
Banques	219,2	222,3
Immobilier et foncier	189,3	189
Investissement et portefeuille	201,1	206,3
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	106,6	106,9
Emprunts d'État	107,2	107,7
Emprunts garantis et assimilés	106,4	106,6
Sociétés	107,1	107,4
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	93,5	93,7
Sociétés	101,9	102,1
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	172,5	174,4
Produits de base	166,4	168,2
Construction	110,9	112,8
Biens d'équipement	136,7	139,1
Biens de consom. durables	167,2	170,3
Biens de consom. non durables	245,9	247
Biens de consom. alimentaires	249,7	251,9
Services	144,9	145,8
Sociétés financières	207,9	211
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	144,9	149,1
Valeurs industrielles	174,7	176,8
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	142,5	147,6

LA VIE DES SOCIÉTÉS

ROUSSELOT. – Cette société, filiale d'ATO-CHEM (groupe ELF-Aquitaine) et spécialisée dans les produits chimiques, les graisses, les protéines animales et les gélatines, vient de prendre une participation majoritaire (51 %) dans le groupe Lugan, composé de trois petites sociétés constituées l'une en SARL et les deux autres en société anonyme. Le groupe Lugan, qui réalise un chiffre d'affaires annuel de 100 millions de francs (il a été bénéficiaire en 1983), emploie environ cent dix personnes dans deux usines de la région parisienne. Il est spécialisé dans la collecte, la transformation et la commercialisation de corps gras animaux à usage alimentaire dont une bonne partie est destinée à l'exportation.

Cette opération financière – Lugan était une entreprise à caractère familial – va permettre à Rousselot de renforcer ses positions dans le domaine de l'agro-alimentaire.

En 1983, Rousselot a dégagé un bénéfice net consolidé de 61,5 millions de francs, en augmentation de 55 % sur le précédent exercice, sur un chiffre d'affaires également consolidé de 2,66 milliards de francs, en progrès de 13,3 % d'une année à l'autre, la marge brute d'autofinancement ressortant à 166,5 millions en 1983, comparable à celle de 1982.

LLOYDS. – Le grand groupe londonien de l'assurance a connu une année relativement maigre en 1981, selon son bilan annuel. Son bénéfice net est retombé, en effet, pendant cette année, à 152 millions de livres, 42 % de moins que celui de 1980 (263 millions de livres). Il a également été inférieur à celui de 1979 (173 millions). Les comptes annuels de l'organisation sont toujours arrêtés trois ans après la fin de l'exercice pour attendre le règlement des affaires litigieuses. Le bilan révèle que, pour la première fois depuis longtemps, les opérations d'assurances se sont soldées par une perte au cours de cette année. Le déficit a atteint 43,5 millions de livres sur une recette de primes de 2,3 milliards de livres. Les bénéfices provenant des investissements ont toutefois encore augmenté. La détérioration de la rentabilité de l'assurance est imputée par les dirigeants de Lloyds à l'intense concurrence régnant sur le marché mondial, qui empêche un relèvement suffisant des tarifs.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1983)

	6 sept.	7 sept.
Valeurs françaises	115,7	116,1
Valeurs étrangères	90,4	91,5

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	6 sept.	7 sept.
Indice général	174,4	

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 10 septembre ....

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	7 sept.	10 sept.
1 dollar (en yens)	244,50	246

BOURSE DE PARIS Comptant 7 SEPTEMBRE

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	25 90	2 811
5 %	40 85	3 005
3 % amort. 45-54	71	0 312
Emp. 7 % 1973	9085	..
Emp. 8,80 % 77	116 55	2 604
9,80 % 78/93	92 30	1 557
8,80 % 78/86	94 05	6 516
10,80 % 79/94	95 40	0 118
13,25 % 80/90	102 30	3 521
13,80 % 80/87	103 73	12 367
13,80 % 81/99	102 50	8 936
16,75 % 81/87	111 20	16 658
16,20 % 82/90	113 90	10 579
16 % juin 82	113 80	3 989
E.D.F. 7,8 % 61	139 20	9 613
E.D.F. 14,5 % 80-92	103 30	3 647
Ch. France 3 %	133	..
CNB Bques janv. 82	102 28	2 442
CNB Paribas	102 75	2 442
CNB Suez	102 70	2 442
CNI janv. 82	102 28	2 442

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	47	45 50
A.G.F. (St Cent.)	388	390
A.G.P. Vie	5450	....
Agr. Inc. Madag.	70	70
Amrep	155	141 40 o

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Eurocom	600	624
Europ. Accumul.	29 10	30 05
Eternit	371	369
Félix Potin	1255	1305
Ferm. Vichy (Ly)	107	107
Fiacliere	109	109
FIPP	135	129 50
Frac	275 50	275 50
Focep (Chât. eau)	1000	1000
Foncière (Cie)	247	241 70
Fonc. Agache-W.	215	222
Fonc. Lyonnaise	1780	1780
Foncina	177 20	183
Forges Strasbourg	148	154
Forinter	1200	1200
Fougerolle	50	50
France I.A.R.D.	115	116
France (La)	818	810
Frankel	195	195
Fromageries Bel	839	838
From. Paul Renard	400 50	416 50
GAN	695	699
Gaumont	510	501
Gaz et Eaux	1389	1360
Genty S.A.	300	298
Gerveis	110	....
Gér. Arm. Hold.	24 65	25
Gerland (Ly)	490	480
Gévelot	255	....
Gr. Fin. Constr.	212	213 50
Gds Moul. Corbeil	83	82 20
Gds Moul. Paris	335	341
Groupe Victoire	880	880
G. Transp. Ind.	185	163 50
Hutchinson	265	275 50

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1770	....
C.D.M.E.	528	529
C. Equip. Elect.	220	222
Dafsa	331	335
Dauphin O.T.A.	1580	1570
Guy Degrenne	770	780
Marlin Immobilier	1553	1551
Métallurg. Minière	155	162
M.M.B.	280	290
Om. Gest. Fin.	281	270
Petit Bateau	420	425
Petrofigaz	535	541
Porno	420	420
Salomon	1570	1582
S.C.G.P.M.	270	276
Far East Hotels	0 94	0 92
Sofibus	216	217
Sovac	570	575
Zodiac	1230	1230

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alser	198	....
Borie	295	295
Cellulose du Pin	27 60	28
C.G.M.	10 50	11 30 d
Cochery	39 60	36 50 o
C. Sabl. Seine	115	....
Coparex	530	536
Dunlop	9 20	....
F.B.M. (LI)	70	3 50 o
La Mure	60	....
Mic	294 50	....
Novotel S.I.E.H.	1650	....
Profils Tubes Est	1 52	....
Pronuptia	100	99
Ripolin	39	....
Rorento N.V.	613	619
Sabl. Morillon Corv.	129	....
S.K.F. (Applic. méc.)	45	65 d
S.P.R.	135	135 10
Total C.F.N.	44 10	....
Ufinex	273	259 50

SICAV 7/9

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	235 36	224 69
Actions-Investiss.	266 87	254 77
Actions sélectives	352	336 04
Aedificandi	361 75	345 35
A.G.F. 5000	250 24	238 89
Agimo	388 04	370 44
A.G.F. Interfonds	355 06	338 96
Altefi	217 17	207 32
A.L.T.O.	183 76	175 43
Amérique Gestion	468 44	447 20
A.M.I.	223 84	213 69
Assoc. St-Honoré	11803 82	11745 09
Associc	24108 15	24108 15
Bourse-Investiss.	303 90	290 12
Bred Associations	2209 52	2202 91
Capital Plus	1324 79	1324 79
Columbia (ex W.I.)	673 59	643 05
Convertimmo	282 58	269 77
Cortexa	931 80	889 55
Credinter	381 98	364 66
Crois. Immobil.	379 90	362 67
Démeter	12301 38	12276 83 ◆
Drouot-France	317 57	303 17
Drouot-Investiss.	715 74	683 28
Drouot-Sécurité	187 57	179 06
Drouot-Sélection	114 50	109 31
Energie	236 44	225 72
Epacic	51646 62	51594 03
Epacourt Sicav	6396 11	6380 16
Epargne Associations	23312 28	23242 55
Epargne-Capital	5787 96	5730 64
Epargne-Crois.	1371 89	1309 68
Epargne-Industr.	422 41	403 26
Epargne-Inter	648 85	619 43
Epargne-Long-Terme	1087 63	1038 31
Epargne-Oblig.	176 71	168 70
Epargne-Unie	867 23	827 90
Epargne-Valeur	347 14	331 40
Eparoblig	1203 82	1201 42
Euracic	8469 83	8076 21
Euro-Croissance	407 80	389 31 ◆
Europe Investiss.	1072 58	1023 94
Foncier Investiss.	653 29	623 67
Foncival	152 40	145 49
France-Garantie	278 82	273 35
France-Investiss.	414 87	396 06
Fr.-Obl. (nouv.)	387 66	380 06
Francic	246 06	234 90
Fructidor	224 68	214 49
Fructifrance	448 59	428 25
Fructivar	63380 98	63202 97
Fructi-Associations	1062 18	1060 04
Fructi-Première	10428 81	10274 69
Gestilion	58184 53	58044 42
Gestion Associations	114 77	111 97
Gestion Mobilière	558 68	533 36
Gest. Rendement	469 14	447 87
Gest. Sél. France	393 99	376 12
Haussmann Oblig.	1251 84	1195 07
Horizon	726 73	705 58
I.M.S.I.	386 55	368 07
Indo-Suez Valeurs	623 17	594 91
Ind. française	12807 33	12556 21
Interoblig.	9721 61	9280 68
Intersélect France	304 26	290 46
Intervaleurs Indust.	416 89	397 99
Invest. net	11522 32	11499 32
Invest. Obligataire	13449 64	13422 69
Invest. Placements	781 98	746 52
Invest. St-Honoré	642 23	613 11
Japacic	110 10	105 11
Laffitte-crt-terme	114399 46	114399 46 ◆
Laffitte-Expansion	648 03	618 64 ◆
Laffitte-France	206 43	197 05 ◆
Laffitte-Japon	223 28	213 14 ◆
Laffitte-Oblig.	139 74	133 40 ◆
Laffitte-Placements	106112 97	106006 96 ◆
Laffitte-Rend.	193 91	185 12 ◆
Laffitte-Tokyo	948 54	905 53 ◆
Lion-Associations	12274 75	12274 75
Liouplus	53837 68	53304 63
Livret portefeuille	477 37	463 47
Mondiale Investissem.	337 97	322 64
Monacic	63519 80	63519 80
Multi-Obligations	440 65	420 67
Mutuelle Unie Sél.	107 27	102 41
Natio.-Assoc.	24852 43	24812 80
Natio.-Epargne	12400 21	12277 44
Natio.-Inter.	913	871 60
Natio.-Obligations	441 88	421 84
Natio.-Placements	60675 58	60675 58
Natio.-Valeurs	508 22	485 17
Oblifion	1089 28	1039 89
Obliscum	157 62	150 47
Pacifique St-Honoré	394 50	376 61
Paribas Epargne	12305 28	12256 24
Paribas Gestion	537 57	513 19
Patrimoine-Retraite	1224 65	1200 64
Phenix Placements	236 96	235 78
Pierre Investiss.	441 19	421 18
Placement crt-terme	57559 41	57559 41
Province Investiss.	276 14	263 62
Rendem. St-Honoré	11499 68	11442 47
Sécur. Mobilière	398 73	380 65 ◆
Sél. court terme	11584 35	11498 11
Sélec. Mobil. Div.	316 18	308 45
Sélection-Rendem.	172 80	164 96
Sélect. Val. Franç.	200 76	191 66
Sicav-Associations	1136 31	1134 04
S.F.I. fr. et étr.	456 84	436 12
Sicavimmo	484 25	462 29
Sicav 5000	226 18	215 92
Slivafrance	367 27	350 62
Slivam	317 66	303 26
Slivarente	193 11	184 35
Slivinter	333 51	318 39
S.I.–Est	966 72	922 68
S.I.G.	759 28	724 52
S.N.I.	998 64	953 36
Sofinvest	442 32	422 26
Sogepargne	350 04	334 17
Sogevar	835 87	797 97
Sogintar	1087 23	1037 93
Soleil Investiss.	397 11	397 11
Technocic	1088 44	1039 08
U.A.P. Investiss.	349 54	333 69
Uni-Associations	111 42	111 42
Unifrance	270 56	258 29
Unifoncier	712 61	680 30
Uni-Garantie	1077 16	1055
Unigestion	656 80	627 02
Uni-Japon	1112 26	1061 81
Uni-Régions	1574 64	1503 24
Univente	1741 99	1684 71
Univer	141 47	141 47
Univers-Obligations	1072 81	1037 53
Valorem	354 20	353 85
Valorg	1189 39	1188 20
Valrel	128488 26	128369 89

◆ : Prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1710	4,5 % 1973	1705 50	1710 10	1710	+ 0 26
3560	C.N.E. 3 %	3557	3558	3565	+ 0 22
1410	Electricité T.P.	1519	1499	1510	– 0 59
2700	Essilor	2800	2800	2800	....
620	Esso S.A.F.	592	590	583	
905	Eurafrance	886	890	890	

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 7/9	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	9 063	9 114	8 860	9 280
ECU	6 878	6 878	....	....
Allemagne (100 DM)	306 940	306 940	298	313
Belgique (100 F)	15 244	15 244	14 600	15 700
Pays-Bas (100 fl.)	271 810	272	260	280
Danemark (100 krd)	84 520	84 600	79	87
Norvège (100 k)	107 540	107 880	103	110
Grande-Bretagne (£ 1)	11 615	11 651	11 050	11 950
Grèce (100 drachmes)	7 742	7 752	6 900	8 400
Italie (1 000 lires)	4 971	4 980	4 700	5 200
Suisse (100 fr.)	367 840	369 100	356	377
Suède (100 krs)	107 250	107 570	101	108
Autriche (100 sch)	43 690	43 720	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 411	5 429	5 100	5
Portugal (100 esc.)	5 880	5 880	5 200	6 400
Canada ($ can 1)	6 943	6 988	6 780	7 100
Japon (100 yens)	3 709	3 722	3 580	3 740

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/9
Or fin (kilo en barre)	99050	99000
Or fin (en lingot)	98800	99000
Pièce française (20 fr)	604	602
Pièce française (10 fr)	400	.....
Pièce suisse (20 fr)	571	575
Pièce latine (20 fr)	563	568
Souverain	719	723
Pièce de 20 dollars	4060	4020
Pièce de 10 dollars	2002 50	2002 50
Pièce de 5 dollars	1220	.....
Pièce de 50 pesos	3830	3800
Pièce de 10 florins	590	590

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

● **Bénéfice en hausse pour la poste en RFA.** – Les postes ouest allemandes ont enregistré un bénéfice de 2,2 milliards de DM en 1983 (6,6 milliards de francs) en hausse de 45 % par rapport à l'année précédente. Le chiffre d'affaires, 44,2 milliards de DM, a cru de 5,2 %. Pour 1984, le ministre des postes, M. Schwarz-Schilling, prévoit un bénéfice de 2,3 milliards de DM. Il a assuré que les tarifs postaux resteront inchangés jusqu'à la fin 1985. – *(AFP.)*

Le numéro du « Monde » daté 9-10 septembre 1984 a été tiré à 438 255 exemplaires

M. Chirac : la nomination de M. Fabius n'a rien changé à la politique des socialistes

M. Jacques Chirac a confirmé les premières réactions des responsables du RPR après les déclarations télévisées de M. Fabius. Le maire de Paris a en effet déclaré, samedi 8 septembre, au Puy (Haute-Loire), que si les apparences du discours du nouveau premier ministre étaient différentes de celles de son prédécesseur, rien dans le fond n'était changé. Il a donc mis en garde les membres de l'opposition contre les tentatives de séduction émanant du pouvoir. Au contraire, même, il a renouvelé les appels à l'union de l'opposition présentée comme un « devoir ». Il n'a fait qu'une allusion indirecte et assez modérée à l'attitude de ceux qui avaient montré quelque compréhension à l'égard du nouveau premier ministre.

Parlant devant les responsables RPR et les élus UDF du département, parmi lesquels M. Jacques Barrot, secrétaire du CDS, M. Chirac a déclaré : « *On a changé les couleurs des rubans autour des déclarations, mais en fait, rien n'a changé. Après mille et une bêtises, le gouvernement essaie de redresser la situation, mais, j'observe que la France continue à s'endetter et la situation économique à se dégrader.*

» *Je constate qu'il y a un grand effort entrepris pour se démarquer du sectarisme et pour essayer de donner une impression centriste. Les membres de l'opposition, quel que soit le parti auquel ils appartiennent, ne se sont pas laissé séduire.*

» *Je n'ai pas trouvé dans les propos de M. Laurent Fabius d'éléments de nature à me faire penser qu'il y a un espoir de redressement pour le pays ou d'amélioration d'une situation qui, sur les plans économique, social et international, se dégrade chaque jour.* »

M. Chirac a ajouté : « *Ce pouvoir, après avoir divisé les Français, facilité les affrontements entre eux et permis l'émergence d'une extrême droite, essaie un peu tard de se montrer plus convenable. Cela relève plus de l'apparence que de la réalité.* »

Evoquant les positions divergentes prises par quelques membres du RPR après la nomination de M. Fabius, M. Chirac a déclaré : « *Il arrive que les hommes rivalisent entre eux, que les générations se heurtent, que la diversité des tempéraments et des sensibilités s'exprime parfois brutalement. Je ne vois là, dans le monde politique tel qu'il est, rien que de très naturel et d'assez secondaire.* » Il a ajouté : « *Il est en revanche essentiel que, sur les grands problèmes de notre temps, chacun puisse constater l'unité de notre inspiration, l'identité de nos convictions, la similitude de nos approches et de nos méthodes.* »

Le président du RPR, qui était accompagné de MM. Pasqua, président du groupe sénatorial, et Pons, secrétaire général du RPR, a souhaité la victoire de M. Giscard d'Estaing à l'élection législative partielle du 23 septembre puisqu'« *il va de soi qu'il est le candidat de l'ensemble de l'opposition* ».

Le lendemain, dimanche 9 septembre, M. Bernard Pons a déclaré à Lisieux (Calvados) : « *Le gouvernement n'est plus soutenu par 20 % des Français mais par epsilon, soit rien, rien du tout.* » Pour appuyer sa déclaration, le secrétaire général du RPR a cité « *le rapport introductif accablant pour le Parti socialiste* » de Mme Françoise Gaspard, lors de la réunion du courant B du PS, le 25 août dernier, à Valence (*le Monde* du 28 août). « *Le gouvernement*, a-t-il dit, *n'est plus là que pour expédier les affaires courants.* »

M. Marchelli : les orientations économiques de M. Fabius sont de meilleure qualité que celles de M. Barre

« *Laurent Fabius est la dernière chance pour la France, à l'heure actuelle*, a déclaré M. Paul Marchelli le 9 septembre à Radio Monte-Carlo, *et je crois que l'ensemble des orientations qu'il a présentées à « L'heure de vérité » correspondent aux orientations nécessaires pour que la France se sorte de la fosse – car c'est une fosse, maintenant – économique dans laquelle elle est plongé.* » « *L'important, dans cette affaire*, a ajouté le président de la CGC, *c'est qu'après avoir commis une série de bêtises plus invraisemblables les unes que les autres, depuis mai 1981, la majorité en place – si majorité il y a encore, mais, ça, c'est un autre problème – se met à travailler en prenant convenablement en cause, en main, les données économiques et sociales, et en présentant à la nation des orientations qui correspondent à celles que nous avons développées depuis un certain nombre d'années. (...) Je ne dis pas : vive Fabius ! Je dis : M. Fabius a un discours qui nous semble sérieux et crédible, nous souhaitons que ses actes correspondent bien à son discours.* »

M. Marchelli a estimé que « *les orientations, d'un point de vue purement économique, de M. Fabius* [lui] *semblent de meilleure qualité pour la France que celles de M. Barre* ». Le président de la CGC a jugé « *courageuses* » les propositions de la CFDT sur l'emploi : « *Et je salue cette organisation syndicale ouvrière qui n'hésite pas à prendre le contre-pied de sa base – il faut bien le dire – pour exprimer une orientation qui répond à un certain nombre de problèmes brûlants, et surtout la priorité que nous avons tous de lutter contre le chômage. Et je crois que la proposition de la CFDT, notamment en ce qui concerne l'abaissement des seuils pour les petites entreprises et, donc pour les artisans, est prometteuse d'emplois nouveaux pour peu que nous nous mettions d'accord, à partir de lundi* [10 septembre] *autour du tapis vert de la négociation.* »

HAUSSE DE 4 CENTIMES PAR LITRE DU SUPER ET DE L'ESSENCE LE 12 SEPTEMBRE

Alors que l'idée d'un fort renchérissement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers fait son chemin dans la préparation du budget (*le Monde* du 8 septembre), le gouvernement vient de décider de relever dès le mois de septembre le niveau de la taxe spéciale pour la caisse de l'énergie de 17,02 à 20,62 centimes pour le litre de super et de 17,02 centimes à 21 centimes pour l'essence ordinaire. Cet arrêté du ministre de l'économie et des finances est publié au *Journal officiel* du 10 septembre.

De ce fait, le prix des produits pétroliers, qui devait légèrement baisser le 12 septembre (– 1 centime pour le litre d'essence ordinaire) par le simple jeu de la formule qui permet chaque mois de répercuter dans les prix intérieurs les évolutions des cours internationaux du pétrole, des produits pétroliers et du dollar, sera relevé. Essence et super verront leur prix majoré de 4 centimes par litre. Leur prix maximum en région parisienne passera donc respectivement à 5,15 F et 5,48 F. Comme prévu, le gazole augmentera de 2 centimes par litre et le fuel domestique de 1,6 centime.

LE DOLLAR A PRÈS DE 9,20 F

Sur des marchés européens très calmes, le dollar a confirmé, voire accentué, son avance du vendredi 7 septembre, date à laquelle il s'était élevé de 9,11 F à 9,19 F à New-York. Lundi 10 septembre, après s'être élevé à 9,21 F, il est revenu un peu au-dessus de 9,19 F, tandis qu'à Francfort il atteignait 3 DM pour coter, finalement, 2,9950 DM environ. Les vendeurs sont rares face à une demande constante, ce qui ne laisse pas augurer d'une baisse prochaine, bien au contraire.

● *Deux militants allemands d'extrême gauche arrêtés dans les Vosges.* – Deux jeunes gens originaires de Hambourg (RFA), âgés d'une trentaine d'années, sympathisants de l'organisation extrémiste ouest-allemande Fraction armée rouge, ont été arrêtés, le 8 septembre, à la demande du BKA (Bundes Kriminal Amt, Office criminel fédéral) par la police juridiciaire de Nancy, près de Raon-l'Étape (Vosges), dans une scierie désaffectée qu'ils occupaient depuis 1982. Les autorités allemandes demandent l'extradition des jeunes gens, accusés d'avoir commis diverses escroqueries dans leur pays.

Sur le vif
Volcans éteints

Aujourd'hui, c'est aux messieurs que je m'adresse. J'ai une bonne nouvelle pour eux. Les Hongrois ont mis au point un élixir d'amour, la liqueur Casanova, ça s'appelle, à base d'œufs de caille, destiné à une très large clientèle. Il s'en est déjà distribué deux cent mille bouteilles, rien qu'en France, en Allemagne et aux Pays-Bas. La demande est telle qu'on espère pouvoir tripler la vente d'ici à l'année prochaine.

Cette potion magique fait, paraît-il, merveille en cas d'impuissance. Un cas beaucoup plus répandu qu'on ne le croit. C'est marrant, avouez. Pendant des années on nous a cassé les pieds avec la frigidité. Il n'était question que de ça dans les médias. Jamais un traître mot sur l'impuissance, pardon le fiasco. Sinon pour y voir le signe éphémère et flatteur d'un trop-plein d'émotion à l'égard de la partenaire.

Sujet tabou, sujet scabreux. Les Américains, qui ne s'embarrassent pas pour si peu, se sont saisis de la question. Ils ont recensé plus de dix millions d'impuissants aux États-Unis. Ils ont créé à leur intention des centres d'« Impotents Anonymous » calqués sur le modèle des AA, les Alcooliques Anonymes. Et ils ont arraché aux « psy », qui régnaient en maîtres sur ces cohortes d'amoureux transis, morfondus, engourdis, plus de la moitié de leurs patients en rendant le diabète et les troubles cardiaques ou vasculaires responsables de ces pannes. La chirurgie commence déjà à se tailler, à coups d'implants et de prothèses gonflables, une bonne petite tranche de cet énorme marché.

C'est dire quel fabuleux avenir est promis à un philtre d'amour sans doute moins toxique, sinon plus efficace, que les innombrables poudres, aérosols et autres pommades aphrodisiaques dont la fabrication clandestine et la vente sous le manteau viennent d'être dénoncées par le ministre de la santé espagnole. Après tout, comme le dit joliment le correspondant de l'AFP à Madrid, il n'y a que la foi qui sauve. Si elle est capable de soulever des montagnes, elle doit bien pouvoir réveiller les volcans éteints.

CLAUDE SARRAUTE

En Angola

L'UNITA A LIBÉRÉ VINGT-CINQ OTAGES

Vingt-cinq otages détenus par les rebelles angolais de l'UNITA ont été libérés par le mouvement de M. Jonas Savimbi et sont arrivés, samedi 8 septembre, à l'aéroport de Johannesburg, a annoncé un représentant du Comité international de la Croix-Rouge. Ce groupe comprend quatorze Portugais, cinq Mexicains, trois Espagnols, un Cap-Verdien, un Colombien et un Angolais. A l'exception de treize Portugais, le groupe était composé de religieux.

De nouvelles conversations se sont, d'autre part, déroulées, jeudi 6 et vendredi 7, à Lusaka, concernant la recherche d'une solution au problème namibien, entre MM. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint américain chargé de l'Afrique, et Alexandre Rodriguès, ministre angolais de l'intérieur.

A B C D F G H